

ERRATUM

Page 22, 1^{er} alinéa.

La dernière phrase doit être remplacée par celle qui figure ci-dessous :

En revanche, elle cesse d'être statistiquement significative en Suède et au Canada dès que l'on décale l'évolution du taux de couverture de respectivement deux et un trimestres par rapport à celle du cours de change et en Norvège dès que ce décalage atteint quatre trimestres.



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LV^e Année

Tome II N^{os} 1-2 - Juillet-Août 1980

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 **Les relations entre le cours de change et l'emploi industriel.**
- 37 **Chapitre XI « Finances Publiques » de la partie statistique. Modification de certaines données du tableau XI-3 « Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture ».**
- 39 **Mesure de politique monétaire. Communiqué du 30 juillet 1980.**
- 40 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale - Résultats des mois de juin et juillet 1980.**
- 1 **Statistiques.**
- 163 **Législation économique.**
- 175 **Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

LES RELATIONS ENTRE LE COURS DE CHANGE ET L'EMPLOI INDUSTRIEL

1. Objectif et champ d'observation de l'étude.

Dans un article précédent intitulé « Politique de change - Choix et implications » ⁽¹⁾, les expériences récentes d'appréciation et de dépréciation externes des monnaies, dans douze pays industrialisés, avaient été passées en revue sous l'angle de leur influence sur diverses variables réelles : croissance économique, prix et coûts intérieurs et courants commerciaux.

En ce qui concerne plus particulièrement la croissance, on n'avait pas pu dégager, pour l'ensemble des pays considérés, de relation statistiquement significative entre les variations des cours de change effectifs ⁽²⁾ et celles du produit intérieur brut en volume, pendant les périodes 1970-1973 et 1974-1977, que l'on considère les progressions du produit intérieur telles quelles ou qu'on les corrige pour en éliminer les écarts de croissance de pays à pays dus à des évolutions tendancielle divergentes.

L'analyse n'avait pas été étendue aux relations entre le cours de change et l'emploi car, globalement, il semblait logique d'admettre qu'une dépréciation de la valeur externe de la monnaie ne pouvait favoriser l'emploi qu'en agissant positivement sur la croissance économique et inversement qu'une appréciation de la monnaie ne pouvait avoir une influence négative sur l'emploi qu'en freinant la croissance économique.

Mais une croissance économique donnée peut couvrir des évolutions très différentes entre, d'une part, l'ensemble des industries qui sont abritées de la concurrence étrangère et, d'autre part, celles qui doivent affronter cette concurrence aussi bien sur les marchés étrangers que sur le marché intérieur. Si la hausse des coûts que le secteur non abrité ou « exposé » doit supporter, notamment en raison du relèvement des prix des biens et services produits par le secteur abrité, excède celle des prix que lui-même peut pratiquer et qui

⁽¹⁾ *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIII^e année, tome I, n° 4, avril 1978, pp. 3-68.

⁽²⁾ Cette notion est définie brièvement en note ⁽²⁾ de la page 5.

lui sont imposés par les concurrents étrangers, il n'aura comme alternative que de réaliser des gains de productivité ou de voir sa rentabilité s'obérer jusqu'au moment où il disparaîtra comme producteur; si la productivité s'accroît, il y aura perte d'emplois; si la production se réduit, il y aura à la fois perte d'emplois et réduction de la croissance dans le secteur. Il se peut cependant que la croissance économique globale, telle qu'elle est mesurée par l'évolution du produit intérieur brut, ne soit pas affectée par la diminution de la production dans le secteur exposé à la concurrence. Ce serait le cas si l'incidence négative sur ce produit de la réduction de la valeur ajoutée par le secteur exposé, était compensée par celle, positive, de l'augmentation de la valeur ajoutée par les secteurs abrités de la concurrence : c'est en particulier ce qui se passe lorsque les services publics absorbent la main-d'œuvre « libérée » par le secteur exposé; si cette main-d'œuvre a été rendue disponible par les gains de productivité réalisés dans le secteur exposé, il y a même, pour l'ensemble de l'économie, augmentation du produit intérieur brut ⁽¹⁾. C'est pourquoi l'évolution de ce dernier peut refléter improprement ce qui se passe dans le secteur soumis à la concurrence étrangère. Or, c'est essentiellement sur la rentabilité et l'emploi dans ce secteur que les fluctuations des cours de change devraient, si les conditions de réussite sont réunies, faire sentir leurs effets.

Rappelons, en effet, que, en principe, la baisse du cours de change d'une monnaie pourrait produire une expansion de l'emploi dans le secteur exposé de deux manières :

a) si, exprimés en monnaie nationale, les prix des produits exportés et les prix des produits intérieurs qui sont en concurrence avec les produits importés, haussent moins que le taux de dépréciation de la monnaie et si la somme des élasticités aux prix, à l'exportation et à l'importation, est négative et différente de zéro ⁽²⁾, le volume des exportations nettes (exportations moins importations) augmentera et par conséquent, si les capacités de production le permettent, celui de la production et de l'emploi dans le secteur exposé;

b) si, exprimés en monnaie nationale, les prix des produits exportés et les prix des produits intérieurs qui sont en concurrence avec les produits importés, sont relevés plus que les coûts de production et si l'élargissement des marges bénéficiaires qui s'ensuit amène directement ou indirectement — via de nouveaux investissements — une augmentation de la production destinée à l'exportation nette ⁽³⁾.

⁽¹⁾ La contrepartie « extérieure » de cette évolution sera évidemment une détérioration du solde de la balance des transactions courantes avec l'étranger.

⁽²⁾ Pour qu'il y ait amélioration de la balance commerciale, c'est-à-dire pour que l'incidence favorable sur celle-ci de l'augmentation du volume des exportations nettes compense l'incidence défavorable de la détérioration des termes de l'échange, il faut toutefois que la somme des élasticités aux prix à l'importation et à l'exportation soit supérieure à 1.

⁽³⁾ Pour une analyse détaillée des objectifs poursuivis par des modifications de cours de change et des conditions de réussite, voir l'étude précitée, chapitre III.

Soulignons que, dans le cas de l'économie belge, les prix d'une grande partie des produits fournis par les producteurs nationaux sont déterminés par la concurrence internationale. Ces prix ne varieraient probablement pas, exprimés en monnaies étrangères, si la valeur externe du franc belge se dépréciait. Une telle dépréciation se traduirait donc, pour l'ensemble de l'économie, moins par une détérioration des termes de l'échange et un effet en volume [cas *a*) ci-avant] que par une amélioration des marges bénéficiaires [cas *b*) ci-avant] des entreprises qui sont en concurrence avec l'étranger, c'est-à-dire par une redistribution du revenu national en faveur du secteur non abrité. Pour qu'une telle opération réussisse, il faut évidemment que les coûts des entreprises de ce secteur se relèvent moins que les prix, en francs belges, de leurs produits, ce qui suppose qu'une discipline, acceptée volontairement ou imposée, parvienne à contrôler tous les éléments qui constituent ces coûts, c'est-à-dire l'ensemble des revenus de l'économie autres que les bénéfices du secteur non abrité.

Les conditions de cette discipline ne paraissent pas, sur base de l'expérience passée, être réunies en Belgique ⁽¹⁾, mais peut-être l'ont-elles été dans d'autres pays. Il a dès lors paru intéressant de vérifier si, de fait, au cours de la dernière décennie, les dépréciations de certaines monnaies avaient favorisé l'emploi dans le secteur exposé des pays dépréciateurs et, inversement, si les appréciations de la valeur externe de certaines monnaies avaient eu un effet défavorable sur l'emploi dans le secteur correspondant des pays appréciateurs.

L'étude qui suit couvre les quatorze pays industrialisés pour les monnaies desquels le Fonds Monétaire International publie régulièrement des cours de change effectifs ou cours moyens pondérés ⁽²⁾. L'ensemble des importations et des exportations de ces quatorze pays représente plus de 60 p.c. du commerce mondial.

La période retenue s'étend de 1960 à 1978; elle a été, pour les besoins de l'analyse, divisée en deux sous-périodes. La première, qui couvre les années 1960 à 1969 incluses, se caractérise par une grande stabilité des cours de change effectifs : les modifications de parité sont peu nombreuses dans les pays étudiés ⁽³⁾ et, si l'on excepte le dollar canadien dont le cours a flotté jusqu'en mai 1962,

(1) *Idem*, chapitre IV.

(2) Rappelons que ces indices ont pour objet de déterminer, pour chaque monnaie, quelles seraient, dans un système de cours de change fixes, les modifications de parité de cette monnaie dont les effets, sur la balance commerciale, seraient équivalents à ceux des variations de cours qui se produisent dans un système de cours flottants. Pour une description de la méthode utilisée par le F.M.I. pour construire ces indices, voir « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge, Annexe X : indice du taux de change effectif - Fonds Monétaire International », dans le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n^o 5, mai 1977, pp. 35-37.

(3) Réévaluation du deutsche mark et du florin des Pays-Bas en mars 1961, dévaluation de la livre sterling et de la couronne danoise en novembre 1967, dévaluation du franc français en août 1969, réévaluation du deutsche mark en octobre 1969.

les fluctuations autour de la parité sont limitées à celles qui sont permises par les accords de Bretton Woods et par l'Accord Monétaire Européen. Par contre, pendant cette même sous-période, l'emploi a fluctué sensiblement. La seconde sous-période, qui couvre les années 1970 à 1978 incluses, se caractérise par des fluctuations importantes des cours de change effectifs réalisées soit par ajustements de parités, soit par flottement des monnaies, et par de nouvelles fluctuations de l'emploi.

L'emploi que l'on se proposait de mettre en relation avec les fluctuations des cours de change, est celui des secteurs d'activité soumis à la concurrence étrangère, c'est-à-dire, pour l'essentiel, celui des différentes branches de l'industrie manufacturière. Les statistiques disponibles ne permettent cependant pas de reconstituer des séries d'emploi dans le secteur manufacturier, qui soient complètes et homogènes pour tous les pays retenus. De ce fait, et pour assurer une comparabilité maximale des séries choisies, il a fallu prendre un champ d'observation plus large : l'emploi dans l'ensemble de l'industrie. Celle-ci comprend, outre le secteur manufacturier, celui de la construction ainsi que ceux des industries extractives, de l'eau, du gaz et de l'électricité. Si ces quatre derniers secteurs sont généralement peu importants en termes d'emploi, il n'en est pas de même de la construction. On peut toutefois considérer que l'évolution de l'ensemble de l'emploi industriel est suffisamment dominée par celle de l'emploi manufacturier pour que l'utilisation d'une série plutôt que d'une autre n'introduise pas de biais important.

Pour dégager les relations éventuelles de dépendance entre le cours de change et l'emploi industriel — entendu comme le nombre de personnes occupées et non comme la quantité d'heures travaillées, dans l'industrie — on a procédé à une double comparaison graphique ⁽¹⁾ :

— pour chaque pays, on a mis en regard l'évolution, *année par année*, des deux séries pendant la période 1960-1978, de façon à voir si les fluctuations du cours de change effectif de la monnaie de ce pays se retrouvaient, éventuellement avec un certain délai, dans les fluctuations de sens opposé de l'emploi industriel et si celui-ci avait réellement évolué d'une manière nouvelle depuis l'abandon des cours de change stables;

— on a ensuite, dans un deuxième type de graphique, indiqué pour chaque pays la *variation annuelle moyenne* de l'emploi industriel (axe des ordonnées) et celle du cours de change effectif (axe des abscisses) pendant la période 1970-

(1) Toutes les relations examinées ont fait l'objet de tests économétriques qui figurent en annexe. C'est sur base de ces tests que l'interprétation des relations entre le cours de change et l'emploi a été faite, en particulier lorsque ces relations n'apparaissaient pas clairement à la lecture des graphiques.

1978, afin de voir si l'emploi industriel évoluait différemment dans les pays dont la monnaie s'appréciait et dans ceux dont la monnaie se dépréciait ⁽¹⁾.

L'évolution de l'emploi industriel qui a été comparée à celle du cours de change est successivement celle du niveau absolu de cet emploi et celle de sa part dans la population active civile totale.

2. Niveau absolu de l'emploi industriel et cours de change.

A. De la comparaison dans le temps et pays par pays de l'évolution des deux variables — niveau absolu de l'emploi industriel et cours de change —, effectuée au graphique 1, il ressort que, parmi les huit pays dont le cours de change effectif de la monnaie a haussé, de 1970 à 1978 — Japon, Suisse, Belgique, Danemark, République Fédérale d'Allemagne, Pays-Bas, Autriche et Norvège — deux ont enregistré, au cours de la même période, un accroissement de l'emploi industriel : ce sont le Japon et la Norvège; dans un troisième, l'Autriche, l'emploi dans l'industrie a peu varié; dans les cinq autres pays, il a régressé. A l'opposé, parmi les quatre pays dont le cours de change effectif de la monnaie a baissé, pendant la même période — Etats-Unis, Canada, Italie et Royaume-Uni — dans l'un d'entre eux, le Royaume-Uni, l'emploi industriel s'est réduit; dans un deuxième, l'Italie, il s'est maintenu pratiquement au même niveau; dans les deux autres pays, il a augmenté, mais, au Canada, l'essentiel de la progression peut être localisé avant 1975, c'est-à-dire pendant une période où le cours de change de la monnaie fluctuait sans tendance dominante. Le cours de la couronne suédoise a suivi un mouvement ascendant jusqu'en 1975-1976, pour retrouver, en fin de période, à peu près son niveau du début; il en est de même du cours du franc français, qui, après la dévaluation de cette monnaie en 1969, a oscillé assez fortement, mais sans tendance fondamentale à la hausse ou à la baisse; dans chacun des pays de ces deux monnaies, l'emploi industriel s'est réduit pour l'ensemble de la période 1970-1978, mais cette diminution est sans relation avec les phases de baisse du cours de change ⁽²⁾. Au total, *dans huit pays sur quatorze*, il n'y a pas de liaison visible entre le cours de change effectif et l'emploi industriel, soit que cette relation soit inexistante, soit qu'elle soit cachée par l'action plus importante d'autres déterminants de l'emploi. De plus, parmi les six pays restants, où une relation

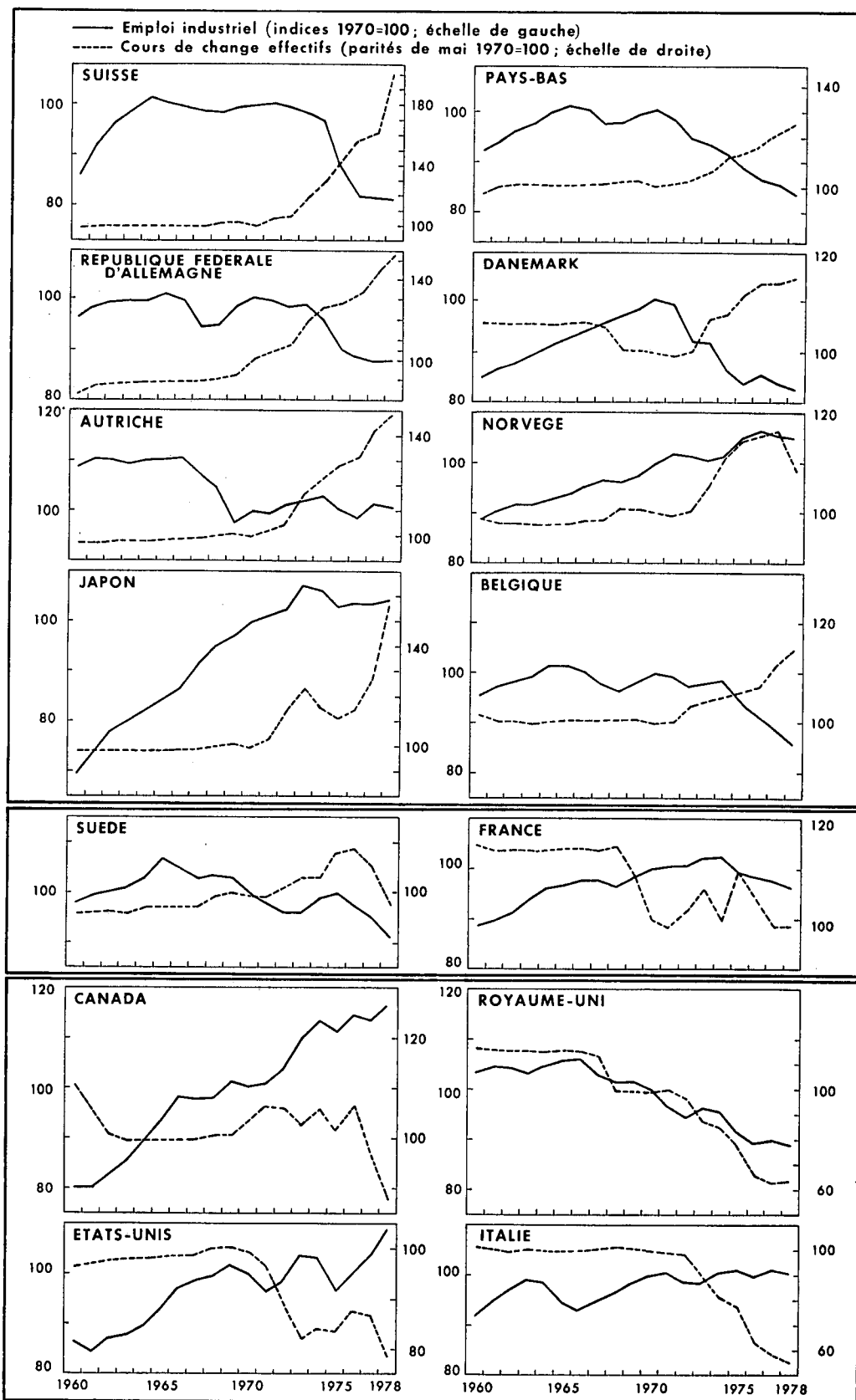
⁽¹⁾ Les taux de croissance annuels moyens ont été calculés selon la méthode de B. Pesek. Celle-ci présente l'avantage de prendre correctement en considération l'ensemble des observations de la série analysée, ce que ne permet pas la moyenne géométrique qui néglige tout le profil entre les données extrêmes, ni la moyenne arithmétique qui donne plus de poids aux accroissements positifs qu'aux accroissements négatifs.

⁽²⁾ Dans ces deux pays, l'estimation statistique de la relation entre la variation annuelle moyenne du cours de change, et celle de l'emploi industriel fait apparaître une relation de même sens entre les deux variables, c'est-à-dire que les pertes d'emplois sont associées à des baisses du cours de change et vice versa. Cette liaison n'est cependant pas statistiquement significative (cf. Annexe, section I A).

Graphique 1.

Emploi industriel et cours de change effectifs

Sources : Emploi industriel : O.C.D.E.
Cours de change effectifs : F.M.I.

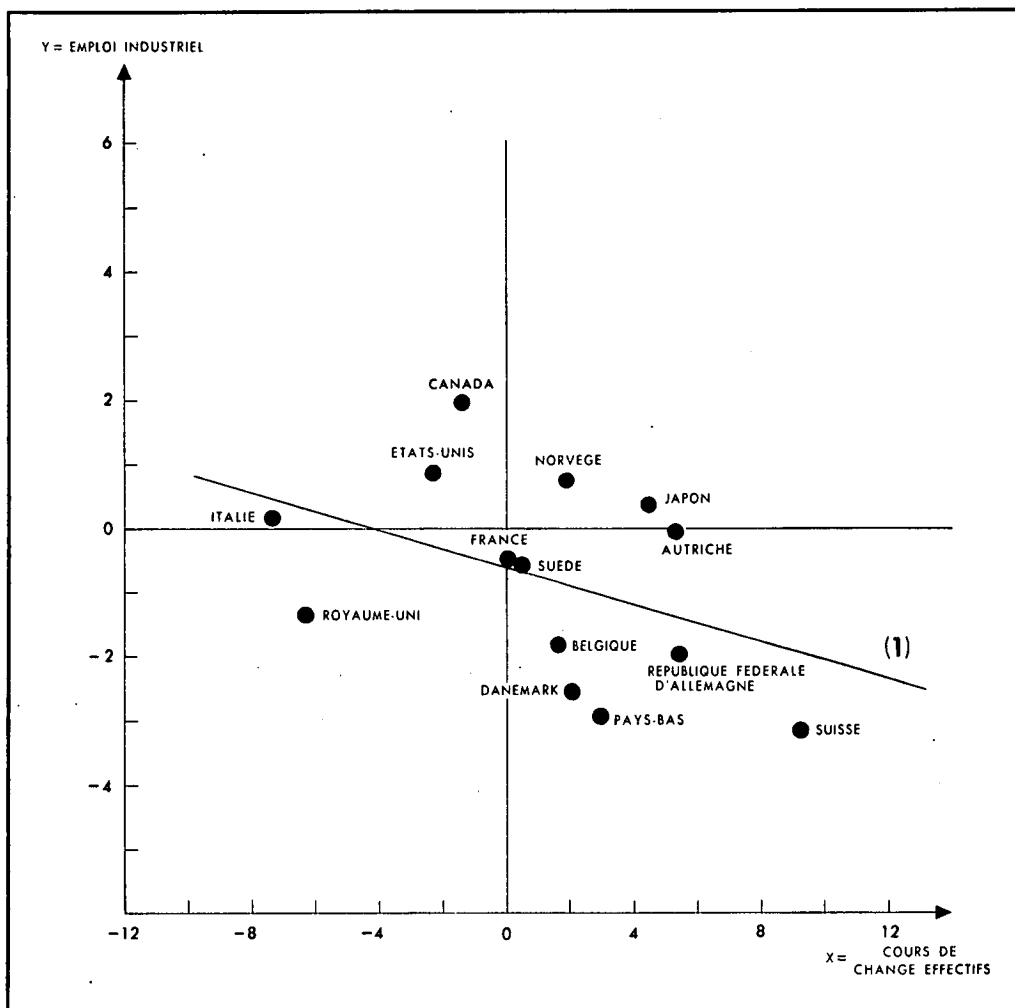


change-emploi n'est pas à exclure statistiquement, dans l'un d'eux, les Etats-Unis, le profil respectif de l'évolution des deux séries — change et emploi — permet de douter fortement de la relation ou du moins de son importance, ainsi qu'il appert d'ailleurs des tests économétriques ⁽¹⁾.

B. La comparaison simultanée de la variation annuelle moyenne de l'emploi et du cours de change dans les quatorze pays de 1970 à 1978, établie au graphique 2, donne, elle aussi, des résultats contradictoires.

Graphique 2.

Emploi industriel et cours de change effectifs
(variations annuelles moyennes, en pour cent, de 1970 à 1978)



$$\hat{y} = 0,59 - 0,15x$$

$$R^2 = 0,11$$

$$D-W = 2,2$$

$$t = 1,6$$

(1) Cf. Annexe, section I A.

Dans ce graphique, on a indiqué, sur l'axe des ordonnées, les pourcentages de variation annuelle moyenne de l'emploi industriel dans les pays étudiés pendant la période 1970-1978 et sur l'axe des abscisses, les pourcentages de variation annuelle moyenne des cours de change effectifs des monnaies de ces pays pendant la même période ⁽¹⁾. Si, dans les pays dont le cours de change de la monnaie a baissé, l'emploi industriel s'est accru, les points qui représentent le couple de variations cours de change - emploi industriel dans ces pays se trouveront dans le quart supérieur gauche du graphique. Si, dans les pays dont le cours de change de la monnaie a haussé, l'emploi industriel s'est réduit, les points qui représentent le couple de variations cours de change - emploi industriel dans ces pays seront localisés dans la partie inférieure droite du graphique. Si, pour l'ensemble des pays étudiés, il existe une relation négative entre le cours de change et l'emploi industriel, c'est-à-dire si une baisse (hausse) de l'un est associée à une hausse (baisse) de l'autre, les points obtenus se concentreront autour d'une droite de tendance inclinée négativement du quart supérieur gauche au quart inférieur droit. Pour que cette droite de tendance soit statistiquement représentative des relations entre le cours de change et l'emploi industriel, il faut toutefois que la dispersion des points de part et d'autre de cette droite ne dépasse pas certaines limites au-delà desquelles elle est peut-être attribuée au hasard. Au graphique 2, la droite de tendance est effectivement négative, mais la dispersion des points est telle qu'elle ne peut être acceptée statistiquement ⁽²⁾.

La seule conclusion que l'on puisse tirer à ce stade est que la relation entre l'emploi et le cours de change est différente d'un pays à l'autre, ce qui semble indiquer que l'emploi obéit à des déterminants autres ou plus importants que le cours de change. Comme le graphique 1 le fait apparaître, l'emploi variait déjà en période de stabilité des cours de change et il a continué de varier en période d'instabilité des cours, sous l'action, sans doute, de ses déterminants intérieurs.

Dans la plupart des pays examinés, l'emploi industriel passe en effet, au cours de la période 1960-1978 successivement par une phase ascendante et une phase descendante, séparées quelquefois par une période de quasi-stabilité de plusieurs années. Les exceptions à cette règle sont, d'une part, le Canada et les Etats-Unis, où l'emploi industriel a continué de s'accroître jusqu'à la dernière année de la période étudiée et, d'autre part, la Norvège et l'Italie, où le repli de l'emploi industriel est trop récent pour juger s'il est passager ou fondamental.

Le sommet de l'emploi industriel se situe à des époques qui varient selon les pays. Si l'on classe ces époques par ordre chronologique, on s'aperçoit que la hiérarchie obtenue semble indiquer, du moins à première vue, une certaine

⁽¹⁾ Les pourcentages de variation annuelle moyenne ont été calculés selon la méthode de Pesek [cf. note ⁽¹⁾, page 7].

⁽²⁾ Cf. Annexe, section I B. $\bar{R}^2 = 0,11$ et valeur du coefficient β est non fiable.

relation entre l'évolution de l'emploi industriel, la croissance démographique et l'ancienneté de l'industrialisation. Le sommet de l'emploi industriel est généralement atteint plus tôt dans les pays à faible croissance démographique — Autriche, Suisse, Belgique, Suède, Royaume-Uni, République Fédérale d'Allemagne — que dans les pays à croissance démographique plus importante — Etats-Unis, Canada, Japon, Italie, France — ou bien, dans les pays de vieille industrialisation — Suisse, Belgique, Suède, Royaume-Uni, République Fédérale d'Allemagne — que dans les pays d'industrialisation plus récente — France, Japon, Italie. Les pays à industrialisation ancienne sont d'ailleurs, pour la plupart, des pays à croissance démographique faible, le premier facteur agissant sur le second par des canaux multiples : niveau du revenu, urbanisation, travail féminin hors du domicile, modèles culturels...

Année(s) d'emploi industriel maximum pendant la période 1960 à 1978 ¹

Autriche	1961 à 1966 (1966)
Suisse	1964
Belgique	1964 à 1966 (1964)
Suède	1965
Royaume-Uni	1965 et 1966
République Fédérale d'Allemagne	1965 et 1970 (1965)
Pays-Bas	1965 et 1970 (1965)
Danemark	1970
Japon	1973
France	1974
Italie	1975 et 1977 (1975)
Norvège	1976
Etats-Unis	1978
Canada	1978

¹ Lorsque le niveau maximum d'emploi industriel s'étale pratiquement sur plusieurs années, l'année de maximum absolu est donnée entre parenthèses.

Pour mieux dégager les relations entre le cours de change et l'emploi industriel, il serait utile d'épurer celui-ci de son évolution tendancielle. Cette méthode aurait l'avantage, d'une part, de faciliter la comparaison en matière d'emploi, entre pays appréciateurs et pays dépréciateurs, puisque les écarts entre pays, qui sont de nature fondamentale, seraient éliminés et, d'autre part, de permettre, pour chaque pays pris isolément, de comparer variations du cours de change et variations de l'emploi autour de sa tendance fondamentale. Toutefois, dans la moitié des pays, le maximum de l'emploi industriel est trop récent, c'est-à-dire que la période de décroissance de cet emploi est trop brève pour permettre de calculer, sans risque d'erreur excessif, la droite de tendance de cette décroissance de l'emploi.

Un des éléments les plus importants qui interviennent dans l'évolution de l'emploi total comme de l'emploi industriel est la croissance ou la décroissance de la population active. Comparer évolution du cours de change et emploi

industriel de pays à pays sans tenir compte de ce facteur déterminant peut aboutir à surestimer ou, au contraire, à sous-estimer l'incidence du cours de change sur l'emploi. Il y aurait surestimation de cette incidence si par exemple le hasard voulait que la population active se soit accrue fortement depuis 1970 dans quelques pays dont la valeur externe de la monnaie s'est dépréciée ou, inversement, qu'elle se soit réduite dans des pays appréciateurs. C'est pour cela qu'il a paru indispensable de procéder à une comparaison entre le cours de change et l'emploi industriel, qui éliminerait l'impact sur celui-ci des fluctuations de la population active. Un des moyens d'éliminer cet impact est de prendre comme variable du côté de l'emploi, non plus l'évolution du niveau de l'emploi industriel, mais celle de la part relative de celui-ci dans la population active totale. C'est ce qui a été fait au chapitre suivant ⁽¹⁾.

3. Part de l'emploi industriel dans la population active civile et cours de change.

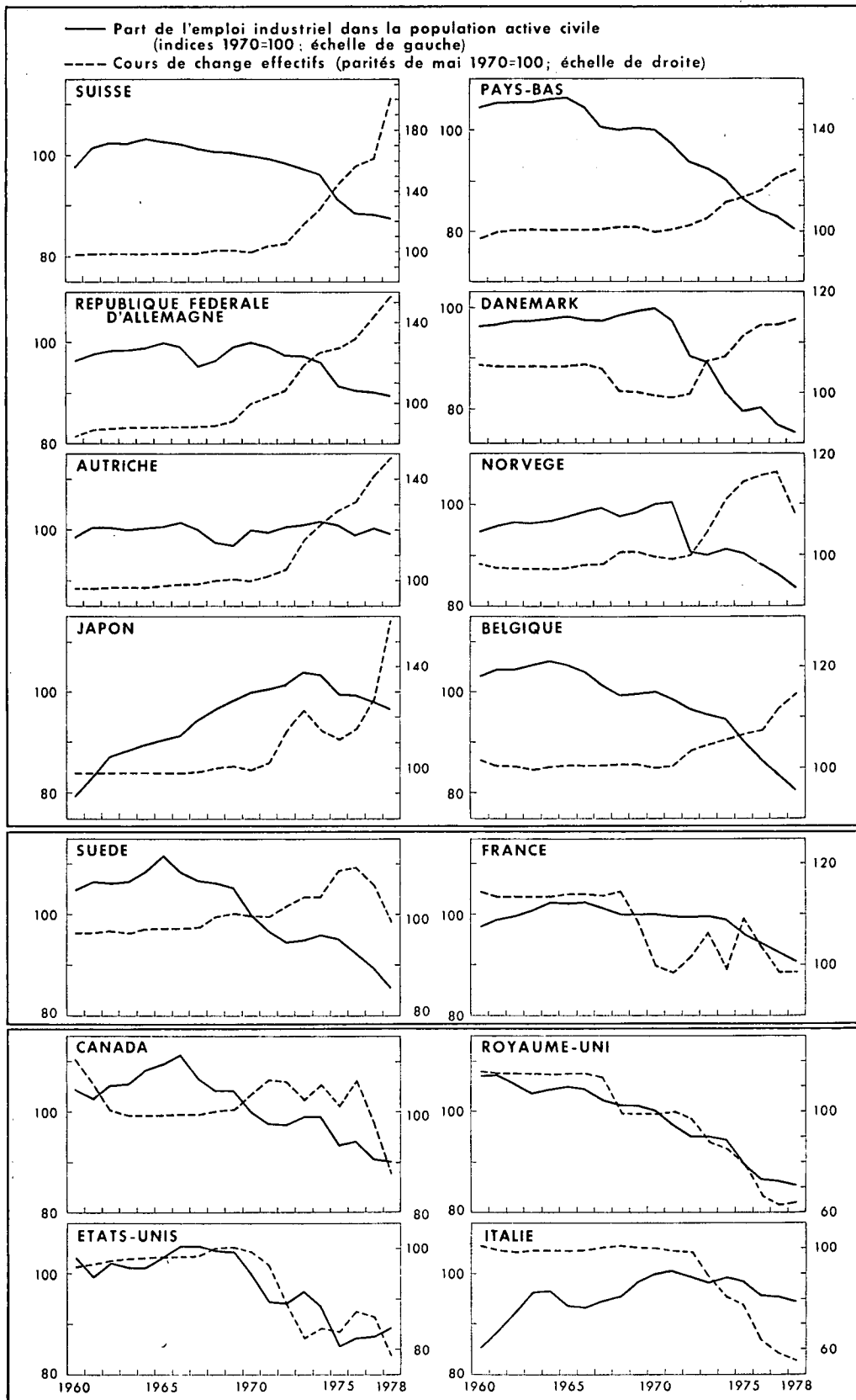
A. De la comparaison dans le temps et pays par pays de l'évolution des deux séries — part de l'emploi industriel et cours de change effectif — (graphique 3 et Annexe, section II A), il ressort que, parmi les quatorze pays examinés, dans cinq d'entre eux — l'Autriche, le Japon, la Suède, la France et les Etats-Unis — il n'existe aucune relation statistiquement significative entre les séries mises en présence pendant la période 1970-1978. En outre, dans trois pays, parmi les neuf où l'on peut observer une relation statistique entre les deux variables examinées, cette relation est à l'inverse de celle à laquelle on s'attendrait, c'est-à-dire qu'à une baisse du cours de change effectif est associée une diminution de l'emploi industriel : ces trois pays sont le Canada, le Royaume-Uni, et l'Italie. Au total, *dans huit pays sur quatorze*, il y a soit absence de relation, soit relations « perverses », entre les deux variables examinées.

Les effets d'une variation du cours de change d'une monnaie sur l'emploi industriel dans le pays de cette monnaie peuvent prendre un certain temps pour se matérialiser. C'est pourquoi la relation entre les deux variables a été testée en introduisant un décalage d'un an entre l'évolution du cours de change et celle de la part de l'emploi industriel. Les résultats de ces calculs ne diffèrent pratiquement en rien de ceux qui avaient été obtenus sans introduire un délai de réaction d'un an dans l'évolution de l'emploi.

⁽¹⁾ On pourrait arguer que les pays à forte croissance de la population active ont dû précisément dévaluer pour assurer de l'emploi à cette population et que, éliminer l'incidence de celle-ci sur l'emploi industriel aboutit à supprimer statistiquement d'office un des effets potentiels d'une dépréciation de la monnaie, à savoir la possibilité pour les pays qui la pratiquent de fournir de l'emploi à une population active en expansion. Il n'en reste pas moins que si le cours de change exerce une action sur l'emploi, c'est en premier lieu sur l'emploi industriel lui-même et donc sur la part de celui-ci dans la population active totale.

Graphique 3.

Part relative de l'emploi industriel et cours de change effectifs

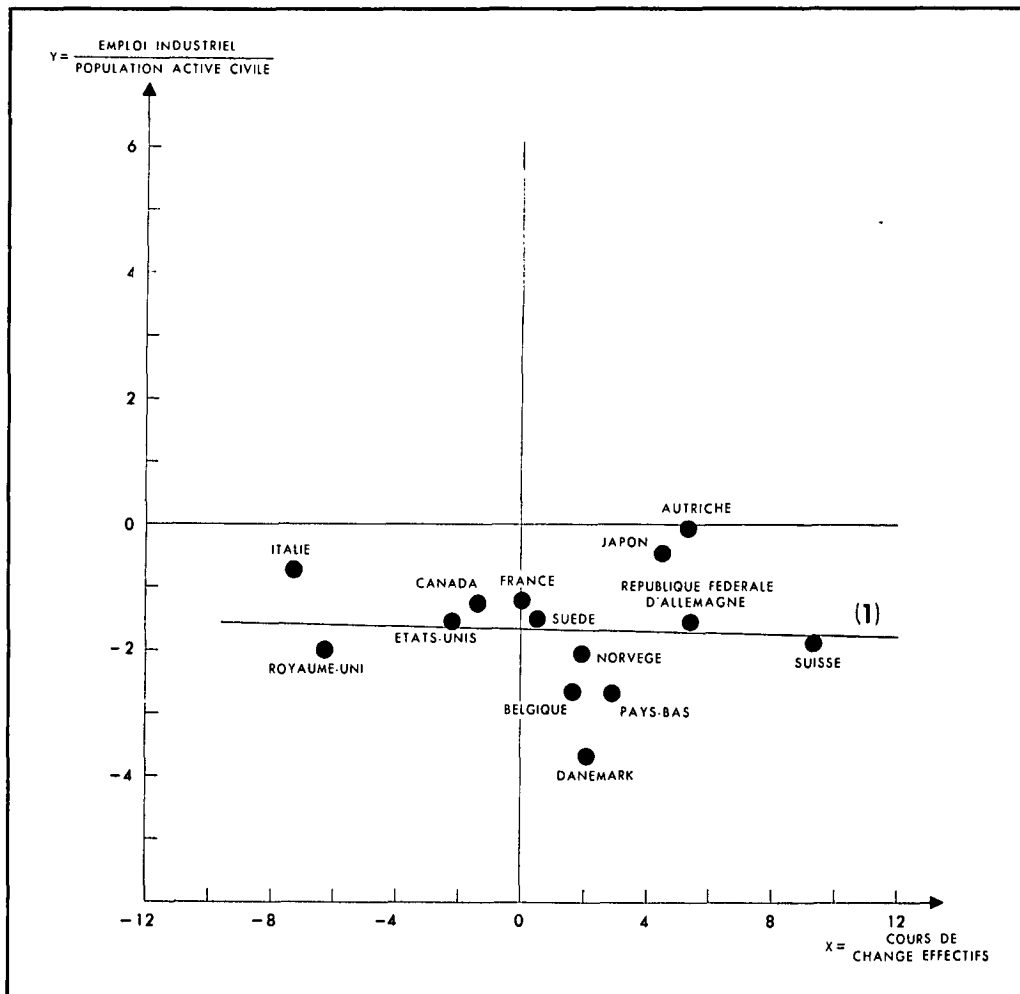


B. La comparaison simultanée des variations annuelles moyennes de la part de l'emploi industriel et du cours de change effectif dans les quatorze pays pendant la période 1970 à 1978 (graphique 4) renforce les difficultés que l'on éprouve à dégager des relations statistiquement valables entre les deux variables. Pratiquement, tous les pays se trouvent dans la partie inférieure du graphique, puisque dans tous, sauf en Autriche, la part de l'emploi industriel s'est réduite. Mais on ne peut pas dire que cette réduction ait été, en moyenne, plus forte dans l'ensemble des pays appréciateurs (quart inférieur droit du graphique) que dans l'ensemble des pays dépréciateurs (quart inférieur gauche du graphique). La droite de tendance est à peine inclinée et la dispersion des points représentatifs des couples variations de part d'emploi industriel - variations du cours

Graphique 4.

Part relative de l'emploi industriel et cours de change effectifs

(variations annuelles moyennes, en pour cent, de 1970 à 1978)



$\hat{y} = 1,66 - 0,01x$
 $\bar{R}^2 = 0,00$
 $D-W = 2,06$
 $t = 0,16$

de change est fort importante et enlève à cette droite toute signification statistique (1).

Une fois de plus, le seul enseignement que l'on puisse tirer de ce type de comparaison est que, si des rapports existent entre l'importance relative de l'emploi industriel et le cours de change, ils ne sont pas perceptibles comme tels, parce que des facteurs plus importants dominent l'évolution de la part de l'emploi industriel dans l'emploi total.

Cette part suit, en effet, dans chaque pays, une tendance que les modifications apportées au système des changes ne paraissent pas avoir modifiée. A l'exception du Royaume-Uni, de la Belgique et du Japon, tous les pays ont atteint le niveau maximum d'emploi industriel relatif durant les années soixante ou juste au début des années 70. Les trois exceptions s'expliquent aisément. Le Royaume-Uni et la Belgique sont les pays où l'industrialisation est la plus ancienne et la part de l'emploi industriel a été maximale respectivement en 1955 et 1957. Le Japon est, en revanche, un pays d'industrialisation assez récente et la part de l'emploi industriel a continué de progresser jusqu'en 1973-1974. Mais partout, le sommet de l'emploi industriel relatif a été atteint et celui-ci est en voie de régression progressive, ainsi qu'il ressort clairement du graphique 5, où l'indice de la part de l'emploi industriel dans les différents pays a été calculé

Année(s) durant laquelle (lesquelles) la part de l'emploi industriel dans la population active civile a atteint son maximum au cours de la période 1960 à 1978

Royaume-Uni	1
Belgique	1
Suisse	1964 et 1965
Pays-Bas	1964 et 1965
Suède	1965
France	1964 à 1966
République Fédérale d'Allemagne	1965 et 1970
Canada	1966
Etats-Unis	1966 ²
Autriche	1966 et 1974
Danemark	1970
Norvège	1970 et 1971
Italie	1970 et 1971
Japon	1973 et 1974

¹ Le niveau maximum a été atteint en 1955 au Royaume-Uni et en 1957 en Belgique; dans ce pays, un nouveau maximum, proche du précédent, a été atteint en 1964.

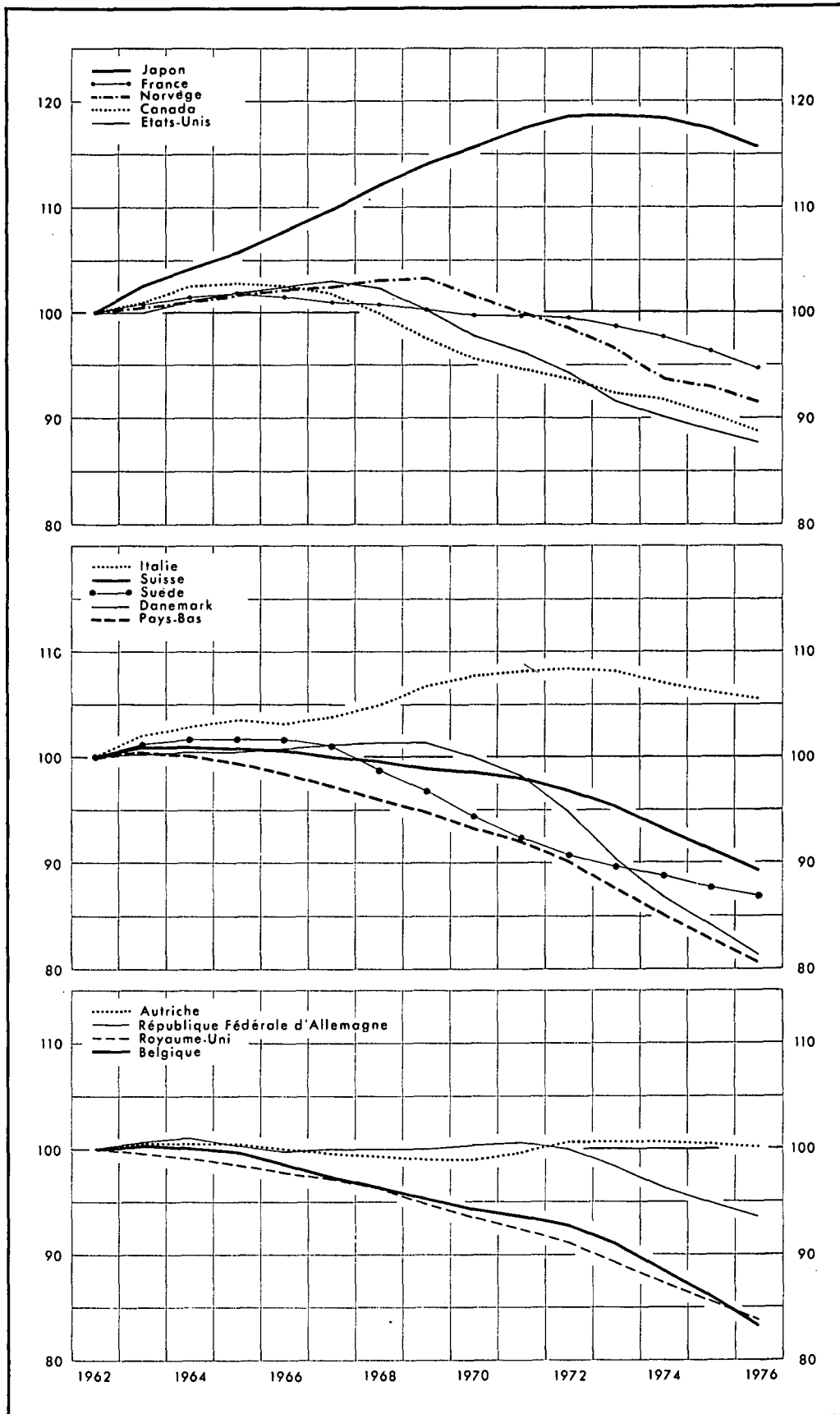
² A l'exclusion des maxima atteints pendant les périodes de guerre; deuxième guerre mondiale et guerre de Corée.

(1) On peut évidemment accentuer graphiquement la pente négative en agrandissant l'échelle, mais en procédant de la sorte, on élargit aussi, graphiquement, la dispersion des points autour de la droite de tendance. Le test économétrique de la relation cours de change effectif, part de l'emploi industriel dans l'ensemble des quatorze pays pendant la période 1970-1978 donne un \bar{R}^2 égal à zéro et un coefficient β non fiable (cf. Annexe, section II B).

Graphique 5.

Part de l'emploi industriel dans la population active civile
 (moyennes mobiles sur cinq ans exprimées en indices 1962 = 100)

Source : O.C.D.E.



en moyennes mobiles sur cinq ans, de manière à mieux dégager la tendance fondamentale ⁽¹⁾. C'est cette tendance généralisée à la réduction relative de l'emploi dans le secteur secondaire et les conséquences qu'elle provoque sur le mode de vie de la population active qui sont couramment synthétisées dans l'expression « société post-industrielle ».

Il est clair que, de façon générale, l'emploi industriel a diminué en importance relative avant de diminuer en valeur absolue. La période qui s'étend entre le sommet de la part de l'emploi industriel et la fin de la période étudiée (1978), c'est-à-dire la période de diminution de la part de l'emploi industriel, est donc plus longue que celle de la diminution du niveau absolu de l'emploi industriel. Il devient dès lors statistiquement possible — puisque le nombre d'observations est suffisant — de dégager l'allure de la réduction de la part de l'emploi industriel, c'est-à-dire de calculer selon quelle droite de tendance elle s'opère, ce qui n'était pas possible pour l'évolution de l'emploi industriel en niveau absolu. Pour comparer valablement de pays à pays l'incidence du cours de change sur la part de l'emploi industriel, il est en effet souhaitable d'éliminer de l'évolution de celui-ci ce qui n'est que sa tendance fondamentale ⁽²⁾. Dans deux des quatorze pays examinés, le Japon et l'Autriche, il n'a toutefois pas été possible d'éliminer ce *trend* des séries disponibles de part d'emploi industriel; la raison en est, pour le Japon, que la décroissance de la part de l'emploi industriel est trop récente, et pour l'Autriche, que la part d'emploi industriel ne semble subir aucune évolution fondamentale. Restent donc douze pays pour lesquels on a pu calculer des indices de part d'emploi industriel après élimination du *trend* et comparer l'évolution de ces indices à celle du cours de change effectif (graphique 6 et Annexe, section III).

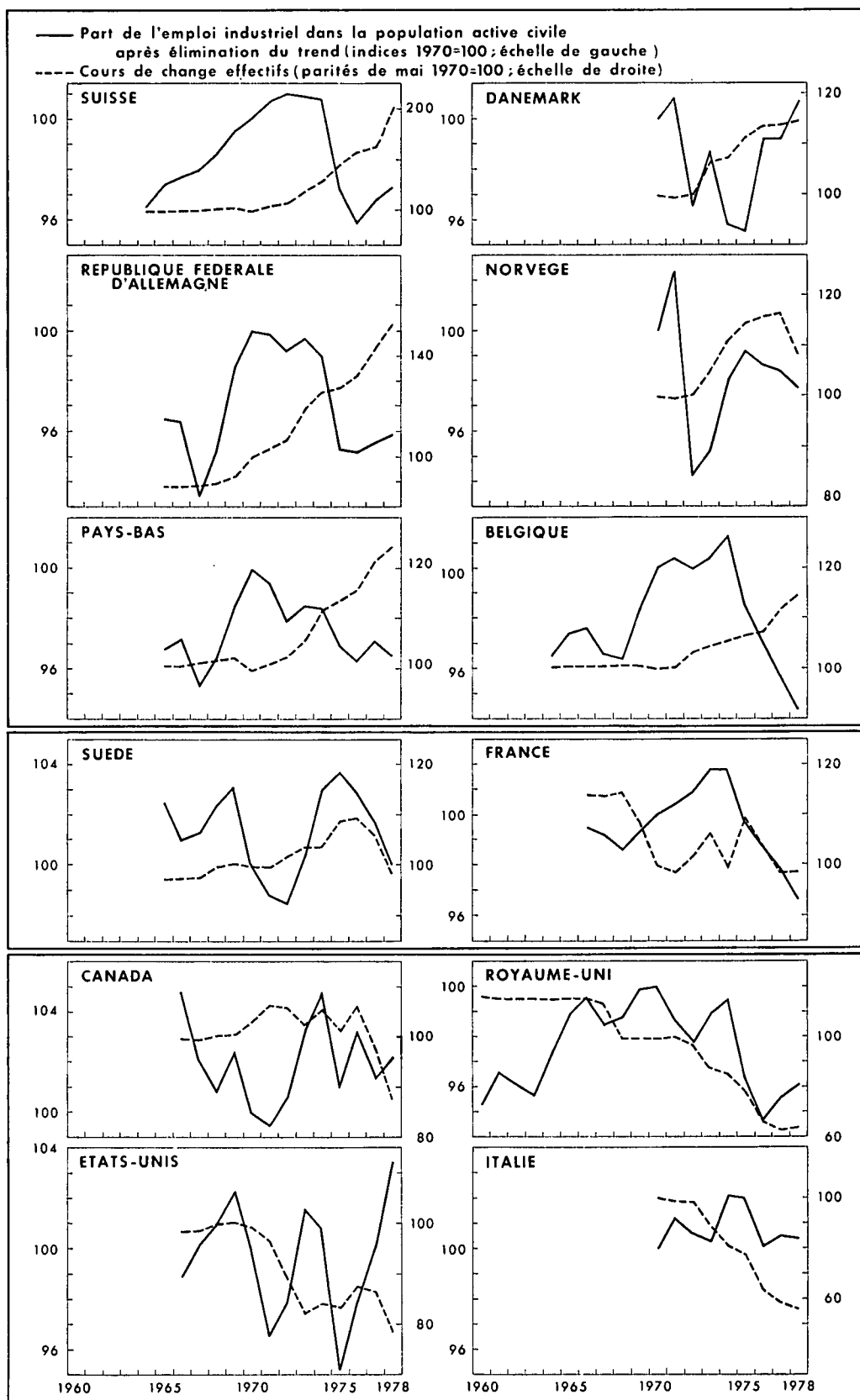
Dans sept de ces douze pays — le Danemark, la Norvège, la Suède, la France, le Canada, les Etats-Unis et l'Italie —, on n'a pas pu dégager de relation statistiquement significative entre l'emploi et le cours de change pendant la période 1970 à 1978. Dans un des cinq autres pays, le Royaume-Uni, où une relation statistique significative a pu être obtenue, celle-ci est positive, c'est-à-dire qu'une diminution de la part de l'emploi industriel est associée à une baisse du cours de change effectif. Dans quatre pays seulement, la Suisse, la République Fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique, la relation est significative et négative, l'appréciation du cours de change s'accompagnant d'une diminution de la part de l'emploi industriel.

(1) La seule exception à la règle est l'Autriche où la part de l'emploi industriel ne semble subir aucune évolution fondamentale.

(2) L'estimation d'une droite de tendance ne se justifie que si l'on peut raisonnablement formuler l'hypothèse que l'action conjointe du groupe de facteurs que la tendance remplace a été approximativement stable au cours du temps. Semblable hypothèse est plus fréquemment vérifiée en longue qu'en moyenne période; elle peut cependant être infirmée par l'apparition d'événements exceptionnels comme la crise pétrolière ou des modifications brusques de structure.

Graphique 6.

Part relative de l'emploi industriel après élimination du trend et cours de change effectifs



Tous les rapprochements statistiques qui viennent d'être examinés entre l'évolution de l'emploi industriel et celle des cours de change produisent globalement des résultats qui incitent à une très grande prudence. Dans l'ensemble, les relations entre les deux variables ne sont pas évidentes et la possibilité d'obtenir certaines de ces relations par accident, c'est-à-dire en l'absence de tout fondement économique, ne peut être exclue. Il s'impose donc de vérifier la plausibilité des liaisons entre cours de change et emploi industriel, là où elles semblent exister, en s'assurant qu'elles sont constituées de chaînons qui s'enchaînent, économiquement explicables.

4. Evolution en volume de la balance commerciale et cours de change.

Les effets que les variations de cours de change pourraient en principe exercer sur l'emploi devraient essentiellement se manifester selon le processus suivant :

— cours de change, volume du commerce extérieur (éventuellement avec un certain délai de réaction si l'action des cours de change sur les volumes exportés nets s'opère par le relèvement des marges bénéficiaires du secteur exposé et en conséquence des quantités offertes par ce secteur);

— volume du commerce extérieur, niveau de l'activité industrielle;

— niveau de l'activité industrielle, niveau de l'emploi industriel ⁽¹⁾.

Il convient donc d'analyser particulièrement la première étape de ce processus en supposant que, si elle est franchie, les autres le seront presque inévitablement.

On a rappelé dans la partie introductive ⁽²⁾ les conditions qui devaient être réunies pour qu'une baisse du cours de change produise une expansion de la production et de l'emploi dans le secteur exposé. Il en ressortait que pour relever le niveau de l'activité industrielle, une dépréciation de la valeur externe de la monnaie devait se traduire, à plus ou moins long terme, par une amélioration des parts de marché prises par les producteurs nationaux placés en concurrence avec les producteurs étrangers, tant sur les marchés extérieurs que sur le marché intérieur. Inversement, on peut dire que pour aboutir à réduire le niveau de l'activité industrielle, une appréciation de la valeur externe

⁽¹⁾ Une baisse (hausse) du cours de change pourrait avoir accessoirement comme effet de ralentir (accélérer) la substitution du facteur capital au facteur travail, dans le secteur exposé et ce, indépendamment de toute action sur le volume du commerce extérieur. Les raisons qui poussent les entreprises à effectuer des investissements de rationalisation sont cependant multiples et complexes et leur analyse dépasse le cadre de cette étude.

⁽²⁾ Voir chapitre 1, Objectif et champ d'observation de l'étude, pages 4 et 5.

de la monnaie doit se traduire par une réduction des parts de marché prises par les producteurs nationaux dans le pays et à l'étranger.

Une indication à cet égard peut être donnée en comparant l'évolution des cours de change effectifs des différentes monnaies et celle du taux de couverture du volume des importations par le volume des exportations dans les pays de ces monnaies. Cette comparaison a été faite, d'une part dans le temps, c'est-à-dire pays par pays et trimestre par trimestre pendant la période 1970-1978 (graphique 7 et Annexe, section IV A) de façon à voir si, dans chaque pays, il y avait une relation entre les deux séries et, d'autre part globalement, entre les quatorze pays pour l'ensemble de la période 1970-1978 (graphique 8), de façon à voir si le taux de couverture évoluait différemment dans les pays dont la monnaie s'appréciait et dans ceux dont la monnaie se dépréciait.

A. De la comparaison par pays, il ressort que, dans quatre d'entre eux, à savoir le Japon, la Norvège, la Suède et le Canada, il y a une relation négative et statistiquement significative entre l'évolution du cours de change effectif et celle du taux de couverture, une hausse de celui-ci étant associée, simultanément, à une baisse du cours de change et inversement. Dans neuf des dix restants — Suisse, Autriche, Pays-Bas, Danemark, Belgique, France, Etats-Unis, Royaume-Uni et Italie — on ne peut dégager aucune relation stable entre les deux évolutions, au cours d'une même période, une variation dans un sens du cours de change étant associée tantôt à une variation de même sens, tantôt à une variation de sens contraire du taux de couverture, sans qu'un type de relation domine vraiment l'autre. Enfin, en République Fédérale d'Allemagne, il y a une relation positive et statistiquement significative entre les deux variables, une hausse du cours de change étant associée à un accroissement du taux de couverture en volume.

L'incidence de la variation du cours de change sur le volume du commerce extérieur peut évidemment se manifester avec un certain retard. C'est pourquoi la relation entre les deux séries a été testée en introduisant des délais de réaction de 1 à 5 trimestres. Les résultats de ces calculs diffèrent, dans certains cas des résultats obtenus par comparaison simultanée.

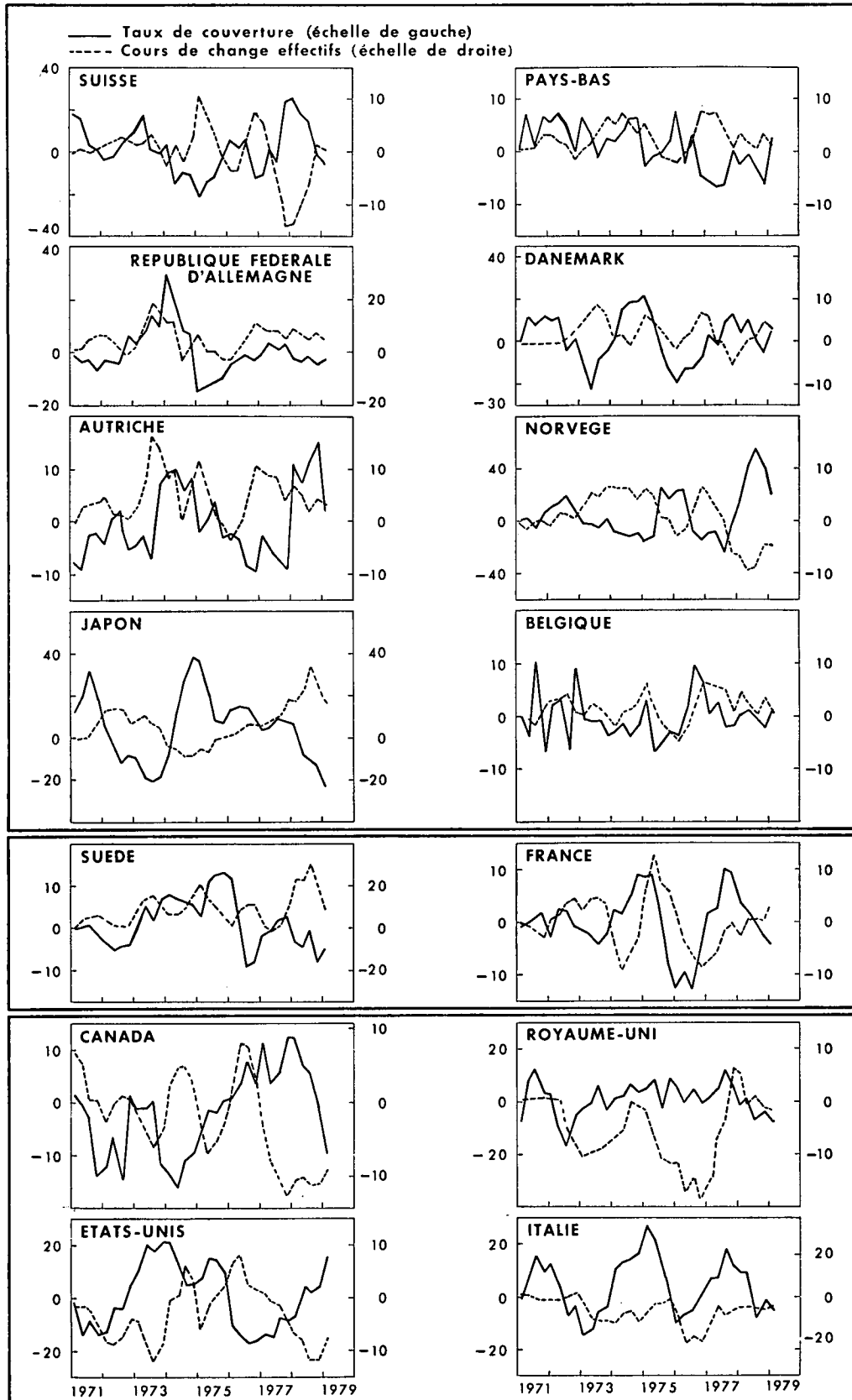
— En France, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Italie, une relation négative statistiquement significative apparaît entre cours de change et taux de couverture, dès que l'on décale l'évolution de la seconde variable par rapport à la première, le décalage optimal étant de trois trimestres en France et au Royaume-Uni, de deux trimestres aux Etats-Unis et de trois à quatre trimestres en Italie ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ En France, aux Etats-Unis et en Italie, le coefficient de Durbin-Watson reste cependant en dehors de la zone fiable (cf. Annexe économétrique pour l'interprétation à donner à ce coefficient).

Graphique 7.

Taux de couverture en volume des importations par les exportations et cours de change effectifs
(variations, en pour cent, par rapport à la période correspondante de l'année précédente)

Source : F.M.I.



— Dans les pays où une baisse du cours de change était associée à une hausse simultanée du taux de couverture et inversement, cette relation négative subsiste et s'intensifie dans le cas du Japon si l'on introduit des délais de réaction de un à trois trimestres entre variations du cours de change et variations du taux de couverture ⁽¹⁾. En revanche, elle cesse d'être statistiquement significative en Suède et au Canada dès que l'on décale l'évolution de la part de l'emploi de respectivement deux et un trimestres par rapport à celle du cours de change et en Norvège dès que ce décalage atteint quatre trimestres.

— Enfin, en République Fédérale d'Allemagne, où appréciation de la monnaie et amélioration du taux de couverture étaient simultanément associées, cette relation positive subsiste et s'intensifie si l'on décale de un à deux trimestres la variable taux de couverture, par rapport à la variable cours de change ⁽¹⁾.

B. La comparaison entre pays de la variation annuelle moyenne du cours de change effectif et du taux de couverture pendant la période 1970-1978 (graphique 8) ne donne absolument aucune indication sur le sens de la relation entre ces deux variables. Si le taux de couverture en volume des importations par les exportations s'était amélioré plus dans les pays dépréciateurs que dans les pays appréciateurs ⁽²⁾, les points qui, dans ce graphique, représentent, pour chaque pays étudié, les couples variations du cours de change, variations du taux de couverture, pendant la période 1970-1978 devraient être groupés autour d'une droite de tendance inclinée négativement de gauche à droite. Or, la droite de tendance est, d'une part, parfaitement horizontale, ce qui indiquerait une absence complète de relation entre les deux variables et, d'autre part, dénuée de toute signification statistique vu la dispersion importante des points autour d'elle.

Ce premier examen des relations entre le cours de change et le volume du commerce extérieur n'a pas fait progresser de beaucoup l'analyse globale des relations existant entre le cours de change et l'emploi. En effet, dans les quatre pays — Suisse, République Fédérale d'Allemagne, Pays-Bas et Belgique — où l'on avait pu dégager, au chapitre précédent ⁽³⁾, une relation négative et statistiquement significative entre les fluctuations du cours de change et celles de la part de l'emploi industriel dans la population active après élimination du *trend*, dans aucun d'entre eux une relation négative stable et statistiquement

⁽¹⁾ Le coefficient de Durbin-Watson restant toutefois dans la zone non fiable (cf. *ibidem*).

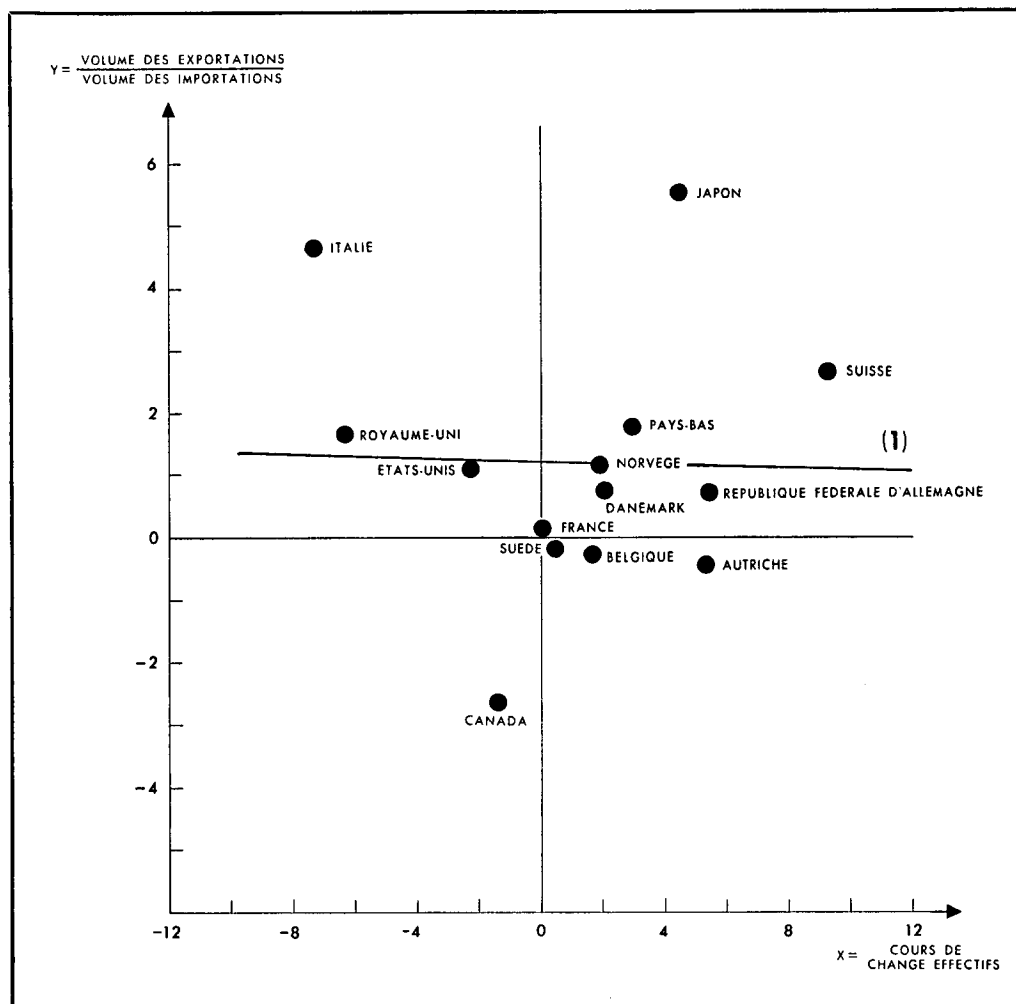
⁽²⁾ Il s'est amélioré dans presque tous les pays industrialisés pendant la période 1970-1975, parce que les recettes que les pays de l'O.P.E.P. ont réalisées sur les pays industrialisés pendant cette période, en suite de l'amélioration de leurs termes de l'échange, ont servi en partie à couvrir une augmentation assez considérable de leurs importations en volume en provenance des pays industrialisés.

⁽³⁾ Voir page 17 ci-avant.

significative n'apparaît entre les variations du cours de change et celles du taux de couverture en volume des importations par les exportations.

Graphique 8.

Taux de couverture en volume des importations par les exportations et cours de change effectifs
(variations annuelles moyennes, en pour cent, de 1970 à 1978)



$$y = 1,20 - 0,018x$$

$$R^2 = 0,00$$

$$D-W = 2,42$$

$$t = 0,82$$

Ce taux de couverture peut évidemment être la résultante de facteurs qui agissent en sens divers. Ainsi, dans un pays, une amélioration de la compétitivité des producteurs nationaux pourrait accroître les parts de marché de ceux-ci tant à l'exportation que sur le marché intérieur, sans que s'améliore le taux de couverture. Ce serait le cas, par exemple, si, dans le pays en cause la demande intérieure croissait beaucoup plus qu'à l'étranger, entraînant, une progression des importations, dont l'incidence sur le taux de couverture annulerait celle, favorable, des gains de parts de marché réalisés par les pro-

ducteurs nationaux. A l'opposé, on pourrait imaginer que des producteurs nationaux perdent des parts de marché, mais que l'incidence défavorable de ces pertes sur le taux de couverture des importations par les exportations soit compensée par celle, favorable, d'une politique déflationniste.

L'idéal serait donc de s'attacher à l'évolution de l'ensemble des parts de marché prises par les producteurs nationaux à l'exportation et sur le marché intérieur. Encore, l'évolution de ces parts devrait-elle être calculée de telle sorte qu'elle puisse faire complètement abstraction de l'influence de tout facteur autre que la compétitivité. En d'autres termes, il conviendrait de neutraliser l'incidence, sur l'évolution du volume des importations et des exportations d'un pays, des différences de croissance économique, ainsi que de structure des produits et des marchés entre ce pays et l'étranger.

Ces données n'ont jamais été calculées de façon systématique pour les ventes des producteurs sur leurs marchés nationaux respectifs. Elles sont, en revanche, publiées périodiquement par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques pour le volume annuel des ventes totales à l'étranger de chacun des pays membres de cette organisation ⁽¹⁾. Ce sont ces variations de parts de marché à l'exportation, telles qu'elles sont calculées par l'O.C.D.E., qui ont été comparées à l'évolution des cours de change effectifs.

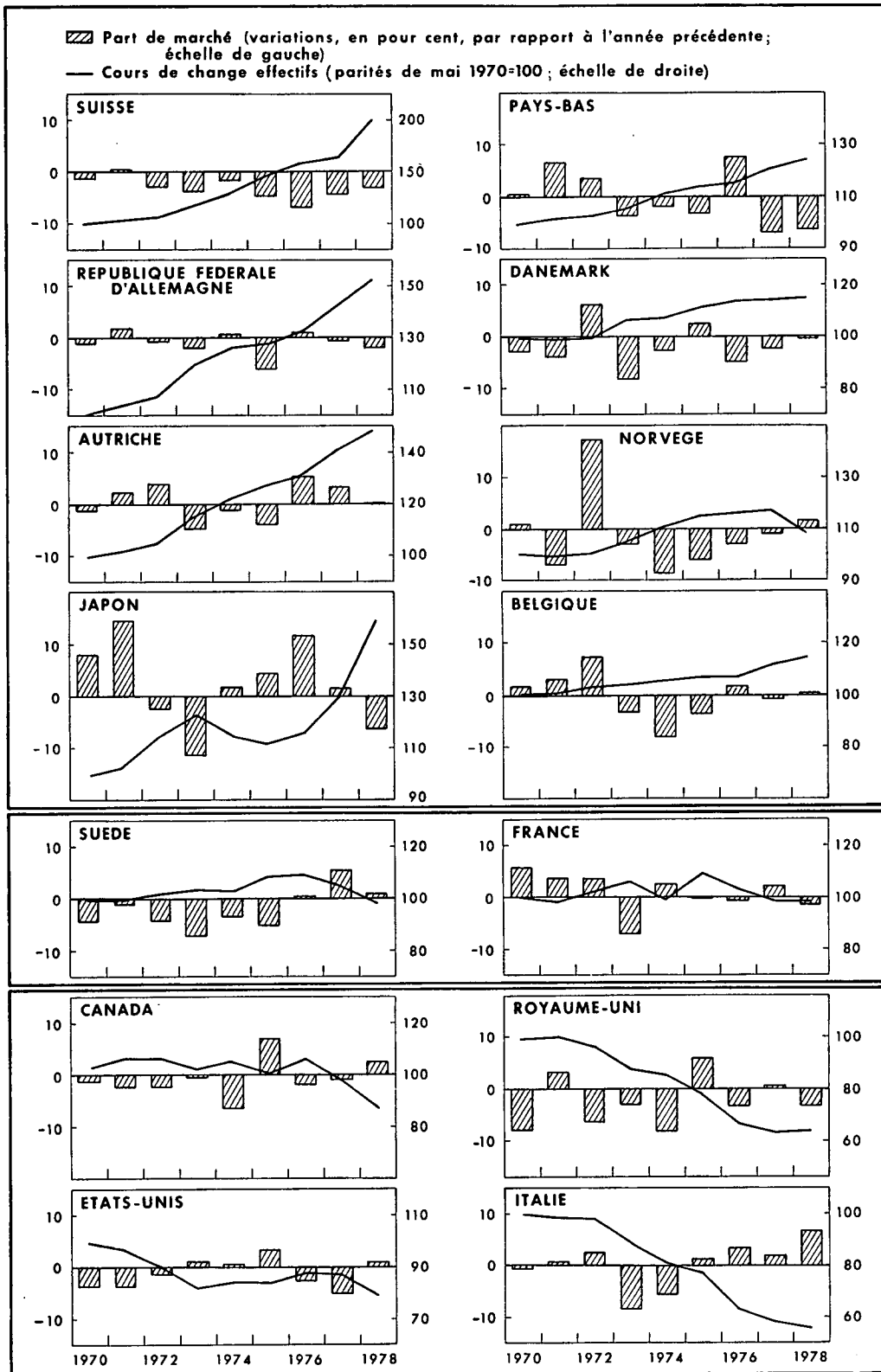
A. De la comparaison pays par pays (graphique 9 et Annexe, section V A), il ressort que, dans deux des pays où la monnaie s'est fortement appréciée, à savoir l'Autriche et le Japon, la hausse du cours de change effectif est associée tantôt à des gains, tantôt à des pertes de parts de marché sans qu'aucune relation stable puisse être dégagée. Dans le pays dont la monnaie s'est le plus appréciée, la Suisse, les producteurs nationaux ont perdu presque continuellement des parts de marché; de même, en Allemagne, aux Pays-Bas, au Danemark et en Norvège, les pertes de parts de marché l'ont emporté sur les gains pendant la période considérée. En Belgique, si les producteurs nationaux perdent, du moins pour l'ensemble des années 1973-1978, des parts de marché, des retournements de situation interviennent certaines années, sans lien apparent avec le cours de change.

Il n'y a pas non plus de relation précise entre cours de change et parts de marché à l'exportation dans l'ensemble des pays dont la monnaie s'est dépréciée sensiblement : au Royaume-Uni, gains et pertes de marché se succèdent pendant la période 1971-1977 de baisse continue du cours de change effectif. En Italie, la forte baisse du cours de change de 1972 à 1974 est associée à des

(1) La variation de la part de marché d'un pays se mesure statistiquement par le pourcentage de croissance — ou de décroissance — du volume des exportations de ce pays, sous déduction de la croissance — ou de la décroissance — de ses marchés, celles-ci étant calculées sur base de la variation des importations des pays acheteurs. Les parts de marché calculées par l'O.C.D.E. se rapportent toutefois à l'ensemble des produits qui interviennent dans les exportations des pays industrialisés et non seulement aux produits industriels.

Graphique 9.

Part de marché et cours de change effectifs



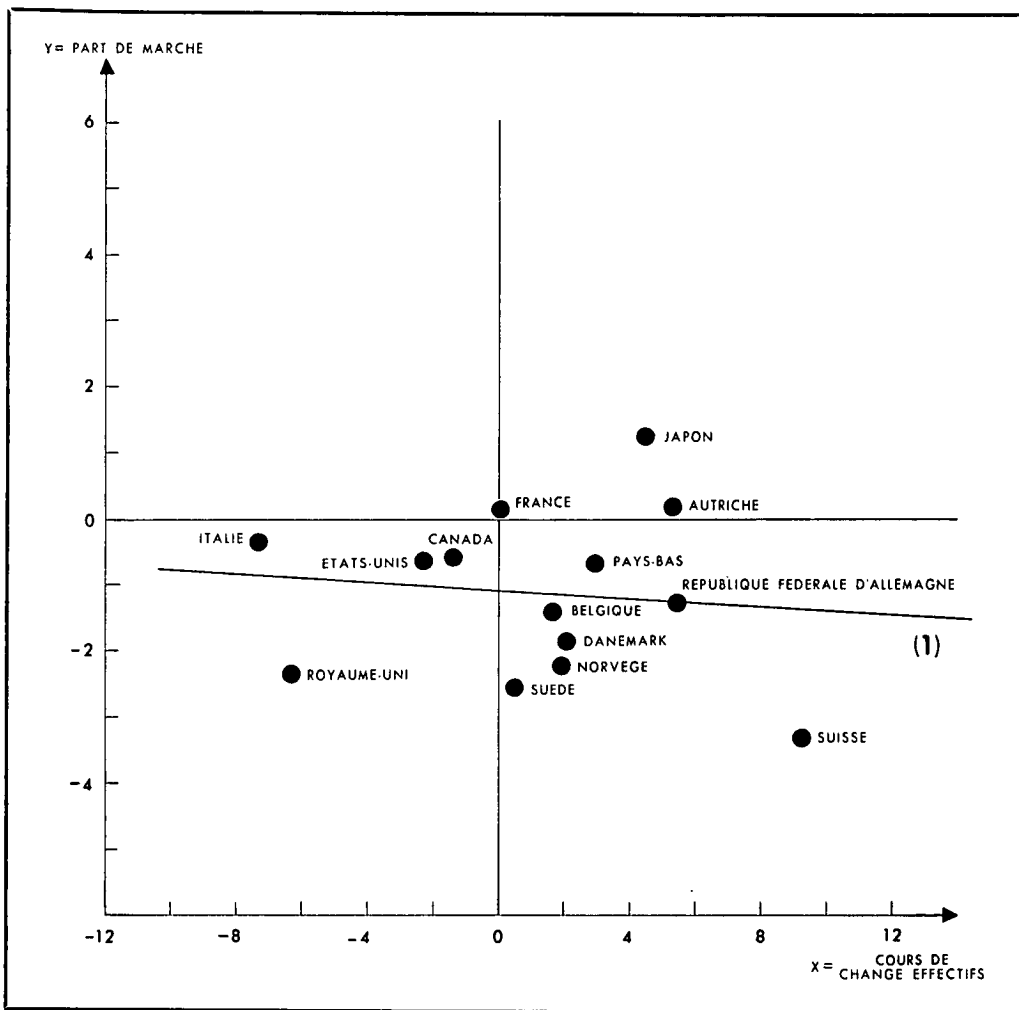
pertes de parts de marché, mais celle, tout aussi importante, qui s'est produite de 1975 à 1977, est associée à des gains de parts de marché.

Une constatation analogue aux précédentes doit être faite pour les pays dont le cours de change effectif de la monnaie a varié tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre : ces variations s'accompagnent parfois de fluctuations en sens opposé des parts de marché, parfois de fluctuations dans le même sens. Cette absence assez générale de relation systématique entre cours de change effectif de la monnaie et parts de marché à l'exportation se vérifie aussi si l'on introduit des délais de réaction entre l'évolution du cours de change et celle des parts de marché.

B. La comparaison des couples de variations annuelles moyennes des parts de marché (en ordonnées au graphique 10) et du cours de change (en abscisses

Graphique 10.

Part de marché et cours de change effectifs
(variations annuelles moyennes, en pour cent, de 1970 à 1978)



$$\hat{y} = -1,08 - 0,03x$$

$$\bar{R}^2 = 0,00$$

$$D-W = 1,56$$

$$t = 0,32$$

au même graphique) dans les quatorze pays pour l'ensemble de la période 1970-1978 devrait, si les pays appréciateurs ont, dans l'ensemble, perdu des parts de marché et si les pays dépréciateurs en ont gagnées, donner une série de points groupés autour d'une droite de tendance inclinée négativement de gauche à droite. La droite de régression a effectivement cette inclinaison, mais elle n'a aucune valeur (\bar{R}^2 nul) vu la grande dispersion des points autour d'elle.

Certes, une analyse complète des relations entre cours de change et gains ou pertes de parts de marché par les producteurs nationaux exigerait, on l'a vu, un examen de l'évolution de ces parts non seulement à l'exportation, mais aussi sur les différents marchés intérieurs. On peut toutefois supposer raisonnablement que, dans un système de liberté des échanges, les producteurs nationaux qui sont évincés par la concurrence, le sont aussi bien dans leur propre pays qu'à l'étranger et qu'il doit y avoir, dans l'ensemble, un certain parallélisme entre l'évolution des parts de marché à l'exportation et l'évolution de ces parts sur le marché intérieur : si l'une ne présente pas de relation apparente avec le cours de change, il y a peu de chances qu'il en aille autrement de l'autre.

Conclusions.

Une analyse des expériences de dépréciation ou d'appréciation de la valeur externe de la monnaie dans plusieurs pays industrialisés, publiée précédemment dans ce *Bulletin*, aboutissait à la conclusion que les pays qui avaient accepté la dépréciation de leur unité monétaire n'avaient pas été privilégiés du point de vue de la croissance... pas plus que ne l'avaient été les pays qui avaient laissé s'apprécier sensiblement leur unité monétaire. En réalité, on n'avait pu observer « aucune relation claire et significative entre l'évolution des cours de change effectifs et les rythmes nationaux de croissance; d'autres facteurs spontanés, ou induits des politiques, avaient exercé plus d'influence ». Rien de surprenant dès lors que l'examen des relations entre le cours de change et l'emploi industriel conduise à des résultats fort semblables.

Certes, une comparaison rapide de l'évolution du cours de change effectif et de l'emploi industriel, dans certains pays industrialisés peut faire penser à une relation causale entre les deux variables : l'emploi industriel a augmenté, de 1970 à 1978, aux Etats-Unis et au Canada... pays dont la monnaie s'est dépréciée; il a diminué en Suisse, en Allemagne, aux Pays-Bas, au Danemark et en Belgique, pays dont la monnaie s'est appréciée. Mais une perspective un peu plus longue montre que l'emploi industriel a, le plus souvent, poursuivi, sous l'influence de ses déterminants intérieurs et notamment de l'expansion de la population active et du degré d'ancienneté de l'industrialisation, une trajectoire qui se dessinait déjà nettement pendant la décennie précédente, caractérisée par des cours de change stables.

Si, pour éliminer l'incidence de la croissance de la population active sur l'emploi industriel et mieux dégager ce qui, dans les fluctuations de ce dernier, pourrait être dû aux cours de change, on prend en considération non plus le niveau absolu de l'emploi industriel, mais sa part dans la population active totale, on s'aperçoit que l'évolution comparée de cette part et du cours de change conduit à des conclusions pour le moins contradictoires : dans cinq des quatorze pays analysés, on n'a pu dégager aucune relation statistiquement significative entre le cours de change et la part de l'emploi industriel et dans trois autres pays, la relation est à l'inverse de celle à laquelle on devait s'attendre, c'est-à-dire qu'une hausse du cours de change s'accompagne d'une progression de la part de l'emploi industriel ou, inversement, qu'une baisse du cours de la monnaie est associée à une contraction de la part de l'emploi industriel. En fait, une analyse sur une période plus longue que la dernière décennie montre que la part de l'emploi industriel présente, dans chaque pays, un mouvement successivement ascendant et descendant que les modifications apportées au système des changes ne paraissent pas avoir modifié. Dans tous les pays examinés, à l'exception du Japon, la part de l'emploi industriel avait déjà atteint un maximum avant ou juste au début des années septante et, partout, elle est actuellement en régression progressive.

Cette régression ne se produit pas de façon uniforme dans le temps et l'on pouvait se demander si les accidents individuels de parcours n'étaient pas attribuables aux variations des cours de change. C'est pourquoi l'on a comparé ces dernières aux premiers dans les pays où c'était statistiquement possible : dans quatre seulement d'entre eux, on a pu observer une relation négative acceptable entre fluctuations des cours de change et oscillations de la part de l'emploi industriel autour de sa tendance fondamentale. Un pourcentage aussi faible de résultats significatifs incite à une très grande prudence dans l'interprétation, car il ne permet pas d'exclure la présence de relations accidentelles. C'est pourquoi il convenait de soumettre ces résultats à un test de plausibilité économique.

Si le cours de change a un effet sur l'emploi industriel, c'est essentiellement parce qu'il aboutit à augmenter ou à diminuer la part des producteurs nationaux sur les marchés extérieurs et intérieurs. A croissance économique égale entre pays, des gains de parts de marché doivent se traduire, dans le pays qui les réalise, par une amélioration du solde du commerce extérieur en volume; inversement, des pertes de parts de marché doivent s'accompagner d'une détérioration du solde du commerce extérieur en volume. Or, force est de constater que, dans les quatre pays où une relation statistique apparaissait entre baisse (hausse) du cours de change et augmentation (diminution) de la part de l'emploi industriel après élimination du *trend*, il n'existe aucune relation stable entre le cours de change et le taux de couverture en volume des importations par les exportations. Une constatation analogue peut être faite en ce qui concerne l'évolution comparée des parts de marché à l'exportation — calculée de manière

à éliminer l'incidence des croissances économiques différentes entre pays — et des variations du cours de change.

En réalité, l'évolution des parts de marché des producteurs soumis à la concurrence étrangère et de l'emploi qui en découle est la résultante de l'action d'une série de déterminants, que seule une analyse approfondie du commerce extérieur et de l'économie du pays peut essayer de mettre en exergue. Ignorer les effets de ce réseau complexe de facteurs, croire que la seule modification d'une variable — le cours de change de la monnaie — fournit une explication significative relève plus de l'apologie d'une croyance que de l'évidence statistique.

ANNEXE ECONOMETRIQUE

Présentation et signes.

\bar{R}^2 :

En première approximation, le *coefficient de détermination*, R^2 , indique la part des variations de la variable « expliquée » (ici soit l'emploi, soit la part de l'emploi, soit le taux de couverture ou les parts de marché) qui peut éventuellement être attribuée aux variations de la variable « explicative » (ici le cours de change effectif).

Il varie de 0 à 1. Le coefficient de détermination *corrigé*, \bar{R}^2 , a seul été repris aux tableaux de résultats. Il correspond au R^2 , corrigé pour tenir compte du nombre d'observations disponibles.

D-W :

La statistique de Durbin-Watson renseigne, si le nombre d'observations est suffisant ce qui est le cas dans cette étude, sur le risque d'une autocorrélation des « résidus », qui se produirait notamment s'il manquait dans l'équation une variable explicative importante. Cette autocorrélation peut conduire à une surestimation du coefficient de détermination. La statistique D-W doit être proche de la valeur 2 ou au moins être située dans une zone fiable de part et d'autre de 2. Concrètement, les bornes inférieure et supérieure de cette zone ont été indiquées entre crochets au-dessus de la colonne relative à cette statistique.

Signe :

Un signe négatif pour le coefficient β indique que la variable dépendante ou « expliquée » réagit en sens contraire aux modifications de la variable indépendante ou explicative, c'est-à-dire du cours de change effectif.

Signification :

La signification des coefficients a été exprimée par des zéros et des astérisques. Un zéro signifie que la valeur du coefficient n'est pas fiable. Un astérisque, deux astérisques et trois astérisques signifient qu'il y a respectivement cinq chances sur 100, une chance sur 100 et une chance sur 1.000 que la valeur du coefficient soit due au hasard. Les meilleurs résultats sont donc ceux qui possèdent le plus d'astérisques.

*
**

I. Estimation de la relation entre le cours de change effectif (CCE) et le niveau absolu de l'emploi industriel (EIND) 1970-1978.

I. A. Pays par pays.

Forme générale de la relation testée par régression linéaire :

$$\text{EIND} = \alpha + \beta \text{CCE}.$$

Résultats :

	\bar{R}^2	D - W [1,32 2,68]	Coefficient β	
			Signe	Signification
Suisse	0,84	1,43	-	***
Allemagne	0,81	1,40	-	***
Autriche	0,00	1,60	+	0
Japon	0,07	1,00	+	0
Pays-Bas	0,94	1,77	-	***
Danemark	0,82	2,21	-	***
Norvège	0,65	1,29	+	**
Belgique	0,89	1,38	-	***
Suède	0,01	0,58	+	0
France	0,00	0,74	+	0
Canada	0,17	0,76	-	0
Etats-Unis	0,29	1,54	-	0
Royaume-Uni	0,81	1,95	+	***
Italie	0,13	2,09	-	0

I. B. Ensemble des 14 pays.

Forme de la relation testée :

$$\bar{\Delta} \text{EIND} = \alpha + \beta \bar{\Delta} \text{CCE} \quad [\bar{\Delta} = \text{taux de variation annuel moyen selon la méthode Pesek } ^{(1)}].$$

Résultats :

\bar{R}^2	D - W [1,95 2,65]	Coefficient β	
		Signe	Signification
0,11	2,20	-	0

⁽¹⁾ Voir note page 7. Les mêmes estimations par régression ont été réalisées sur base de taux moyens, calculés par les méthodes traditionnelles et fournissent des résultats très semblables.

II. Estimation de la relation entre le cours de change effectif (CCE) et la part de l'emploi industriel dans la population active civile.

II. A. Pays par pays.

Forme générale de la relation testée par régression linéaire :

$$PEIND_t = \alpha + \beta CCE_t.$$

Résultats :

a : évolution de la part de l'emploi industriel et du cours de change pendant les mêmes périodes.

b : évolution de la part de l'emploi industriel retardée d'un an par rapport à celle du cours de change.

	\bar{r}^2	D-W (1,3 2,7)	Coefficient β		
			Signe	Signification	
Suisse	a	0,89	1,39	-	***
	b	0,94	1,70	-	***
Allemagne	a	0,86	1,53	-	***
	b	0,91	1,78	-	***
Autriche	a	0,06	1,48	-	0
	b	0,20	1,65	-	0
Japon	a	0,23	0,92	-	0
	b	0,06	0,78	-	0
Pays-Bas	a	0,95	1,70	-	***
	b	0,96	1,48	-	***
Danemark	a	0,89	2,30	-	***
	b	0,85	1,62	-	**
Norvège	a	0,47	1,23	-	*
	b	0,53	1,55	-	*
Belgique	a	0,94	1,58	-	***
	b	0,90	1,80	-	***
Suède	a	0,00	0,34	-	0
	b	0,27	1,00	-	0
France	a	0,00	0,25	+	0
	b	0,00	0,25	-	0
Canada	a	0,54	1,04	+	*
	b	0,11	1,20	+	0
Etats-Unis	a	0,29	1,17	+	0
	b	0,31	1,38	+	0
Royaume-Uni	a	0,94	1,20	+	***
	b	0,87	2,00	+	***
Italie	a	0,89	2,00	+	***
	b	0,80	2,37	+	**

II. B. Ensemble des 14 pays.

Forme de la relation testée :

$$\bar{\Delta} \text{ PEIND} = \alpha + \beta \bar{\Delta} \text{ CCE} \quad (\bar{\Delta} = \text{taux de variation annuel moyen selon la méthode de Pesek}).$$

Résultats :

\bar{R}^2	D - W [1,85 2,65]	Coefficient β	
		Signe	Signification
0,00	2,06	-	0

III. Estimation de la relation entre le cours de change effectif (CCE) et la part de l'emploi industriel, de 1970 à 1978, après élimination du trend (PEINDT).

Forme générale de la relation testée par régression linéaire :

$$\text{PEINDT} = \alpha + \beta \text{ CCE}.$$

Résultats :

a : évolution de la part de l'emploi industriel, après élimination du trend, et du cours de change pendant les mêmes périodes.

b : évolution de la part de l'emploi industriel retardée d'un an par rapport à celle du cours de change.

	\bar{R}^2	D - W [1,3 2,7]	Coefficient β	
			Signe	Signification
Suisse a	0,66	1,28	-	*
..... b	0,77	1,59	-	**
Allemagne a	0,66	1,49	-	**
..... b	0,74	1,61	-	**
Pays-Bas a	0,71	1,83	-	**
..... b	0,76	1,99	-	**
Danemark a	0,00	1,40	-	0
..... b	0,05	1,59	+	0
Norvège a	0,00	1,83	+	0
..... b	0,05	1,83	+	0
Belgique a	0,77	1,12	-	**
..... b	0,74	1,28	-	**
Suède a	0,33	0,77	+	0
..... b	0,08	0,54	+	0
France a	0,07	0,66	+	0
..... b	0,00	0,34	+	0
Canada a	0,12	2,30	-	0
..... b	0,02	2,27	-	0
Etats-Unis a	0,17	1,69	-	0
..... b	0,06	1,34	-	0
Royaume Uni a	0,71	1,86	+	**
..... b	0,52	1,86	+	*
Italie a	0,17	1,86	+	0
..... b	0,04	2,06	+	0

IV. Estimation de la relation entre les variations du cours de change effectif (CCE) et celles du taux de couverture en volume des importations par les exportations (TC) 1970-1978.

IV. A. Pays par pays.

Forme générale de la relation testée :

$$(X_t : M_t) : (X_{t-\tau} : M_{t-\tau}) = \alpha + \beta (CCE_t : CCE_{t-\tau}) - \tau$$

où X_t = indice du volume des exportations au trimestre t
base 1975 = 100.

M_t = indice du volume des importations au trimestre t
base 1975 = 100.

CCE_t = indice du cours de change effectif au trimestre t
base parités de mai 1970 = 100.

τ = décalage en trimestres introduit entre l'évolution du cours de change et l'évolution du taux de couverture.

Résultats :

	τ	\bar{R}^2	D - W [1,5 2,5]	Coefficient β	
				Signe	Signification
Suisse	0	0,00	0,46	-	0
	1	0,00	0,46	-	0
	2	0,00	0,44	+	0
	3	0,03	0,52	+	0
	4	0,03	0,48	+	0
Allemagne	0	0,17	0,99	+	*
	1	0,21	1,11	+	**
	2	0,35	0,55	+	***
	3	0,06	0,75	+	0
	4	0,00	0,59	+	0
Autriche	0	0,00	0,87	+	0
	1	0,03	1,04	+	0
	2	0,26	0,95	+	**
	3	0,16	1,34	+	*
	4	0,09	1,28	+	0
Japon	0	0,35	0,46	-	***
	1	0,47	0,50	-	***
	2	0,61	0,60	-	***
	3	0,55	0,68	-	***
	4	0,34	0,57	-	**
Pays-Bas	0	0,01	2,01	-	0
	1	0,00	2,00	-	0
	2	0,00	2,03	+	0
	3	0,00	1,27	+	0
	4	0,00	1,11	+	0
	5	0,00	1,12	-	0

	τ	\bar{R}^2	D-W [1,5 2,5]	Coefficient β	
				Signe	Signification
Danemark	0	0,05	0,72	-	0
	1	0,03	0,60	-	0
	2	0,01	0,56	-	0
	3	0,00	0,56	+	*
	4	0,01	0,63	+	0
Norvège	5	0,10	0,72	+	0
	0	0,56	0,82	-	***
	1	0,57	1,32	-	***
	2	0,42	1,06	-	***
	3	0,25	0,70	-	**
Belgique	4	0,01	0,62	-	0
	5	0,00	0,53	+	0
	0	0,02	2,32	+	0
	1	0,00	2,13	+	0
	2	0,05	1,98	-	0
Suède	3	0,07	1,87	-	0
	4	0,04	1,88	-	0
	5	0,00	1,72	-	0
	0	0,53	1,00	-	***
	1	0,34	0,90	-	***
France	2	0,04	0,89	-	0
	3	0,00	0,77	+	0
	4	0,07	0,67	+	0
	5	0,06	0,78	+	0
	0	0,00	0,53	+	0
Canada	1	0,04	0,63	-	0
	2	0,42	0,75	-	***
	3	0,63	0,95	-	***
	4	0,37	0,76	-	***
	5	0,05	0,48	-	0
Etats-Unis	0	0,09	0,57	-	*
	1	0,03	0,56	-	0
	2	0,00	0,55	-	0
	3	0,00	0,45	-	0
	4	0,00	0,48	+	0
Royaume-Uni	5	0,00	0,51	+	0
	0	0,08	0,35	-	0
	1	0,26	0,35	-	**
	2	0,35	0,45	-	***
	3	0,29	0,60	-	**
Italie	4	0,25	0,63	-	**
	5	0,24	0,66	-	**
	0	0,00	1,04	-	0
	1	0,01	1,21	-	0
	2	0,11	1,44	-	*
Italie	3	0,26	1,53	-	**
	4	0,23	1,25	-	**
	5	0,15	1,14	-	*
	0	0,00	0,55	+	0
	1	0,00	0,51	-	0
Italie	2	0,09	0,57	-	0
	3	0,27	0,64	-	**
	4	0,27	0,88	-	**
	5	0,26	0,70	-	**

IV. B. Ensemble des 14 pays.

$$\bar{\Delta} TC = \alpha + \beta \bar{\Delta} CCE \quad (\bar{\Delta} = \text{taux de variation annuel moyen selon la méthode de Pesek}).$$

\bar{R}^2	D-W [1,35 2,65]	Coefficient β	
		Signe	Signification
0,0	2,42	-	0

V. Estimation de la relation entre les parts de marché (PMC) et le cours de change effectif (CCE) 1970-1978.

V. A. Pays par pays :

$$PMC = \alpha + \beta CCE.$$

	\bar{R}^2	D-W [1,32 2,68]	Coefficient β	
			Signe	Signification
Suisse	0,42	0,55	-	*
Allemagne	0,78	2,11	-	***
Autriche	0,00	1,37	+	0
Japon	0,00	1,51	+	0
Pays-Bas	0,44	1,44	-	*
Danemark	0,80	2,79	-	***
Norvège	0,44	1,44	-	*
Belgique	0,29	1,17	-	0
Suède	0,07	0,26	-	0
France	0,00	2,19	-	0
Canada	0,00	1,14	-	0
Etats-Unis	0,08	1,41	+	0
Royaume-Uni	0,71	1,74	+	**
Italie	0,00	0,86	+	0

V. B. Ensemble des 14 pays :

$$\bar{\Delta} PMC = \alpha + \beta \bar{\Delta} CCE \quad (\bar{\Delta} = \text{taux de variation annuel moyen selon la méthode de Pesek}).$$

\bar{R}^2	D-W [1,35 2,65]	Coefficient β	
		Signe	Signification
0,0	1,56	-	0

CHAPITRE XI — « FINANCES PUBLIQUES »

DE LA PARTIE STATISTIQUE

Modification de certaines données du tableau XI-3 « Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture »

Les modifications apportées au tableau XI-3 « Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture » portent sur la manière dont est répartie la couverture des besoins nets de financement du Trésor [colonnes (4) à (10)] du nouveau tableau XI-3].

Dans ce nouveau tableau, la couverture des besoins nets de financement du Trésor est ventilée de telle manière que le recours direct et indirect de ce dernier à la Banque Nationale est séparé des autres sources de financement. En isolant ce recours à la Banque Nationale, on met en évidence l'un des canaux par lesquels le marché monétaire obtient des fonds de la banque centrale (augmentation du recours du Trésor) ou lui en cède (diminution du recours du Trésor).

Ce recours à la Banque Nationale peut prendre trois formes :

1. L'utilisation de la ligne de crédit directe appelée « marge », dont le Trésor dispose auprès de la Banque [colonne (7)]. Cette ligne de crédit s'élève actuellement à 37 milliards, montant fixé à l'article 1^{er} de la convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat belge et la Banque Nationale.

2. Par l'intermédiaire du Fonds des Rentes [colonne (8)], le Trésor peut obtenir, en vertu de l'article 2 de la convention du 15 juillet 1977 précitée et du protocole signé à la même date entre le Ministre des Finances, la Banque Nationale et le Fonds des Rentes, des fonds supplémentaires en vue de couvrir des déficits saisonniers et imprévus. Dans ce cas, le Fonds des Rentes souscrit à des certificats de trésorerie qu'il finance en recourant à la ligne spéciale d'avances ouverte en sa faveur par la Banque Nationale (1).

(1) Pour les périodes précédant juillet 1977 — lorsque le système d'avances spéciales auprès de la Banque Nationale n'existait pas encore — les variations des certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes ont été recensées, pour autant que ceux-ci aient été financés avec des avances ordinaires obtenues de la Banque.

3. Le Trésor peut encore avoir recours indirectement à la Banque en cédant le produit d'emprunts en monnaies étrangères [colonne (9)] à la Banque Nationale contre francs belges.

La couverture des besoins nets de financement du Trésor suivant d'autres modalités que le recours direct et indirect à la Banque Nationale, c'est-à-dire par les variations de la dette en francs belges autres que celles recensées aux colonnes (7) et (8), est subdivisée en emprunts consolidés d'une part [colonne (4)] et dette flottante d'autre part [colonne (5)].

Cette modification dans la présentation a pour conséquence que la distinction faite dans l'ancienne présentation de la couverture des besoins nets de financement du Trésor, entre le recours au marché belge et le recours aux marchés étrangers, n'apparaît plus dans le tableau; cela ne présente pas d'inconvénient majeur étant donné que l'expérience avait déjà montré que la distinction précitée n'était plus d'une grande utilité pour l'exécution de travaux d'analyse économique.

A signaler encore que dans la nouvelle présentation du tableau XI-3, la contre-valeur en francs belges des devises empruntées correspond au montant de francs belges que le Trésor a reçu.

Dans l'ancienne présentation du tableau, la contre-valeur de la dette en monnaies étrangères était reprise de la situation officielle de la dette publique, où cette contre-valeur est partiellement calculée à l'aide de cours de change moyens du mois écoulé ⁽¹⁾. Le léger écart entre la contre-valeur ainsi calculée et le montant de francs belges que le Trésor recevait au moment de l'emprunt était comptabilisé comme « différences de change » à la colonne (2) et influençait donc aussi la colonne (3). Il va de soi que dans la nouvelle présentation, qui exprime les variations de la dette ayant donné lieu à des mouvements de fonds, la comptabilisation de ces « différences de change » aux colonnes (2) et (3) n'est plus nécessaire, ce qui modifie très peu les montants de ces colonnes.

Cette correction a aussi pour conséquence que la colonne (6) du tableau XVI-3b « Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds » inclura désormais ces « différences de change », pour arriver, partant de la situation officielle de la dette publique, à une colonne finale « Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds », dont les chiffres correspondent à ceux des besoins nets de financement du Trésor figurant à la colonne (3) du tableau XI-3, mais précédés du signe contraire.

⁽¹⁾ Le cours de change moyen du mois écoulé n'est plus utilisé actuellement que pour les monnaies qui n'appartiennent pas au Système Monétaire Européen. Pour les autres monnaies, les cours-pivots bilatéraux, en vigueur dans le Système Monétaire Européen, sont pris en considération.

MESURE DE POLITIQUE MONETAIRE

Communiqué du 30 juillet 1980

La Banque Nationale de Belgique abaisse son taux d'escompte et d'avances de 13 à 12 p.c. à dater du 31 juillet 1980; le taux spécial des avances est réduit de 14 à 13 p.c.

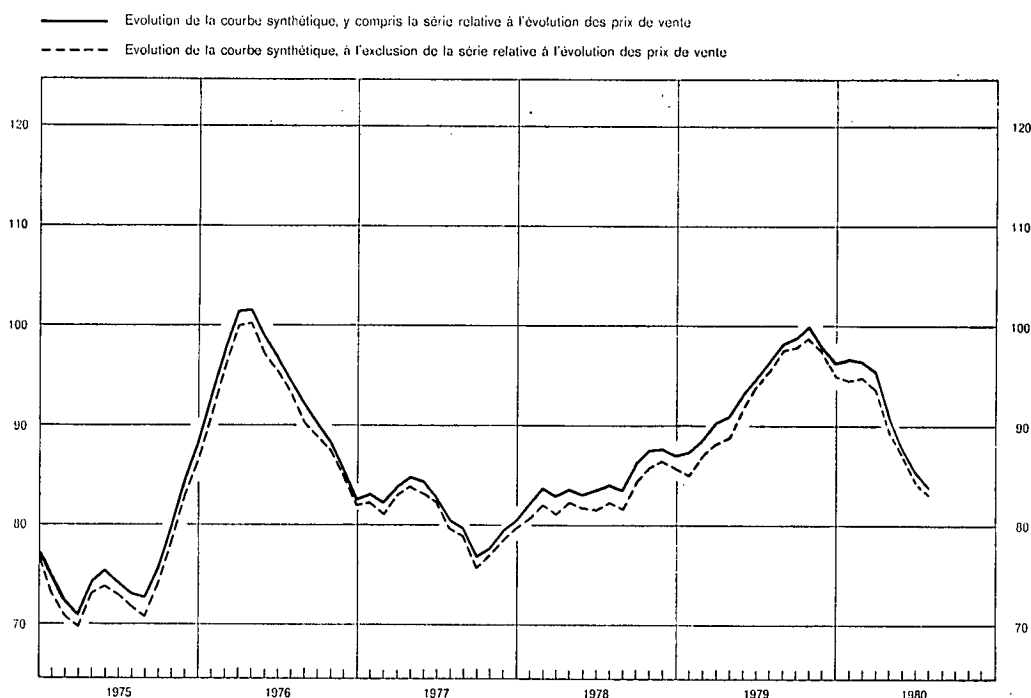
Cette baisse se situe dans la ligne de la réduction progressive des taux d'intérêts à court terme en Belgique, poursuivie depuis trois mois. Elle est basée, d'une part, sur l'abaissement des taux d'intérêts sur les marchés internationaux et dans plusieurs pays étrangers et, d'autre part, sur la situation équilibrée du marché des changes de l'U.E.B.L.

COURBE SYNTHETIQUE

DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE

DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DES MOIS DE JUIN ET JUILLET 1980



Commentaire de l'évolution du mois de juin 1980 :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique, calculée en tenant compte de l'indicateur d'évolution des prix, est revenue de 87,77 points en mai à 85,30 points en juin 1980.

Ce nouveau recul de 2,47 points est attribuable exclusivement à la diminution de la plupart des indicateurs relatifs au climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière, notamment ceux influencés par l'évolution de l'activité.

La courbe synthétique, calculée sans l'indicateur concernant l'évolution des prix (ligne pointillée) a régressé un peu moins (de 86,50 points en mai à 84,15 points en juin, c'est-à-dire 2,35 points).

Commentaire de l'évolution du mois de juillet 1980 :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique, calculée en tenant compte de l'indicateur d'évolution des prix, se situe à 83,85 points en juillet 1980, contre 85,30 points en juin.

Le recul de 1,45 point résulte de la baisse des indicateurs relatifs à l'activité et aux prix dans l'industrie manufacturière et des indicateurs concernant les prévisions d'emploi dans les industries manufacturières et de la construction; l'indicateur du climat conjoncturel du commerce de gros a, par contre, progressé.

La courbe synthétique, calculée sans l'indicateur d'évolution des prix (ligne pointillée), a baissé un peu moins, revenant de 84,15 points en juin à 82,99 points en juillet.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1	2. Soldes trimestriels	IX - 2
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	3. Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	4. Balance résumée	IX - 4
4. Affectation du produit national :		5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme ...	IX - 5
a) Estimations à prix courants	I - 4a	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
b) Indices des estimations aux prix de 1975	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
Demandes et offres d'emploi	II	X. — Marché des changes.	
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
2. Pêche maritime	III - 2	a) Chiffres annuels	X - 1a
IV. — Industrie.			
0. Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 0	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
1. Indices de la production industrielle	IV - 1	2. Droit de tirage spécial	X - 2
2. Indices de la production manufacturière industrielle par secteur	IV - 2	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
3. Energie	IV - 3	4. Système Monétaire Européen :	
4. Métallurgie	IV - 4	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
5. Construction	IV - 5	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	5. Cours de change effectifs	X - 5
V. — Services.			
1. Transports :		XI. — Finances publiques.	
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
b) Navigation maritime	V - 1b	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
c) Navigation intérieure	V - 1c	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
2. Tourisme. — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
3. Commerce intérieur :		5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
a) Indices des ventes	V - 3a	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	1. Encours des créances et des dettes :	
4. Activité des chambres de compensation	V - 4	a) au 31 décembre 1977	XII - 1a
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	b) au 31 décembre 1978	XII - 1b
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2	2. Mouvements des créances et des dettes en 1978	XII - 2
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3	3. Encours des créances et des dettes (totaux sectoriels) :	
VII. — Indices des prix.			
1. Indices des prix mondiaux	VII - 1	a) au 31 décembre 1977	XII - 3a
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit	VII - 2	b) au 31 décembre 1978	XII - 3b
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	4. Mouvements des créances et des dettes en 1978 (totaux sectoriels)	XII - 4
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		XIII. — Organismes principalement monétaires.	
a) Base 1971 = 100 et base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100 (Ventilation en 4 groupes)	VII - 4a	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
b) Base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100 (Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)	VII - 4b	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a	d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
b) Indices du volume	VIII - 4b	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
5. Orientation géographique	VIII - 5	4. Stock monétaire :	
IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1	a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
		b) Total	XIII - 4b
		5. Avoirs extérieurs nets :	
		a) des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
		b) de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7
		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers :	
a) Actifs non monétaires à un an au plus (variations)	XV - 3a
b) Actifs non monétaires à un an au plus auprès des intermédiaires financiers nationaux (encours)	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b
6. Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays	XV - 6

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor :	
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la	

CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger :

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 8a.
b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 8b.

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique :	
a) des banques jusqu'au 1 ^{er} novembre 1977	XVIII - 3a
b) des banques à partir du 2 novembre 1977	XVIII - 3b
c) des institutions publiques de crédit et des caisses d'épargne privées	XVIII - 3c

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1a
b) Taux spéciaux de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie ...	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII-4a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.T.		Bureau International du Travail.
	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.		Banque des Règlements Internationaux.
C.E.C.A.		Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	O.N.D.	Office National du Ducroire.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-2 et 4, X-5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3b et c et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique. Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
	(à fin d'année)							
Population totale	9.727	9.757	9.788	9.813	9.823	9.837	9.842	9.855
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.151	6.183	6.234	6.283	6.327	6.370		
dont : Hommes	3.069	3.088	3.119	3.148	3.172	3.195		
Femmes	3.082	3.095	3.115	3.135	3.155	3.175		
	(estimations à fin juin)							
Population active ¹	3.778	3.831	3.892	3.913	3.940	3.966	3.987	
dont : Agriculture	151	144	139	136	128	122	118	
Industries extractives et manufacturières	1.219	1.227	1.233	1.165	1.119	1.078	1.036	
Bâtiments et construction	287	285	292	293	297	298	294	
Transports	252	260	266	268	265	265	268	
Commerce, banques, assurances et services	1.733	1.777	1.819	1.839	1.866	1.906	1.954	
Chômeurs complets ²	84	87	94	168	224	257	278	
Ouvriers frontaliers	52	51	49	44	41	40	39	

¹ Non compris les forces armées.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	417,7	467,2	541,6	658,1	760,2	847,0	930,6	989,0
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	23,6	24,9	29,9	32,3	35,9	38,7	42,4	44,7
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	98,5	115,2	133,4	158,8	189,5	212,9	236,0	248,0
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	159,9	189,7	213,6	255,9	313,3	357,8	393,0	429,3
5. Corrections et compléments	28,4	33,0	36,4	43,3	40,8	58,5	60,1	65,0
Ajustement statistique	- 3,9	0,2	0,6	- 0,2	-17,0	- 2,3	- 9,4	- 2,1
<i>Total ...</i>	<i>724,2</i>	<i>830,2</i>	<i>955,5</i>	<i>1.148,2</i>	<i>1.322,7</i>	<i>1.512,6</i>	<i>1.652,7</i>	<i>1.773,9</i>
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	32,4	45,9	49,4	41,0	46,5	55,6	43,6	48,1
2. Professions libérales ¹	34,7	39,8	45,9	52,8	61,4	70,6	80,4	89,0
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	141,1	148,1	160,4	172,7	187,7	205,8	218,3	224,8
4. Revenu des sociétés de personnes ²	10,7	11,9	14,1	15,3	12,8	14,5	14,8	15,2
Ajustement statistique	- 1,2	0,1	0,2	- 0,1	- 3,9	- 0,5	- 2,0	- 0,4
<i>Total ...</i>	<i>217,7</i>	<i>245,8</i>	<i>270,0</i>	<i>281,7</i>	<i>304,5</i>	<i>346,0</i>	<i>355,1</i>	<i>376,7</i>
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	67,6	73,7	87,6	116,6	130,9	157,2	181,3	200,8
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	43,8	45,1	46,4	51,7	60,0	61,0	67,5	72,3
3. Dividendes, tantièmes, dons	41,1	43,2	44,2	55,4	52,1	56,7	55,6	57,6
<i>Total ...</i>	<i>152,5</i>	<i>162,0</i>	<i>178,2</i>	<i>223,7</i>	<i>243,0</i>	<i>274,9</i>	<i>304,4</i>	<i>330,7</i>
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	25,3	34,6	47,2	44,9	14,9	32,8	30,0	46,6
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	36,3	41,6	54,6	64,3	70,1	72,7	76,4	81,5
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	6,8	7,4	8,2	10,6	13,3	15,8	19,4	22,1
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	1,7	- 3,6	- 6,7	- 4,6	- 6,7	-13,0	- 15,1	- 22,5
<i>Total ...</i>	<i>8,5</i>	<i>3,8</i>	<i>1,5</i>	<i>6,0</i>	<i>6,6</i>	<i>2,8</i>	<i>4,3</i>	<i>- 0,4</i>
G. Intérêts de la dette publique	-46,4	-51,8	-59,1	-73,2	-82,5	-98,2	-117,8	-140,2
Revenu national net au coût des facteurs	1.118,1	1.266,2	1.447,9	1.695,6	1.879,3	2.143,6	2.305,1	2.468,8
H. Amortissements	133,8	149,0	161,6	193,2	212,5	231,0	250,4	267,3
Revenu national brut au coût des facteurs	1.251,9	1.415,2	1.609,5	1.888,8	2.091,8	2.374,6	2.555,5	2.736,1
I. Impôts indirects	177,2	185,5	206,5	240,6	261,1	308,3	335,1	365,4
J. Subventions	-17,5	-20,4	-25,3	-25,0	-27,6	-36,5	-40,2	-44,8
Produit national brut aux prix du marché	1.411,6	1.580,3	1.790,7	2.104,4	2.325,3	2.646,4	2.850,4	3.056,7

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

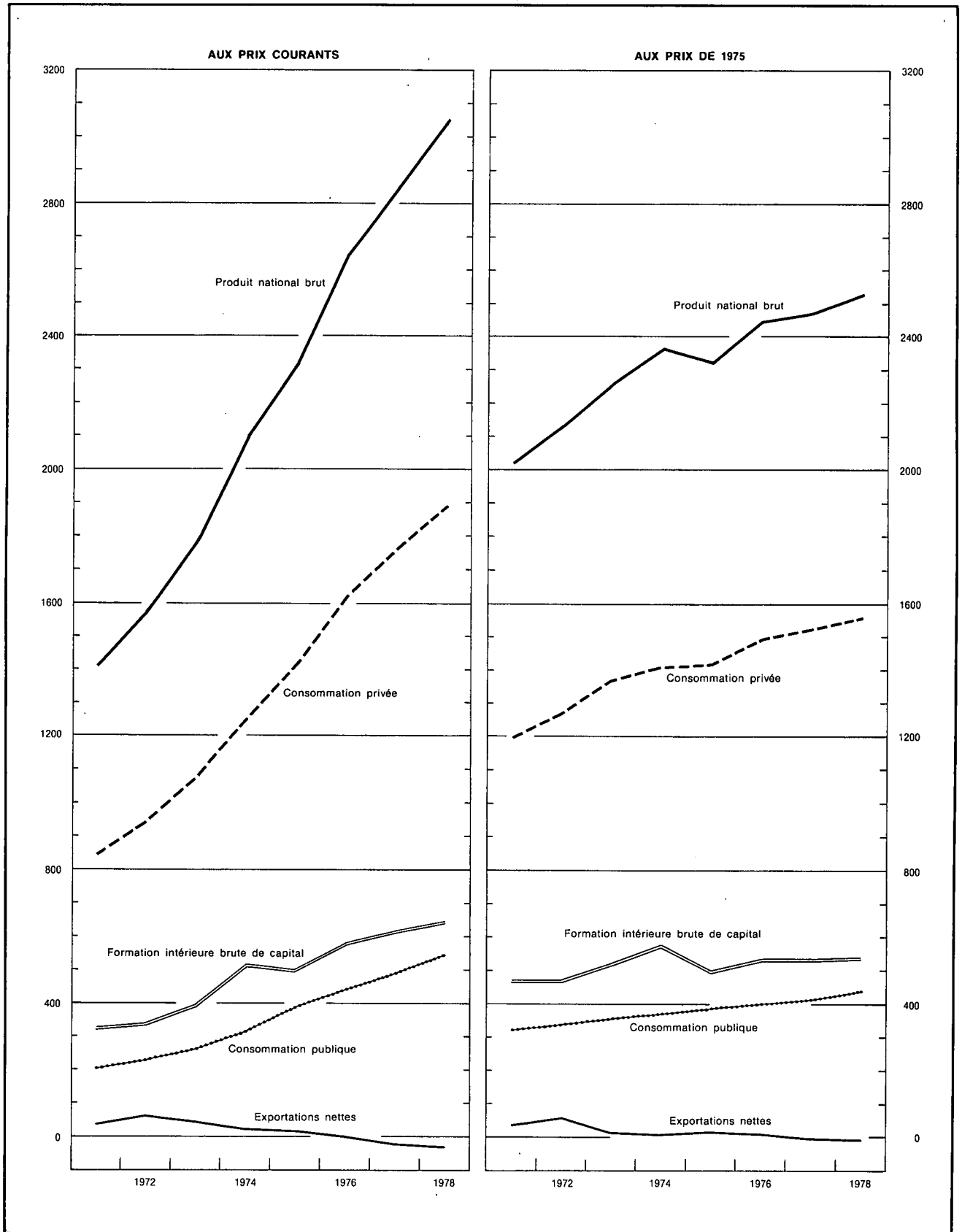
Source : I.N.S.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
1. Agriculture, sylviculture et pêche ...	49,3	63,5	69,1	61,8	68,0	76,1	68,2	75,8
2. Industries extractives	13,4	13,1	11,7	15,6	18,6	17,7	17,1	16,1
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	79,5	88,1	95,4	108,9	122,1	131,9	139,6	146,9
b) Textiles	29,2	32,2	34,5	36,5	31,8	38,3	34,3	33,1
c) Vêtements et chaussures	17,9	20,8	20,5	23,9	24,8	25,7	24,8	25,9
d) Bois et meubles	19,8	23,2	26,3	29,3	29,4	34,1	35,6	35,8
e) Papier, impression, édition	22,3	23,8	27,6	34,9	35,6	36,2	36,1	35,5
f) Industrie chimique et activités connexes	42,6	48,5	54,1	67,6	59,0	68,0	74,1	75,6
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	22,0	24,1	27,4	30,2	29,1	33,2	38,9	38,7
h) Fer, acier et métaux non ferreux	35,4	38,8	56,2	77,7	37,9	49,9	42,2	49,3
i) Fabrications métalliques et constructions navales	116,3	129,4	147,0	168,6	192,4	218,8	227,0	231,7
j) Industries non dénommées ailleurs	40,1	47,0	55,4	66,6	73,2	87,5	97,9	108,0
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>425,1</i>	<i>475,9</i>	<i>544,4</i>	<i>644,2</i>	<i>635,3</i>	<i>723,6</i>	<i>750,5</i>	<i>780,5</i>
4. Construction	95,6	102,8	119,4	148,1	167,0	195,7	215,9	230,9
5. Electricité, gaz et eau	36,0	40,0	44,7	52,2	72,2	78,2	79,0	88,7
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	264,2	287,8	325,4	385,2	417,3	495,5	533,7	576,6
b) Services financiers et assurances	43,5	52,0	63,3	74,6	86,0	107,0	119,6	136,2
c) Immeubles d'habitation	64,3	68,8	73,9	85,7	101,3	108,8	122,8	134,4
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>372,0</i>	<i>408,6</i>	<i>462,6</i>	<i>545,5</i>	<i>604,6</i>	<i>711,3</i>	<i>776,1</i>	<i>847,2</i>
7. Transports et communications	105,0	119,0	136,9	172,0	184,2	206,8	225,4	241,2
8. Services	323,2	371,4	430,2	500,6	595,1	682,0	764,3	836,5
9. Correction pour investissements par moyens propres	3,1	3,2	3,3	4,3	4,4	4,1	4,1	4,3
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	-12,4	-15,3	-18,7	-23,1	-26,2	-35,2	-39,5	-47,3
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	-10,5	-14,7	-21,7	-27,2	-27,8	-29,5	-30,4	-32,0
Ajustement statistique	2,3	0,6	- 0,5	- 1,4	17,2	- 1,7	7,5	1,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	1.402,1	1.568,1	1.781,4	2.092,6	2.312,6	2.629,1	2.838,2	3.043,8
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	9,5	12,2	9,3	11,8	12,7	17,3	12,2	12,9
Produit national brut aux prix du marché	1.411,6	1.580,3	1.790,7	2.104,4	2.325,3	2.646,4	2.850,4	3.056,7

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	194,7	212,3	232,3	265,4	291,9	333,6	349,0	364,6
2. Boissons	45,2	51,0	59,5	62,2	70,1	75,1	79,6	83,9
3. Tabac	17,1	18,3	20,3	22,8	25,3	28,4	31,6	31,4
4. Vêtements et effets personnels ...	74,4	82,7	92,3	108,5	115,0	131,2	138,4	147,4
5. Loyers, taxes, eau	83,5	89,8	98,3	115,6	136,4	148,7	168,4	185,5
6. Chauffage et éclairage	41,4	46,5	52,5	64,8	80,9	89,0	95,4	103,3
7. Articles ménagers durables	87,4	97,8	119,7	146,9	150,4	175,7	185,4	189,1
8. Entretien de la maison	38,7	41,7	48,9	55,3	62,2	70,0	78,0	85,2
9. Soins personnels et hygiène	67,9	79,3	95,3	112,8	138,8	160,6	183,8	200,2
10. Transports	81,0	95,7	108,2	125,8	150,4	178,0	195,1	213,3
11. Communications : P.T.T.	6,3	7,3	8,3	8,9	11,3	12,3	14,5	16,2
12. Loisirs	74,9	84,8	96,2	107,8	119,5	136,0	152,5	163,7
13. Enseignement et recherches	1,8	2,0	2,1	2,5	3,2	3,4	3,7	4,0
14. Services financiers	21,2	26,3	33,0	38,2	42,2	55,1	62,7	72,9
15. Services divers	6,0	7,0	8,3	9,6	10,4	13,0	14,6	16,4
16. Dépenses personnelles à l'étranger	23,8	26,5	34,5	37,8	43,0	46,1	56,0	58,8
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 20,0	- 21,1	- 26,8	- 29,7	- 34,0	- 35,4	- 44,3	- 45,5
Ajustement statistique	2,0	- 0,7	- 0,2	1,2	2,8	3,4	2,9	0,4
Total ...	847,3	947,2	1.082,7	1.256,4	1.419,8	1.624,2	1.767,3	1.890,8
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	142,5	168,0	194,0	232,3	283,3	323,0	356,3	393,3
2. Achats courants de biens et services	48,2	52,0	56,6	64,8	83,7	93,2	104,1	119,2
3. Intérêt imputé des bâtiments ad- ministratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	6,8	7,4	8,2	10,6	13,3	15,8	19,4	22,1
4. Loyer payé	1,3	1,5	1,6	1,9	2,4	2,5	2,8	3,0
5. Amortissement des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,8	2,0	2,1	2,7	3,5	4,1	5,0	5,7
6. Amortissement mobilier et matériel	1,4	1,6	1,8	2,0	2,2	2,4	2,6	3,0
Total ...	202,0	232,5	264,3	314,3	388,4	441,0	490,2	546,3
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	5,9	7,8	10,1	12,0	10,9	13,5	14,7	17,6
2. Industries extractives	2,6	2,8	2,3	2,5	2,1	1,8	2,0	2,4
3. Industries manufacturières	76,9	73,1	80,7	110,1	106,4	93,5	81,2	83,4
4. Construction	6,0	6,3	8,4	8,3	7,9	11,1	12,7	13,4
5. Electricité, gaz et eau	19,6	23,7	19,5	23,4	35,7	33,7	38,4	42,3
6. Commerce, banques, assurances ...	33,1	35,8	42,2	48,7	49,5	56,4	63,1	63,3
7. Immeubles d'habitation	61,8	68,9	94,6	130,5	144,8	184,7	202,7	222,8
8. Transports et communications ...	32,3	35,9	43,5	47,2	56,7	57,6	60,5	70,2
9. Pouvoirs publics et enseignement .	56,5	62,4	59,5	66,1	79,1	92,3	99,8	101,3
10. Autres services	10,9	11,6	13,4	19,1	18,8	23,9	29,9	29,0
11. Variations de stocks	18,4	10,0	25,1	46,3	- 12,6	10,0	9,0	1,5
Ajustement statistique	0,8	- 0,2	- 0,1	0,5	1,0	1,2	1,0	0,1
Total ...	324,8	338,1	399,2	514,7	500,3	579,7	615,0	647,4
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	45,3	46,6	54,3	89,5	91,3	92,5	92,4	103,8
2. Exportations de biens et services .	608,8	783,0	846,4	1.116,4	1.065,2	1.248,9	1.479,7	1.543,9
Exportations totales ...	654,1	729,6	900,7	1.205,9	1.056,5	1.341,4	1.572,1	1.647,7
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	35,8	34,4	45,0	77,7	78,6	75,2	80,2	90,9
4. Importations de biens et services .	580,8	632,7	811,2	1.109,2	1.061,1	1.264,7	1.514,0	1.584,6
Importations totales ...	616,6	667,1	856,2	1.186,9	1.139,7	1.339,9	1.594,2	1.675,5
Exportations nettes ...	37,5	62,5	44,5	19,0	16,8	1,5	- 22,1	- 27,8
Produit national brut aux prix du marché	1.411,6	1.580,3	1.790,7	2.104,4	2.325,3	2.646,4	2.850,4	3.056,7

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1975)

Source : I.N.S.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	95	96	98	101	100	102	102	105
2. Boissons	84	90	98	95	100	102	102	103
3. Tabac	99	102	106	105	100	98	95	85
4. Vêtements et effets personnels ...	88	93	97	102	100	107	106	106
5. Loyers, taxes, eau	90	92	95	97	100	103	105	107
6. Chauffage et éclairage	76	87	95	93	100	105	108	116
7. Articles ménagers durables	75	81	94	105	100	112	113	114
8. Entretien de la maison	93	95	99	101	100	104	107	109
9. Soins personnels et hygiène	72	78	87	92	100	106	113	117
10. Transports	77	86	90	94	100	107	112	117
11. Communications : P.T.T.	94	96	99	103	100	109	114	117
12. Loisirs	85	90	96	99	100	106	107	107
13. Enseignement et recherches	91	93	95	98	100	102	105	107
14. Services financiers	74	85	99	104	100	111	118	128
15. Services divers	80	89	100	103	100	116	124	131
16. Dépenses personnelles à l'étranger	73	76	92	95	100	100	107	104
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	77	76	91	94	100	97	107	102
<i>Total ...</i>	84	89	96	100	100	105	107	110
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	83	88	94	98	100	104	105	111
2. Achats courants de biens et services	83	85	87	86	100	104	111	124
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amor- tissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	76	81	84	93	100	110	120	126
<i>Total ...</i>	82	87	92	95	100	104	107	114
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	75	96	118	122	100	117	121	141
2. Industries extractives	163	171	137	129	100	85	91	104
3. Industries manufacturières	97	89	94	113	100	84	70	70
4. Construction	99	102	132	115	100	134	146	151
5. Electricité, gaz et eau	79	90	70	73	100	88	95	102
6. Commerce, banques, assurances ...	95	99	110	110	100	106	112	108
7. Immeubles d'habitation	69	73	91	103	100	116	118	121
8. Transports et communications ...	76	82	94	90	100	96	97	110
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	120	126	104	94	100	107	106	103
10. Enseignement	82	84	82	86	100	107	116	110
11. Autres services	84	85	92	114	100	118	138	129
<i>Total ...</i>	94	94	105	115	100	107	107	108
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	71	69	75	110	100	94	88	94
2. Exportations de biens et services .	82	90	103	110	100	111	128	133
Exportations totales ...	81	88	101	110	100	109	125	130
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	65	59	72	111	100	89	89	96
4. Importations de biens et services .	80	86	103	111	100	111	130	135
Importations totales ...	79	84	101	111	100	110	127	132
Produit national brut aux prix du marché	87,2	91,9	97,4	101,8	100,0	105,4	106,4	109,0

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1980 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1975 ». — Statistiques de la population active (O.C.D.E.).*

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Comptes nationaux des pays de l'O.C.D.E. — Annuaire des comptes nationaux (Office statistique des Communautés Européennes).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi 1									Offres d'emploi 2	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement		Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues 3	insatisfaites 1
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
1972	15,9	24,4	46,5	86,8	6,9	8,1	3,4	3,9	2,9	14,8	8,5
1973	17,4	26,1	48,2	91,7	8,2	9,4	3,7	3,6	2,8	14,9	14,2
1974	24,4	30,8	49,5	104,7	8,5	10,5	3,4	3,2	2,3	13,0	13,5
1975	57,3	64,6	55,5	177,4	10,8	17,0	4,6	5,0	3,8	10,6	4,1
1976	74,5	97,0	57,0	228,5	15,9	21,3	5,4	6,2	5,1	11,5	4,1
1977	84,9	121,9	57,5	264,3	21,5	23,1	6,9	7,3	6,0	11,5	3,4
1978	91,4	141,3	49,5	282,2	28,9	25,9	9,0	8,8	7,6	13,2	4,2
1979	93,4	153,9	47,1	294,4	34,2	27,7	10,8	10,0	8,8	15,0	5,7
1978 2 ^e trimestre	85,3	139,0	49,6	273,9	28,8	9,6	8,7	7,1	7,0	14,6	3,8
3 ^e trimestre	82,7	140,5	47,4	270,6	30,6	54,7	8,9	9,4	7,6	13,2	5,0
4 ^e trimestre	99,5	146,0	47,1	292,6	31,0	29,0	10,1	10,5	8,7	13,4	5,1
1979 1 ^{er} trimestre	99,4	152,6	47,4	299,4	31,2	12,3	10,2	9,4	8,5	15,1	5,4
2 ^e trimestre	86,2	150,4	47,2	283,8	33,8	11,0	10,6	8,4	8,2	16,2	5,9
3 ^e trimestre	86,2	154,9	46,8	287,9	35,6	58,5	10,6	10,7	8,6	13,8	5,8
4 ^e trimestre	101,9	157,8	46,8	306,5	36,2	29,3	11,6	11,5	10,1	15,0	5,6
1980 1 ^{er} trimestre	98,5	162,2	46,6	307,3	36,2	12,5	12,0	10,2	9,5	17,0	6,4
2 ^e trimestre	88,2	163,0	46,1	297,3	36,8	10,9	12,6	8,6	8,1	16,5	6,8
1979 Juillet	86,4	155,0	47,4	288,8	35,2	50,9	10,4	9,8	7,9	12,5	5,6
Août	86,4	154,5	46,8	287,7	35,7	63,7	10,4	10,5	8,6	12,6	5,9
Septembre	85,6	155,3	46,4	287,3	36,0	60,8	11,1	11,7	9,3	16,2	6,0
Octobre	94,3	155,3	46,5	296,1	36,2	43,0	11,5	11,6	9,9	18,7	5,5
Novembre	104,8	157,3	46,8	308,9	36,2	25,7	11,8	11,6	10,1	14,8	5,7
Décembre	106,6	160,9	47,1	314,6	36,2	19,1	11,6	11,4	10,1	11,5	5,5
1980 Janvier	103,9	163,4	47,1	314,4	35,8	14,7	11,9	10,8	9,9	16,1	5,9
Février	97,6	161,5	46,5	305,6	36,2	11,9	11,9	10,0	9,3	16,7	6,5
Mars	94,0	161,6	46,2	301,8	36,6	10,9	12,1	9,9	9,3	18,2	6,7
Avril	91,2	162,7	46,1	300,0	36,5	10,4	12,4	9,1	8,5	17,2	6,6
Mai	88,0	163,0	46,1	297,1	36,7	10,0	12,6	8,5	8,1	15,4	6,5
Juin	85,3	163,4	46,2	294,9	37,3	12,3	12,7	8,1	7,7	16,9	7,3
Juillet	93,1	173,1	47,1	313,3	37,4	53,7	12,5	9,8	8,2	10,5	6,2

1 Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

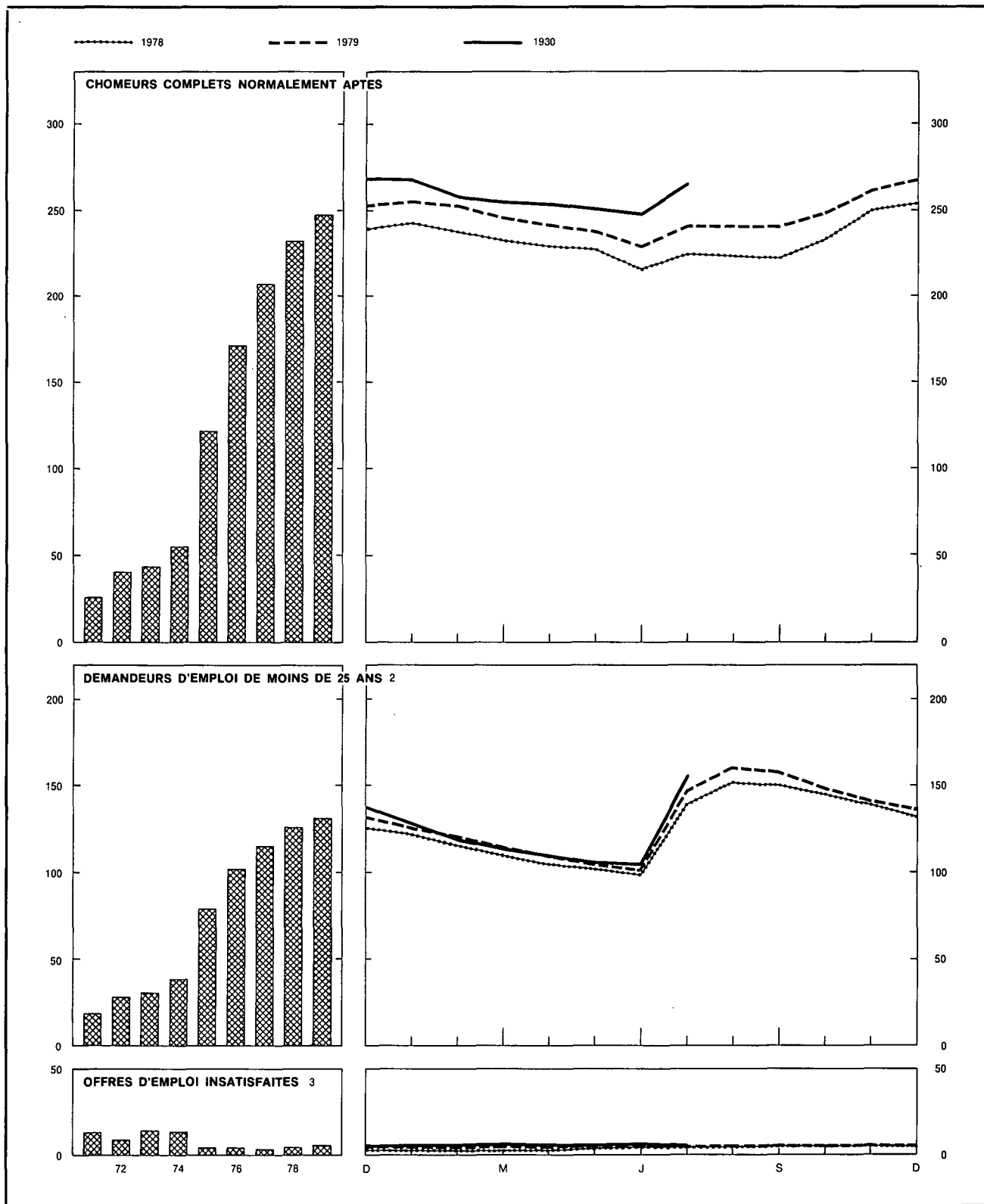
2 A partir de mai 1978, sont également compris, les offres d'emploi aux stages des jeunes et le cadre spécial temporaire.

3 Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes, demandeurs d'emploi libres inoccupés et autres chômeurs inscrits obligatoirement.

³ A partir de mai 1978, sont également compris, les offres d'emploi aux stages des jeunes et le cadre spécial temporaire.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel de l'ONEM. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Service de Conjon-

ture (IRES). — Statistiques de la population active (O.C.D.E.). — Eurostatistique (Office Statistique des Communautés Européennes).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Superficie agricole utilisée ¹								
<i>(milliers d'hectares)</i>								
Froment	204	193	190	176	195	177	178	182
Autres céréales panifiables	30	25	22	15	24	26	24	} 216
Céréales non panifiables	228	230	224	210	202	204	197	
Betteraves sucrières	101	104	105	120	96	94	110	116
Autres plantes industrielles	11	11	12	13	13	13	12	10
Pommes de terre	37	43	40	36	38	41	35	36
Autres plantes et racines tuberculifères ..	28	27	27	27	25	23	21	18
Prés et prairies	768	761	752	742	735	728	721	710
Cultures maraîchères	24	27	29	30	27	29	25	19
Cultures fruitières	18	17	16	16	15	13	13	12
Divers	72	72	80	95	99	111	111	113
Total ...	1.521	1.510	1.497	1.480	1.469	1.459	1.447	1.432
Production végétale ²								
<i>(milliers de tonnes)</i>								
Froment	916	976	1.004	677	891	742	956	953
Avoine	244	246	222	228	129	115	136	119
Orge	637	716	699	426	610	676	765	767
Autres céréales	149	156	142	123	128	144	155	140
Betteraves sucrières	4.319	5.136	4.465	4.913	4.600	4.343	5.740	p 6.478
Pommes de terre	1.106	1.201	1.460	1.049	714	1.370	1.262	1.179
Nombre d'animaux ¹								
<i>(milliers d'unités)</i>								
Vaches laitières	964	1.000	1.005	994	989	983	971	981
Autres bovidés	1.861	1.963	2.043	2.005	1.990	2.007	2.029	2.077
Porcs	4.283	4.634	5.034	4.647	4.890	4.893	5.076	5.125
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (<i>millions de litres</i>)	2.510	2.480	2.580	2.579	2.611	2.663	2.818	2.888
Abattages (<i>poids net de la viande - milliers de tonnes</i>)	753	798	884	848	837	842	879	919

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Flotte de pêche ¹ (<i>tonnage brut</i>)	23,2	22,8	24,0	23,9	24,0	21,0		
Quantité du poisson débarqué dans les ports belges :								
— Poissons de fond	43,6	37,0	34,5	30,4	29,4	31,3	35,3	29,8
— Poissons pélagiques	1,5	2,3	0,7	2,3	1,5	0,1	...	...
— Crustacés et mollusques	2,1	2,9	2,9	3,4	3,6	2,7	2,5	2,3
Total ...	47,2	42,2	38,1	36,1	34,5	34,1	37,8	32,1

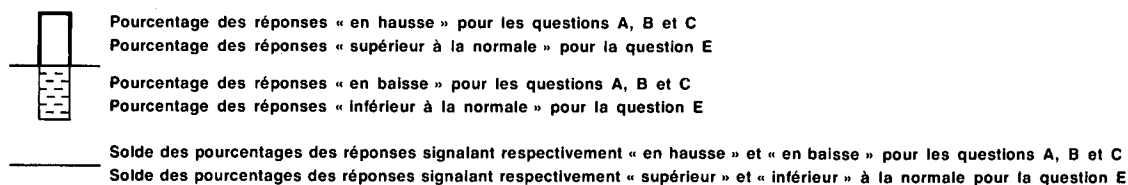
¹ Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

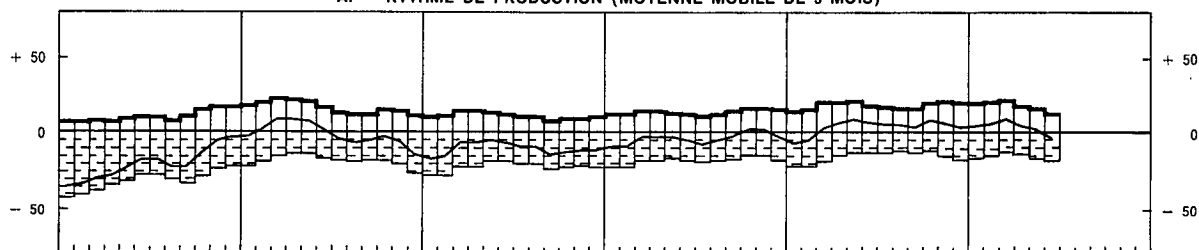
IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

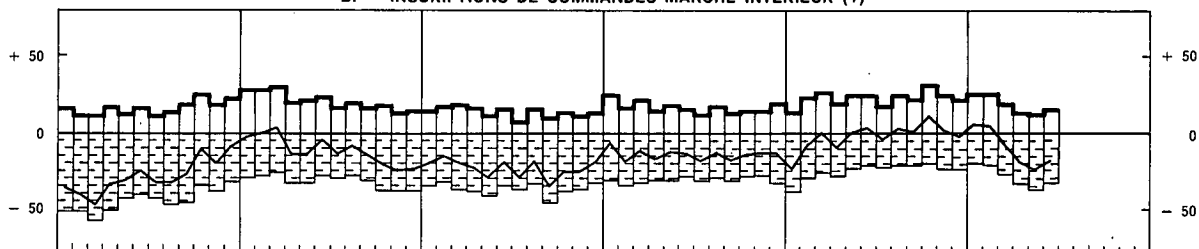
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



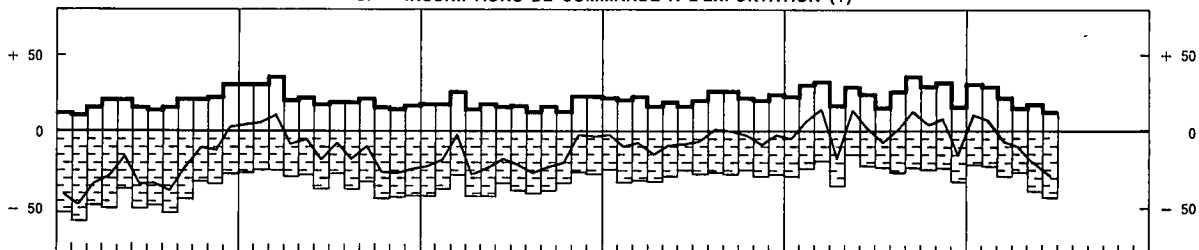
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



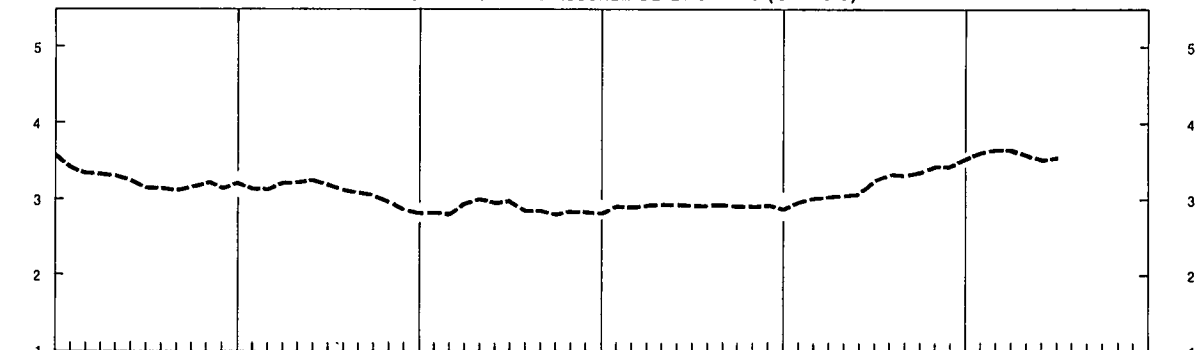
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



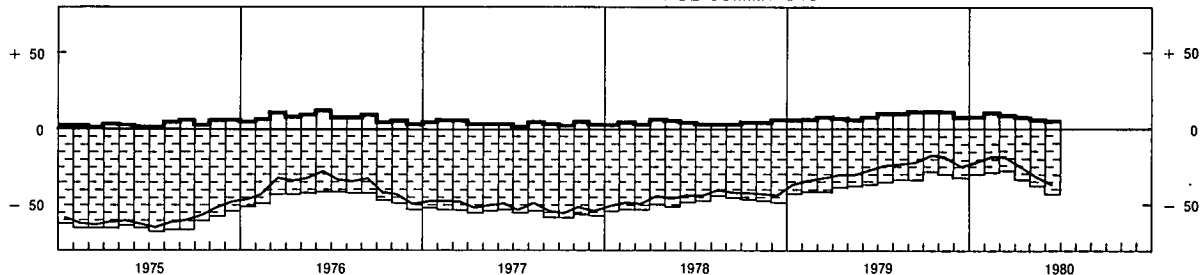
C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDE A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)



E. — APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES







* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

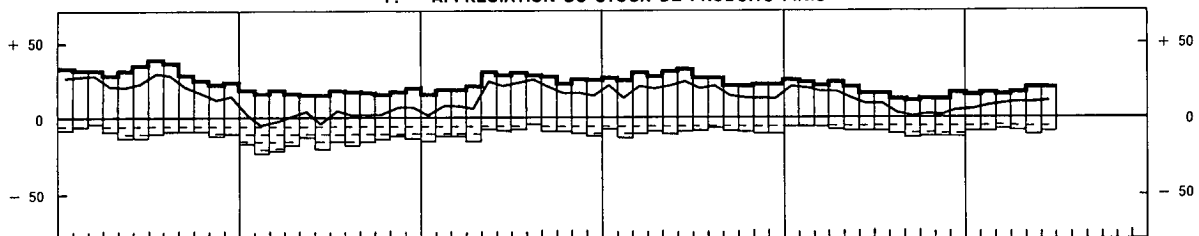
pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B, C et E la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

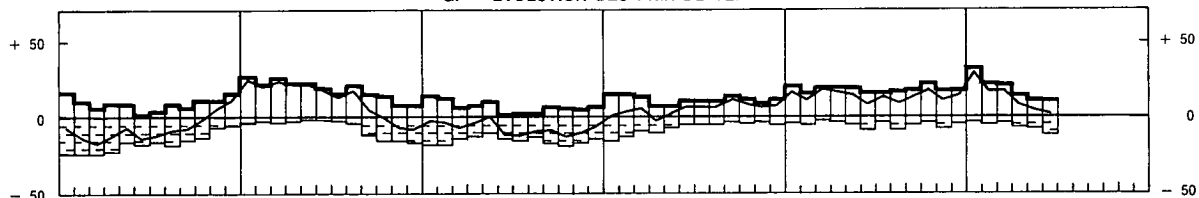
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *

-  Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et K
-  Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions F, I et J
-  Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et K
-  Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions F, I et J
- Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et K
- Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions F, I et J

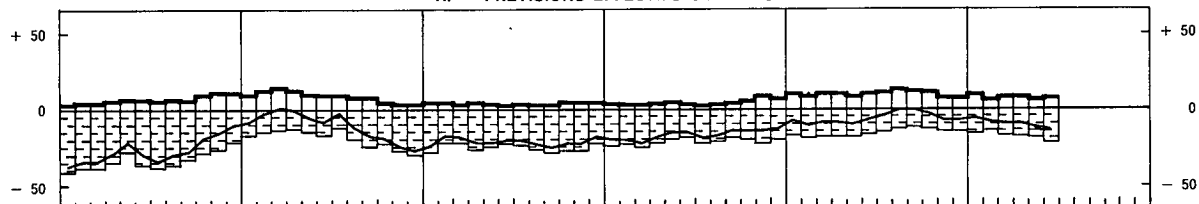
F. — APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



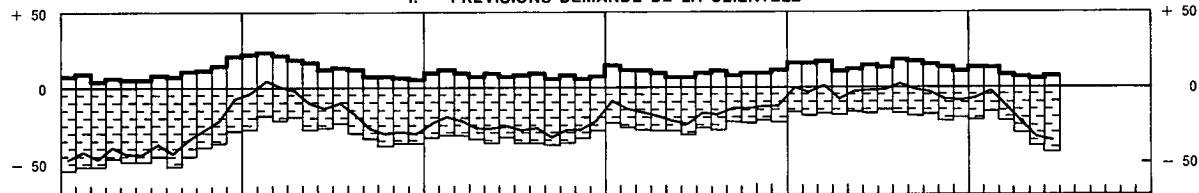
G. — EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



H. — PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS

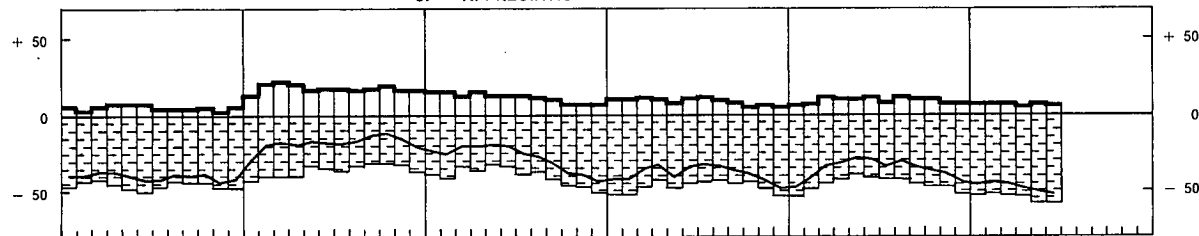


I. — PREVISIONS DEMANDE DE LA CLIENTELE

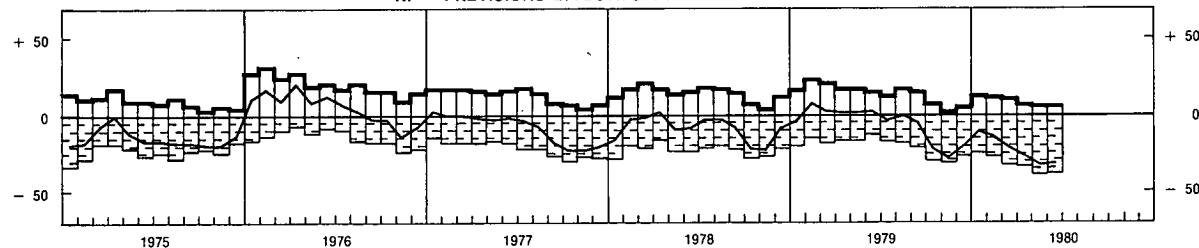


RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION
Travaux de gros œuvre de bâtiments

J. — APPRECIATION DE LA DUREE ASSUREE



K. — PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS INSCRITS



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

rgurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent la variation par rapport au mois précédent.

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total 1					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères 1					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis 1				
	1979			1980		1979			1980		1979			1980	
	Mai	3e trim.	4e trim.	1er trim.	Mai	Mai	3e trim.	4e trim.	1er trim.	Mai	Mai	3e trim.	4e trim.	1er trim.	Mai
Ensemble des industries	- 30	- 23	- 19	- 19	- 31	- 30	- 27	- 23	- 21	- 37	+ 14	+ 5	+ 3	+ 9	+ 11
I. Biens de consommation	- 38	- 25	- 17	- 17	- 37	- 36	- 25	- 14	- 18	- 43	+ 25	+ 9	+ 13	+ 14	+ 10
II. Biens d'investissement	- 44	- 33	- 24	- 26	- 25	- 35	- 37	- 28	- 28	- 31	+ 23	+ 12	+ 5	+ 12	+ 29
III. Biens intermédiaires	- 18	- 16	- 20	- 16	- 31	- 20	- 18	- 20	- 14	- 34	+ 4	- 2	- 2	+ 6	+ 1
Industrie textile	- 42	- 36	- 26	- 29	- 35	- 50	- 44	- 29	- 28	- 44	+ 20	+ 12	+ 11	+ 10	+ 14
dont : Laine	- 49	- 44	- 22	- 23	- 50	- 46	- 54	- 37	- 29	- 63	+ 16	+ 4	+ 1	0	- 23
Coton	- 27	- 34	- 33	- 41	- 51	- 40	- 45	- 34	- 25	- 36	+ 36	+ 27	+ 20	+ 20	+ 28
Bonneterie	- 69	- 39	- 31	- 23	- 14	- 62	- 54	- 36	- 24	- 8	+ 13	+ 3	+ 29	+ 16	+ 16
Industrie des chaussures et de l'habillement ..	- 39	- 36	- 33	- 37	- 59	- 37	- 26	- 27	- 31	- 62	+ 17	+ 5	+ 16	+ 16	+ 27
dont : Chaussures	- 37	- 74	- 36	- 43	- 48	- 82	- 73	- 51	- 68	- 83	+ 12	- 24	+ 8	+ 6	0
Habillement	- 40	- 29	- 33	- 35	- 61	- 33	- 23	- 25	- 28	- 60	+ 17	+ 12	+ 18	+ 18	+ 33
Industrie du bois et du meuble en bois	- 31	- 12	- 6	+ 18	- 34	- 32	- 2	- 1	+ 20	- 24	+ 40	+ 15	+ 19	+ 8	- 1
dont : Bois	+ 9	+ 22	+ 19	+ 27	- 9	+ 8	+ 21	+ 8	+ 5	+ 4	0	- 16	- 14	- 17	- 21
Meubles en bois	- 49	- 27	- 17	+ 14	- 45	- 54	- 15	- 6	+ 27	- 39	+ 58	+ 33	+ 35	+ 20	+ 9
Papiers et cartons	- 7	- 10	- 21	- 32	- 34	- 14	- 20	- 44	- 63	- 59	- 23	- 7	+ 14	+ 27	+ 10
dont : Production de papier et carton	- 16	- 2	- 13	- 32	- 15	- 4	- 23	- 51	- 76	- 76	- 5	- 21	+ 5	+ 36	+ 30
Transformation de papier et carton	- 2	- 14	- 26	- 31	- 47	- 36	- 11	- 26	- 32	- 18	- 39	+ 2	+ 19	+ 19	- 6
Industrie du cuir	- 29	- 39	- 41	- 32	- 64	- 21	- 37	- 51	- 30	- 78	- 16	- 17	- 6	- 8	0
Transformation de matières plastiques	0	+ 6	- 19	- 3	- 10	+ 21	+ 20	+ 2	+ 1	- 3	- 5	- 12	- 14	- 9	+ 18
Raffinage de pétrole	+ 8	- 5	- 17	- 48	- 34	- 14	+ 2	- 7	- 15	+ 37	- 36	- 26	- 13	+ 30	- 30
Production et première transform. des métaux	- 24	- 27	- 33	- 15	- 38	- 27	- 27	- 29	- 12	- 42	+ 12	+ 2	- 1	+ 9	- 11
dont : Métaux ferreux	- 20	- 20	- 25	- 8	- 35	- 22	- 19	- 23	- 6	- 35	+ 15	- 10	- 1	- 1	- 1
Métaux non ferreux	- 70	- 75	- 71	- 46	- 48	- 70	- 73	- 66	- 47	- 76	+ 4	+ 8	+ 1	+ 35	- 39
Industrie des prod. minéraux non métalliques	- 21	- 1	+ 4	- 9	- 22	+ 5	- 6	+ 19	+ 11	- 1	+ 25	+ 10	+ 7	+ 11	+ 11
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment et l'indus- trie, verre plat	- 28	- 1	+ 3	- 9	- 27	+ 1	0	+ 25	+ 21	- 3	+ 26	+ 11	+ 6	+ 10	+ 11
Verre creux	- 5	- 5	- 5	- 7	- 7	- 11	- 26	- 11	- 13	- 14	+ 53	+ 37	+ 29	+ 30	+ 30
Industrie chimique	+ 9	+ 13	+ 13	+ 4	- 5	+ 9	+ 11	+ 14	+ 7	- 1	- 9	- 6	- 8	+ 3	+ 5
Production de fibres artific. et synthétiques	+ 37	+ 63	+ 23	0	+ 72	+ 76	+ 64	+ 9	0	- 52	- 11	- 29	+ 8	- 9	+ 72
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 45	- 35	- 26	- 22	- 19	- 53	- 43	- 35	- 40	- 53	+ 17	- 4	- 3	+ 3	- 7
Construction de machines et de matériel mé- canique	- 35	- 34	- 36	- 38	- 30	- 35	- 41	- 42	- 45	- 38	+ 22	+ 12	+ 15	+ 19	+ 22
dont : Machines et tracteurs agricoles ...	+ 29	- 10	- 31	- 85	- 82	+ 25	- 3	- 20	- 92	- 88	+ 44	+ 31	+ 26	+ 29	+ 39
Machines-outils	* - 50	+ 20	- 21	- 45	- 57	*	- 21	- 49	- 63	- 92	*	+ 12	+ 35	+ 33	+ 21
Machines textiles	- 50	- 51	- 50	- 50	- 50	- 49	- 69	- 53	- 53	- 53	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes ...	- 47	- 48	- 38	- 17	0	- 46	- 44	- 39	- 4	+ 15	+ 17	+ 13	+ 10	+ 9	+ 10
Construction électrique et électronique	- 64	- 62	- 24	- 30	- 38	- 59	- 56	- 27	- 36	- 51	+ 20	+ 27	+ 1	+ 14	+ 69
dont : Construction électrique d'équipement Appareils électroménagers, radio, té- lévision	- 72	- 67	- 33	- 27	- 23	- 65	- 60	- 39	- 33	- 33	+ 17	+ 23	- 3	+ 11	+ 73
- 50	- 53	- 6	- 42	- 79	- 47	- 51	- 3	- 43	- 87	+ 34	+ 63	+ 37	+ 37	+ 37	+ 37
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 40	- 17	- 25	- 25	- 33	- 31	- 25	- 26	- 26	- 33	+ 27	+ 5	- 5	+ 10	0
Construction d'autre matériel de transport ...	- 70	- 48	- 28	- 24	- 18	- 94	- 85	- 79	- 70	- 73	+ 26	- 27	- 18	- 1	- 30
dont : Construction navale	- 91	- 87	- 54	- 56	- 57	- 97	- 96	- 95	- 96	- 96	-	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	- 84	- 8	+ 6	+ 29	+ 66	- 100	- 35	+ 19	+ 29	+ 50	+ 26	- 27	- 18	- 1	- 30

1 Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».
* Renseignements insuffisants.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

D. Entraves à la production 1

	Production entravée par insuffisance de																						
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de																	
					demande											main-d'œuvre				équipement			
	1979				1980	1979				1980	1979				1980	1979				1980			
Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars				
Ensemble des industries	5	6	7	7	8	83	78	78	78	75	2	3	3	3	5	4	6	7	7	8			
I. Biens de consommation	9	9	11	5	6	77	72	69	75	74	4	2	5	6	8	5	5	5	7	8			
II. Biens d'investissement	6	4	5	5	9	84	82	80	81	75	3	3	4	4	6	2	4	7	5	5			
III. Biens intermédiaires	4	5	5	7	9	84	79	80	78	74	1	3	3	2	3	4	7	8	7	9			
Industrie textile	5	7	12	10	4	76	74	72	72	74	3	5	6	4	7	7	7	5	11	13			
dont : Laine	2	17	10	26	13	70	70	76	48	46	0	2	8	2	13	11	3	14	14	28			
Coton	6	7	22	3	0	70	68	68	83	86	7	3	2	1	0	0	1	1	13	4			
Bonneterie	8	0	9	13	1	91	91	87	83	86	1	9	4	4	13	0	0	0	1	0			
Industrie des chaussures et de l'habillement ..	14	4	13	1	0	64	63	59	70	71	12	2	16	15	10	6	1	9	2	0			
dont : Chaussures	11	0	0	0	10	78	67	64	56	50	0	0	36	44	0	0	0	0	0	0			
Habillement	15	5	16	2	0	61	62	59	73	75	15	3	11	9	12	7	1	10	2	0			
Industrie du bois et du meuble en bois	4	15	21	13	7	86	61	61	56	57	2	1	2	1	4	3	13	5	11	20			
dont : Bois	14	42	21	45	26	71	26	59	43	44	0	0	0	0	0	7	6	16	0	17			
Meubles en bois	0	2	21	0	0	93	76	62	61	63	3	2	3	1	5	2	17	0	16	22			
Papiers et cartons	0	16	7	6	14	83	57	63	69	69	5	3	2	2	0	10	14	12	12	12			
dont : Production de papier et carton	0	39	16	16	22	68	16	37	44	41	7	0	0	0	0	23	32	25	25	25			
Transformation de papier et carton	0	1	0	0	8	94	87	82	87	90	4	4	4	4	1	0	1	2	2	2			
Industrie du cuir	37	33	0	0	0	63	63	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Transformation de matières plastiques	0	6	14	0	0	78	83	50	70	69	0	0	2	0	0	9	11	29	30	31			
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Production et première transform. des métaux	3	1	0	6	7	88	86	95	86	83	0	4	4	0	2	1	5	6	0	1			
dont : Métaux ferreux	3	0	0	7	11	87	83	94	83	80	0	5	5	1	1	2	7	7	2	1			
Métaux non ferreux	0	0	0	0	0	100	100	98	92	93	0	0	0	0	6	0	0	2	2	2			
Industrie des prod. minéraux non métalliques	10	6	8	10	24	78	73	74	76	62	0	1	0	1	0	3	14	9	10	9			
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment et l'indus- trie, verre plat	5	8	10	11	21	84	76	75	77	62	0	1	0	2	1	4	8	10	6	9			
Verre creux	23	0	0	0	46	77	53	100	100	54	0	0	0	0	0	0	47	0	0	0			
Industrie chimique	0	0	0	0	16	98	97	96	97	79	0	0	0	0	0	0	0	0	2	3			
Production de fibres artific. et synthétiques	47	21	0	47	0	48	42	16	16	72	5	5	8	8	0	0	32	55	0	28			
Fabrication d'ouvrages en métaux	7	4	4	1	3	88	88	77	71	68	2	1	3	9	16	0	2	5	18	20			
Construction de machines et de matériel mé- canique	8	2	9	8	13	91	87	83	83	78	1	3	3	3	4	1	5	5	5	5			
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	0	0	0	0	100	100	98	98	98	0	0	0	0	0	0	0	2	2	2			
Machines-outils	52	50	43	43	56	48	50	57	57	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Machines textiles	0	0	0	22	22	100	90	100	78	78	0	10	0	0	0	0	10	0	0	0			
Moteurs, compresseurs, pompes ...	2	1	16	2	17	98	86	71	79	70	0	0	0	0	0	0	13	13	13	13			
Construction électrique et électronique	1	17	0	0	10	80	71	81	86	79	6	6	5	7	5	13	0	16	0	0			
dont : Construction électrique d'équipement Appareils électroménagers, radio, télé- vision	1	0	0	0	1	87	80	92	79	81	9	10	8	11	8	3	0	8	0	0			
0	48	0	0	27	69	52	68	100	73	0	0	0	0	0	31	0	32	0	0				
Construction d'automobiles et pièces détachées	21	21	26	26	0	55	55	51	74	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Construction d'autre matériel de transport ...	0	0	2	2	1	84	84	78	79	55	0	0	0	0	18	0	0	3	2	7			
dont : Construction navale	0	0	4	4	3	100	100	96	96	67	0	0	0	0	30	0	0	0	0	0			
Construction de cycles et motocycles	0	0	0	0	*	100	100	83	87	*	0	0	0	0	*	0	0	17	13	*			

1 En pourcentage du total des entreprises.
* Renseignements insuffisants.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	E. Appréciation de la capacité de production installée 1					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (en p.c.)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1979				1980	1979				1980	1979			1980	
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Mai	3e trim.	4e trim.	1er trim.	Mai
Ensemble des industries	+ 51	+ 42	+ 39	+ 36	+ 35	75,3	77,7	77,7	78,1	79,0	3,09	3,34	3,48	3,66	3,56
I. Biens de consommation	+ 49	+ 45	+ 38	+ 28	+ 28	75,3	78,2	78,2	77,6	80,5	2,59	2,52	2,65	2,62	2,54
II. Biens d'investissement	+ 54	+ 41	+ 37	+ 41	+ 41	72,3	72,7	75,3	76,0	75,8	4,78	5,49	5,85	6,07	6,08
III. Biens intermédiaires	+ 46	+ 38	+ 39	+ 35	+ 34	77,0	80,2	78,8	79,4	80,4	2,15	2,22	2,21	2,30	2,11
Industrie textile	+ 51	+ 38	+ 38	+ 25	+ 37	72,8	76,3	78,4	79,7	80,8	2,44	2,46	2,69	2,55	2,44
dont : Laine	+ 46	+ 44	+ 49	+ 13	+ 17	73,2	77,8	81,0	85,9	86,3	2,01	2,24	2,50	2,44	2,39
Coton	+ 43	+ 19	+ 27	+ 29	+ 42	83,2	85,4	85,6	86,0	83,8	3,34	3,07	3,27	2,95	2,74
Bonneterie	+ 69	+ 62	+ 58	+ 45	+ 53	64,1	64,4	66,7	66,3	68,2	1,71	1,79	2,09	2,09	2,36
Industrie des chaussures et de l'habillement ..	+ 39	+ 37	+ 30	+ 30	+ 32	72,7	75,5	75,9	73,7	77,4	2,18	2,00	2,13	2,13	1,99
dont : Chaussures	+ 55	+ 45	+ 1	- 20	+ 17	50,6	62,1	74,3	73,5	76,0	1,16	1,15	1,65	1,19	1,27
Habillement	+ 35	+ 46	+ 35	+ 41	+ 36	77,3	78,4	76,3	73,7	77,7	2,40	2,18	2,24	2,33	2,14
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 39	+ 29	+ 14	+ 1	+ 6	80,7	83,9	84,1	85,7	85,6	1,58	1,76	1,95	2,05	1,79
dont : Bois	+ 45	+ 18	+ 19	+ 4	+ 9	79,6	83,4	80,3	85,4	79,4	1,42	1,70	1,75	1,94	1,75
Meubles en bois	+ 36	+ 35	+ 12	0	+ 5	81,2	84,2	85,7	85,9	88,4	1,65	1,79	2,05	2,11	1,81
Papiers et cartons	+ 28	+ 22	+ 26	+ 24	+ 22	81,0	85,2	88,7	86,3	87,6	1,62	1,50	1,36	1,70	1,47
dont : Production de papier et carton	- 2	+ 6	+ 6	+ 5	+ 6	86,3	93,0	94,4	95,3	94,2	2,06	1,69	1,43	2,23	1,85
Transformation de papier et carton	+ 49	+ 33	+ 42	+ 39	+ 33	77,1	79,5	84,6	79,8	82,8	1,30	1,36	1,31	1,31	1,19
Industrie du cuir	+ 8	+ 8	+ 12	+ 13	+ 6	74,0	78,1	67,9	68,2	69,5	1,94	1,78	1,83	1,79	1,55
Transformation de matières plastiques	- 4	- 8	- 27	- 28	- 23	84,9	85,6	87,5	84,0	85,9	2,52	2,78	2,68	2,72	2,49
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transform. des métaux ..	+ 43	+ 35	+ 39	+ 38	+ 37	75,2	77,7	73,6	74,1	76,3	1,93	1,98	1,85	1,97	1,79
dont : Métaux ferreux	+ 47	+ 38	+ 38	+ 29	+ 34	72,8	76,1	72,0	73,0	74,7	2,11	2,10	1,92	1,98	1,78
Métaux non ferreux	+ 20	+ 20	+ 49	+ 67	+ 54	84,6	82,7	81,8	78,5	84,2	1,40	1,36	1,47	1,93	1,86
Industrie des prod. minéraux non métalliques ..	+ 24	+ 20	+ 25	+ 31	+ 30	76,9	78,8	81,5	81,5	79,7	2,32	2,33	2,25	2,21	2,10
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment et l'indus- trie, verre plat	+ 21	+ 16	+ 18	+ 29	+ 31	76,0	78,2	81,2	81,3	78,7	2,14	2,21	2,09	2,07	1,93
Verre creux	+ 54	+ 53	+ 53	+ 53	+ 25	75,1	80,8	79,1	83,1	86,8	3,41	3,25	2,97	3,10	3,11
Industrie chimique	+ 94	+ 96	+ 96	+ 95	+ 73	78,5	83,2	80,2	81,0	81,5	—	—	—	—	—
Production de fibres artific. et synthétiques ..	- 5	- 63	+ 16	+ 37	+ 72	96,2	94,4	96,0	94,4	87,7	3,55	3,70	3,64	3,37	2,83
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 59	+ 53	+ 31	+ 19	+ 24	69,5	71,5	72,7	73,6	74,2	3,34	3,51	4,06	4,29	4,09
Construction de machines et de matériel mé- canique	+ 67	+ 41	+ 41	+ 39	+ 34	72,1	75,3	75,4	76,2	77,1	4,43	4,97	5,04	5,39	5,35
dont : Machines et tracteurs agricoles ...	+100	+ 53	+ 60	+ 60	+ 79	74,9	82,3	83,4	79,2	68,6	5,87	5,87	5,77	5,97	5,84
Machines-outils	+ 48	+ 50	+ 57	+ 35	+ 44	79,3	87,9	78,3	80,0	86,0	*	8,11	6,75	5,64	4,83
Machines textiles	+ 72	+ 41	+ 7	+ 7	+ 7	83,4	83,9	86,3	87,6	83,3	5,14	5,08	5,08	5,26	4,90
Moteurs, compresseurs, pompes ...	+ 75	+ 15	+ 41	+ 40	+ 24	64,6	66,6	76,1	73,6	77,4	4,40	4,88	5,22	5,31	6,56
Construction électrique et électronique	+ 64	+ 41	+ 56	+ 59	+ 59	74,9	74,3	77,5	76,0	78,5	6,48	6,73	7,21	7,06	7,12
dont : Construction électrique d'équipement ..	+ 82	+ 62	+ 54	+ 59	+ 53	69,6	66,2	74,2	76,8	78,5	6,70	7,12	7,79	7,66	7,79
Appareils électroménagers, radio, télé- vision	+ 35	+ 5	+ 61	+ 63	+ 72	83,1	88,0	82,9	74,6	77,5	6,33	6,12	6,22	5,98	5,88
Construction d'automobiles et pièces détachées ..	+ 32	+ 32	+ 25	+ 10	+ 10	81,7	80,1	80,8	83,0	84,1	2,47	2,52	2,58	2,51	2,48
Construction d'autre matériel de transport ...	+ 68	+ 66	+ 40	+ 44	+ 31	61,9	61,5	65,9	69,7	72,7	10,09	14,28	15,20	16,53	17,53
dont : Construction navale	+ 99	+ 97	+ 58	+ 60	+ 53	66,1	65,2	69,0	72,5	79,7	6,70	12,64	15,55	16,23	16,57
Construction de cycles et motocycles	+ 58	+ 53	+ 23	+ 34	*	64,3	64,2	70,6	71,6	74,3	1,88	1,97	2,72	2,83	3,95

1 Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».
* Renseignements insuffisants.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	H. Prévigion de la demande au cours des trois prochains mois 1					I. Prévigion de l'emploi au cours des trois prochains mois 2					J. Prévigion des prix de vente au cours des trois prochains mois 2				
	1979			1980		1979			1980		1979			1980	
	Mai	3e trim.	4e trim.	1er trim.	Mai	Mai	3e trim.	4e trim.	1er trim.	Mai	Mai	3e trim.	4e trim.	1er trim.	Mai
Ensemble des industries	- 3	0	- 7	- 8	- 33	- 9	- 1	- 5	- 8	- 12	+ 27	+ 29	+ 35	+ 30	+ 6
I. Biens de consommation	- 9	+ 3	- 7	- 8	- 29	- 5	+ 3	- 6	- 10	- 11	+ 16	+ 30	+ 35	+ 37	+ 22
II. Biens d'investissement	- 2	+ 1	- 3	- 5	- 29	- 10	+ 6	- 1	- 2	- 4	+ 22	+ 26	+ 37	+ 32	+ 18
III. Biens intermédiaires	0	- 3	- 9	- 7	- 41	- 8	- 9	- 9	- 13	- 20	+ 37	+ 30	+ 34	+ 27	- 12
Industrie textile	- 36	- 5	- 22	- 7	- 36	- 8	- 5	- 5	- 14	- 15	+ 30	+ 47	+ 46	+ 41	+ 6
dont : Laine	- 55	- 26	- 32	- 3	- 26	- 16	- 15	- 5	- 14	- 14	- 4	+ 23	+ 25	+ 38	- 10
Coton	- 30	+ 17	- 23	- 22	- 46	0	+ 4	+ 5	- 17	- 36	+ 38	+ 55	+ 52	+ 28	- 1
Bonneterie	- 32	- 18	- 19	+ 11	0	- 12	- 12	- 9	+ 1	+ 20	+ 25	+ 32	+ 32	+ 34	+ 31
Industrie des chaussures et de l'habillement ..	- 28	- 12	- 13	- 21	- 45	- 10	- 10	- 7	- 24	- 24	+ 22	+ 33	+ 29	+ 27	+ 22
dont : Chaussures	- 9	+ 1	- 11	- 22	- 4	- 19	- 12	- 15	- 34	- 24	+ 32	+ 39	+ 21	+ 30	+ 8
Habillement	- 32	- 14	- 14	- 20	- 53	- 8	- 9	- 6	- 21	- 24	+ 21	+ 32	+ 31	+ 27	+ 25
Industrie du bois et du meuble en bois	- 25	- 10	- 25	- 1	- 29	+ 2	+ 7	- 5	+ 3	- 11	+ 36	+ 56	+ 44	+ 54	+ 27
dont : Bois	- 23	- 1	- 24	- 2	- 58	- 5	+ 12	- 6	- 4	- 28	+ 76	+ 71	+ 65	+ 63	+ 29
Meubles en bois	- 26	- 14	- 24	0	- 16	+ 6	+ 5	- 4	+ 6	- 2	+ 18	+ 49	+ 35	+ 49	+ 25
Papiers et cartons	+ 5	0	- 26	- 21	- 14	- 6	- 8	- 6	- 13	- 11	+ 65	+ 72	+ 56	+ 57	+ 66
dont : Production de papier et carton	+ 35	+ 8	- 29	- 18	+ 4	- 13	- 8	- 5	- 7	- 11	+ 76	+ 74	+ 38	+ 66	+ 84
Transformation de papier et carton	- 18	- 8	- 23	- 24	- 27	0	- 8	- 8	- 15	- 12	+ 58	+ 69	+ 69	+ 51	+ 54
Industrie du cuir	+ 16	+ 11	+ 15	- 10	+ 16	- 5	- 57	- 36	- 50	- 22	+ 29	+ 2	+ 3	+ 2	- 30
Transformation de matières plastiques	+ 15	+ 41	+ 31	+ 18	0	+ 13	+ 39	+ 30	+ 17	- 1	+ 46	+ 50	+ 34	+ 40	+ 28
Raffinage de pétrole	+ 8	+ 8	- 3	- 35	- 19	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transform. des métaux ..	+ 15	- 18	- 15	- 5	- 60	- 17	- 25	- 25	- 24	- 29	+ 42	+ 12	+ 28	+ 15	- 45
dont : Métaux ferreux	+ 17	- 23	- 10	- 4	- 61	- 19	- 27	- 30	- 29	- 35	+ 40	+ 16	+ 25	+ 9	- 50
Métaux non ferreux	- 12	- 20	- 37	- 13	- 61	- 6	- 11	+ 1	+ 3	+ 2	+ 38	0	+ 37	+ 40	- 25
Industrie des prod. minéraux non métalliques ..	- 11	- 7	- 8	- 5	- 54	- 13	- 4	- 14	- 10	- 11	+ 16	+ 26	+ 42	+ 46	+ 16
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment et l'indus- trie, verre plat	- 10	- 5	- 3	- 7	- 53	- 9	- 9	- 16	- 12	- 9	+ 8	+ 18	+ 33	+ 45	+ 15
Verre creux	- 53	- 25	- 33	- 12	- 70	- 53	+ 16	+ 1	- 8	- 29	+ 47	+ 84	+ 100	+ 76	+ 29
Industrie chimique	+ 6	+ 11	+ 6	- 2	- 9	+ 1	+ 2	+ 1	0	- 3	+ 8	+ 10	+ 10	+ 4	- 1
Production de fibres artific. et synthétiques ..	0	+ 71	+ 50	- 9	- 72	+ 5	0	0	- 24	0	+ 74	+ 71	+ 100	+ 72	- 44
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 10	+ 24	+ 8	+ 3	- 23	- 4	+ 15	+ 9	+ 5	+ 4	+ 22	+ 32	+ 43	+ 34	+ 25
Construction de machines et de matériel mé- canique	0	+ 6	0	- 11	- 23	- 17	+ 10	+ 1	+ 2	- 2	+ 20	+ 35	+ 39	+ 25	+ 28
dont : Machines et tracteurs agricoles ..	+ 7	+ 34	0	- 58	- 64	- 10	- 12	- 30	- 14	- 81	0	+ 59	+ 52	+ 22	+ 40
Machines-outils	*	+ 11	- 25	- 8	- 65	*	+ 7	+ 7	+ 2	+ 15	0	+ 66	+ 22	+ 24	0
Machines textiles	- 11	+ 9	+ 7	- 7	0	- 29	- 7	- 22	- 24	- 22	0	+ 1	0	+ 2	+ 22
Moteurs, compresseurs, pompes ...	+ 1	+ 19	+ 17	+ 13	+ 10	- 21	+ 20	+ 18	+ 14	+ 35	+ 19	+ 32	+ 46	+ 33	+ 9
Construction électrique et électronique	+ 9	+ 4	- 1	- 9	- 36	- 14	+ 9	- 3	- 20	- 28	+ 18	+ 12	+ 36	+ 24	+ 7
dont : Construction électrique d'équipement Appareils électroménagers, radio, télé- vision	+ 14	- 5	+ 8	+ 1	- 25	- 3	+ 18	+ 8	- 4	- 3	+ 18	+ 14	+ 42	+ 28	+ 6
+ 3	+ 21	- 25	- 34	- 65	- 38	- 10	- 27	- 60	- 88	+ 22	+ 7	+ 24	+ 17	+ 8	
Construction d'automobiles et pièces détachées ..	+ 31	+ 11	+ 3	- 26	- 33	+ 4	+ 5	- 25	- 10	- 10	0	+ 11	+ 17	+ 32	0
Construction d'autre matériel de transport ...	- 13	- 9	- 4	- 6	+ 14	- 17	+ 9	+ 35	+ 47	+ 18	+ 41	+ 38	+ 52	+ 54	+ 52
dont : Construction navale	- 38	- 9	- 10	- 27	- 7	- 63	+ 6	+ 32	+ 46	+ 10	+ 44	+ 29	+ 43	+ 48	+ 44
Construction de cycles et motocycles	+ 42	- 23	+ 10	+ 47	+ 100	0	- 40	+ 24	+ 30	+ 70	+ 10	+ 32	+ 73	+ 73	+ 66

1 Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».
2 Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source :
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice général
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement	
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1980 .	100,0	96,6	3,4	56,1	16,6	14,4	12,9	
1972	109	110	96	108	108	115	104	108
1973	116	118	80	115	116	120	113	111
1974	120	123	75	119	119	123	123	108
1975	108	111	69	103	112	116	118	95
1976	118	121	68	115	118	125	125	100
1977	118	121	64	115	122	120	125	102
1978	120	124	58	118	121	118	129	104
1979	<i>p</i> 125	<i>p</i> 130	53	<i>p</i> 124	125	<i>p</i> 122	<i>p</i> 132	109
1978 2 ^e trimestre	122	125	62	119	122	120	131	104
3 ^e trimestre	110	114	46	108	113	107	123	100
4 ^e trimestre	129	133	62	129	131	121	133	112
1979 1 ^{er} trimestre	125	129	55	123	125	124	132	106
2 ^e trimestre	128	133	57	129	129	121	128	111
3 ^e trimestre	<i>p</i> 117	<i>p</i> 122	45	<i>p</i> 115	120	<i>p</i> 112	<i>p</i> 126	109
4 ^e trimestre	<i>p</i> 132	<i>p</i> 137	56	<i>p</i> 130	128	<i>p</i> 129	<i>p</i> 143	111
1980 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 135	140	61	134	129	139	142	114
2 ^e trimestre	<i>p</i>							111
1979 Juin	129	133	56	129	131	121	127	110
Juillet	97	101	32	97	107	79	101	108
Août	<i>p</i> 123	<i>p</i> 127	51	<i>p</i> 120	128	121	<i>p</i> 134	109
Septembre	<i>p</i> 131	<i>p</i> 136	52	<i>p</i> 128	124	<i>p</i> 135	<i>p</i> 144	109
Octobre	<i>p</i> 140	<i>p</i> 145	63	<i>p</i> 136	141	<i>p</i> 144	<i>p</i> 153	111
Novembre	<i>p</i> 134	<i>p</i> 139	58	<i>p</i> 130	130	<i>p</i> 129	<i>p</i> 148	111
Décembre	<i>p</i> 121	<i>p</i> 126	47	<i>p</i> 123	113	<i>p</i> 116	<i>p</i> 127	112
1980 Janvier	<i>p</i> 135	140	59	135	132	136	144	114
Février	<i>p</i> 132	136	62	130	127	135	142	111
Mars	<i>p</i> 138	142	63	136	122	146	141	117
Avril	<i>p</i> 134	138	65	133	129	138	135	112
Mai	<i>p</i> 122	126	52	123	122	113	118	111
Juin	<i>p</i>							110

¹ Non compris la construction.

IV - 2 — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrica- tions métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique, et industrie du caoutchouc	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distribution d'eau
		Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries étrirage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1980 ¹	32,9	8,0	1,8	1,4	13,3	9,5	6,1	5,3	7,1	5,1	3,8	2,3	0,4	1,8
1972	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974	118	127	106	117	142	121	101	108	141	162	116	122	101	119
1975	113	88	82	105	121	119	86	95	135	154	111	103	95	121
1976	123	96	90	130	138	122	97	105	156	175	106	114	95	129
1977	124	89	90	149	146	125	85	112	155	174	98	112	120	129
1978	127	100	88	141	150	126	81	111	167	168	96	115	110	132
1979	<i>p</i> 132	109	<i>p</i> 84	156	<i>p</i> 162	130	88	112	171	<i>p</i> 166	96	123	111	133
1978 1 ^{er} trimestre	128	100	96	159	152	114	85	101	171	177	106	115	103	132
2 ^e trimestre	129	94	88	128	150	127	82	119	157	180	94	120	111	134
3 ^e trimestre	121	92	80	128	137	122	68	108	147	140	90	101	102	131
4 ^e trimestre	132	113	87	151	160	143	88	116	193	176	93	125	122	130
1979 1 ^{er} trimestre	132	110	86	164	165	118	90	87	185	159	105	122	106	133
2 ^e trimestre	129	119	87	168	169	130	89	125	166	175	91	125	111	141
3 ^e trimestre	<i>p</i> 126	101	86	143	150	128	76	112	147	143	92	118	111	131
4 ^e trimestre	<i>p</i> 142	107	<i>p</i> 89	151	<i>p</i> 164	145	96	121	187	<i>p</i> 187	95	129	115	129
1980 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 144	116	97	168	166	125	96	113	195	192	116	136	121	138
1979 Mai	128	120	88	174	169	131	92	128	172	173	87	119	115	132
Juin	128	119	84	169	170	135	90	128	152	186	87	129	112	160
Juillet	102	92	72	100	132	116	59	89	144	95	58	88	113	131
Août	<i>p</i> 133	102	88	144	155	139	76	122	140	153	103	131	119	131
Septembre	<i>p</i> 143	108	97	183	164	130	92	126	158	182	115	134	102	130
Octobre	<i>p</i> 153	107	98	166	177	160	104	134	181	202	114	144	109	136
Novembre	<i>p</i> 146	105	<i>p</i> 86	162	<i>p</i> 165	149	95	119	189	179	91	133	118	130
Décembre	<i>p</i> 126	108	<i>p</i> 82	126	<i>p</i> 151	124	88	109	192	<i>p</i> 181	79	111	117	122
1980 Janvier	<i>p</i> 146	114	99	170	168	126	100	99	206	184	107	137	128	141
Février	<i>p</i> 143	113	93	155	162	122	96	109	184	191	107	135	112	132
Mars	<i>p</i> 144	121	100	180	168	127	93	131	195	200	133	137	124	142
Avril	<i>p</i> 139	116	155	167	167	131	99	126	174	193	118	131	130	138
Mai	<i>p</i> 122	120	137	167	167	124	79	135	161	164	82	120	135	147

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 p.c., 0,1 p.c. et 0,3 p.c. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

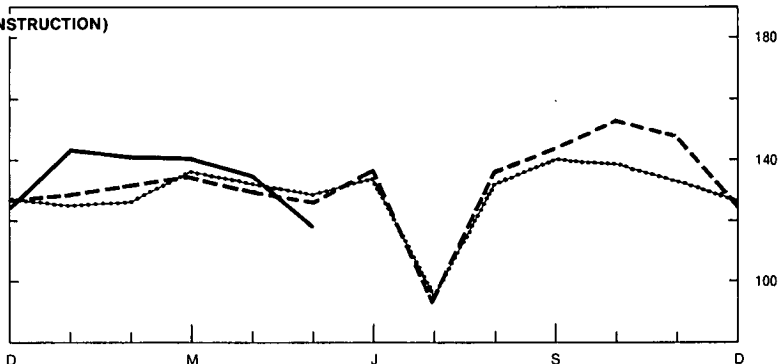
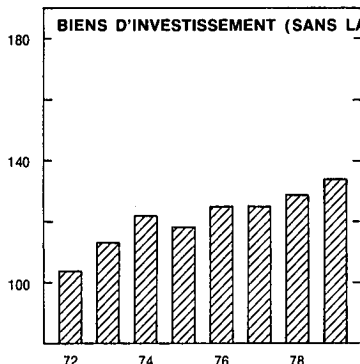
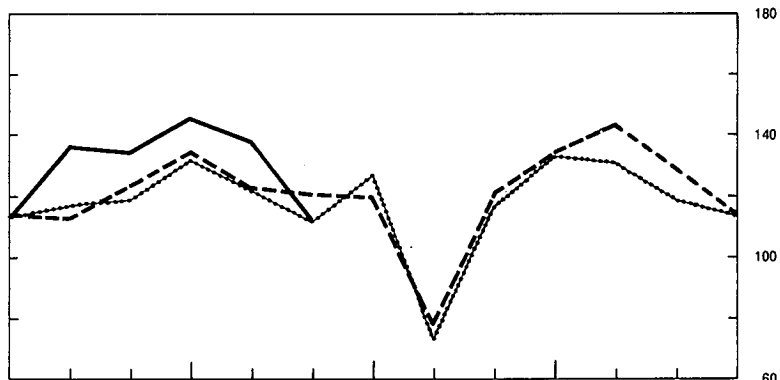
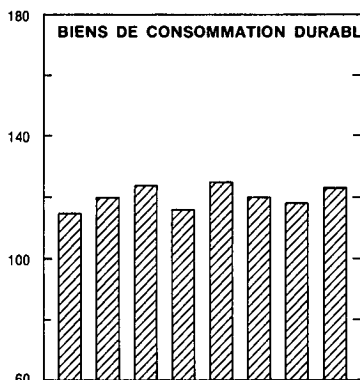
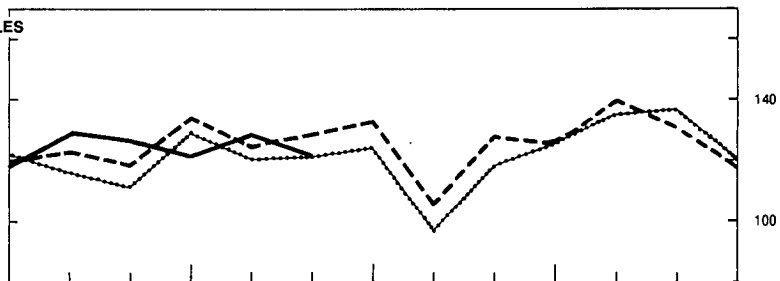
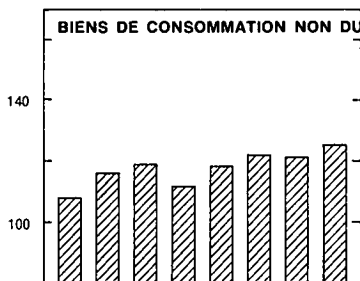
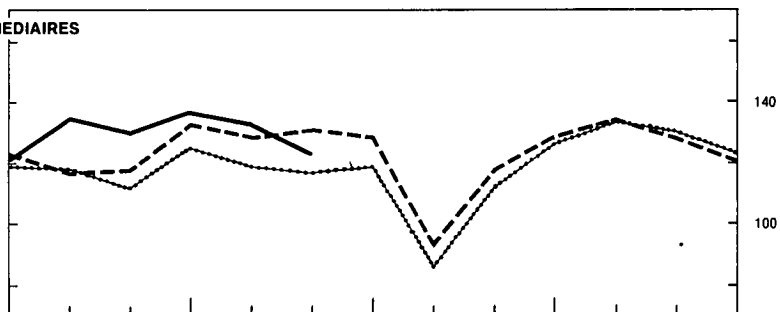
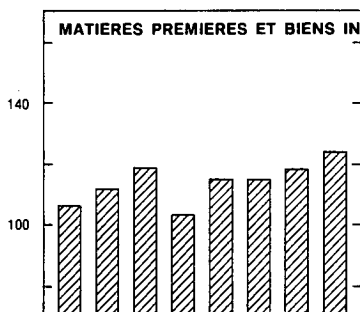
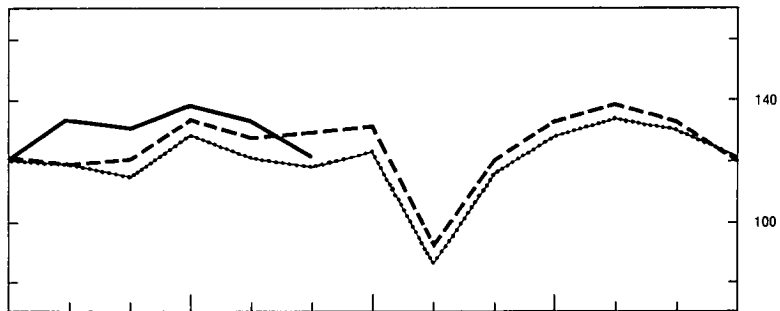
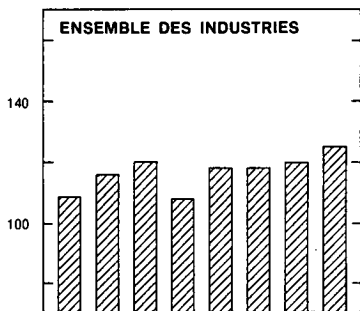
IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1970 = 100

..... 1978

----- 1979

———— 1980



IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)]. — M.A.E., Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille		Electricité
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure ¹				Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consom- mation intérieure	Produ- ction	Consom- mation intérieure	Produ- ction
		Total 1	Dont :								
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel						
(milliers de tonnes)					(millions de m ³)	(milliers de tonnes)				(millions kWh)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	603	648	875	1.261	2.972
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260
1974	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.345	3.397
1975	2.358	1.632	230	690	536	904	477	513	623	1.002	3.248
1976	2.370	1.756	240	737	621	1.003	518	533	603	1.105	3.752
1977	2.986	1.725	254	741	577	988	464	467	589	1.092	3.731
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137
1978 2 ^e trimestre	2.759	1.591	268	630	518	854	486	508	571	1.130	3.798
3 ^e trimestre	2.538	1.374	259	538	398	678	475	477	414	1.021	3.539
4 ^e trimestre	3.016	2.162	252	887	777	1.112	498	588	602	1.201	4.658
1979 1 ^{er} trimestre	2.619	2.336	233	1.161	723	1.353	533	559	617	1.287	4.460
2 ^e trimestre	2.755	1.631	278	659	438	934	571	615	516	1.278	4.011
3 ^e trimestre	2.767	1.529	276	597	431	740	528	572	393	1.103	3.555
4 ^e trimestre	2.845	1.962	271	874	564	1.192	517	576	516	1.395	4.523
1980 1 ^{er} trimestre	3.013	2.011	246	934	581	1.293	541	p 609	605	p 1.309	4.709
2 ^e trimestre									498		4.038
1979 Juin	2.790	1.410	277	503	378	753	563	610	488	1.229	3.658
Juillet	2.809	1.324	260	410	470	609	521	539	371	984	3.482
Août	2.963	1.437	288	549	349	758	543	594	410	1.248	3.371
Septembre	2.530	1.827	279	833	474	854	521	582	399	1.078	3.812
Octobre	2.710	1.835	284	742	544	1.056	504	531	527	1.471	4.374
Novembre	2.932	1.966	266	869	587	1.249	516	550	564	1.419	4.566
Décembre	2.894	2.085	262	1.011	560	1.268	532	647	457	1.294	4.629
1980 Janvier	3.178	2.342	252	1.173	639	1.442	536	p 606	612	p 1.330	4.970
Février	2.782	1.745	236	776	516	1.187	523	p 587	598	p 1.148	4.443
Mars	3.080	1.947	251	852	589	1.250	563	p 634	606	p 1.449	4.714
Avril	2.745	1.813	246	731	571		554	p 635	580	p 1.122	4.204
Mai									449		3.875
Juin									464		4.034

¹ Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits

lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)]. — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			Expéditions totales
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1972	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1975	966	659	13,9	24,3	38,2	37,2
1976	1.012	706	14,5	30,6	45,1	43,6
1977	938	719	15,7	30,0	45,7	44,8
1978	1.050	785	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	1.120	863	18,0	36,9	54,9	50,1
1978 2 ^e trimestre	1.013	681	15,3	31,8	47,1	49,2
3 ^e trimestre	935	762	14,2	27,7	41,9	39,9
4 ^e trimestre	1.201	888	18,3	34,1	52,4	52,5
1979 1 ^{er} trimestre	1.135	864	16,8	33,3	50,1	48,2
2 ^e trimestre	1.222	925	19,1	36,4	55,5	52,0
3 ^e trimestre	1.053	780	15,1	31,4	46,5	42,3
4 ^e trimestre	1.072	883	20,9	41,6	62,5	57,7
1980 1 ^{er} trimestre	1.215	937	p 19,9	p 45,5	p 65,4	p 57,3
2 ^e trimestre	p 1.207					
1979 Juin	1.193	909	25,5	37,0	62,5	55,0
Juillet	1.043	646	11,0	24,1	35,1	30,1
Août	1.044	802	16,7	32,5	49,2	45,6
Septembre	1.073	892	17,6	37,5	55,1	51,3
Octobre	1.024	936	22,3	44,7	67,0	61,2
Novembre	1.052	906	19,6	42,2	61,8	56,5
Décembre	1.139	806	20,9	37,8	58,7	55,4
1980 Janvier	1.190	962	p 18,7	p 43,4	p 62,1	p 55,2
Février	1.184	938	p 17,5	p 44,1	p 61,6	p 54,4
Mars	1.271	912	p 23,5	p 49,1	p 72,6	p 61,5
Avril	p 1.213					
Mai	p 1.261					
Juin	p 1.147					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (8)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 ³
	Avis favorables ¹	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables ²	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1972	3,5	6,1	3.173	4,3	2.309	1,0	0,6	2.742	0,5	2.286	99
1973	3,8	6,7	3.488	5,2	2.702	1,1	0,7	3.031	0,5	2.282	93
1974	7,1	7,4	3.844	5,4	2.889	0,7	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1975	5,7	6,3	3.336	6,4	3.425	0,5	0,5	2.362	0,6	2.404	98
1976	7,3	7,9	4.021	6,3	3.334	0,6	0,5	2.084	0,5	2.085	94
1977	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	93
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	87
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.112	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	70
1978 1 ^{er} trimestre	5,8	7,1	3.740	6,6	3.406	0,5	0,5	1.874	0,5	2.106	—
2 ^e trimestre	6,0	6,7	3.647	6,2	3.518	0,7	0,6	2.219	0,5	2.155	—
3 ^e trimestre	4,9	5,9	3.029	5,2	2.959	0,7	0,7	3.116	0,6	1.721	—
4 ^e trimestre	5,3	5,4	3.011	4,0	2.176	0,7	0,6	1.840	0,4	1.783	—
1979 1 ^{er} trimestre	5,2	5,7	3.246	4,0	2.139	0,6	0,5	2.490	0,3	1.398	—
2 ^e trimestre	4,7	5,3	3.003	6,8	3.761	0,8	0,7	2.569	0,6	2.194	—
3 ^e trimestre	4,6	4,9	2.754	6,3	3.559	0,8	0,6	2.125	0,7	2.575	—
4 ^e trimestre	4,2	4,7	2.677	5,7	2.988	0,6	0,6	2.293	0,6	1.853	—
1980 1 ^{er} trimestre	4,9					0,7					—
1979 Mai	5,3	5,1	3.059	5,6	3.191	0,8	0,7	2.198	0,5	1.908	76
Juin	4,6	5,3	2.934	7,9	4.457	0,8	0,7	3.179	0,7	2.923	75
Juillet	5,7	5,9	3.172	4,8	2.809	0,9	0,7	2.131	0,5	1.647	74
Août	4,1	4,5	2.433	7,1	3.832	0,7	0,6	1.940	0,8	3.011	73
Septembre	4,0	4,2	2.658	7,2	4.035	0,7	0,6	2.304	0,9	3.067	72
Octobre	4,9	6,4	3.637	8,7	4.478	0,8	0,7	3.093	0,8	2.564	71
Novembre	4,0	3,7	2.074	4,7	2.537	0,6	0,5	2.091	0,6	1.354	70
Décembre	3,8	4,1	2.320	3,6	1.949	0,5	0,5	1.696	0,4	1.642	70
1980 Janvier	4,7	5,2	2.762	3,7	1.879	0,7	0,5	1.782	0,4	1.701	73
Février	4,7	4,8	2.803			0,7	0,5	2.245			76
Mars	5,2					0,8					77
Avril	5,4					0,8					77
Mai	4,3					0,7					77

¹ Jusqu'en 1973 : nombre d'avis favorables pour bâtiments résidentiels.
² Jusqu'en 1973 : nombre d'avis favorables relatifs aux constructions non résidentielles.
³ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé,

corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

**IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1975 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République Fédérale d'Allemagne 2		
	1978	1979	p.c. variat. *	1978	1979	p.c. variat. *	1978	1979	p.c. variat. *
1 ^{er} trimestre	111	115	+ 3,6	109	112	+ 2,8	111	116	+ 4,5
2 ^e trimestre	112	117	+ 4,5	109	119	+ 9,2	111	117	+ 5,4
3 ^e trimestre	113	119	+ 5,3	112	118	+ 5,4	114	120	+ 5,3
4 ^e trimestre	115	120	+ 4,3	116	116	...	115	121	+ 5,2
	1979	1980		1979	1980		1979	1980	
1 ^{er} trimestre	115	122	+ 6,1	112	119	+ 6,3	116	123	+ 6,0
2 ^e trimestre	117			119			117		
3 ^e trimestre	119			118			120		
4 ^e trimestre	120			116			121		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1978	1979	p.c. variat. *	1978	1979	p.c. variat. *	1978	1979	p.c. variat. *
1 ^{er} trimestre	110	114	+ 3,6	109	113	+ 3,7	114	123	+ 7,9
2 ^e trimestre	114	116	+ 1,8	111	118	+ 6,3	114	119	+ 4,4
3 ^e trimestre	112	121	+ 8,0	112	115	+ 2,7	114	121	+ 6,1
4 ^e trimestre	116	119	+ 2,6	111	115	+ 3,6	121	131	+ 8,3
	1979	1980		1979	1980		1979	1980	
1 ^{er} trimestre	114	120	+ 5,3	113	112	- 0,9	123	135	+ 9,8
2 ^e trimestre	116			118			119		
3 ^e trimestre	121			115			121		
4 ^e trimestre	119			114			131		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1978	1979	p.c. variat. *	1978	1979	p.c. variat. *	1978	1979	p.c. variat. *
1 ^{er} trimestre	108	110	+ 1,9	127	135	+ 6,3	106	110	+ 3,8
2 ^e trimestre	107	112	+ 4,7	129	138	+ 7,0	105	110	+ 4,8
3 ^e trimestre	109	113	+ 3,7	127	138	+ 8,7	109	110	+ 0,9
4 ^e trimestre	111	112	+ 0,9	132	140	+ 6,1	111	115	+ 3,6
	1979	1980		1979	1980		1979	1980	
1 ^{er} trimestre	110	115	+ 4,5	135			110	113	+ 2,7
2 ^e trimestre	112			138			110		
3 ^e trimestre	113			138			110		
4 ^e trimestre	112			140			115		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni,

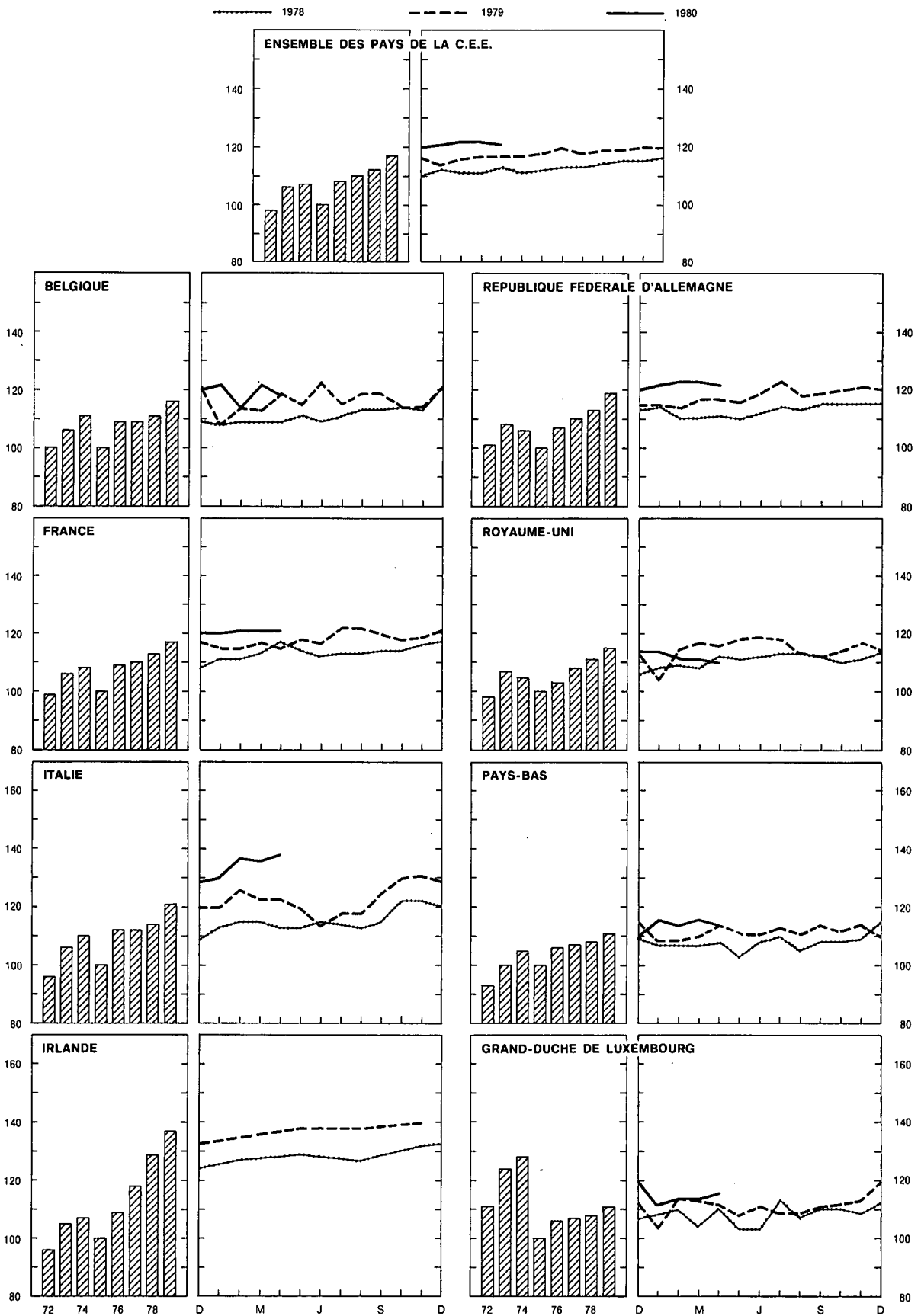
Italie, Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.
2 Y compris Berlin-Ouest.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indice généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1975 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs-km (millions)	Tonnage total	dont				(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	Nombre de tonnes-km productives ¹			combustibles et huiles minérales	minerais		
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	303,6	48,0
1974	690	760	6.841	1.697	1.846	331,2	54,4
1975	688	563	4.933	1.317	1.218	316,2	52,6
1976	684	554	4.936	1.318	1.219	324,4	56,3
1977	2	541	4.861	1.355	1.005	337,4	59,4
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	374,8	65,9
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	401,7	70,0
1978 1 ^{er} trimestre	588	568	5.123	1.335	1.119	312,6	57,2
2 ^e trimestre	604	580	5.193	1.344	1.094	350,1	60,9
3 ^e trimestre	587	548	4.828	1.251	1.055	476,6	77,2
4 ^e trimestre	594	676	5.918	1.518	1.258	359,9	68,4
1979 1 ^{er} trimestre	571	669	5.862	1.586	1.162	336,6	64,5
2 ^e trimestre	600	719	6.347	1.577	1.488	412,6	67,8
3 ^e trimestre	571	682	5.849	1.508	1.270	492,7	77,4
4 ^e trimestre	578	774	6.569	1.719	1.329	364,7	70,3
1980 1 ^{er} trimestre	^p 579	740	6.443	1.729	1.377	340,1	68,0
1979 Avril	574	680	6.047	1.521	1.422	415,3	71,0
Mai	603	738	6.476	1.662	1.540	396,1	68,0
Juin	622	739	6.518	1.549	1.501	426,3	64,5
Juillet	588	659	5.676	1.420	1.131	517,8	78,0
Août	551	675	5.796	1.539	1.305	498,2	77,1
Septembre	575	713	6.074	1.564	1.373	462,2	77,2
Octobre	617	819	7.056	1.746	1.416	403,0	74,2
Novembre	566	753	6.370	1.703	1.262	348,3	67,9
Décembre	551	751	6.281	1.708	1.309	342,8	68,7
1980 Janvier	600	699	6.115	1.703	1.172	341,2	64,9
Février	555	768	6.684	1.767	1.544	301,1	63,4
Mars	^p 582	753	6.530	1.716	1.416	377,9	75,7
Avril		756	6.685			379,5	70,3

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série, à partir de juillet 1977, par suite du transfert de l'exploitation des services d'autobus à la Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux. Les données pour le premier (y compris les services d'autobus) et le second semestre 1977 (non compris les services d'autobus) sont respectivement 689 et 587.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	568
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130	8.907	571
1975	5.082	2.687	2.299	657	729	427	1.963	579	118	6.978	427
1976	5.529	3.225	2.222	773	807	373	1.944	636	129	8.356	506
1977	5.689	3.054	2.721	737	919	288	2.090	628	126	8.410	480
1978	8.156 ²	2.993	2.655	1.084 ²	992	242	2.235 ²	693	136	8.354	495
1979	8.653			1.273			2.408				
1978 1 ^{er} trimestre ..	7.843	2.798	2.411	973	944	252	2.145	675	170	7.968	477
2 ^e trimestre ..	8.263	2.924	2.580	982	881	225	2.163	469	141	8.731	520
3 ^e trimestre ..	8.335	2.878	2.600	1.141	1.089	291	2.328	844	122	8.250	470
4 ^e trimestre ..	8.183	3.370	3.028	1.237	1.054	199	2.305	783	110	8.467	511
1979 1 ^{er} trimestre ..	7.944	2.925	2.485	1.321	1.044	247	2.226	522	117	7.268	432
2 ^e trimestre ..	8.648	2.834	2.709	1.415	1.240	204	2.499	647	152	9.135	537
3 ^e trimestre ..	9.184			1.163			2.521			8.648	493
4 ^e trimestre ..	8.838			1.194			2.384				
1980 1 ^{er} trimestre ..	8.877						2.463				
1979 Mai	8.824	3.233	2.778	1.455	1.493	360	2.469	327	152	9.141	547
Juin	8.885	2.604	2.671	1.459	1.211	129	2.462	949	174	9.613	561
Juillet	9.066	3.261	2.760	1.401	1.126	229	2.580	995	118	7.863	451
Août	8.746			1.085			2.360			8.991	511
Septembre ...	9.741			1.002			2.624			9.089	517
Octobre	8.918			1.030			2.311				
Novembre	8.826			1.400			2.495				
Décembre	8.771			1.153			2.347				
1980 Janvier	9.393			1.359			2.542				
Février	7.984			1.347			2.190				
Mars	9.255						2.658				
Avril							2.361				
Mai							2.554				

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

² Jusqu'en 1977, milliers de tonnes de jauge nettes suivant la méthode de mesure belge; à partir de 1978, milliers de tonnes de jauge brutes.

V . 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique ¹
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1972	2.263	1.782	90	145	95	95	42
1973	2.306	1.787	92	145	102	107	43
1974	2.314	1.691	88	151	91	111	48
1975	2.458	1.788	91	173	107	120	42
1976	2.484	1.824	88	182	99	117	43
1977	2.434	1.799	82	170	85	118	46
1978	2.073	1.536	55	153	79	94	38
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1978 1 ^{er} trimestre	611	370	32	38	36	38	21
2 ^e trimestre	1.858	1.311	62	127	94	99	41
3 ^e trimestre	5.160	4.107	87	394	144	196	58
4 ^e trimestre	664	355	38	53	43	45	32
1979 1 ^{er} trimestre	467	229	32	31	30	32	28
2 ^e trimestre	1.928	1.363	64	124	86	108	49
3 ^e trimestre	5.118	4.046	86	420	108	182	61
4 ^e trimestre	681	374	38	54	44	40	29
1980 1 ^{er} trimestre	482	237	35	33	34	35	24
1979 Mars	570	287	37	36	38	40	31
Avril	1.445	998	66	70	76	86	35
Mai	1.717	1.169	66	95	104	95	48
Juin	2.623	1.922	60	207	79	144	65
Juillet	7.622	6.075	92	772	51	295	67
Août	5.959	4.886	108	369	167	155	57
Septembre	1.774	1.176	59	119	105	97	60
Octobre	770	355	40	78	69	57	42
Novembre	635	345	47	36	40	38	29
Décembre	639	421	28	49	23	26	17
1980 Janvier	400	197	29	27	25	28	21
Février	455	214	36	37	36	33	22
Mars	592	300	39	34	42	44	29

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1972	115	122	100	138	129	113	115	140	126	121	112
1973	129	136	98	160	155	124	135	172	141	138	121
1974	151	157	97	191	185	141	155	205	176	163	127
1975	167	170	98	225	217	165	169	213	204	183	129
1976	192	189	98	264	236	189	195	247	237	211	137
1977	196	205	93	302	254	196	204	270	258	225	138
1978	201	219	85	330	260	207	213	278	274	237	142
1979	p 213	234	84	366	275	p 218	p 226	p 287	p 309	p 253	p 146
1977 4 ^e trimestre	212	239	94	337	275	212	236	308	272	246	149
1978 1 ^{er} trimestre	191	193	84	310	240	196	188	253	271	223	134
2 ^e trimestre	211	214	87	328	258	208	225	285	286	243	146
3 ^e trimestre	188	215	82	320	266	204	193	264	252	225	135
4 ^e trimestre	215	252	86	363	277	219	246	310	288	256	152
1979 1 ^{er} trimestre	p 195	205	81	352	254	p 207	p 192	p 253	p 296	p 235	p 138
2 ^e trimestre	p 223	230	84	368	273	p 220	p 243	p 290	p 323	p 260	p 152
3 ^e trimestre	p 200	226	82	346	276	p 213	p 199	p 277	p 286	p 239	p 137
4 ^e trimestre	p 232	274	87	399	299	p 232	p 269	p 330	p 331	p 277	p 156
1978 Décembre	241	312	94	418	321	248	277	373	322	291	172
1979 Janvier	p 185	192	82	352	246	p 204	p 207	p 221	p 261	p 226	p 133
Février	p 183	196	76	325	238	p 194	p 152	p 252	p 289	p 219	p 129
Mars	p 218	227	86	378	278	p 223	p 217	p 285	p 339	p 259	p 152
Avril	p 214	220	81	358	259	p 208	p 254	p 267	p 310	p 251	p 147
Mai	p 226	228	83	375	273	p 223	p 246	p 296	p 330	p 264	p 154
Juin	p 228	241	89	372	286	p 230	p 229	p 306	p 329	p 266	p 155
Juillet	p 186	223	81	332	273	p 203	p 193	p 257	p 267	p 226	p 130
Août	p 199	228	83	352	284	p 219	p 176	p 279	p 293	p 240	p 138
Septembre	p 214	227	81	355	270	p 217	p 227	p 295	p 297	p 251	p 144
Octobre	p 225	242	86	387	281	p 219	p 271	p 311	p 319	p 267	p 151
Novembre	p 213	258	81	372	281	p 217	p 242	p 290	p 311	p 256	p 144
Décembre	p 259	323	93	439	334	p 259	p 293	p 388	p 362	p 309	p 173

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation, dont on a éliminé les services et les loyers.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1977 1 ^{er} semestre ...	1.473	760	322	391	63,4	14,5	28,1	20,8	23,1	6,0	9,3	7,8
2 ^e semestre ...	1.597	796	315	486	65,5	14,4	29,2	21,9	20,6	5,2	8,5	6,9
1978 1 ^{er} semestre ...	1.488	741	320	427	69,0	14,8	30,7	23,5	24,0	6,0	9,9	8,1
2 ^e semestre ...	1.385	698	307	380	68,9	14,0	31,6	23,3	20,9	4,7	8,5	7,7
1979 1 ^{er} semestre ...	1.428	741	298	389	74,0	13,2	34,3	26,5	26,0	4,7	11,1	10,2
2 ^e semestre ...	1.518	816	301	401	80,9	11,4	35,8	33,7	23,3	3,9	10,8	8,6

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total de toutes les créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1976 2 ^e semestre	50	35	1	14	543	162	60	321
1977 1 ^{er} semestre	49	33	4	12	691	160	166	365
2 ^e semestre	63	27	4	32	903	154	201	548
1978 1 ^{er} semestre	39	23	4	12	829	169	226	434
2 ^e semestre	52	35	4	13	841	190	217	434
1979 1 ^{er} semestre	56	37	5	14	918	156	295	467

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1976 2 ^e semestre ...	892	4	1	1	84	15	8	186	77	6	490	20
1977 1 ^{er} semestre ...	853	5	1	1	96	16	7	150	67	7	486	17
2 ^e semestre ...	824	4	1	1	75	14	6	162	65	6	473	17
1978 1 ^{er} semestre ...	782	5	1	2	95	15	5	149	55	7	434	14
2 ^e semestre ...	734	4	1	1	72	13	5	131	72	6	413	16
1979 1 ^{er} semestre ...	816	5	1	1	99	15	7	127	109	6	430	16
Crédits accordés (milliards de francs)												
1976 2 ^e semestre ...	20,4	1,5	0,2	0,3	10,0	0,9	0,2	0,3	0,3	1,9	3,8	1,0
1977 1 ^{er} semestre ...	23,1	2,5	0,2	0,3	12,0	1,0	0,2	0,2	0,3	1,9	3,4	1,1
2 ^e semestre ...	20,6	1,9	0,2	0,4	10,0	1,0	0,2	0,2	0,2	1,9	3,7	0,9
1978 1 ^{er} semestre ...	24,0	2,2	0,2	0,4	13,0	1,1	0,2	0,2	0,3	2,1	3,4	0,9
2 ^e semestre ...	20,9	1,8	0,2	0,4	10,5	1,0	0,2	0,2	0,3	2,2	3,2	0,9
1979 1 ^{er} semestre ...	26,0	2,3	0,3	0,3	14,8	1,1	0,2	0,2	0,4	2,0	3,4	1,0
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1976 2 ^e semestre ...	100,0	7,5	0,9	1,5	49,0	4,6	1,0	1,3	1,3	9,4	18,4	5,1
1977 1 ^{er} semestre ...	100,0	10,7	0,9	1,2	51,9	4,5	1,0	1,0	1,1	8,3	14,8	4,6
2 ^e semestre ...	100,0	9,2	0,9	2,1	48,3	4,6	1,0	1,2	1,1	9,3	17,8	4,5
1978 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,0	0,9	1,5	54,4	4,5	0,7	0,8	1,4	8,8	14,2	3,8
2 ^e semestre ...	100,0	8,6	1,1	2,1	50,3	4,5	0,9	0,9	1,4	10,6	15,5	4,1
1979 1 ^{er} semestre ...	100,0	8,9	1,0	1,2	56,9	4,3	0,9	0,6	1,6	7,5	13,4	3,7

V . 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

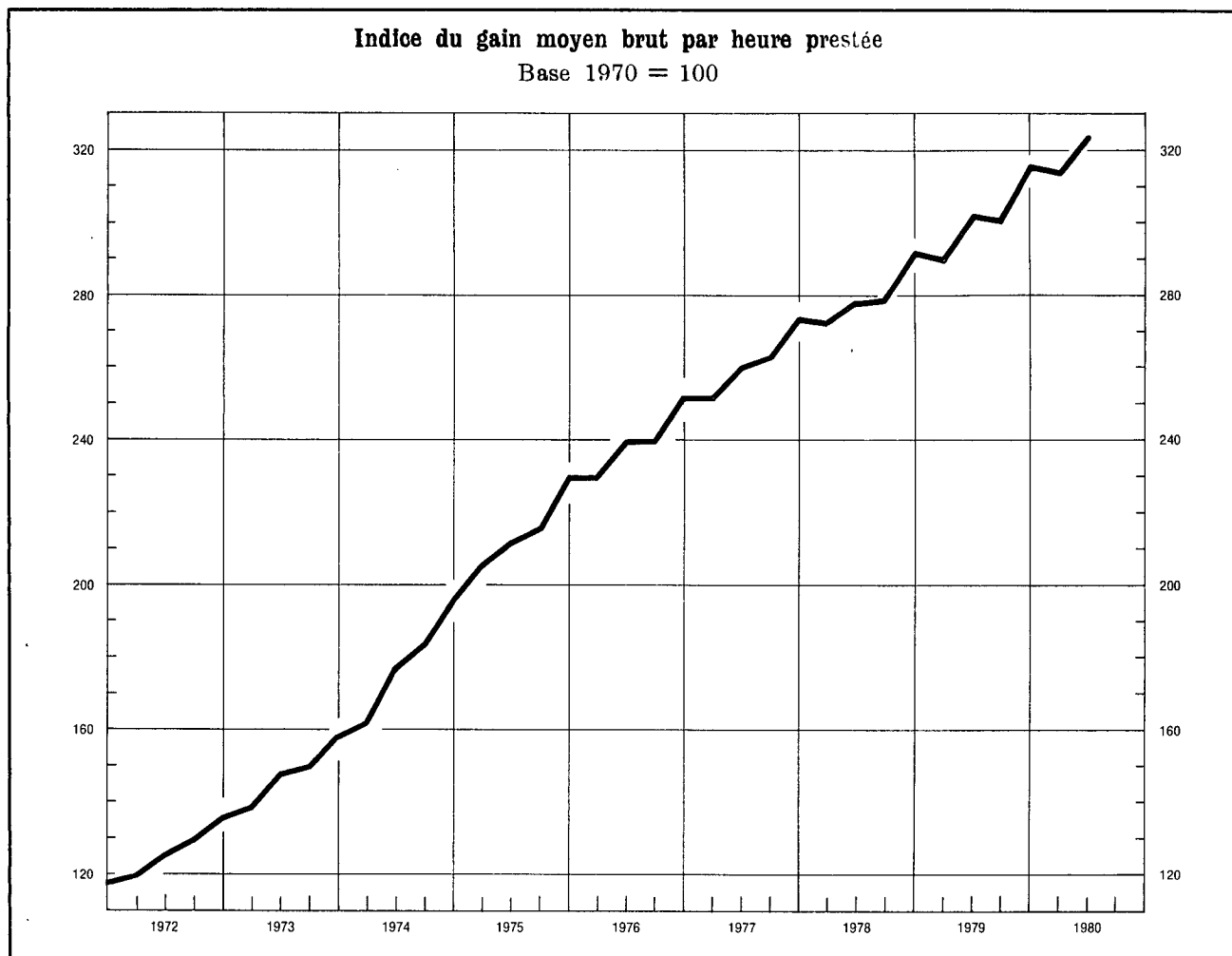
Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1975	33	4	629	8.986	1.972	8.990	2.601	3.222	357	12.212	2.958
1976 2	32	1	e 254	10.405	2.933	10.406	e 3.187	2.896	398	13.302	e 3.585
1977	30	2	289	12.429	3.859	12.431	4.148	2.625	422	15.056	4.570
1978	26	2	286	14.102	3.939	14.104	4.225	2.361	437	16.465	4.662
1979	26	1	312	16.235	4.550	16.236	4.862	2.118	476	18.354	5.338
1978 2 ^e trimestre	27	2	283	14.198	4.118	14.200	4.401	2.453	439	16.653	4.840
3 ^e trimestre	26	2	266	13.370	3.736	13.372	4.002	2.186	440	15.558	4.442
4 ^e trimestre	26	2	285	15.153	3.808	15.155	4.093	2.337	450	17.492	4.543
1979. 1 ^{er} trimestre	26	2	294	15.470	4.695	15.472	4.989	2.198	473	17.670	5.462
2 ^e trimestre	26	1	325	16.267	4.086	16.268	4.411	2.165	473	18.433	4.884
3 ^e trimestre	26	1	296	15.450	4.697	15.451	4.993	1.955	452	17.406	5.445
4 ^e trimestre	26	1	333	17.749	4.722	17.750	5.055	2.155	508	19.905	5.563
1980 1 ^{er} trimestre	26	2	328	18.048	4.316	18.050	4.644	2.083	554	20.133	5.198
2 ^e trimestre	26	2	291	18.399	5.592	18.401	5.883	2.095	558	20.496	6.441
1979 Juin	26	1	340	16.292	3.726	16.293	4.066	2.203	488	18.496	4.554
Juillet	26	2	300	15.616	4.186	15.618	4.486	2.132	470	17.750	4.956
Août	26	2	324	15.642	4.714	15.644	5.038	1.922	443	17.566	5.481
Septembre	26	1	265	15.091	5.190	15.092	5.455	1.811	443	16.903	5.898
Octobre	26	2	341	18.338	5.177	18.340	5.518	2.324	532	20.665	6.051
Novembre	26	1	327	17.180	4.480	17.181	4.807	1.989	466	19.170	5.273
Décembre	26	1	331	17.727	4.508	17.728	4.839	2.151	524	19.879	5.363
1980 Janvier	26	2	327	19.351	4.264	19.353	4.591	2.257	545	21.610	5.136
Février	26	2	346	17.078	4.292	17.080	4.638	1.978	570	19.058	5.208
Mars	26	1	310	17.714	4.392	17.715	4.702	2.015	548	19.730	5.250
Avril	26	2	316	18.775	5.261	18.777	5.577	2.149	572	20.926	6.149
Mai	26	3	245	17.625	5.430	17.628	5.675	1.944	505	19.572	6.180
Juin	26	2	312	18.796	6.084	18.798	6.396	2.193	598	20.991	6.994

1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.
2 Nouvelle série. Les remboursements de l'argent au jour le jour ne sont plus renseignés.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Annuaire statistique de la S.N.C.B. — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices base 1970 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels ³			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Salaire-coût horaire ²	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1972	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974	180	173	178	182	176,6	177,8	166,1	158,0
1975	216	205	214	223	210,9	210,5	195,9	187,6
1976	240	227	239	246	236,4	235,1	217,3	206,2
1977	262	249	263	270	259,7	257,0	235,5	222,6
1978	280	265	281	289	276,4	271,7	250,3	234,5
1979	302	285	300	312	294,9	288,8	264,6	247,0
1978 Juin	278	264	280	286	275,8	270,4	248,7	233,2
Septembre	279	266	283	287	277,9	272,7	251,3	235,1
Décembre	292	272	288	301	282,0	277,3	256,3	239,6
1979 Mars	290	277	293	299	287,4	281,1	258,0	240,9
Juin	302	283	299	312	292,0	285,4	263,1	246,5
Septembre	301	287	302	310	297,2	291,7	267,7	249,1
Décembre	316	292	308	326	303,3	297,1	269,5	251,7
1980 Mars	p 315	p 300	p 316	p 325	309,3	302,8	277,2	258,8
Juin	p 325	p 308	p 325		316,8	310,1	281,7	263,4

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1968 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,813; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 1,745 - ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,981.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

³ Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1977 octobre	1978 avril	1978 octobre	1979 avril	1979 octobre
<i>Industries extractives</i> ¹ :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond)	241,81	246,13	251,12	261,35	269,83
Préparation du charbon (ouvriers de la surface)	189,87	195,21	201,81	207,19	214,43
Total des industries extractives	217,63	223,43	230,47	236,38	244,03
<i>Industries manufacturières</i> ² :					
Cokeries	211,00	216,68	219,92	233,88	
Raffinage de pétrole	274,41	287,58	288,33	329,46	
Production et première transformation des métaux	217,57	221,63	228,82	242,27	
Industrie des produits minéraux non métalliques	188,22	195,68	199,47	205,48	
Industrie chimique	202,87	210,66	216,97	226,56	
Production de fibres artificielles et synthétiques	191,48	197,55	198,72	211,87	
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	174,84	182,02	186,12	193,85	
Construction de machines et de matériel mécanique	183,22	188,98	193,37	199,68	
Construction électrique et électronique	173,48	179,78	183,15	193,74	
Construction d'automobiles et pièces détachées	203,29	208,93	216,70	230,96	
Construction d'autre matériel de transport	194,46	199,64	200,05	203,33	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	164,09	169,63	173,86	180,59	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	170,51	175,27	180,61	184,52	
Industrie textile	145,47	148,21	150,91	157,03	
Industrie du cuir	145,60	146,90	149,80	157,27	
Industrie des chaussures et de l'habillement	122,59	127,32	129,11	134,87	
Industrie du bois et du meuble en bois	163,09	170,25	177,75	181,71	
Industrie du papier, imprimerie et édition	179,74	187,86	190,45	199,15	
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	170,34	178,03	181,56	188,80	
Total des industries manufacturières	174,59	180,09	184,44	192,35	199,61
dont : hommes	188,69	194,58	199,46	207,94	
femmes	138,39	138,09	140,92	147,04	
<i>Bâtiment et génie civil</i> ¹	190,50	195,86	202,21	212,43	217,66
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total ²	178,88	184,45	189,23	197,33	204,27

¹ Hommes seulement.

² Hommes et femmes.

VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYES DANS L'INDUSTRIE¹

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1977 octobre	1978 avril	1978 octobre	1979 avril	1979 octobre
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides	52.698	54.615	58.392	58.877	
Total des industries extractives	51.308	53.530	56.538	57.239	58.270
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries	53.287	55.077	57.446	59.134	
Raffinage de pétrole	64.057	67.551	70.136	77.329	
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude (total du personnel)	51.812	53.288	53.781	56.266	
Production et première transformation des métaux	53.621	55.537	56.816	59.527	
Industrie des produits minéraux non métalliques	45.739	47.869	48.815	50.785	
Industrie chimique	49.809	51.912	53.268	55.755	
Production de fibres artificielles et synthétiques	58.871	61.088	59.986	63.378	
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	43.966	45.265	46.502	47.983	
Construction de machines et de matériel mécanique	45.231	46.610	47.980	49.293	
Construction électrique et électronique	46.384	47.563	48.837	50.046	
Construction d'automobiles et pièces détachées	48.619	50.886	52.574	54.315	
Construction d'autre matériel de transport	47.818	48.859	50.205	51.181	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	42.539	43.717	45.187	46.397	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	42.038	44.178	45.505	46.461	
Industrie textile	39.809	41.037	41.756	42.480	
Industrie du cuir	39.758	43.673	42.720	46.390	
Industrie des chaussures et de l'habillement	32.578	33.683	34.633	35.819	
Industrie du bois et du meuble en bois	38.220	39.579	41.187	41.955	
Industrie du papier, imprimerie et édition	43.299	44.789	45.944	47.854	
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	44.752	46.568	47.530	49.244	
Total des industries manufacturières	45.344	47.079	48.280	49.930	51.988
dont : hommes	50.140	52.048	53.359	55.135	
femmes	30.087	31.271	32.123	33.374	
<i>Bâtiment et génie civil</i>	42.888	46.013	47.071	48.814	50.477
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total	45.288	47.166	48.406	50.037	52.028

¹ Hommes et femmes.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Service de Conjoncture (I.R.E.S.) — Rapport annuel de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Statistiques*

économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation, XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1967 : « Indices des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX

1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
					général	combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974	233,8	177,5 ⁴ 205,9 ⁵	285,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1975	199,5	185,7	259,9	229,4	273,3	440,5	186,0	168,0
1976	255,0	199,0	274,0	222,2	296,9	463,8	233,7	180,2
1977	281,3	215,2	302,1	274,0	314,5	508,0	225,9	186,8
1978	260,9	226,7	305,9	255,1	328,3	525,6	219,4	206,9
1979	284,7	266,9	374,9	281,6	415,7	667,6	264,9	267,3
1978 2 ^e trimestre	263,2	222,8	300,3	258,2	318,9	521,3	210,2	193,1
3 ^e trimestre	259,5	226,5	302,4	241,0	329,5	524,4	221,1	210,0
4 ^e trimestre	270,5	238,3	318,3	255,3	346,2	529,6	239,6	235,8
1979 1 ^{er} trimestre	273,4	251,5	328,7	250,2	363,2	553,4	246,0	252,0
2 ^e trimestre	282,3	260,2	354,3	266,1	393,0	610,1	263,9	264,0
3 ^e trimestre	282,3	267,8	395,8	297,1	439,1	720,5	272,4	271,8
4 ^e trimestre	300,8	288,0	420,9	312,6	468,6	786,4	277,4	281,3
1980 1 ^{er} trimestre	315,4	334,8	481,8	323,1	551,7	964,8	305,4	307,2
2 ^e trimestre	303,0	275,4	500,8	350,8	566,8	1.019,8	302,6	296,2
1979 Juillet	280,3	264,6	388,2	296,3	428,6	690,7	275,9	271,3
Août	279,1	262,4	389,7	293,9	431,9	703,3	272,6	269,8
Septembre	287,6	276,5	409,4	301,3	457,0	767,5	268,8	274,4
Octobre	296,1	282,2	412,5	306,7	459,1	771,2	269,5	275,9
Novembre	302,3	281,3	419,0	314,7	465,0	777,5	277,3	280,6
Décembre	303,9	300,4	431,3	316,5	481,8	810,6	285,4	287,4
1980 Janvier	310,2	346,2	469,4	314,2	537,8	933,9	298,5	304,7
Février	323,0	349,2	489,6	333,4	558,4	969,4	310,9	316,4
Mars	312,9	309,1	486,4	321,8	558,9	991,1	306,9	300,5
Avril	304,8	275,3	485,4	321,8	557,4	994,2	308,4	293,5
Mai	305,3	271,7	504,9	366,1	565,9	1.014,3	305,3	297,5
Juin	298,9	279,2	512,1	364,5	577,2	1.050,9	294,1	297,5
Juillet	301,5	289,1	512,4	348,9	584,4	1.066,4	296,8	299,6

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

² Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

³ Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie.

⁴ Moyenne de janvier à mai 1974.

⁵ Moyenne de juin à décembre 1974.

VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHES WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT ¹

Base 1970 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
	Céréales	Denrées colo- niales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
						Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Osout- chouc	Sidé- rurgie	Métaux non- ferreux
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1974	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9
1975	220,8	263,3	175,0	196,0	199,9	232,0	520,8	176,7	150,2	235,4	239,3	145,1	182,3	128,4
1976	193,5	262,5	162,2	197,6	209,5	213,4	560,2	238,8	212,9	234,0	259,9	191,4	179,7	138,9
1977	167,6	374,3	201,7	208,6	238,8	237,7	612,0	225,3	277,7	221,5	269,2	197,5	166,8	156,9
1978	190,2	293,5	222,7	260,6	276,1	291,9	615,6	223,8	305,6	187,8	267,7	231,5	204,3	174,1
1979	234,9	304,7	263,8	310,2	288,6	297,0	810,4	243,7	605,0	239,9	314,7	296,2	275,6	233,2
1978 2 ^e trimestre	189,5	304,3	222,7	252,0	269,6	283,0	613,1	216,0	285,7	176,9	256,8	217,4	186,4	161,2
3 ^e trimestre	188,9	259,9	226,4	270,0	273,1	294,5	612,9	227,2	303,7	185,4	269,7	241,9	206,4	176,6
4 ^e trimestre	200,1	274,9	245,5	276,6	291,3	306,8	615,3	240,9	350,2	211,6	286,8	263,9	247,2	198,1
1979 1 ^{er} trimestre	206,4	250,7	268,4	291,5	290,9	309,9	647,1	236,0	442,2	228,3	292,7	269,6	265,3	220,2
2 ^e trimestre	223,6	275,5	278,0	302,4	280,5	303,1	728,2	240,1	652,8	231,8	294,9	302,0	275,2	234,5
3 ^e trimestre	251,5	325,2	268,9	334,7	288,7	284,9	888,4	245,5	690,5	242,5	328,6	301,5	280,8	232,5
4 ^e trimestre	258,3	367,7	239,7	312,0	294,2	289,9	977,8	253,3	634,7	257,0	342,8	311,7	281,0	245,5
1980 1 ^{er} trimestre	256,3	387,2	230,9	342,3	304,2	296,1	1.222,7	294,2	553,2	278,6	388,8	370,9	282,2	270,7
2 ^e trimestre	247,6	458,3	197,2	367,3	308,6	311,2	1.293,1	289,7	452,9	311,0	430,3	318,4	276,8	238,2
1979 Juillet	254,0	317,1	281,2	343,7	287,4	286,7	846,5	247,1	724,6	242,5	328,0	306,4	280,9	230,4
Août	249,6	318,9	268,8	335,9	287,1	280,2	866,3	246,3	685,9	242,5	327,9	296,8	281,3	228,8
Septembre	250,8	339,6	256,6	324,6	291,6	287,9	952,5	243,1	661,2	242,5	330,0	301,2	280,3	238,2
Octobre	255,0	355,4	245,2	310,9	291,6	288,4	957,3	245,6	643,9	242,5	328,9	306,0	279,0	242,3
Novembre	259,2	372,4	240,1	307,9	294,6	289,3	965,7	251,2	635,5	263,2	347,0	308,2	281,0	242,4
Décembre	260,6	375,3	233,7	317,5	296,4	292,1	1.010,4	262,9	624,7	265,4	352,6	321,0	283,1	251,8
1980 Janvier	263,3	361,3	233,4	348,0	302,6	292,9	1.181,0	281,5	587,9	277,7	385,4	365,1	282,4	267,6
Février	260,0	404,4	235,5	344,5	312,0	291,2	1.231,0	301,3	555,1	279,6	387,9	402,2	282,2	286,5
Mars	245,6	395,9	223,9	334,4	298,0	304,2	1.256,1	299,9	516,6	278,4	393,1	345,4	282,1	258,0
Avril	237,4	402,8	201,4	353,6	295,2	306,3	1.259,5	296,2	470,2	311,0	400,1	327,7	282,2	241,8
Mai	250,1	491,3	192,9	373,6	310,9	312,8	1.284,9	292,4	465,3	311,0	438,0	314,3	277,9	237,6
Juin	255,4	480,9	197,4	374,7	319,6	314,6	1.334,9	280,5	423,4	311,0	452,8	313,3	270,2	235,3
Juillet	273,7	430,6	213,4	367,2	325,4	316,2	1.355,8	293,7	324,5	311,0	457,4	311,5	260,9	244,3

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		indice général	animaux	végétaux	indice général	matières premières	demi-produits	produits finis	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	105,1	102,7	104,6	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	123,8	117,6	108,1	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6
1974	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	146,4	147,9	126,8	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2
1975	137,3	131,9	143,5	122,0	138,9	142,0	141,1	135,6	142,6	137,4	169,1	128,9	136,9	131,8	137,1
1976	147,1	150,0	153,4	147,1	146,5	152,2	150,1	140,8	149,4	145,7	172,5	132,2	149,0	137,7	150,5
1977	150,6	156,8	158,7	155,6	149,3	153,1	151,9	145,3	153,6	144,0	173,3	133,1	154,0	137,9	160,7
1978	147,8	145,9	157,0	136,4	148,4	150,8	149,2	146,5	154,3	140,4	168,8	133,7	152,1	137,3	165,8
1979	157,1	156,4	160,0	153,2	157,4	164,1	158,1	153,0	160,3	158,4	190,5	142,2	155,5	141,2	170,9
1978 2 ^e trimestre ..	147,2	145,9	157,4	136,1	147,7	149,8	148,2	146,2	154,2	138,9	166,9	133,0	152,8	136,3	165,4
3 ^e trimestre ..	147,9	144,1	155,2	134,6	149,1	152,2	149,7	146,8	154,7	141,4	168,7	134,5	152,9	136,8	167,1
4 ^e trimestre ..	149,7	147,9	154,1	142,3	150,4	153,6	151,3	147,7	155,2	144,7	172,8	135,9	150,9	138,7	167,1
1979 1 ^{er} trimestre ..	153,3	152,2	159,2	146,0	153,7	158,8	154,6	150,1	157,4	151,7	179,6	139,5	152,5	140,6	170,0
2 ^e trimestre ..	156,3	154,1	157,3	151,2	157,1	164,2	158,1	152,2	159,6	159,1	188,4	142,7	155,7	140,2	170,9
3 ^e trimestre ..	158,2	158,8	158,7	159,0	158,2	165,9	157,8	154,0	160,9	160,2	193,3	142,6	156,7	140,4	171,3
4 ^e trimestre ..	160,5	160,6	165,0	156,6	160,7	167,6	161,8	155,8	163,2	162,7	200,9	144,1	157,1	143,5	171,4
1980 1 ^{er} trimestre ..	165,9	163,6	168,0	159,6	166,7	173,7	172,3	158,8	167,8	174,6	212,3	146,8	160,6	156,5	172,7
2 ^e trimestre ..	165,0	157,2	163,3	151,9	167,2	173,5	171,3	160,7	170,1	172,1	214,8	144,6	162,0	157,6	178,2
1979 Juin	157,4	156,6	157,6	155,8	157,8	165,7	158,5	152,7	160,0	161,1	191,1	143,4	155,9	140,2	171,3
Juillet	158,5	161,8	156,9	166,5	157,8	165,4	157,3	153,7	160,5	159,9	193,0	142,5	155,9	140,7	171,3
Août	157,6	156,6	158,2	155,1	158,0	165,7	157,6	153,8	160,9	159,9	192,8	142,4	157,4	140,1	171,3
Septembre ...	158,5	158,1	161,1	155,3	158,8	166,6	158,5	154,4	161,2	160,9	194,0	142,8	156,7	140,3	171,3
Octobre	159,7	157,5	160,7	154,6	160,4	167,9	161,3	155,4	163,0	162,0	199,8	143,6	157,8	143,1	171,3
Novembre	160,8	162,2	166,6	158,2	160,7	168,2	161,3	155,7	163,1	163,1	199,5	144,5	157,0	143,7	171,4
Décembre	161,0	162,1	167,7	157,1	160,9	166,8	162,8	156,2	163,6	163,1	203,4	144,2	156,5	143,7	171,4
1980 Janvier	164,2	163,3	169,5	157,7	164,6	170,5	169,4	157,9	166,5	171,0	206,1	146,2	158,9	156,0	171,5
Février	166,4	163,3	167,5	159,4	167,4	174,5	173,9	158,9	168,0	175,7	213,6	147,4	160,4	156,7	173,2
Mars	167,1	164,2	167,0	161,6	168,1	176,2	173,6	159,7	168,9	177,1	217,3	146,8	162,4	156,9	173,3
Avril	166,0	159,3	164,9	155,0	167,8	175,3	171,9	160,7	169,9	175,5	217,3	145,3	161,8	157,2	178,2
Mai	164,6	156,8	163,7	150,6	166,9	172,3	171,4	160,6	170,1	170,5	213,8	144,5	161,8	157,5	178,2
Juin	164,4	155,5	161,4	150,2	166,9	172,8	170,6	160,9	170,3	170,3	213,2	144,1	162,4	158,2	178,2

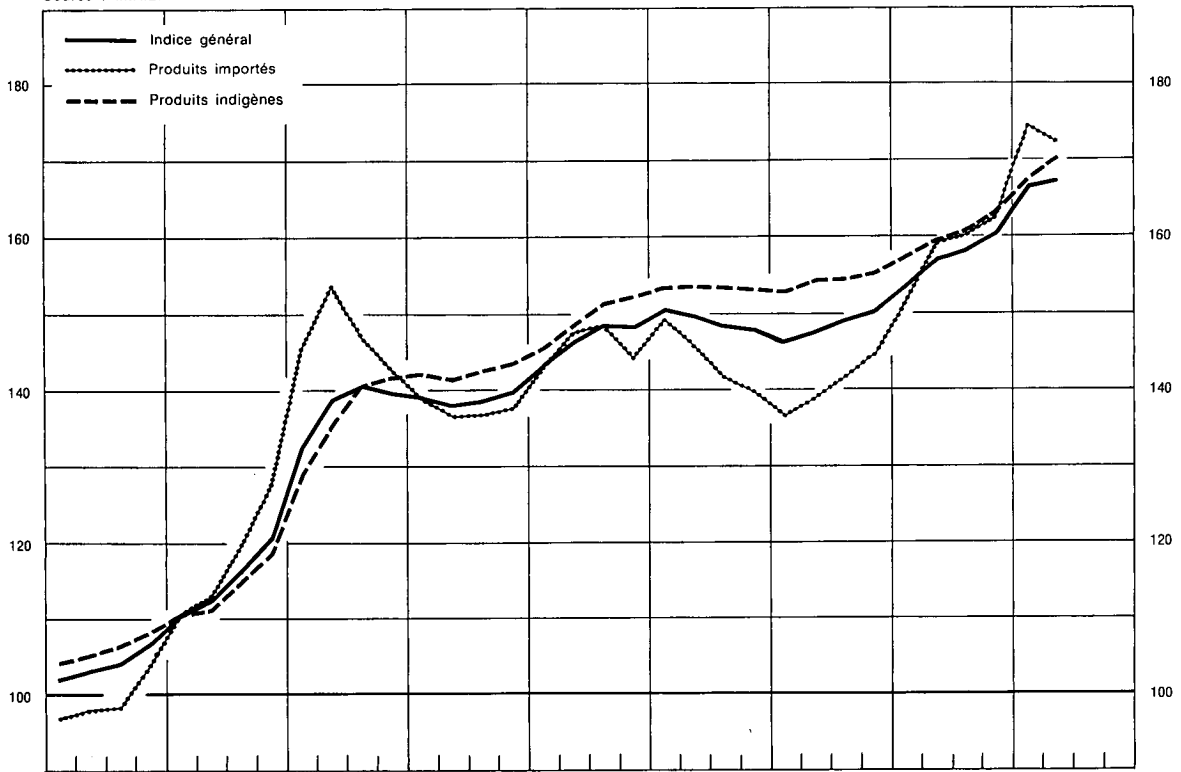
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

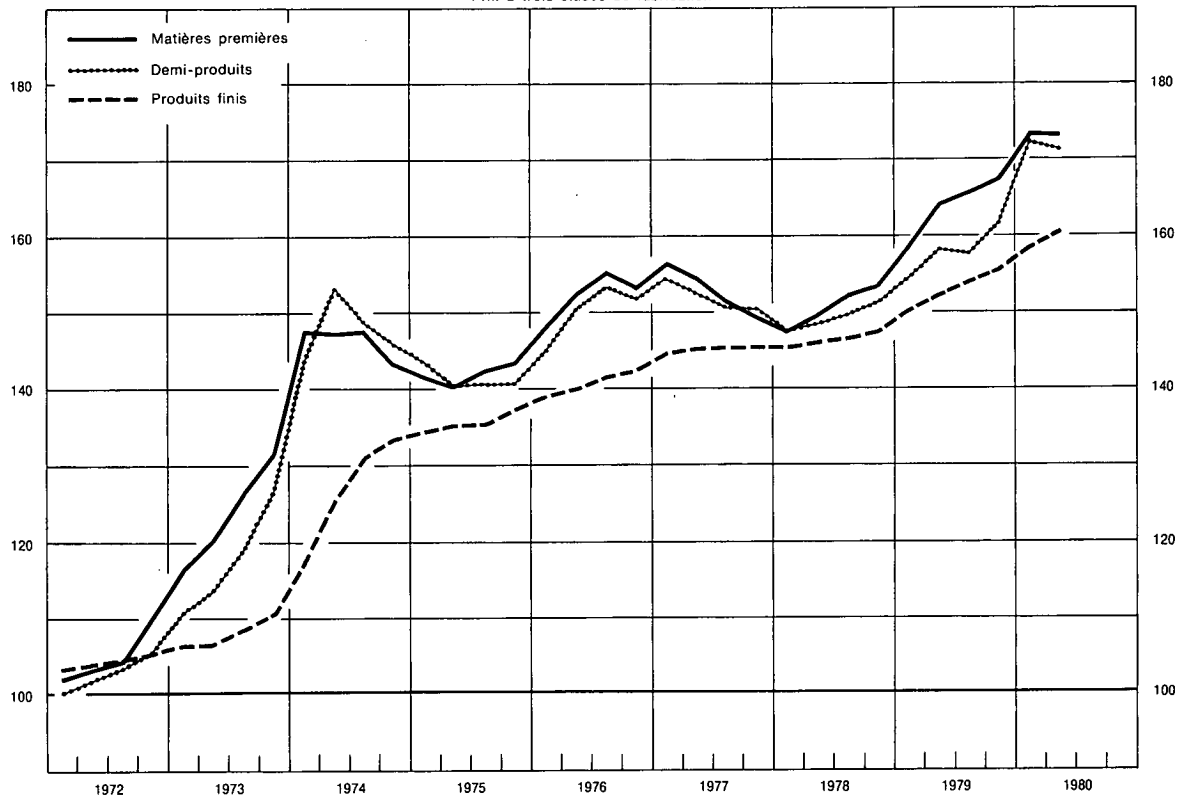
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Prix à trois stades de fabrication

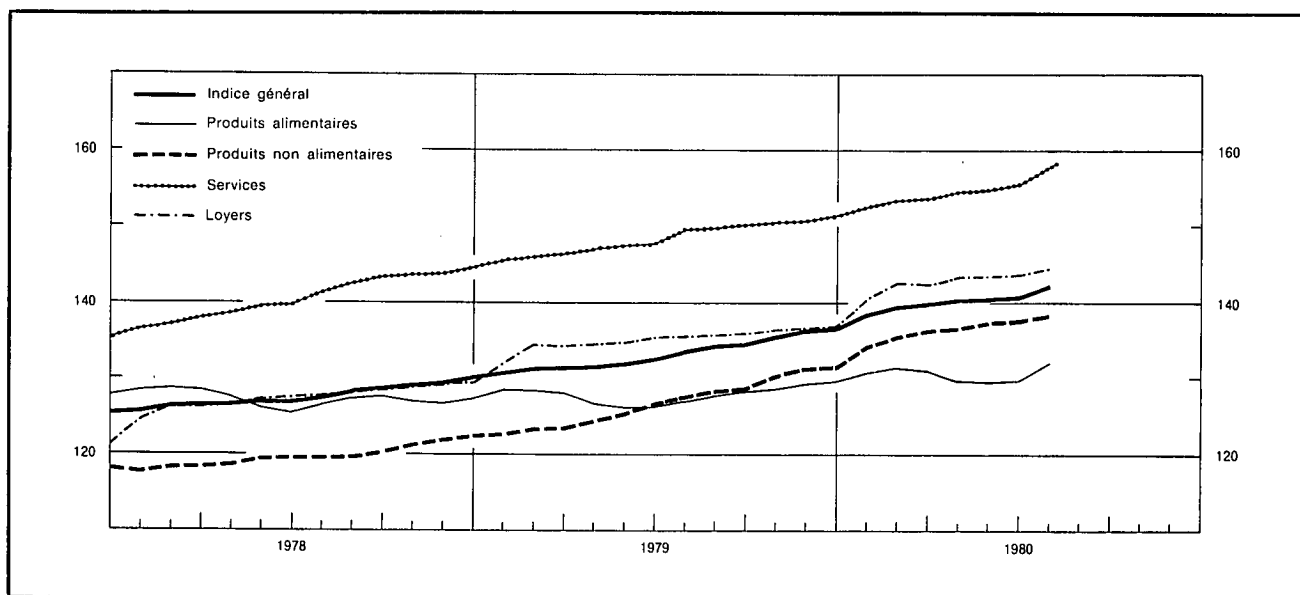


VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services		Loyers		
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général :										
Jusque février 1972	100,00	41,56	37,01	21,43	—					
De mars 1972 à mai 1976 ...	100,00	30,00	40,00	30,00	—					
Depuis juin 1976	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00					
Base 1971 = 100¹										
1972	105,45	106,60	102,80	107,61	—					
1973	112,78	115,15	107,58	117,28	—					
1974	127,08	125,94	122,69	134,02	—					
1975	143,31	140,08	136,55	154,07	—					
1976 5 premiers mois	153,16	154,25	142,46	164,41	—					
Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100										
1976 7 derniers mois	115,89	119,58	112,15	119,69	108,89					
1977	122,30	125,46	116,00	129,94	118,92					
1978	127,77	127,28	119,87	140,75	127,52					
1979	133,48	127,90	127,04	148,52	135,14					
		1979	1980	1979	1980	1979	1980	1979	1980	
1 ^{er} trimestre	131,17	139,47	128,24	131,09	123,29	135,42	145,92	153,25	133,52	141,66
2 ^e trimestre	132,15	140,55	126,35	129,71	125,55	137,45	147,46	154,98	134,88	143,46
3 ^e trimestre	134,34		127,73		128,27		149,85		135,72	
4 ^e trimestre	136,24		129,28		131,05		150,86		136,44	
Janvier	130,86	138,68	128,47	130,87	122,87	134,32	145,49	152,50	131,99	140,37
Février	131,29	139,73	128,22	131,37	123,38	135,69	146,05	153,43	134,43	142,32
Mars	131,37	139,99	128,04	131,03	123,62	136,24	146,22	153,83	134,14	142,29
Avril	131,68	140,16	126,86	129,84	124,47	136,90	147,02	154,35	134,59	143,18
Mai	132,04	140,57	126,08	129,57	125,46	137,64	147,46	154,93	134,82	143,33
Juin	132,73	140,91	126,12	129,71	126,72	137,82	147,91	155,67	135,23	143,88
Juillet	133,83	142,56	126,96	131,99	127,72	138,65	149,57	158,17	135,49	144,75
Août	134,46		127,83		128,44		149,92		135,73	
Septembre	134,74		128,39		128,64		150,07		135,95	
Octobre	135,69		128,96		130,24		150,46		136,15	
Novembre	136,26		129,19		131,19		150,79		136,45	
Décembre	136,77		129,70		131,72		151,33		136,71	



¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme

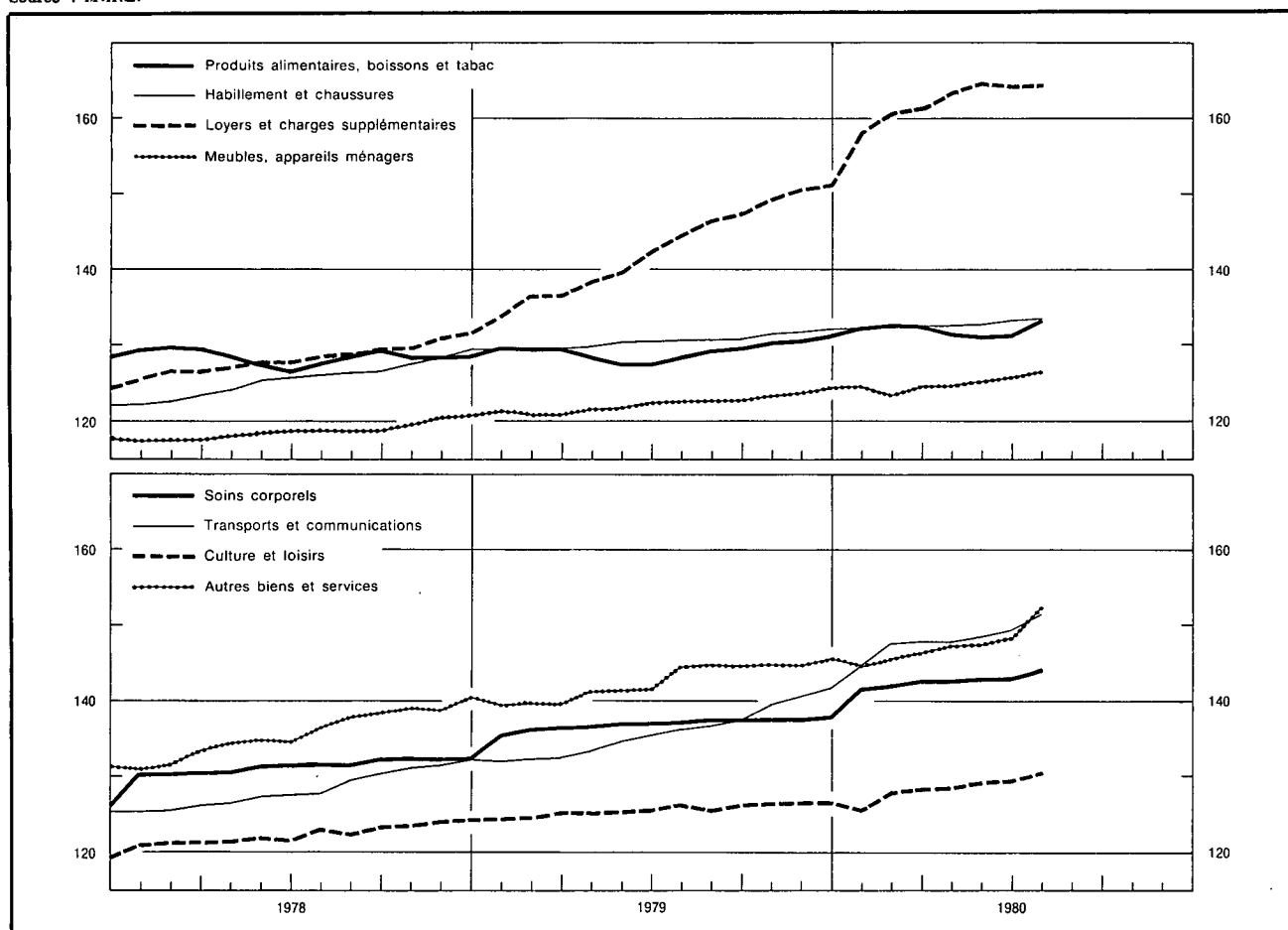
suit : l'indice général à 1,870; les produits alimentaires à 1,848; les produits non alimentaires à 1,804; les services à 1,458.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1977	122,30	126,05	118,09	121,70	115,08	124,10	122,43	117,56	126,51
1978	127,77	128,54	125,61	128,37	118,71	131,54	128,37	122,56	135,87
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1978 2 ^e trimestre	126,92	127,58	125,05	127,63	118,34	131,28	127,12	121,88	134,67
3 ^e trimestre	128,25	128,45	126,21	128,75	118,82	132,01	129,20	123,02	137,56
4 ^e trimestre	129,58	128,43	128,44	130,88	120,23	132,44	131,55	123,99	139,32
1979 1 ^{er} trimestre	131,17	129,66	129,50	135,81	120,97	136,21	132,24	124,84	139,56
2 ^e trimestre	132,15	127,88	130,35	140,21	121,79	136,99	134,42	125,48	141,34
3 ^e trimestre	134,34	129,20	130,75	146,14	122,66	137,41	136,79	126,08	144,66
4 ^e trimestre	136,24	130,71	131,69	150,36	123,68	137,71	140,72	126,63	145,04
1980 1 ^{er} trimestre	139,47	132,49	132,15	159,98	124,44	142,21	146,71	127,96	145,45
2 ^e trimestre	140,55	131,19	132,79	164,21	125,18	142,96	148,57	129,17	147,51
1979 Juillet	133,83	128,47	130,72	144,77	122,54	137,07	136,19	126,28	144,54
Août	134,46	129,30	130,74	146,54	122,71	137,60	136,84	125,83	144,92
Septembre	134,74	129,84	130,78	147,12	122,74	137,57	137,34	126,13	144,51
Octobre	135,69	130,89	131,34	149,13	123,14	137,54	139,72	126,39	144,86
Novembre	136,26	130,61	131,72	150,84	123,79	137,60	140,63	126,78	144,78
Décembre	136,77	131,13	132,02	151,11	124,12	137,98	141,80	126,73	145,48
1980 Janvier	138,68	132,28	132,07	158,01	124,31	141,84	144,71	125,57	144,77
Février	139,73	132,76	132,14	160,58	124,43	142,00	147,46	127,97	145,49
Mars	139,99	132,44	132,25	161,35	124,57	142,78	147,95	128,33	146,08
Avril	140,16	131,31	132,29	163,36	124,59	142,86	147,93	128,64	147,14
Mai	140,57	131,06	132,78	164,92	125,09	143,00	148,50	129,22	147,25
Juin	140,91	131,19	133,30	164,36	125,86	143,01	149,27	129,66	148,15
Juillet	142,56	133,37	133,60	164,70	126,40	144,09	151,51	130,71	152,09

* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le coefficient de conversion a été fixé à 1,37.

Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes les références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*. — *Statis-*

les conversions conclues au sein des Commissions paritaires relatives à la liaison à l'indice des prix à la consommation des salaires conventionnels.

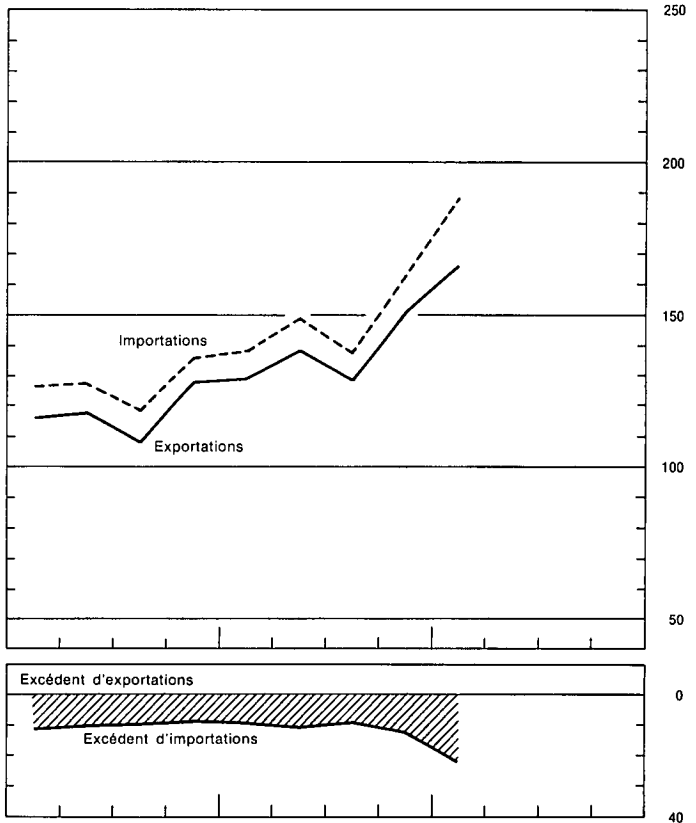
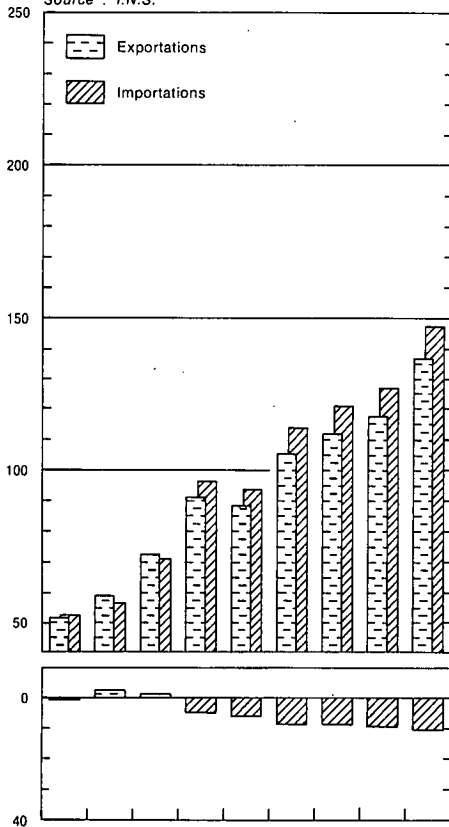
tiques Economiques belges 1960-1970. — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

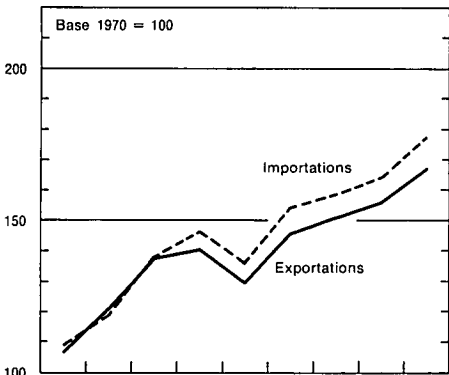
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

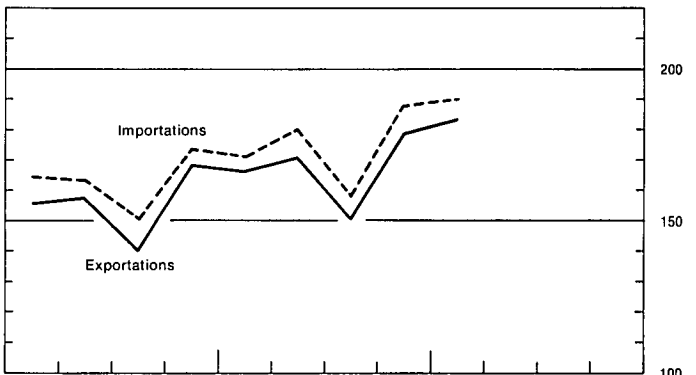
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

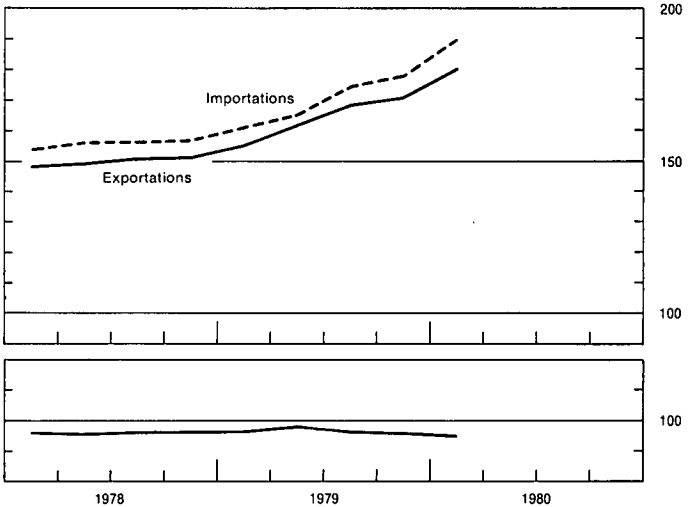
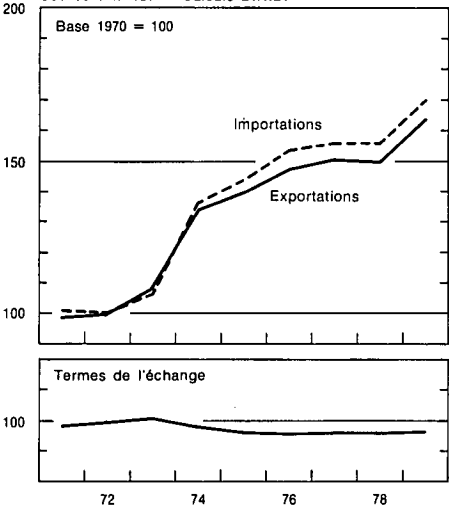


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



72

74

76

78

1978

1979

1980

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs : B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1970 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974	96,7	91,6	- 5,1	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975	94,2	88,1	- 6,1	94	136,1	129,9	144,4	139,8	96,8
1976	114,1	105,5	- 8,6	93	154,5	146,1	153,9	147,8	96,0
1977	120,7	112,1	- 8,6	93	158,8	151,2	156,2	150,5	96,4
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	164,7	156,5	155,9	150,0	96,2
1979	147,5	137,3	- 10,2	93	177,5	167,6	170,2	164,6	96,7
1978 1 ^{er} trimestre	126,8	115,8	- 11,0	91	164,7	155,7	154,3	148,5	96,2
2 ^e trimestre	127,6	117,7	- 9,9	92	163,4	157,7	156,4	149,6	95,7
3 ^e trimestre	118,2	108,7	- 9,5	92	150,4	140,6	156,4	151,0	96,7
4 ^e trimestre	136,0	127,8	- 8,2	94	173,6	168,6	157,0	151,7	96,6
1979 1 ^{er} trimestre	138,7	130,0	- 8,7	94	171,6	166,8	160,9	155,6	96,7
2 ^e trimestre	149,6	139,3	- 10,3	93	180,3	171,5	165,3	162,2	98,1
3 ^e trimestre	137,8	129,0	- 8,8	94	158,8	150,7	174,5	168,5	96,6
4 ^e trimestre	163,7	151,5	- 12,2	93	187,8	178,9	177,7	170,4	95,9
1980 1 ^{er} trimestre	188,6	166,7	- 21,9	88					
1979 3 premiers mois	138,7	129,6	- 9,1	93	171,6	166,8	160,9	155,6	96,7
4 premiers mois	139,2	129,7	- 9,5	93					
5 premiers mois	143,4	133,1	- 10,3	93					
6 premiers mois	144,1	134,5	- 9,6	93	176,0	169,2	163,1	158,9	97,4
7 premiers mois	141,7	133,1	- 8,6	94					
8 premiers mois	142,1	131,6	- 10,5	93					
9 premiers mois	142,0	132,6	- 9,4	93	170,2	163,0	166,9	162,1	97,1
10 premiers mois	145,3	136,2	- 9,1	94					
11 premiers mois	147,0	137,3	- 9,7	93					
12 mois	147,5	137,3	- 10,2	93	177,5	167,6	170,2	164,6	96,7
1980 1 ^{er} mois	182,9	156,3	- 26,6	86					
2 premiers mois	184,9	163,1	- 21,8	91					
3 premiers mois	188,6	166,7	- 21,9	88					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100.$

N.B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1976	32,02	10,74	10,00	14,68	5,03	5,92	4,30	4,82	3,93	2,45	2,12	1,29	0,65	0,94	0,42	0,38	0,33	0,15	0,27	0,14	4,81	105,40
1977	33,20	9,88	10,23	15,70	5,38	6,27	5,82	5,89	4,36	2,49	2,12	1,38	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,39	111,97
1977 ¹	33,21	9,88	10,27	15,59	5,38	6,27	5,82	5,88	4,36	2,45	2,12	1,38	0,66	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1978 1 ^{er} trimestre ¹	33,91	10,44	10,59	16,83	5,27	6,67	7,68	4,29	4,29	2,44	2,10	1,44	0,62	1,29	0,38	0,40	0,43	0,19	0,32	0,22	5,43	115,20
2 ^e trimestre	36,60	10,79	10,05	16,74	4,41	6,33	6,54	4,82	4,51	2,51	2,27	1,51	0,65	1,46	0,42	0,48	0,40	0,24	0,44	0,25	5,45	116,89
3 ^e trimestre	29,18	10,35	8,90	15,53	4,48	6,11	7,64	5,93	4,41	2,33	1,90	1,31	0,54	1,30	0,41	0,41	0,31	0,23	0,35	0,25	4,76	106,66
4 ^e trimestre	37,85	12,35	10,97	18,39	5,74	6,86	8,02	4,31	4,58	2,87	2,48	1,60	0,64	1,52	0,47	0,50	0,51	0,25	0,42	0,28	6,55	127,13
1979 1 ^{er} trimestre	38,53	12,75	10,69	19,25	6,24	6,85	7,83	5,15	4,45	2,78	2,08	1,42	0,70	1,45	0,35	0,33	0,44	0,31	0,37	0,16	6,42	128,55
2 ^e trimestre	38,19	13,97	10,70	21,27	6,34	7,58	8,13	7,42	5,01	2,88	2,44	1,62	0,81	1,58	0,51	0,55	0,48	0,43	0,43	0,31	7,00	137,65
3 ^e trimestre	30,95	12,06	10,01	20,58	5,60	7,60	7,94	9,95	4,79	2,78	2,10	1,44	0,65	1,46	0,49	0,48	0,39	0,47	0,39	0,31	6,07	126,51
4 ^e trimestre	42,77	14,03	12,01	22,49	7,67	7,88	9,01	10,04	5,32	3,28	2,80	1,75	0,73	1,71	0,54	0,52	0,51	0,45	0,44	0,29	7,25	151,49
1980 1 ^{er} trimestre	43,62	13,89	12,64	26,05	12,58	8,00	11,73	11,38	5,37	3,40	2,77	1,92	0,75	1,85	0,54	0,52	0,52	0,62	0,46	0,26	7,83	166,70
1979 3 premiers mois	38,53	12,75	10,69	19,25	6,24	6,85	7,83	5,15	4,45	2,78	2,08	1,42	0,70	1,45	0,35	0,33	0,44	0,31	0,37	0,16	6,42	128,55
4 premiers mois	38,12	12,78	10,64	19,62	6,12	6,88	7,72	5,14	4,62	2,79	2,12	1,45	0,74	1,47	0,39	0,37	0,47	0,32	0,37	0,19	6,33	128,65
5 premiers mois	38,30	13,16	10,76	20,05	6,25	7,30	7,88	5,93	4,77	2,83	2,18	1,49	0,76	1,51	0,41	0,42	0,45	0,36	0,39	0,22	6,71	132,13
6 premiers mois	38,53	13,39	10,73	20,32	6,33	7,25	7,98	6,30	4,74	2,84	2,26	1,52	0,76	1,52	0,43	0,44	0,46	0,37	0,40	0,24	6,74	133,55
7 premiers mois	37,17	13,16	10,64	20,60	6,23	7,16	8,13	6,77	4,80	2,83	2,20	1,49	0,75	1,50	0,44	0,43	0,43	0,36	0,40	0,25	6,74	132,48
8 premiers mois	36,31	12,92	10,39	20,55	6,00	7,41	7,80	7,18	4,75	2,79	2,17	1,48	0,73	1,50	0,45	0,44	0,43	0,38	0,40	0,26	6,61	130,95
9 premiers mois	36,11	13,02	10,52	20,57	6,10	7,38	7,97	7,54	4,74	2,82	2,21	1,50	0,73	1,50	0,45	0,45	0,44	0,41	0,40	0,26	6,55	131,67
10 premiers mois	37,11	13,29	10,81	20,93	6,32	7,55	8,27	8,16	4,86	2,91	2,28	1,53	0,74	1,55	0,47	0,47	0,47	0,42	0,40	0,28	6,73	135,55
11 premiers mois	37,99	13,34	10,94	21,05	6,35	7,57	8,36	8,22	4,88	2,94	2,32	1,55	0,74	1,56	0,47	0,48	0,45	0,42	0,41	0,28	6,80	137,12
12 mois	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980 1 ^{er} mois	42,37	13,25	11,70	24,38	11,66	8,32	10,95	5,43	5,07	3,30	2,53	1,78	0,66	1,86	0,50	0,44	0,49	0,82	0,41	0,22	8,08	154,22
2 premiers mois	43,41	13,32	12,57	25,77	13,00	8,04	10,15	9,46	5,14	3,40	2,72	1,92	0,72	1,86	0,53	0,50	0,53	0,68	0,45	0,25	8,12	162,54
3 premiers mois	43,62	13,89	12,64	26,05	12,58	8,00	11,73	11,38	5,37	3,40	2,77	1,92	0,75	1,85	0,54	0,52	0,52	0,62	0,46	0,26	7,83	166,70

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

¹ Nouvelle série à partir de 1978. Les chiffres de l'année 1977 ont été recalculés.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs R.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés												Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers ¹	Total général					
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production								Total	non durables			durables
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits					alimentaires		autres	
													liquides	autres								produits animaux	produits végétaux		
1972	35,44	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	2,80	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	56,66
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,81	1,46	9,73	9,50	0,28	71,06
1974	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,21	1,89	11,77	11,98	0,72	96,19
1975	58,95	17,08	2,42	5,91	3,08	0,91	0,35	0,92	0,28	2,05	0,51	6,97	2,73	3,43	5,83	1,89	4,64	21,27	2,73	3,74	1,95	12,85	12,46	1,25	93,93
1976	73,03	22,60	3,20	6,46	4,43	1,26	0,46	1,14	0,33	2,24	0,56	8,55	3,30	4,08	7,56	2,03	4,82	26,51	3,45	4,69	2,27	15,99	12,76	1,32	113,62
1977	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1978 1 ^{er} trimestre ..	78,34	22,69	2,94	7,19	7,92	1,42	0,51	1,09	0,29	2,48	0,57	8,47	2,24	4,70	8,42	2,30	5,11	31,12	4,08	5,00	2,47	19,57	14,05	1,22	124,73
2 ^e trimestre ..	78,27	22,98	2,82	6,66	7,75	1,58	0,48	1,22	0,32	2,90	0,53	7,63	2,76	4,17	8,89	2,50	5,07	30,58	4,58	5,32	2,60	17,95	15,21	1,42	125,48
3 ^e trimestre ..	71,12	20,54	2,31	5,84	7,47	1,27	0,34	1,05	0,24	2,44	0,45	8,48	2,50	3,66	7,95	2,15	4,43	29,07	4,31	4,91	2,43	17,43	14,22	1,18	115,60
4 ^e trimestre ..	84,17	24,75	2,87	7,84	8,61	1,59	0,44	1,21	0,32	2,87	0,58	8,62	2,87	4,79	8,90	2,52	5,39	31,37	4,44	5,80	2,64	18,49	15,79	2,67	134,00
1979 1 ^{er} trimestre ..	84,67	23,64	3,10	7,40	8,77	1,49	0,57	1,21	0,32	2,38	0,62	8,25	4,30	5,31	9,36	2,63	5,32	32,33	4,18	5,61	2,80	19,74	16,00	2,64	135,64
2 ^e trimestre ..	92,29	26,48	3,30	7,87	8,41	1,68	0,61	1,35	0,35	3,18	0,66	8,93	4,30	4,87	11,27	2,82	6,21	34,17	4,78	6,27	3,03	20,09	16,88	2,03	145,37
3 ^e trimestre ..	84,41	22,70	2,71	6,48	7,38	1,54	0,43	1,33	0,28	2,83	0,52	10,66	4,00	4,49	10,76	2,53	5,77	32,01	4,75	5,51	2,78	18,97	15,06	2,51	133,99
4 ^e trimestre ..	106,21	30,40	3,47	7,43	9,67	1,97	0,49	1,49	0,31	3,35	0,71	13,20	6,14	6,61	11,52	2,95	6,50	36,82	5,02	6,52	2,89	22,39	18,39	2,33	163,75
1980 1 ^{er} trimestre ..	124,09	35,76	3,92	8,05	12,67	1,95	0,68	1,65	0,37	3,31	0,79	16,97	6,49	6,84	13,85	3,36	7,43	39,59	5,10	6,29	3,17	25,03	19,11	5,81	188,60

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1978				1979				1980
									1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	97,5	106,0	148,4	152,3	162,7	162,9	161,1	180,4	160,0	161,9	161,6	160,8	165,6	174,8	187,0	192,7	208,9
Biens de consommation ...	104,3	109,4	120,9	131,1	140,4	148,4	148,5	153,4	149,9	147,1	150,3	148,4	150,3	150,0	155,6	157,0	161,1
Biens d'équipement	107,0	110,4	118,0	130,4	136,1	136,6	137,8	142,6	134,7	138,0	141,5	139,5	141,1	141,0	144,0	144,3	146,3
Ensemble ...	100,1	107,1	136,9	144,4	153,9	156,2	155,9	170,2	154,3	156,4	156,4	157,0	160,9	165,3	174,5	177,7	189,8
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	94,2	109,2	149,8	143,8	147,1	137,5	141,6	155,1	133,1	138,6	147,3	147,3	148,7	155,3	157,0	159,6	163,9
Fabrications métalliques ...	105,4	109,6	124,3	139,3	148,4	152,9	156,0	164,0	155,2	155,2	156,3	159,9	162,4	161,6	164,1	167,5	168,8
Métaux non ferreux	75,6	93,7	129,6	94,7	103,6	100,9	93,0	117,1	90,8	90,0	94,2	94,5	101,7	116,1	119,2	123,6	183,0
Textiles	101,7	108,6	126,7	126,7	130,8	136,3	135,1	138,1	136,4	133,6	136,3	133,8	135,5	136,3	139,8	140,9	145,0
Produits chimiques	97,9	101,7	141,2	145,6	151,3	148,4	145,3	162,9	142,3	148,0	146,6	141,7	148,9	159,7	170,3	171,6	183,3
Industrie houillère	80,8	79,8	118,8	146,4	171,1	180,2	179,4	186,2	170,3	181,6	180,7	184,3	189,8	196,1	171,5	193,6	207,2
Industrie pétrolière	107,6	118,6	218,8	260,6	307,5	303,8	289,2	477,5	290,4	285,0	289,8	292,9	328,8	438,7	555,0	561,3	599,3
Verres et glaces	97,3	101,9	110,1	118,9	118,8	123,9	122,9	122,0	125,1	123,4	120,4	122,4	121,5	122,0	121,4	122,7	123,8
Produits agricoles	111,0	120,7	126,0	133,8	145,4	150,6	146,1	143,9	150,6	148,0	152,1	137,3	138,9	142,7	144,8	150,9	153,0
Ciments	119,6	124,7	155,5	157,4	164,2	170,6	175,0	186,4	171,5	173,7	176,2	177,4	187,3	186,6	184,1	188,0	192,9
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	102,1	105,7	117,9	133,9	147,0	156,4	164,4	176,6	158,4	161,2	167,5	164,7	179,5	178,2	182,5	175,1	188,3
Carrières	107,1	111,1	124,8	136,0	141,8	146,2	157,5	167,9	153,9	154,2	160,7	163,0	166,3	165,7	164,9	172,6	181,3
Céramiques	117,7	127,6	150,1	176,7	190,5	197,7	209,2	225,1	194,9	204,6	217,5	214,7	231,8	225,9	223,4	219,9	244,9
Bois et meubles	103,0	110,8	128,1	136,0	141,3	157,7	154,2	159,3	151,5	153,9	158,6	153,4	158,5	157,7	159,4	166,7	167,4
Peaux, cuirs et chaussures .	106,4	119,1	116,0	118,0	137,9	148,0	147,6	174,3	148,1	146,1	148,1	149,3	162,5	175,5	184,2	171,4	175,7
Papier et livres	99,9	104,8	137,7	148,9	148,6	148,3	143,4	151,6	143,6	142,5	143,3	144,6	148,6	150,0	150,9	155,6	164,0
Tabacs manufacturés	111,6	140,6	137,4	146,5	140,1	149,3	158,4	163,9	151,7	151,2	158,3	169,1	161,9	164,4	161,3	166,3	166,7
Caoutchouc	107,0	112,8	133,9	143,8	147,4	150,9	153,2	162,5	150,7	152,7	155,7	153,0	153,8	161,3	166,4	168,2	171,4
Industries alimentaires	103,7	114,6	136,4	145,9	143,4	147,0	138,3	139,3	139,4	141,6	136,1	139,4	135,9	138,3	139,0	143,7	145,2
Divers	119,3	129,2	168,6	175,8	197,6	241,7	256,9	292,6	254,8	252,6	247,0	283,0	284,4	298,5	273,1	273,1	287,6
Ensemble ...	100,2	108,3	134,7	139,8	147,8	150,5	150,0	164,6	148,5	149,6	151,0	151,7	155,6	162,2	168,5	170,4	180,6
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	100,1	101,1	98,4	96,8	96,0	96,4	96,2	96,7	96,2	95,7	96,7	96,6	96,7	98,1	96,6	95,9	95,2

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1978				1979				1980
									1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	114,5	132,7	136,9	123,1	141,4	143,2	146,1	157,2	146,4	144,3	131,0	155,7	153,0	159,7	138,2	165,8	174,8
Biens de consommation ...	134,6	157,8	168,5	172,2	200,8	209,4	223,0	240,4	224,7	223,6	209,0	227,4	233,0	245,5	222,1	252,9	266,1
Biens d'équipement	118,2	133,8	158,7	146,0	147,3	158,3	168,3	182,6	162,3	171,9	154,5	178,6	172,2	186,8	163,4	198,8	207,3
Ensemble ...	118,8	138,4	146,8	136,1	154,5	158,8	164,7	177,5	164,7	163,4	150,4	173,6	171,6	180,3	158,8	187,8	197,0
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	114,1	127,8	133,6	100,6	102,2	100,9	109,8	120,7	111,0	109,4	98,9	117,8	121,0	127,0	107,9	123,6	119,4
Fabrications métalliques ...	122,0	137,7	140,9	141,3	163,9	167,5	171,7	178,6	168,8	180,9	143,5	183,2	183,9	182,9	143,4	196,3	198,6
Métaux non ferreux	99,9	120,6	117,6	103,0	119,9	132,7	132,7	138,3	142,4	120,8	116,1	150,3	151,9	135,6	116,8	142,7	169,8
Textiles	123,8	134,3	130,1	121,8	137,4	134,7	134,6	141,7	138,5	134,7	117,2	147,4	141,5	140,7	128,7	153,2	156,4
Produits chimiques	139,1	175,5	190,1	166,3	195,2	212,8	236,2	262,9	240,0	228,5	214,5	263,4	262,2	270,4	245,6	270,0	289,5
Industrie houillère	95,4	93,1	85,4	74,2	56,0	40,9	43,8	81,1	39,5	45,5	44,1	45,0	57,2	77,0	113,3	94,7	113,3
Industrie pétrolière	130,1	144,4	114,2	136,5	140,3	173,3	149,4	156,0	132,2	151,3	181,1	132,2	140,0	151,9	160,5	160,6	170,5
Verres et glaces	118,9	120,1	115,3	88,2	112,7	115,2	120,7	128,5	118,1	124,1	108,6	130,3	118,2	133,6	120,8	142,8	158,3
Produits agricoles	123,9	139,6	141,4	153,1	158,5	162,9	174,5	204,2	180,2	169,3	163,1	199,7	199,8	209,2	210,4	209,6	209,9
Ciments	99,3	106,8	106,2	70,0	103,6	151,3	171,0	175,0	153,7	171,7	167,3	191,3	101,4	201,3	201,1	187,1	164,0
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	126,4	148,4	141,3	119,5	127,6	127,6	133,5	130,4	124,3	145,7	120,1	144,3	90,9	150,5	173,7	145,8	135,6
Carrières	109,3	118,4	127,9	116,5	124,9	123,2	112,4	118,2	102,3	115,7	108,7	121,7	89,9	128,9	121,7	129,8	123,9
Céramiques	122,0	131,8	125,2	111,9	125,4	146,3	161,7	163,6	143,8	187,0	140,7	171,5	138,3	171,1	157,2	180,8	171,0
Bois et meubles	152,1	176,3	166,1	154,6	180,3	165,0	177,0	184,4	173,9	183,5	149,0	200,8	163,0	192,2	163,5	206,0	206,2
Peaux, cuirs et chaussures .	121,1	118,6	128,9	108,4	112,6	104,5	97,8	98,3	98,4	104,9	86,7	99,3	101,7	111,4	83,6	99,0	99,1
Papier et livres	122,1	142,4	144,7	121,1	148,2	151,8	160,9	175,9	152,9	161,7	150,1	176,8	168,9	174,3	168,6	192,3	187,0
Tabacs manufacturés	124,0	151,0	193,4	191,9	185,4	193,0	208,1	218,7	220,8	208,1	151,1	237,2	212,9	226,0	188,7	238,7	244,9
Caoutchouc	133,2	173,7	200,3	216,1	215,5	231,4	238,3	250,5	223,3	249,9	218,9	259,6	245,9	255,7	229,2	266,2	282,8
Industries alimentaires	135,1	150,8	163,2	158,8	186,1	201,4	219,9	240,1	209,7	217,3	221,1	223,4	224,5	245,0	235,1	254,0	254,5
Divers	88,8	105,9	120,0	115,1	133,1	124,4	120,3	123,9	119,3	120,7	105,9	128,4	123,7	129,6	121,1	142,2	138,5
Ensemble ...	120,7	137,8	140,7	129,9	146,1	151,2	156,5	167,6	155,7	157,7	140,6	168,6	166,8	171,5	150,7	178,9	183,5

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,44	19,71	- 1,73	16,66	18,31	+ 1,65	15,97	15,73	- 0,24
1975	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	16,03	15,08	- 0,95
1976	25,53	24,51	- 1,02	18,55	22,18	+ 3,63	20,07	17,88	- 2,19
1977	26,81	25,13	- 1,68	19,18	21,39	+ 2,21	20,44	18,83	- 1,61
1978	29,23	26,83	- 2,40	20,81	22,37	+ 1,56	20,83	19,32	- 1,51
1979	32,43	30,93	- 1,50	23,20	26,34	+ 3,14	24,47	22,18	- 2,29
1978 4 ^e trimestre	31,40	29,12	- 2,28	22,66	24,61	+ 1,95	22,28	20,80	- 1,48
1979 1 ^{er} trimestre	30,42	29,28	- 1,14	22,86	25,60	+ 2,74	23,96	20,71	- 3,25
2 ^e trimestre	33,30	31,86	- 1,44	24,19	26,83	+ 2,64	24,47	22,43	- 2,04
3 ^e trimestre	30,36	29,85	- 0,51	20,62	23,14	+ 2,52	22,77	20,83	- 1,94
4 ^e trimestre	35,65	32,69	- 2,96	25,12	29,84	+ 4,72	26,67	24,79	- 1,88
1980 1 ^{er} trimestre	37,57	34,94	- 2,63	27,13	31,84	+ 4,71	31,53	24,81	- 6,72
1979 3 premiers mois	30,42	29,34	- 1,08	22,86	25,57	+ 2,71	23,96	20,69	- 3,27
4 premiers mois	31,28	29,33	- 1,95	23,03	25,65	+ 2,62	23,61	20,69	- 2,92
5 premiers mois	31,96	30,12	- 1,84	23,37	26,03	+ 2,66	24,02	21,30	- 2,72
6 premiers mois	31,86	30,60	- 1,26	23,52	26,20	+ 2,68	24,22	21,56	- 2,66
7 premiers mois	31,48	30,39	- 1,09	23,15	25,91	+ 2,76	23,55	20,98	- 2,57
8 premiers mois	31,24	30,13	- 1,11	22,63	24,93	+ 2,30	23,67	21,10	- 2,57
9 premiers mois	31,36	30,35	- 1,01	22,55	25,18	+ 2,63	23,74	21,32	- 2,42
10 premiers mois	32,00	31,10	- 0,90	23,03	25,86	+ 2,83	24,43	21,90	- 2,53
11 premiers mois	32,18	31,18	- 1,00	23,23	26,22	+ 2,99	24,68	22,10	- 2,58
12 mois	32,43	30,93	- 1,50	23,20	26,34	+ 3,14	24,47	22,18	- 2,29
1980 1 ^{er} mois	33,90	31,45	- 2,45	25,08	29,28	+ 4,20	31,38	21,62	- 9,76
2 premiers mois	36,07	34,05	- 2,02	26,87	30,93	+ 4,06	31,44	24,08	- 7,36
3 premiers mois	37,57	34,94	- 2,63	27,13	31,84	+ 4,71	31,53	24,81	- 6,72

Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,42	53,02	+ 2,60
1974	3,62	4,10	+ 0,48	5,57	4,95	- 0,62	63,92	64,07	+ 0,15
1975	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,38	62,13	- 1,25
1976	4,36	5,00	+ 0,64	7,68	6,36	- 1,32	77,15	77,73	+ 0,58
1977	4,79	4,91	+ 0,12	9,40	7,67	- 1,73	81,63	79,81	- 1,82
1978	5,10	5,38	+ 0,28	10,65	8,48	- 2,17	87,82	84,08	- 3,74
1979	5,99	7,29	+ 1,30	11,74	11,08	- 0,66	99,16	99,93	+ 0,77
1978 4 ^e trimestre	5,27	6,56	+ 1,29	10,65	9,01	- 1,64	93,49	91,83	- 1,66
1979 1 ^{er} trimestre	5,75	6,78	+ 1,03	10,98	10,14	- 0,84	95,12	94,43	- 0,69
2 ^e trimestre	5,92	7,42	+ 1,50	11,87	11,17	- 0,70	101,12	101,74	+ 0,62
3 ^e trimestre	5,85	6,46	+ 0,61	10,83	10,53	- 0,30	91,89	93,14	+ 1,25
4 ^e trimestre	6,44	8,52	+ 2,08	13,31	12,49	- 0,82	108,51	110,40	+ 1,89
1980 1 ^{er} trimestre	6,77	9,18	+ 2,41	16,16	17,34	+ 1,18	120,46	120,48	+ 0,02
1979 3 premiers mois	5,75	6,77	+ 1,02	10,98	10,13	- 0,85	95,12	94,43	- 0,69
4 premiers mois	5,75	6,78	+ 1,03	11,05	10,29	- 0,76	95,86	94,65	- 1,21
5 premiers mois	5,77	6,96	+ 1,19	11,35	10,54	- 0,79	97,67	96,91	- 0,76
6 premiers mois	5,84	7,10	+ 1,26	11,42	10,65	- 0,77	98,12	98,08	- 0,04
7 premiers mois	5,86	6,94	+ 1,08	11,11	10,50	- 0,61	96,43	96,68	+ 0,25
8 premiers mois	5,92	6,75	+ 0,83	11,16	10,51	- 0,65	95,94	95,40	- 0,54
9 premiers mois	5,84	6,88	+ 1,04	11,22	10,61	- 0,61	96,04	96,43	+ 0,39
10 premiers mois	6,03	7,05	+ 1,02	11,49	10,85	- 0,64	98,34	98,87	+ 0,53
11 premiers mois	6,02	7,27	+ 1,25	11,74	11,04	- 0,70	99,19	99,88	+ 0,69
12 mois	5,99	7,29	+ 1,30	11,74	11,08	- 0,66	99,16	99,93	+ 0,77
1980 1 ^{er} mois	5,47	8,33	+ 2,86	18,15	15,98	- 2,17	115,26	108,90	- 6,36
2 premiers mois	6,54	9,05	+ 2,51	16,99	17,47	+ 0,48	119,18	118,06	- 1,12
3 premiers mois	6,77	9,18	+ 2,41	16,16	17,34	+ 1,18	120,46	120,48	+ 0,02

1 République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1972	3,20	3,61	+ 0,41	0,71	0,40	- 0,31	2,78	1,07	- 1,71
1973	4,03	4,07	+ 0,04	0,87	0,65	- 0,22	3,23	1,49	- 1,74
1974	6,29	5,13	- 1,16	1,11	0,71	- 0,40	7,84	2,21	- 5,63
1975	5,97	3,60	- 2,37	1,29	0,47	- 0,82	7,11	3,40	- 3,71
1976	6,98	3,75	- 3,23	1,79	0,57	- 1,22	8,51	4,16	- 4,35
1977	7,27	4,72	- 2,55	1,92	0,50	- 1,42	10,14	5,51	- 4,63
1978	7,34	4,85	- 2,49	2,11	0,74	- 1,37	8,85	5,76	- 3,09
1979	9,74	5,14	- 4,60	2,48	0,84	- 1,64	10,93	5,60	- 5,33
1978 4 ^e trimestre	7,78	4,74	- 3,04	1,99	0,87	- 1,12	9,36	6,15	- 3,21
1979 1 ^{er} trimestre	9,06	4,70	- 4,36	1,91	0,85	- 1,06	8,64	5,10	- 3,54
2 ^e trimestre	9,78	5,35	- 4,43	2,98	0,94	- 2,04	10,09	5,74	- 4,35
3 ^e trimestre	8,96	5,01	- 3,95	1,86	0,80	- 1,06	10,89	5,56	- 5,33
4 ^e trimestre	11,16	5,50	- 5,66	3,16	0,79	- 2,37	14,12	6,04	- 8,08
1980 1 ^{er} trimestre	15,72	6,50	- 9,22	3,06	0,88	- 2,18	18,24	7,08	-11,16
1979 3 premiers mois	9,06	4,69	- 4,37	1,91	0,84	- 1,07	8,84	5,06	- 3,58
4 premiers mois	9,08	4,62	- 4,46	2,09	0,86	- 1,23	8,76	5,01	- 3,75
5 premiers mois	9,46	4,84	- 4,62	2,23	0,92	- 1,31	9,14	5,42	- 3,72
6 premiers mois	9,42	5,02	- 4,40	2,45	0,89	- 1,56	9,36	5,40	- 3,96
7 premiers mois	9,15	5,14	- 4,01	2,35	0,88	- 1,47	9,48	5,21	- 4,27
8 premiers mois	9,36	5,07	- 4,29	2,30	0,87	- 1,43	9,90	5,28	- 4,62
9 premiers mois	9,26	5,02	- 4,24	2,25	0,86	- 1,39	9,87	5,45	- 4,42
10 premiers mois	9,47	5,18	- 4,29	2,37	0,86	- 1,51	10,19	5,62	- 4,57
11 premiers mois	9,62	5,17	- 4,45	2,39	0,85	- 1,54	10,60	5,63	- 4,97
12 mois	9,74	5,14	- 4,60	2,48	0,84	- 1,64	10,93	5,60	- 5,33
1980 1 ^{er} mois	14,03	7,47	- 6,56	3,06	0,90	- 2,16	18,56	6,82	-11,74
2 premiers mois	14,85	6,47	- 8,38	2,98	0,82	- 2,16	16,87	6,82	-10,05
3 premiers mois	15,72	6,50	- 9,22	3,06	0,88	- 2,18	18,24	7,08	-11,16

Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiés		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1972	49,08	53,33	+ 4,25	6,63	4,58	- 2,05	1,08	1,05	+ 0,03
1973	61,33	64,79	+ 3,46	8,58	5,66	- 2,92	1,42	1,73	+ 0,31
1974	79,61	79,57	- 0,04	15,03	8,63	- 6,40	2,03	2,86	+ 0,83
1975	79,45	75,62	- 3,83	12,71	8,89	- 3,82	2,04	2,78	+ 0,74
1976	95,65	92,48	- 3,17	16,29	9,54	- 6,75	2,09	2,73	+ 0,64
1977	100,54	96,68	- 3,86	17,77	12,03	- 5,74	2,28	2,44	+ 0,16
1978	107,98	100,54	- 7,44	16,82	13,22	- 3,60	2,29	2,85	+ 0,56
1979	124,46	119,79	- 4,67	20,11	13,71	- 6,40	2,79	3,00	+ 0,21
1978 4 ^e trimestre	115,20	109,15	- 6,05	18,30	14,63	- 3,67	2,40	3,20	+ 0,80
1979 1 ^{er} trimestre	118,28	112,73	- 5,55	18,30	13,19	- 5,20	2,04	3,22	+ 1,18
2 ^e trimestre	127,83	121,55	- 6,28	19,03	13,65	- 5,38	2,63	3,36	+ 0,73
3 ^e trimestre	114,86	112,37	- 2,49	20,03	13,26	- 6,77	2,81	2,51	- 0,30
4 ^e trimestre	136,85	132,57	- 4,28	23,09	14,99	- 8,10	3,68	3,00	- 0,68
1980 1 ^{er} trimestre	155,03	145,84	- 9,19	29,20	16,26	-12,94	4,27	3,56	- 0,71
1979 3 premiers mois	118,28	112,68	- 5,60	18,30	12,93	- 5,37	2,04	3,12	+ 1,08
4 premiers mois	119,10	112,78	- 6,32	17,96	12,80	- 5,16	2,09	3,32	+ 1,23
5 premiers mois	122,25	115,59	- 6,66	18,86	13,30	- 5,56	2,23	3,36	+ 1,13
6 premiers mois	123,05	117,12	- 5,93	18,66	13,29	- 5,37	2,33	3,24	+ 0,91
7 premiers mois	120,73	115,82	- 4,91	18,58	13,40	- 5,18	2,33	3,11	+ 0,78
8 premiers mois	120,43	114,43	- 6,00	19,18	13,30	- 5,88	2,38	3,09	+ 0,71
9 premiers mois	120,32	115,54	- 4,78	19,12	13,28	- 5,84	2,49	3,00	+ 0,51
10 premiers mois	123,18	118,61	- 4,57	19,43	13,75	- 5,68	2,62	2,98	+ 0,36
11 premiers mois	124,34	119,67	- 4,67	19,81	13,82	- 5,99	3,02	2,95	- 0,07
12 mois	124,46	119,79	- 4,67	20,11	13,71	- 6,40	2,79	3,00	+ 0,21
1980 1 ^{er} mois	146,41	133,19	-13,22	27,64	16,59	-11,05	4,39	3,55	- 0,84
2 premiers mois	152,18	142,43	- 9,75	27,41	15,69	-11,72	4,12	3,41	- 0,71
3 premiers mois	155,03	145,84	- 9,19	29,20	16,26	-12,94	4,27	3,56	- 0,71

1 Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du

Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau correspondant des Bulletins antérieurs à janvier 1979.

	1978	1974	1975	1976	1977	1978	1979 p		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 29,4	- 6,6	- 30,0	- 68,6	- 115,5	- 91,4	1.411,2	1.572,9	-161,7
1.12 Travail à façon	+ 17,0	+ 16,9	+ 15,8	+ 21,4	+ 40,9	+ 44,8	65,2	17,8	+ 47,4
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 5,3	+ 13,9	+ 16,8	+ 21,5	+ 25,7	+ 8,7	18,5	—	+ 18,5
1.2 Frets ²	+ 3,2	+ 3,7	+ 6,7	+ 7,9	+ 8,0	+ 9,7	78,8	67,5	+ 11,3
1.3 Assur. pour le transport de marchandises ² ...	- 0,3	- 0,5	- 0,5	- 0,4	- 0,7	- 0,9	1,7	2,3	- 0,6
1.4 Autres frais de transport	- 0,2	- 0,5	+ 0,7	+ 0,1	+ 2,5	- 0,4	37,5	37,7	- 0,2
1.5 Déplacements à l'étranger	- 16,6	- 17,9	- 20,1	- 22,7	- 26,1	- 34,2	46,6	85,9	- 39,3
1.6 Revenus d'investissements	+ 7,2	+ 12,1	+ 16,4	+ 23,3	+ 19,2	+ 19,6	319,5	309,1	+ 10,4
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 7,3	+ 13,2	+ 15,1	+ 17,0	+ 22,7	+ 25,2	35,7	12,8	+ 22,9
1.8 Autres :									
1.81 Travailleurs frontaliers	+ 4,9	+ 5,1	+ 5,5	+ 5,9	+ 5,8	+ 5,4	16,4	11,8	+ 4,6
1.82 Autres	+ 3,3	+ 0,4	+ 4,3	+ 12,0	+ 14,4	+ 5,6	126,2	127,3	- 1,1
Total 1 ...	+ 60,5	+ 39,8	+ 30,7	+ 17,4	- 3,1	- 7,9	2.157,3	2.245,1	- 87,8
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 2,4	+ 0,6	- 3,0	- 6,4	- 6,5	- 5,7	18,2	28,0	- 9,8
2.2 Transferts publics	- 14,5	- 15,2	- 18,5	- 12,6	- 16,4	- 14,7	38,1	52,1	- 14,0
Total 2 ...	- 12,1	- 14,6	- 21,5	- 19,0	- 22,9	- 20,4	56,3	80,1	- 23,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 1,4	- 1,5	- 1,5	- 1,2	- 0,6	- 0,6	—	1,3	- 1,3
3.112 Autres opérations	- 1,5	- 0,9	+ 0,6	+ 0,2	+ 2,1	+ 17,4	16,7	6,8	+ 9,9
3.12 Avoirs	- 1,5	- 1,5	- 3,3	- 2,1	- 1,7	- 4,2	...	4,4	- 4,4
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 4,4	- 3,9	- 4,2	- 3,1	- 0,2	+ 12,6	16,7	12,5	+ 4,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ⁵	- 2,2	+ 10,8	+ 15,3	- 10,1	+ 11,8	- 13,0	12,4	—	+ 12,4
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 1,3	+ 1,1	+ 1,5	+ 0,2	- 0,6	...	8,6	1,0	+ 7,6
4.22 Intermédiaires financiers du sect. public	- 1,6	- 2,1	- 1,7	+ 8,9	+ 3,7	- 4,3	27,2	2,9	+ 24,3
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 31,4	- 15,4	- 36,1	- 12,9	- 18,1	- 24,7	—	11,0	- 11,0
4.2312 Investissements directs ...	- 6,7	- 14,5	- 5,5	- 11,3	- 12,7	- 11,4	3,3	36,1	- 32,8
4.2313 Immeubles	- 3,6	- 3,8	- 3,0	- 2,2	- 3,9	- 6,1	2,6	8,7	- 6,1
4.2314 Autres (chiffres nets)	- 6,6	- 12,6	- 3,2	- 17,8	- 17,1	- 12,1	—	30,5	- 30,5
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 3,4	- 2,9	+ 1,6	+ 0,6	+ 5,0	+ 2,1	1,8	—	+ 1,8
4.2322 Investissements directs ...	+ 27,5	+ 41,8	+ 33,9	+ 30,6	+ 40,0	+ 40,8	35,7	8,3	+ 27,4
4.2323 Immeubles	+ 3,2	+ 2,1	+ 1,4	+ 2,5	+ 5,7	+ 4,1	5,9	2,3	+ 3,6
4.2324 Autres (chiffres nets)	+ 2,8	+ 1,0	+ 4,7	+ 9,0	+ 2,5	- 1,8	1,8	—	+ 1,8
Total 4 ...	- 16,5	+ 5,5	+ 8,9	- 2,5	+ 16,3	- 26,4	99,3	100,8	- 1,5
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 6,8	+ 3,7	+ 11,2	+ 4,4	+ 11,2	+ 10,9	—	10,2	- 10,2
Total 1 à 5 ...	+ 34,3	+ 30,5	+ 25,1	- 2,8	+ 1,3	- 31,2	2.329,6	2.448,7	-119,1
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement, en dehors des organismes principalement monétaires, de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	+ 1,0	+ 5,9	+ 0,7	+ 2,6	+ 9,2	- 1,4	—	—	+ 7,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois ..	- 13,8	+ 2,6	- 6,2	+ 3,6	- 3,7	- 10,5	—	—	- 33,7
6.212 Monnaies étrangères ⁶	+ 10,9	+ 13,9	+ 12,0	+ 14,2	- 1,9	- 9,2	—	—	- 57,7
6.22 Organismes divers	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4	- 0,5	...	+ 0,1	—	—	- 0,4
6.23 B.N.B. ⁶	+ 36,4	+ 7,5	+ 18,2	- 22,7	- 2,3	- 10,2	—	—	- 35,1
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	(4,5)	—	(+4,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

⁶ Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau correspondant des Bulletins antérieurs à janvier 1979.

	1978				1979 p				1980 p
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	-18,6	-28,7	-28,2	-15,9	-28,0	-39,6	-46,9	-47,2	-42,1
1.12 Travail à façon	+7,0	+14,4	+9,0	+14,4	+13,3	+13,0	+13,4	+7,7	+9,8
1.13 Opérations d'arbitrage	+4,6	+3,9	...	+0,2	+5,9	+6,3	+2,4	+3,9	+7,6
1.2 Frets ²	+2,6	+2,3	+2,1	+2,7	+3,5	+2,6	+2,6	+2,6	+3,5
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3	-0,1	-0,2	-0,1	-0,2	-0,2
1.4 Autres frais de transport	-0,2	+0,2	...	-0,4	-0,4	-1,2	-0,5	+1,9	+1,7
1.5 Déplacements à l'étranger	-6,3	-7,8	-15,1	-5,0	-7,0	-8,8	-17,0	-6,5	-9,0
1.6 Revenus d'investissements	+7,6	+2,7	+5,0	+4,3	+4,3	+2,1	+2,6	+1,4	-2,7
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+5,9	+6,0	+7,1	+6,2	+5,6	+5,9	+6,0	+5,4	+7,9
1.8 Autres :									
1.81 Travailleurs frontaliers	+1,5	+1,4	+1,2	+1,3	+1,4	+1,3	+1,3	+0,6	+1,3
1.82 Autres	+3,5	+3,4	+0,1	-1,4	-0,7	+1,6	-1,0	-1,0	-0,5
Total 1 ...	+7,4	-2,4	-19,0	+6,1	-2,2	-17,0	-37,2	-31,4	-22,7
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	-1,8	-1,8	-1,0	-1,1	-1,8	-3,1	-2,6	-2,3	-3,4
2.2 Transferts publics	-5,3	-3,5	-3,2	-2,7	-3,6	+1,2	-6,5	-5,1	-8,5
Total 2 ...	-7,1	-5,3	-4,2	-3,8	-5,4	-1,9	-9,1	-7,4	-11,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	-0,1	-0,2	-0,1	-0,2	-0,1	-1,1	...	-0,1	-0,1
3.112 Autres opérations	+4,3	-1,6	+8,2	+6,5	+1,4	+2,6	+1,0	+4,9	+2,2
3.12 Avoirs	-0,8	...	-1,6	-1,8	-0,8	-0,7	-0,5	-2,4	-0,5
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	+3,4	-1,8	+6,5	+4,5	+0,5	+0,8	+0,5	+2,4	+1,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ⁵	-7,1	+1,3	+5,3	-12,5	-1,5	-1,0	+10,1	+4,8	-10,5
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+0,2	-0,4	-0,1	+0,3	+0,1	+0,2	+0,6	+6,7	+0,5
4.22 Intermédiaires financiers du secteur public	+0,2	+0,4	-3,8	-1,1	+1,9	+8,4	+9,5	+4,5	+20,8
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Val. mobilières	-4,7	-3,4	-7,6	-9,0	-6,4	-3,7	-4,2	+3,3	...
4.2312 Invest. directs	-0,9	-4,7	-1,6	-4,2	-6,6	-1,9	-4,4	-19,9	+4,7
4.2313 Immeubles ...	-1,4	-1,5	-1,4	-1,8	-1,5	-1,5	-1,4	-1,7	-1,4
4.2314 Autres	+3,6	-5,4	-7,4	-2,9	-3,7	-6,3	-11,4	-9,1	-20,6
4.232 Investis. et placements étrang. en U.E.B.L. :									
4.2321 Val. mobilières	+0,7	+0,2	+1,5	-0,3	...	-0,5	+1,4	+0,9	+0,5
4.2322 Invest. directs	+7,6	+7,6	+11,6	+14,0	+6,6	+5,4	+4,6	+10,8	+7,6
4.2323 Immeubles ...	+1,3	+0,6	+1,0	+1,2	+1,1	+0,9	+1,1	+0,5	+1,0
4.2324 Autres	+4,2	-5,7	+0,3	-0,6	-0,2	+3,5	-0,1	-1,4	+5,7
Total 4 ...	+3,7	-11,0	-2,2	-16,9	-10,2	+3,5	+5,8	-0,6	+8,3
5. Erreurs et omissions	+0,9	+1,4	-2,4	+11,0	-8,0	+5,2	-2,7	-4,7	+5,2
Total 1 à 5 ...	+8,3	-19,1	-21,3	+0,9	-25,3	-9,4	-42,7	-41,7	-19,5
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	+2,8	-1,9	-5,4	+3,1	+1,5	+3,9	+0,2	+2,2	+2,9
6.2 Mouvem. des avoirs extér. nets des organismes principal. monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. .	-10,1	-4,8	+15,5	-11,1	-32,1	+20,0	+5,4	-27,0	+21,8
6.212 Monnaies étrangères ⁶	+1,0	-12,0	-3,2	+5,0	-5,0	-25,7	-19,1	-7,9	-16,6
6.22 Organismes divers	+1,2	-1,5	+0,6	-0,2	-0,3	-0,1	+0,1	-0,1	+0,2
6.23 B.N.B. ⁶	+13,4	+1,1	-28,8	+4,1	+10,6	-7,5	-29,3	-8,9	-27,8
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	(+4,5)	-	-	-	(+4,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

⁶ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau correspondant des Bulletins antérieurs à janvier 1979.

	1979			1980		
	4 ^e trimestre p			1 ^{er} trimestre p		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Opérations sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations ¹	383,6	430,8	-47,2	429,2	471,3	-42,1
1.12 Travail à façon	14,0	6,3	+ 7,7	17,2	7,4	+ 9,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	3,9	—	+ 3,9	7,6	—	+ 7,6
1.2 Frets ²	22,6	20,0	+ 2,6	23,2	19,7	+ 3,5
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,5	0,7	- 0,2	0,5	0,7	- 0,2
1.4 Autres frais de transport	12,6	10,7	+ 1,9	15,9	14,2	+ 1,7
1.5 Déplacements à l'étranger	10,8	17,3	- 6,5	10,7	19,7	- 9,0
1.6 Revenus d'investissements	98,1	96,7	+ 1,4	108,9	111,6	- 2,7
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	8,8	3,4	+ 5,4	10,9	3,0	+ 7,9
1.8 Autres :						
1.81 Travailleurs frontaliers	3,9	3,3	+ 0,6	4,6	3,3	+ 1,3
1.82 Autres	33,5	34,5	- 1,0	37,3	37,8	- 0,5
Total 1 ...	592,3	623,7	-31,4	666,0	688,7	-22,7
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	5,0	7,3	- 2,3	4,8	8,2	- 3,4
2.2 Transferts publics	8,4	13,5	- 5,1	7,6	16,1	- 8,5
Total 2 ...	13,4	20,8	- 7,4	12,4	24,3	-11,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat ³ :						
3.11 Engagements :						
3.111 Amortissements contractuels	—	0,1	- 0,1	—	0,1	- 0,1
3.112 Autres opérations	10,5	5,6	+ 4,9	15,8	13,6	+ 2,2
3.12 Avoirs .....	...	2,4	- 2,4	...	0,5	- 0,5
3.2 Autres pouvoirs publics :						
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	10,5	8,1	+ 2,4	15,8	14,2	+ 1,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ⁵	4,8	—	+ 4,8	—	10,5	-10,5
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	7,0	0,3	+ 6,7	0,6	0,1	+ 0,5
4.22 Intermédiaires financiers du secteur public	4,8	0,3	+ 4,5	21,2	0,4	+20,8
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiffres nets)	3,3	—	+ 3,3	—	...	...
4.2312 Investissements directs	0,6	20,5	-19,9	10,9	6,2	+ 4,7
4.2313 Immeubles	0,7	2,4	- 1,7	0,7	2,1	- 1,4
4.2314 Autres (chiffres nets)	—	9,1	- 9,1	—	20,6	-20,6
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiffres nets)	0,9	—	+ 0,9	0,5	—	+ 0,5
4.2322 Investissements directs	12,6	1,8	+10,8	11,8	4,2	+ 7,6
4.2323 Immeubles	1,4	0,9	+ 0,5	1,4	0,4	+ 1,0
4.2324 Autres (chiffres nets)	—	1,4	- 1,4	5,7	—	+ 5,7
Total 4 ...	36,1	36,7	- 0,6	52,8	44,5	+ 8,3
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	4,7	- 4,7	5,2	—	+ 5,2
Total 1 à 5 ...	652,3	694,0	-41,7	752,2	771,7	-19,5
6. Financement du total :						
6.1 Refinancement, en dehors des organismes principalement monétaires, de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges ...						
	—	—	+ 2,2	—	—	+ 2,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	-27,0	—	—	+21,8
6.212 Monnaies étrangères ⁶	—	—	- 7,9	—	—	-16,6
6.22 Organismes divers	—	—	- 0,1	—	—	+ 0,2
6.23 B.N.B. ⁶	—	—	- 8,9	—	—	-27,8
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations						
	—	—	—	(4,5)	—	(+4,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

⁶ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

Le tableau IX-4 « Balance résumée des paiements » n'est pas publié lorsque les chiffres les plus récents ont trait au dernier mois d'un trimestre civil. Dans ce cas, ceux-ci sont additionnés à ceux des deux mois précédents et repris aux tableaux IX-2 et 3.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME ***

(milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau IX-4 des Bulletins antérieurs à janvier 1979.

	1976	1977	1978	1979 p	1979 p				1980 p
					1er tri- mestre	2e tri- mestre	3e tri- mestre	4e tri- mestre	1er tri- mestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+17,4	- 3,1	- 7,9	-87,8	- 2,2	-17,0	-37,2	-31,4	-22,7
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	-19,0	-22,9	-20,4	-23,8	- 5,4	- 1,9	- 9,1	- 7,4	-11,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	- 3,1	- 0,2	+12,6	+ 4,2	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,5	+ 2,4	+ 1,6
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 1,0	- 1,6	...	+36,0	+ 0,1	+28,0	+ 9,9	- 2,0	+34,4
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B. ....	...	...	-11,9	- 7,7	+ 0,4	- 2,8	- 0,9	- 4,4	+17,3
4. Mouvement des crédits commerciaux :									
4.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des crédits consentis à des non-résidents et mobilisés auprès des banques belges	-10,9	-19,4	-10,4	-22,1	- 4,7	- 5,8	- 3,5	- 8,1	-12,9
4.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les crédits reçus des non-résidents	-10,1	+11,8	-13,0	+12,4	- 1,5	- 1,0	+10,1	+ 4,8	-10,5
5. Mouvement des autres capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
5.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	+ 7,6	+ 4,5	-13,4	-13,9	- 8,7	+ 4,5	- 4,3	- 5,4	+18,8
5.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
5.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
5.211 Créances en monnaies étrangères	-23,0	-19,4	-10,6	-43,9	- 5,7	-28,2	+ 5,5	-15,5	-23,1
5.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	-15,8	-82,0	-21,1	- 1,5	+17,3	- 2,9	-23,4	+ 7,5	-43,6
5.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
5.221 Endettement en monnaies étrangères	+14,6	+29,6	+12,5	+55,2	+ 8,0	+20,7	- 1,0	+27,5	- 3,4
5.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+24,0	+87,8	+38,0	+ 4,9	- 8,7	- 0,4	+20,0	- 6,0	+37,1
6. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :									
6.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	+ 4,1	+ 6,1	+14,0	+43,9	+35,6	-18,1	- 6,8	+33,2	-17,4
6.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	- 9,6	- 8,5	- 6,2	-14,1	-20,7	+ 8,5	+ 3,2	- 5,1	+12,2
7. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
7.1 Augment. (-) ou diminue. (+) de la position au comptant ³	- 8,8	- 6,4	+17,7	+11,9	+ 0,9	+ 3,3	+ 8,7	- 1,0	+20,7
7.2 Augment. (-) ou diminue. (+) de la position à terme	+ 1,4	+ 2,7	-10,7	+10,7	+12,1	- 5,2	+ 0,2	+ 3,0	- 5,7
8. Erreurs et omissions :									
8.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	+ 4,4	+11,2	+10,9	-10,2	- 8,0	+ 5,2	- 2,7	- 4,7	+ 5,2
8.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	+ 1,2	+ 1,2	- 7,9	+ 6,6	+ 6,4	- 0,3	+ 0,3	+ 0,2	- 2,1
Total 1 à 8 ...	-24,6	- 8,6	-27,8	-39,2	+15,7	-12,6	-30,5	-11,8	- 6,0
9. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
9.1 Encaisse en or .....	...	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,2	...	...	...	+ 0,2	...
9.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	+ 1,2	- 0,9	- 6,4	- 4,3	- 0,2	- 1,9	- 0,6	- 1,0	- 0,7
9.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. ....	...	-23,9	- 4,9	- 1,1	+12,0	+ 7,1	-32,8	+12,0	+27,8
9.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
9.41 Avoirs nets au comptant ⁵	-26,2	+15,9	- 2,3	-26,0	+ 1,2	-13,5	+ 2,6	-16,5	-51,3
9.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+12,0	...	-11,9	- 7,7	+ 0,4	- 2,8	- 0,9	- 4,4	+17,3
9.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
9.51 Avoirs au comptant ⁶	+ 0,4	- 0,1	- 2,5	- 0,3	+ 2,3	- 1,5	+ 1,2	- 2,5	+ 0,9
9.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	-12,0	...	...	...	...	...	...	...	...

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la B.N.B. ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

¹ Autres que les organismes principalement monétaires.

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 5.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui figurent sous la rubrique 4.1.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS ¹

(en pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E. ²								Dollar des Etats-Unis	Autres monnaies ³
	Franc belge con- vertible	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Couronne danoise	Total		
Paiements d'importations										
1972	27,1	18,6	11,9	6,6	7,4	3,0	0,3	74,9	18,3	6,8
1973	26,0	19,6	12,1	7,0	7,1	2,5	0,3	74,6	18,8	6,6
1974	25,1	20,1	11,0	7,8	5,8	2,2	0,1	72,1	21,0	6,9
1975	25,3	19,7	11,5	8,0	6,0	2,3	0,2	73,0	20,8	6,2
1976	25,9	18,4	10,0	8,5	4,8	1,9	0,3	69,8	25,1	5,1
1977	26,8	18,2	10,0	8,3	3,7	1,9	0,3	69,2	26,2	4,6
1978	27,6	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	72,9	22,0	5,1
1979	27,9	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,1	23,4	4,5
1978 3 premiers mois	28,8	19,0	10,6	9,2	4,5	1,9	0,4	74,4	20,7	4,9
6 premiers mois	28,2	18,8	11,1	8,6	4,4	2,0	0,4	73,5	21,5	5,0
9 premiers mois	27,6	18,9	11,3	8,5	4,4	2,0	0,3	73,0	22,0	5,0
1979 3 premiers mois	28,3	18,4	10,9	8,5	4,7	1,9	0,2	72,9	22,1	5,0
6 premiers mois	28,0	18,4	10,7	8,4	4,8	1,9	0,3	72,5	22,7	4,8
9 premiers mois	27,9	18,2	10,4	8,2	5,0	1,9	0,3	71,9	23,4	4,7
1980 3 premiers mois	27,1	16,2	10,2	8,4	4,4	1,8	0,2	68,3	27,5	4,2
Recettes d'exportations										
1972	46,0	18,1	10,3	6,9	2,3	1,2	0,1	84,9	11,9	3,2
1973	48,9	17,4	11,3	6,7	2,0	1,1	0,2	87,6	9,7	2,7
1974	52,1	16,4	10,5	6,7	2,2	1,0	0,3	89,2	8,2	2,6
1975	50,4	16,3	10,9	6,5	2,5	1,0	0,1	87,7	10,0	2,3
1976	47,4	17,4	11,1	6,6	1,8	1,1	0,2	85,6	12,0	2,4
1977	45,1	16,4	10,8	6,9	2,0	1,4	0,2	82,8	14,6	2,6
1978	43,8	17,3	12,0	7,4	2,3	1,4	0,3	84,5	12,6	2,9
1979	41,5	17,9	13,0	7,2	2,6	2,2	0,1	84,5	12,5	3,0
1978 3 premiers mois	45,9	16,7	11,7	7,3	2,2	1,1	0,3	85,2	12,0	2,8
6 premiers mois	44,7	17,1	11,6	7,3	2,2	1,3	0,2	84,4	12,7	2,9
9 premiers mois	44,1	17,0	12,1	7,3	2,3	1,3	0,2	84,3	12,8	2,9
1979 3 premiers mois	43,3	17,9	12,6	7,2	2,2	1,8	0,3	85,3	11,6	3,1
6 premiers mois	42,6	17,7	12,6	7,1	2,5	2,1	0,2	84,8	12,1	3,1
9 premiers mois	41,8	17,6	12,9	7,2	2,6	2,1	0,3	84,5	12,5	3,0
1980 3 premiers mois	39,9	17,6	13,8	7,4	2,9	2,4	0,2	84,2	12,7	3,1

¹ Il s'agit uniquement des règlements d'une certaine importance d'importations et d'exportations proprement dites de marchandises, à l'exclusion du travail à façon et des opérations d'arbitrage.

² Non compris le franc belge financier et le punt irlandais.

³ Y compris le franc belge financier et le punt irlandais.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique : XLVIII^e année, tome I, no 1 janvier 1978 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étran-

ger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, no 6 juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome I, no 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LIV^e année, tome II, no 4 octobre 1979 : « La Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sur la base des transactions : statistiques rétrospectives de 1970 à 1978 et aperçu méthodologique ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres annuels
(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais
1972	44,01	13,80	—	8,73	114,62 ¹ 105,88 ²	7,55	44,44	13,71	9,26	11,53	68,51	6,34	190,51	6,68	10,63	163,58	88,03	—
1973	44,05	13,83	—	8,70	104,06	7,54	44,08	13,74	9,31	11,92	69,41	6,42	191,33	6,69	10,57	164,90	88,10	—
1973	40,35	13,85	—	8,76	99,30	7,09	40,63	13,81	9,00	12,29	68,44	6,43	192,10	6,71	10,33	159,90	80,69	—
1973	38,05	14,23 ⁶ 15,17 ⁷	—	8,76	93,72	6,53	38,03	13,75 ⁸ 14,48 ⁹	8,87	12,37	66,36	6,46	194,99 ¹⁰ 205,99 ¹¹	6,74 ¹² 7,11 ¹³	10,15	160,66	76,10	—
1974	38,95	15,06	13,39	8,68 ¹⁴ 8,07 ¹⁵	91,09	5,99	39,84	14,49	8,78	13,10	67,62	6,40	208,83	7,05	10,34	154,72	77,91	—
1975	36,80	14,95	12,41	8,58	81,45	5,64	36,19	14,54	8,86	14,24	64,10	6,41	211,50	7,04	10,01	145,24	73,61	—
1976	38,60	15,34 ¹⁶ 15,31 ¹⁷	13,04	8,76 ¹⁸ 7,93 ¹⁹	69,85	4,67	39,17	14,61	8,89 ¹⁶ 8,76 ¹⁷	15,45	65,76 ²⁰ 56,91 ²¹	6,42 ¹⁶ 6,25 ¹⁷	215,39	7,10 ¹⁶ 7,00 ¹⁷	10,01	128,71	78,49 ²² 44,25 ²³	—
1977	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,71 ²⁴ 8,21 ²⁵ 7,31 ²⁶	14,95	52,88 ²⁷ 42,00 ²⁸	6,24 ²⁴ 5,93 ²⁵ 5,76 ²⁶	216,99	6,98 ²⁴ 6,81 ²⁵ 6,47 ²⁶	9,64 ²⁹ 8,67 ³⁰	114,34 ³¹ 90,69 ³²	41,84	—
1978	31,49	15,65 ³³ 15,77 ³⁴	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,72 ³³ 5,68 ³⁴	216,97	6,38 ³⁵ 5,98 ³⁶ 5,89 ³⁷ 5,81 ³⁸	8,19 ³⁵ 7,58 ³⁹	79,30 ⁴⁰ 68,45 ⁴¹	39,56 ⁴² 31,12 ⁴³ 29,21 ⁴⁴	—
1979	29,31	15,92 ⁴⁵ 16,20 ⁴⁶	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,63 ⁴⁵ 5,50 ⁴⁷ 5,26 ⁴⁸	217,04 ⁴⁹ 224,86 ⁵⁰	5,79	7,54	60,16	28,57 ⁵¹ 19,07 ⁵² 14,02 ⁵³	60,36 ⁵⁴

1 Moyenne du 1er janvier au 22 juin 1972.
 2 Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972. Les cotations ont été suspendues du 23 au 27 juin.
 3 Moyenne du 1er janvier au 9 février 1973.
 4 Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 13 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 février jusqu'au 1er mars.
 5 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.
 6 Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.
 7 Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.
 8 Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.
 9 Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.
 10 Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.
 11 Moyenne du 1er juillet au 31 décembre 1973.
 12 Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.
 13 Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.
 14 Moyenne du 1er au 18 janvier 1974.
 15 Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974. La cotation a été suspendue le 20 janvier.
 16 Moyenne du 1er janvier au 15 octobre 1976.
 17 Moyenne du 18 octobre au 31 décembre 1976.
 18 Moyenne du 1er janvier au 14 mars 1976.
 19 Moyenne du 15 mars au 31 décembre 1976.
 20 Moyenne du 1er janvier au 6 février 1976.
 21 Moyenne du 9 février au 31 décembre 1976.
 22 Moyenne du 1er janvier au 15 mars 1976.
 23 Moyenne du 16 mars au 31 décembre 1976.
 24 Moyenne du 1er janvier au 1er avril 1977.
 25 Moyenne du 4 avril au 26 août 1977.
 26 Moyenne du 29 août au 31 décembre 1977.

27 Moyenne du 1er janvier au 8 juillet 1977.
 28 Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1977. La cotation a été suspendue le 11 juillet.
 29 Moyenne du 1er janvier au 4 avril 1977.
 30 Moyenne du 5 avril au 31 décembre 1977.
 31 Moyenne du 1er janvier au 27 février 1977. La cotation a été suspendue le 28 février.
 32 Moyenne du 1er mars au 31 décembre 1977.
 33 Moyenne du 1er janvier au 13 octobre 1978.
 34 Moyenne du 16 octobre au 31 décembre 1978.
 35 Moyenne du 1er janvier au 10 février 1978.
 36 Moyenne du 13 février au 13 octobre 1978.
 37 Moyenne du 16 octobre au 11 décembre 1978.
 38 Moyenne du 12 au 31 décembre 1978.
 39 Moyenne du 13 février au 31 décembre 1978.
 40 Moyenne du 1er janvier au 5 mai 1978.
 41 Moyenne du 8 mai au 31 décembre 1978.
 42 Moyenne du 1er janvier au 31 octobre 1978.
 43 Moyenne du 10 au 27 novembre 1978. La cotation a été suspendue du 1er au 9 novembre.
 44 Moyenne du 28 novembre au 31 décembre 1978.
 45 Moyenne du 1er janvier au 21 septembre 1979.
 46 Moyenne du 24 septembre au 31 décembre 1979.
 47 Moyenne du 24 septembre au 29 novembre 1979.
 48 Moyenne du 30 novembre au 31 décembre 1979.
 49 Moyenne du 1er janvier au 6 septembre 1979.
 50 Moyenne du 7 septembre au 31 décembre 1979.
 51 Cours du 2 janvier 1979.
 52 Moyenne du 3 janvier au 27 août 1979.
 53 Moyenne du 28 août au 31 décembre 1979.
 54 Moyenne du 13 mars au 31 décembre 1979.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais
1978 2 ^e trim.	32,47	15,63	14,75	7,05	59,58	3,77	28,84	14,60	7,03	16,96	40,51	5,75	217,34	6,01	7,65	76,88 ¹ 72,04 ²	39,79	—
3 ^e trim.	31,63	15,75	16,42	7,21	61,05	3,77	27,68	14,55	7,08	18,87	42,04	5,74	218,34	5,98	7,67	69,77	40,02	—
4 ^e trim.	29,60	15,76 ³ 15,77 ⁴	15,56	6,89	58,68	3,56	25,12	14,54	6,81	18,20	41,88	5,69 ⁵ 5,68 ⁵	215,91	5,94 ⁶ 5,89 ⁶ 5,81 ⁶	7,42	64,87	38,13 ⁴ 31,12 ⁷ 29,21 ⁹	—
1979 1 ^{er} trim.	29,28	15,79	14,54	6,86	59,04	3,49	24,70	14,62	6,72	17,49	42,23	5,68	215,58	5,76	7,38	62,02	28,57 ¹⁰ 18,87 ¹¹	60,16 ¹²
2 ^e trim.	30,28	15,98	13,92	6,92	63,01	3,58	26,15	14,67	6,92	17,67	45,43	5,64	217,31	5,87	7,59	61,61	19,30	60,66
3 ^e trim.	29,12	16,02 ¹³ 16,13 ¹⁴	13,32	6,88	65,03	3,57	24,98	14,58	6,92	17,76	44,09	5,56 ¹³ 5,53 ¹⁴	218,70 ¹⁵ 223,33 ¹⁶	5,80	7,60	59,61	19,03 ¹⁷ 14,16 ¹⁸	60,36
4 ^e trim.	28,62	16,21	12,04	6,91	61,80	3,49	24,38	14,60	6,81	17,62	43,19	5,50 ²⁵ 5,26 ²⁶	225,26	5,74	7,60	57,37	13,96	60,11
1980 1 ^{er} trim.	28,77	16,23	11,83	6,94	64,82	3,49	24,72	14,74	6,82	17,31	42,76	5,20	226,36	5,82	7,64 ³³ 7,96 ³²	56,53 ³⁴ 60,19 ³⁵	13,90 ³⁶ 9,99 ³⁷	60,08
2 ^e trim.	29,05	16,05	12,56	6,90	66,37	3,42	24,84	14,61	6,84	17,27	41,04	5,15	225,12	5,88	7,81	59,06	9,91	59,84
1979 Juillet	29,21	16,01	13,50	6,88	66,00	3,56	25,12	14,55	6,92	17,74	44,20	5,57	218,15	5,79	7,60	60,26	19,03	60,48
Août ...	29,29	16,01	13,45	6,88	65,56	3,58	25,04	14,59	6,94	17,69	44,35	5,56	219,10	5,82	7,63	59,78	19,04 ¹⁹ 14,29 ²⁰	60,29
Sept. ...	28,85	16,05 ²¹ 16,13 ¹⁴	12,99	6,87	63,42	3,56	24,76	14,60	6,88	17,88	43,70	5,57 ²¹ 5,53 ¹⁴	219,35 ²² 223,33 ¹⁶	5,79	7,57	58,74	14,13	60,32
Oct.	28,85	16,13	12,55	6,87	61,93	3,50	24,57	14,54	6,86	17,73	43,65	5,52	224,14	5,81	7,64	57,97	14,03	60,19
Nov. ...	28,73	16,22	11,71	6,91	61,36	3,48	24,37	14,56	6,80	17,44	43,28	5,48 ²³ 5,27 ²⁴	225,51	5,72	7,59	57,32	13,96	60,02
Déc. ..	28,22	16,28	11,77	6,94	62,09	3,48	24,16	14,73	6,76	17,66	42,52	5,26	226,34	5,68	7,56	56,71	13,88	60,12
1980 Janv. .	28,01	16,25	11,79	6,94	63,44	3,48	24,08	14,72	6,76	17,59	42,41	5,20	226,31	5,71	7,58	56,36	13,86	60,07
Févr. ...	28,38	16,24	11,63	6,93	64,99	3,50	24,56	14,73	6,81	17,33	42,61	5,20	226,58	5,81	7,63	57,05 ²⁷ 59,79 ²⁸	13,95 ²⁹ 9,82 ³⁰	60,13
Mars ..	29,96	16,19	12,06	6,94	66,09	3,48	25,56	14,76	6,89	17,00	43,29	5,19	226,20	5,93	7,71 ³¹ 7,96 ³²	60,45	10,02	60,06
Avril ...	30,08	16,06	12,05	6,93	66,62	3,44	25,39	14,64	6,89	17,15	41,99	5,16	225,22	5,95	7,88	60,10	10,04	60,02
Mai ...	28,78	16,07	12,63	6,88	66,32	3,42	24,52	14,59	6,83	17,32	40,66	5,14	225,18	5,86	7,80	58,92	9,86	59,68
Juin ..	28,31	16,01	12,99	6,88	66,17	3,39	24,58	14,60	6,80	17,33	40,47	5,16	224,98	5,83	7,76	58,20	9,82	59,80
Juillet .	27,98	16,01	12,67	6,90	66,36	3,36	24,30	14,64	6,78	17,40	39,59	5,17	225,56	5,81	7,74	57,64	9,75	60,07

1 Moyenne du 1^{er} avril au 5 mai 1978.

2 Moyenne du 8 mai au 30 juin 1978.

3 Moyenne du 1^{er} au 13 octobre 1978.

4 Moyenne du 1^{er} au 31 octobre 1978.

5 Moyenne du 16 octobre au 31 décembre 1978.

6 Moyenne du 16 octobre au 11 décembre 1978.

7 Moyenne du 10 au 27 novembre 1978. La cotation a été suspendue du 1^{er} au 9 novembre.

8 Moyenne du 12 au 31 décembre 1978.

9 Moyenne du 28 novembre au 31 décembre 1978.

10 Cours du 2 janvier 1979.

11 Moyenne du 3 janvier au 31 mars 1979.

12 Moyenne du 13 au 31 mars 1979.

13 Moyenne du 1^{er} juillet au 21 septembre 1979.

14 Moyenne du 24 au 30 septembre 1979.

15 Moyenne du 1^{er} juillet au 6 septembre 1979.

16 Moyenne du 7 au 30 septembre 1979.

17 Moyenne du 1^{er} juillet au 27 août 1979.

18 Moyenne du 28 août au 30 septembre 1979.

19 Moyenne du 1^{er} au 27 août 1979.

20 Moyenne du 28 au 31 août 1979.

21 Moyenne du 1^{er} au 21 septembre 1979.

22 Moyenne du 1^{er} au 6 septembre 1979.

23 Moyenne du 1^{er} au 29 novembre 1979.

24 Cours du 30 novembre 1979.

25 Moyenne du 1^{er} octobre au 29 novembre 1979.

26 Moyenne du 30 novembre au 31 décembre 1979.

27 Moyenne du 1^{er} au 11 février 1980.

28 Moyenne du 12 au 29 février 1980.

29 Moyenne du 1^{er} au 22 février 1980.

30 Moyenne du 26 au 29 février 1980. La cotation a été suspendue le 25 février.

31 Moyenne du 1^{er} au 24 mars 1980.

32 Moyenne du 25 au 31 mars 1980.

33 Moyenne du 1^{er} janvier au 24 mars 1980.

34 Moyenne du 1^{er} janvier au 11 février 1980.

35 Moyenne du 12 février au 31 mars 1980.

36 Moyenne du 1^{er} janvier au 22 février 1980.

37 Moyenne du 26 février au 31 mars 1980.

**X - 2 — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
(cours en francs belges)					Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du marché au comptant 1)	
1972	47,79	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 ²	47,82	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 ³	48,67	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 ⁴	45,90	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,28
1974	46,85	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1975	44,64	36,80	37,80	37,92	+ 0,74	+ 0,19
1976	44,56	38,60	39,48	39,61	+ 6,43	+ 5,12
1977	41,84	35,84	35,89	35,96	+ 1,31	+ 1,16
1978	39,35	31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40
1979	37,86	29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
1978 2 ^e trimestre	39,81	32,47	32,55	32,59	- 2,23	- 2,20
3 ^e trimestre	39,98	31,63	32,46	32,53	- 1,24	- 1,82
4 ^e trimestre	38,22	29,60	30,57	30,62	- 0,57	- 1,68
1979 1 ^{er} trimestre	37,75	29,28	29,73	29,77	- 2,78	- 2,61
2 ^e trimestre	38,61	30,28	31,18	31,23	- 2,04	- 1,99
3 ^e trimestre	37,92	29,12	30,37	30,42	+ 0,44	+ 0,23
4 ^e trimestre	37,23	28,62	29,33	29,40	- 0,66	- 0,61
1980 1 ^{er} trimestre	37,49	28,77	29,59	29,64	- 0,77	- 0,93
2 ^e trimestre	37,73	29,05	29,59	29,67	+ 2,87	+ 2,94
1979 Juillet	38,05	29,21	30,60	30,67	+ 1,03	+ 0,78
Août	38,08	29,29	30,43	30,48	+ 0,31	+ 0,30
Septembre	37,63	28,85	30,07	30,13	- 0,02	- 0,39
Octobre	37,46	28,85	29,72	29,75	- 0,90	- 0,87
Novembre	37,19	28,73	29,27	29,37	- 0,79	- 0,72
Décembre	37,03	28,22	28,90	28,92	- 0,24	- 0,16
1980 Janvier	36,99	28,01	28,81	28,87	- 0,08	- 0,03
Février	37,26	28,38	29,09	29,13	- 0,60	- 0,55
Mars	38,25	29,96	30,92	30,94	- 1,67	- 2,19
Avril	38,19	30,08	30,95	31,04	- 0,81	- 0,75
Mai	37,56	28,78	29,30	29,34	+ 4,62	+ 4,68
Juin	37,43	28,31	28,55	28,62	+ 4,87	+ 4,97
Juillet	37,13	27,98	28,13	28,19	+ 3,73	+ 3,84

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1978.

3 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1978. Les cotations ont été suspendues du 10 au 18 février.

4 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1978. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 13 MARS AU 23 SEPTEMBRE 1979**

(exprimés en unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'Ecu	39,4582	2,72077	7,08592	2,51064	1148,15	5,79831	0,662638
	Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire						
100 francs belges	—	7,052 6,89531 6,742	18,3665 17,9581 17,5585	6,508 6,36277 6,221	3089,61 2909,79 2740,44	15,029 14,6948 14,368	1,71755 1,67934 1,64198
100 florins Pays-Bas	1483,25 1450,26 1418,—	—	266,365 260,439 254,645	94,375 92,2767 90,225	44807,4 42199,5 39743,4	217,96 213,113 208,38	24,9089 24,3548 23,813
100 couronnes danoises ...	569,5 556,852 544,45	39,27 38,3967 37,5425	—	36,235 35,4313 34,645	17204,5 16203,3 15260,5	83,69 81,8286 80,01	9,56424 9,35147 9,14343
100 marks allemands	1607,4 1571,64 1536,65	110,835 108,37 105,96	288,66 282,237 275,96	—	48557,6 45731,4 43069,8	236,21 230,95 225,81	26,9937 26,3932 25,806
100 liras italiennes	3,649 3,43668 3,2365	0,2516 0,23697 0,223175	0,6553 0,61716 0,5813	0,2322 0,218668 0,2059	—	0,5362 0,505013 0,4756	0,0612801 0,0577135 0,0543545
100 francs français	696,— 680,512 665,375	47,99 46,9235 45,88	124,985 122,207 119,49	44,235 43,2995 42,335	21025,2 19801,5 18649,—	—	11,6881 11,4281 11,1739
100 punts irlandais	6090,2 5954,71 5822,25	419,95 410,597 401,45	1093,65 1069,35 1045,55	387,5 378,886 370,5	183978,— 173270,— 163185,—	894,95 875,034 855,55	—

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 24 SEPTEMBRE AU 29 NOVEMBRE 1979**

(exprimés en unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'Ecu	39,8456	2,74748	7,36594	2,48557	1159,42	5,85522	0,669141
	Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire						
100 francs belges	—	7,052 6,89531 6,742	18,9065 18,4862 18,075	6,38 6,2380 6,099	3089,61 2909,79 2740,44	15,029 14,6948 14,368	1,71755 1,67934 1,64198
100 florins Pays-Bas	1483,25 1450,26 1418,—	—	274,195 268,098 262,14	92,525 90,4673 88,455	44807,4 42199,5 39743,4	217,96 213,113 208,38	24,9089 24,3548 23,813
100 couronnes danoises ...	553,25 540,942 528,90	38,1475 37,2998 36,47	—	34,510 33,7441 32,995	16713,— 15740,3 14824,2	81,30 79,4905 77,72	9,2909 9,08426 8,8822
100 marks allemands	1639,55 1603,07 1567,40	113,05 110,537 108,0775	303,09 296,348 289,76	—	49528,7 46646,— 43931,2	240,93 235,568 230,33	27,533 26,9210 26,323
100 liras italiennes	3,649 3,43668 3,2365	0,2516 0,23697 0,223175	0,6745 0,635312 0,5984	0,2276 0,214380 0,2019	—	0,5362 0,505013 0,4756	0,0612801 0,0577135 0,0543545
100 francs français	696,— 680,512 665,375	47,99 46,9235 45,88	128,66 125,801 123,00	43,415 42,4505 41,505	21025,2 19801,5 18649,—	—	11,6881 11,4281 11,1739
100 punts irlandais	6090,2 5954,71 5822,25	419,95 410,597 401,45	1125,85 1100,81 1076,35	379,9 371,457 363,2	183978,— 173270,— 163185,—	894,95 875,034 855,55	—

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 30 NOVEMBRE 1979**

(exprimés en unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	39,7897	2,74362	7,72386	2,48208	1157,79	5,84700	0,668201
	Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire						
100 francs belges	—	7,0520 6,89531 6,7420	19,852 19,4105 18,9785	6,38 6,2380 6,0990	3089,61 2909,79 2740,44	15,0290 14,6948 14,3680	1,71755 1,67934 1,64198
100 florins Pays-Bas	1483,25 1450,26 1418,—	—	287,90 281,503 275,245	92,5250 90,4673 88,4550	44807,4 42199,5 39743,4	217,960 213,113 208,380	24,9089 24,3548 23,8130
100 couronnes danoises ...	526,90 515,186 503,75	36,330 35,5237 34,735	—	32,870 32,1373 31,420	15917,1 14990,7 14118,2	77,43 75,7054 74,02	8,84854 8,65169 8,45922
100 marks allemands	1639,55 1603,07 1567,40	113,05 110,537 108,0775	318,26 311,165 304,23	—	49528,7 46646,— 43931,2	240,93 235,568 230,33	27,5330 26,9210 26,3230
100 liras italiennes	3,6490 3,43668 3,2365	0,2516 0,23697 0,223175	0,70830 0,667078 0,62825	0,2276 0,214380 0,2019	—	0,5362 0,505013 0,4756	0,0612801 0,0577135 0,0543545
100 francs français	696,— 680,512 665,375	47,99 46,9235 45,88	135,095 132,091 129,15	43,4150 42,4505 41,5050	21025,20 19801,50 18649,—	—	11,6881 11,4281 11,1739
100 pints irlandais	6090,20 5954,71 5822,25	419,950 410,597 401,450	1182,14 1155,84 1130,13	379,90 371,457 363,20	183978,— 178270,— 163185,—	894,95 875,034 855,55	—

**X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE**

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge 1						Indicateurs de divergence 2						
		Florin Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1979 ³	40,35	+ 0,84	+ 0,76	+ 1,67	+ 3,73	+ 1,32	+ 1,52	+ 70	+ 28	+ 30	- 17	- 27	+ 5	- 5
1979 ⁴	40,17	+ 0,29	+ 1,69	+ 0,81	+ 1,60	+ 1,19	+ 0,83	+ 41	+ 27	- 39	+ 1	- 14	+ 19	...
1979 ⁵	40,33	+ 1,48	+ 1,94	+ 1,47	+ 1,17	+ 1,98	+ 0,85	+ 67	- 5	- 26	- 7	+ 4	- 33	+ 23
1979 1 ^{er} trimestre ⁶	39,81	+ 1,02	+ 1,98	+ 0,60	+ 1,94	+ 0,91	+ 1,00	+ 43	- 6	- 49	+ 19	- 19	- 1	- 5
2 ^e trimestre	40,34	+ 1,12	+ 1,32	+ 1,67	+ 4,03	+ 1,71	+ 1,83	+ 78	+ 22	+ 11	- 6	- 32	- 8	- 11
3 ^e trimestre ⁷	40,47	+ 0,54	- 0,10	+ 1,92	+ 3,85	+ 1,03	+ 1,34	+ 68	+ 43	+ 68	- 37	- 24	+ 19	+ 1
3 ^e trimestre ⁸	40,17	+ 0,47	+ 2,19	+ 0,61	+ 2,34	+ 0,90	+ 1,10	+ 39	+ 16	- 63	+ 13	- 28	- 5	- 14
4 ^e trimestre ¹⁰	40,17	+ 0,27	+ 1,63	+ 0,84	+ 1,51	+ 1,23	+ 0,80	+ 41	+ 28	- 36	...	- 12	- 21	+ 2
4 ^e trimestre ¹¹	40,33	+ 1,48	+ 1,94	+ 1,47	+ 1,17	+ 1,98	+ 0,85	+ 67	- 5	- 26	- 7	+ 4	- 33	+ 23
1980 1 ^{er} trimestre	40,54	+ 1,58	+ 0,87	+ 1,20	+ 1,53	+ 1,90	+ 0,84	+ 70	- 8	+ 24	+ 14	+ 6	- 26	+ 26
2 ^e trimestre	40,36	+ 0,71	- 0,04	+ 0,08	- 0,64	+ 1,35	+ 0,45	+ 29	- 6	+ 29	+ 34	+ 31	- 41	+ 6
1979 Juillet	40,51	+ 0,31	...	+ 1,86	+ 3,56	+ 1,05	+ 1,51	+ 67	+ 52	+ 63	- 34	- 19	+ 17	- 7
Août	40,50	+ 0,58	- 0,24	+ 1,87	+ 4,13	+ 1,08	+ 1,22	+ 67	+ 38	+ 73	- 35	- 27	+ 14	+ 5
Septembre ⁹	40,38	+ 0,67	- 0,03	+ 2,09	+ 3,84	+ 0,93	+ 1,28	+ 71	+ 38	+ 68	- 43	- 27	+ 28	+ 7
Septembre ⁸	40,17	+ 0,47	+ 2,19	+ 0,61	+ 2,34	+ 0,90	+ 1,10	+ 39	+ 16	- 63	+ 13	- 28	- 5	- 14
Octobre	40,15	+ 0,21	+ 1,92	+ 0,60	+ 1,69	+ 0,98	+ 0,91	+ 38	+ 28	- 51	+ 11	- 17	- 11	- 6
Novembre ¹²	40,20	+ 0,33	+ 1,29	+ 1,12	+ 1,30	+ 1,53	+ 0,66	+ 45	+ 28	- 18	- 14	- 8	- 34	+ 11
Novembre ¹³	40,28	+ 0,74	+ 2,20	+ 1,61	+ 0,70	+ 1,80	+ 0,98	+ 60	+ 24	- 43	- 25	+ 10	- 30	+ 11
Décembre	40,34	+ 1,52	+ 1,93	+ 1,46	+ 1,20	+ 1,99	+ 0,84	+ 68	- 7	- 25	- 6	+ 3	- 33	+ 24
1980 Janvier	40,43	+ 1,46	+ 0,97	+ 1,34	+ 1,29	+ 1,89	+ 0,81	+ 70	- 2	+ 20	+ 5	+ 6	- 25	+ 27
Février	40,58	+ 1,56	+ 0,96	+ 1,28	+ 1,95	+ 1,80	+ 0,88	+ 72	- 5	+ 23	+ 12	...	- 18	+ 26
Mars	40,63	+ 1,72	+ 0,68	+ 0,96	+ 1,36	+ 2,00	+ 0,82	+ 67	- 18	+ 30	+ 26	+ 11	- 36	+ 24
Avril	40,46	+ 0,88	+ 0,04	+ 0,18	+ 0,08	+ 1,75	+ 0,75	+ 39	- 5	+ 34	+ 41	+ 23	- 53	+ 2
Mai	40,34	+ 0,58	- 0,26	+ 0,20	- 0,63	+ 1,14	+ 0,19	+ 27	- 1	+ 37	+ 23	+ 31	- 32	+ 16
Juin	40,27	+ 0,66	+ 0,07	- 0,11	- 1,34	+ 1,15	+ 0,41	+ 22	- 11	+ 17	+ 38	+ 39	- 38	+ 2
Juillet	40,27	+ 0,88	+ 0,30	- 0,17	- 2,13	+ 1,32	+ 0,85	+ 24	- 19	+ 9	+ 45	+ 53	- 44	- 16

1 Formule = $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges} - \text{cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

2 Le signe - indique que le cours de change de l'Ecu dans une monnaie est inférieur au cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie et que celle-ci a donc tendance à s'apprécier vis-à-vis de la moyenne communautaire. Le signe + indique évidemment une situation inverse.

3 Moyennes du 13 mars au 21 septembre 1979.

4 Moyennes du 24 septembre au 29 novembre 1979.

5 Moyennes du 30 novembre au 31 décembre 1979.

6 Moyennes du 13 au 31 mars 1979.

7 Moyennes du 1^{er} juillet au 21 septembre 1979.

8 Moyennes du 24 au 30 septembre 1979.

9 Moyennes du 1^{er} au 21 septembre 1979.

10 Moyennes du 1^{er} octobre au 29 novembre 1979.

11 Moyennes du 30 novembre au 31 décembre 1979.

12 Moyennes du 1^{er} au 29 novembre 1979.

13 Cours du 30 novembre 1979.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Parités mai 1970 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

Moyennes journalières	Franc belge			Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Indice B.N.B. pondéré par les			Indices du Fonds Monétaire International										
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.												
1972	103,5	104,0	103,3	89,8	107,1	114,5	101,7	96,7	98,5	102,4	101,8	106,1	99,9	100,0
1973	105,0	106,3	104,4	82,3	119,3	123,2	106,3	87,5	89,7	105,7	103,6	118,3	106,4	104,8
1974	106,4	107,2	105,5	84,2	125,5	115,4	99,3	84,8	81,0	111,7	103,5	128,6	107,2	111,0
1975	108,1	108,9	106,6	83,5	127,6	111,7	109,3	78,3	77,8	113,5	108,8	145,0	111,1	114,5
1976	110,5	110,7	107,1	87,7	132,3	115,7	103,7	66,3	63,7	115,8	109,2	157,0	113,5	115,9
1977	116,8	117,3	111,9	86,7	143,1	128,1	98,5	63,0	58,6	121,5	105,9	161,5	113,7	116,6
1978	121,9	122,3	114,9	78,6	153,1	158,9	98,6	63,9	55,7	124,5	98,3	201,1	114,8	108,3
1979	123,8	125,4	116,8	77,0	162,1	148,4	100,3	68,7	54,4	126,9	100,4	209,3	114,7	107,4
1978 2 ^e trimestre	120,4	121,7	114,4	80,7	151,3	152,0	98,8	62,4	56,2	124,4	98,1	190,8	115,0	107,7
3 ^e trimestre	119,5	121,0	113,0	76,6	150,5	171,5	100,3	63,3	55,7	122,4	98,2	210,1	113,4	105,8
4 ^e trimestre	123,2	125,1	116,3	75,2	158,0	171,2	99,2	63,6	54,4	126,1	98,8	211,7	116,6	108,0
1979 1 ^{er} trimestre	124,0	126,8	117,2	76,1	160,0	161,5	100,1	64,9	53,9	127,5	98,7	206,5	118,0	106,9
2 ^e trimestre	121,8	124,3	115,6	77,8	159,1	150,0	99,1	68,3	54,3	126,1	99,6	205,6	114,5	107,1
3 ^e trimestre	122,7	125,4	116,8	76,3	162,3	147,1	99,8	71,9	55,0	126,3	101,4	211,1	113,6	107,4
4 ^e trimestre	123,7	126,8	117,6	77,7	166,8	134,8	102,0	69,6	54,5	127,5	101,9	213,9	112,8	108,2
1980 1 ^{er} trimestre	122,8	126,2	117,3	77,9	166,9	131,7	102,2	72,1	54,4	128,4	101,8	209,9	107,5	109,3
2 ^e trimestre	^p 123,2	^p 126,7	117,8	77,7	164,4	139,0	101,6	74,5	53,0	127,6	101,4	207,8	106,0	110,0
1979 Juillet	122,4	125,0	116,7	76,1	161,7	148,7	99,6	72,9	54,8	125,9	101,1	210,0	113,4	106,7
Août	122,4	125,1	116,7	76,5	161,7	148,1	99,6	72,3	55,1	126,2	101,4	209,4	113,1	107,4
Septembre	123,2	126,4	117,0	76,3	163,6	144,5	100,3	70,5	55,2	126,9	101,6	213,9	114,3	107,9
Octobre	123,6	126,8	117,4	77,3	165,1	139,7	101,0	69,4	54,4	126,8	101,8	213,6	114,2	109,0
Novembre	123,7	127,0	117,8	78,6	166,6	132,1	102,0	68,9	54,5	127,0	101,9	212,3	114,2	108,2
Décembre	123,6	126,8	117,7	77,2	168,7	132,6	103,1	70,5	54,6	128,7	101,9	215,8	109,9	107,5
1980 Janvier	123,5	126,8	117,9	76,5	168,7	133,6	103,2	72,3	54,8	128,8	102,0	215,5	108,7	108,2
Février	123,0	126,3	117,7	77,2	167,8	130,8	102,5	70,7	54,9	128,7	102,2	211,7	107,9	109,7
Mars	122,0	125,2	116,4	79,9	164,1	130,8	100,9	73,3	53,5	127,8	101,1	202,4	105,8	110,1
Avril	122,4	125,5	117,3	80,7	162,9	129,7	101,1	74,1	52,8	127,0	101,1	204,7	105,4	110,6
Mai	123,5	126,9	117,9	77,1	164,9	140,5	101,5	74,5	53,2	127,6	101,5	208,8	105,8	109,8
Juin	^p 124,0	^p 127,4	118,3	75,4	165,4	146,9	102,1	74,8	53,1	128,1	101,5	209,8	106,7	109,6
Juillet	^p 124,1	^p 127,6												

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome I, no 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1979 : « Le système monétaire européen », LIV^e année, tome II, no 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X :

« Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin », LIV^e année, tome II, no 6, décembre 1979) : « Système monétaire européen : Mise à jour des données ». — *International Financial Statistics (F.M.I.)*, Bulletin du F.M.I.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total (9) = (5) + (8)
	Recettes		Dépenses		Solde (5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	Recettes (6)	Dépenses ⁴ (7)	Solde (8) = (6) - (7)	
	non compris les recettes <i>cédées</i> aux Communautés Européennes	y compris	non compris	y compris					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)		
1974	512,8	522,6	513,4	523,2	- 0,6	5,7	62,9	- 57,2	- 57,8
1975	609,5	620,0	652,3	662,8	- 42,8	7,6	78,6	- 71,0	- 113,8
1976	696,2	708,4	750,5	762,7	- 54,3	8,2	85,5	- 77,3	- 131,6
1977	785,5	798,0	860,6	873,1	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	- 161,7
1978 3 premiers mois	181,3	184,1	281,4	284,2	- 100,1	2,4	25,4	- 23,0	- 123,1
6 premiers mois	400,7	406,6	538,3	544,2	- 137,6	4,8	50,2	- 45,4	- 183,0
9 premiers mois	630,8	639,6	759,4	768,2	- 128,6	7,5	78,2	- 70,7	- 199,3
12 mois	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979 3 premiers mois	190,0	196,5	291,7	298,2	- 101,7	2,8	37,3	- 34,5	- 136,2
5 premiers mois	349,8	360,9	469,4	480,5	- 119,6	5,0	51,3	- 46,3	- 165,9
6 premiers mois	424,6	438,1	566,4	579,9	- 141,8	6,1	59,7	- 53,6	- 195,4
7 premiers mois	545,0	561,0	664,4	680,4	- 119,4	7,3	70,9	- 63,6	- 183,0
8 premiers mois	610,5	628,9	724,2	742,6	- 113,7	8,3	79,6	- 71,3	- 185,0
9 premiers mois	670,2	690,8	800,5	821,1	- 130,3	9,4	90,8	- 81,4	- 211,7
10 premiers mois	778,3	801,4	883,5	906,6	- 105,2	10,5	101,0	- 90,5	- 195,7
11 premiers mois	841,5	867,0	950,8	976,3	- 109,3	11,6	114,8	- 103,2	- 212,5
12 mois	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980 1 ^{er} mois	83,6	86,1	99,3	101,8	- 15,7	1,1	15,2	- 14,1	- 29,8
2 premiers mois	149,7	154,8	198,9	204,0	- 49,2	2,1	26,0	- 23,9	- 73,1
3 premiers mois	208,1	215,8	309,4	317,1	- 101,3	3,1	40,5	- 37,4	- 138,7
4 premiers mois	313,0	323,3	431,7	442,0	- 118,7	4,1	53,1	- 49,0	- 167,7
5 premiers mois	378,3	391,2	518,6	531,5	- 140,3	5,0	62,8	- 57,8	- 198,1

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres des colonnes (1) et (3) comprennent certaines recettes fiscales (et les dépenses correspondantes) qui étaient, jusqu'en 1977, affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, au Fonds des Routes, au Fonds Spécial

des Communes et aux Communautés Européennes. Les droits de douane, et à partir de 1979, la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, *cédées* comme moyens propres aux Communautés Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissements de la dette 2	Résultat de caisse	Placements spéciaux 3	Total à financer	Financement							
							Produit net d'emprunts consolidés 4	Variations de la dette flottante 5					Total	
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers 6		(18) = (8) à (12)
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (8)	(5)	(6) = (4) + (5) ou - (7) + (13)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (8) à (12)		
1974	- 57,8	+ 4,3	- 39,3	- 92,8	...	- 92,8	+ 84,9	+ 4,7	- 3,2	+ 2,3	...	+ 4,1	+ 7,9	
1975	-113,8	+ 9,6	- 35,0	-139,2	...	-139,2	+122,8	- 0,9	+ 15,2	+ 3,7	...	- 1,6	+ 16,4	
1976	-131,6	+ 0,5	- 47,5	-178,6	...	-178,6	+126,7	+ 16,4	+ 27,6	+ 7,4	...	+ 0,5	+ 51,9	
1977	-161,7	- 1,5	- 48,6	-211,8	...	-211,8	+178,6	+ 16,4	+ 26,1	+ 3,1	...	- 12,4	+ 33,2	
									Fonds des Rentes	Autres				
1978 3 premiers mois	-123,1	+ 5,2	- 14,6	-132,5	...	-132,5	+ 66,1	...	+ 5,7	+ 55,1	+ 5,8	...	- 0,2	+ 66,4
6 premiers mois	-183,0	+ 10,3	- 27,4	-200,1	...	-200,1	+114,3	...	+ 34,2	+ 42,9	+ 9,1	...	- 0,4	+ 85,8
9 premiers mois	-199,3	+ 7,8	- 40,9	-232,4	...	-232,4	+164,9	...	+ 25,9	+ 33,7	- 0,9	+ 7,6	+ 1,2	+ 67,5
12 mois	-178,7	+ 1,8	- 56,9	-233,8	...	-233,8	+194,0	...	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979 3 premiers mois	-136,2	+ 1,4	- 17,8	-152,6	...	-152,6	+ 35,4	...	+ 13,3	+107,2	- 2,8	- 0,2	- 0,3	+117,2
5 premiers mois	-165,9	+ 2,3	- 29,3	-192,9	...	-192,9	+ 53,5	...	+ 34,7	+ 89,5	+ 1,1	+ 14,5	- 0,4	+139,4
6 premiers mois	-195,4	+ 12,2	- 37,4	-220,6	...	-220,6	+112,6	...	+ 33,1	+ 43,4	+ 3,2	+ 28,7	- 0,4	+108,0
7 premiers mois	-183,0	+ 5,7	- 44,4	-221,7	...	-221,7	+112,6	...	+ 15,8	+ 51,5	+ 3,4	+ 38,8	- 0,4	+109,1
8 premiers mois	-185,0	- 1,3	- 51,2	-237,5	...	-237,5	+112,6	...	+ 14,5	+ 70,3	+ 1,8	+ 38,8	- 0,5	+124,9
9 premiers mois	-211,7	+ 6,5	- 58,3	-263,5	...	-263,5	+181,1	...	+ 31,7	+ 17,3	- 4,8	+ 38,9	- 0,7	+ 82,4
10 premiers mois	-195,7	+ 3,3	- 67,0	-259,4	...	-259,4	+181,1	...	+ 31,9	+ 11,1	- 2,4	+ 38,4	- 0,7	+ 78,3
11 premiers mois	-212,5	- 0,2	- 73,5	-286,2	...	-286,2	+186,0	...	+ 19,9	+ 47,4	- 4,0	+ 36,2	+ 0,7	+100,2
12 mois	-204,8	- 0,7	- 79,3	-284,8	...	-284,8	+209,0	...	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980 1 ^{er} mois	- 29,8	+ 6,3	- 5,8	- 29,3	...	- 29,3	+ 13,9	...	- 12,3	+ 25,4	+ 9,1	- 6,8	...	+ 15,4
2 premiers mois	- 73,1	- 2,1	- 12,5	- 87,7	...	- 87,7	+ 75,8	...	+ 10,1	+ 11,7	- 3,7	- 6,1	- 0,1	+ 11,9
3 premiers mois	-138,7	+ 0,8	- 18,2	-156,1	...	-156,1	+ 78,2	...	+ 20,2	+ 46,0	+ 1,2	+ 10,7	- 0,2	+ 77,9
4 premiers mois	-167,7	- 3,2	- 24,6	-195,5	...	-195,5	+ 86,0	...	+ 2,1	+ 84,9	+ 10,4	+ 12,5	- 0,4	+109,5
5 premiers mois	-198,1	- 1,0	- 30,4	-229,5	...	-229,5	+ 98,6	...	+ 21,2	+ 88,0	+ 3,3	+ 18,7	- 0,3	+130,9

1 Cf. tableau XI-1.

2 Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

3 Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

4 Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

5 Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

6 Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra-budgétaires 2	Besoins nets de financement du Trésor 3 4	Couverture 5						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante 6	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentés et financés par des avances de la B.N.B.	Dette en monnaies étrangères 7	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1974	- 57,8	+ 0,4	- 57,4	+ 50,9	+ 3,3	+ 54,2	+ 4,7	...	- 1,5	+ 3,2
1975	-113,8	+ 4,5	-109,3	+ 94,4	+ 14,3	+108,7	- 0,9	+ 2,9	- 1,4	+ 0,6
1976	-131,6	- 1,5	-133,1	+ 82,3	+ 34,9	+117,2	+ 16,3	+ 0,7	- 1,1	+ 15,9
1977	-161,7	- 5,7	-167,4	+134,7	+ 17,6	+152,3	+ 16,4	- 0,8	- 0,5	+ 15,1
1978 3 premiers mois	-123,1	+ 5,0	-118,1	+ 51,6	+ 60,8	+112,4	...	+ 5,7	...	+ 5,7
6 premiers mois	-183,0	+ 7,5	-175,5	+ 89,9	+ 51,6	+141,5	...	+ 34,2	- 0,2	+ 34,0
9 premiers mois	-199,3	+ 4,4	-194,9	+127,7	+ 34,0	+161,7	...	+ 25,9	+ 7,3	+ 33,2
12 mois	-178,7	- 4,2	-182,9	+143,7	+ 14,3	+158,0	...	+ 13,2	+ 11,7	+ 24,9
1979 3 premiers mois	-136,2	+ 0,1	-136,1	+ 18,9	+104,3	+123,2	...	+ 13,3	- 0,4	+ 12,9
5 premiers mois	-165,9	+ 0,7	-165,2	+ 26,0	+ 97,3	+123,3	...	+ 27,7	+ 14,2	+ 41,9
6 premiers mois	-195,4	+ 8,7	-186,7	+ 78,9	+ 46,2	+125,1	...	+ 33,2	+ 28,4	+ 61,6
7 premiers mois	-183,0	+ 1,9	-181,1	+ 72,3	+ 54,6	+126,9	...	+ 15,8	+ 38,4	+ 54,2
8 premiers mois	-185,0	+ 4,8	-189,8	+ 65,3	+ 71,6	+136,9	...	+ 14,5	+ 38,4	+ 52,9
9 premiers mois	-211,7	+ 1,8	-209,9	+127,8	+ 12,0	+139,8	...	+ 31,7	+ 38,4	+ 70,1
10 premiers mois	-195,7	- 2,3	-198,0	+120,0	+ 8,2	+128,2	...	+ 31,9	+ 37,9	+ 69,8
11 premiers mois	-212,5	- 5,8	-218,3	+113,6	+ 44,2	+157,8	...	+ 19,9	+ 40,6	+ 60,5
12 mois	-204,8	- 7,0	-211,8	+126,1	+ 7,0	+133,1	...	+ 36,5	+ 42,2	+ 78,7
1980 1 ^{er} mois	- 29,8	+ 6,5	- 23,3	- 11,7	+ 34,5	+ 22,8	...	- 12,3	+ 12,8	+ 0,5
2 premiers mois	- 73,1	- 3,5	- 76,6	+ 42,2	+ 8,0	+ 50,2	...	+ 10,1	+ 16,3	+ 26,4
3 premiers mois	-138,7	- 0,4	-139,1	+ 36,3	+ 47,0	+ 83,3	...	+ 20,2	+ 35,6	+ 55,8
4 premiers mois	-167,7	- 4,7	-172,4	+ 37,9	+ 95,1	+133,0	...	+ 2,1	+ 37,3	+ 39,4
5 premiers mois	-198,1	- 2,0	-200,1	+ 28,4	+ 91,1	+119,5	...	+ 21,2	+ 59,4	+ 80,6

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses s'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en

question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte.

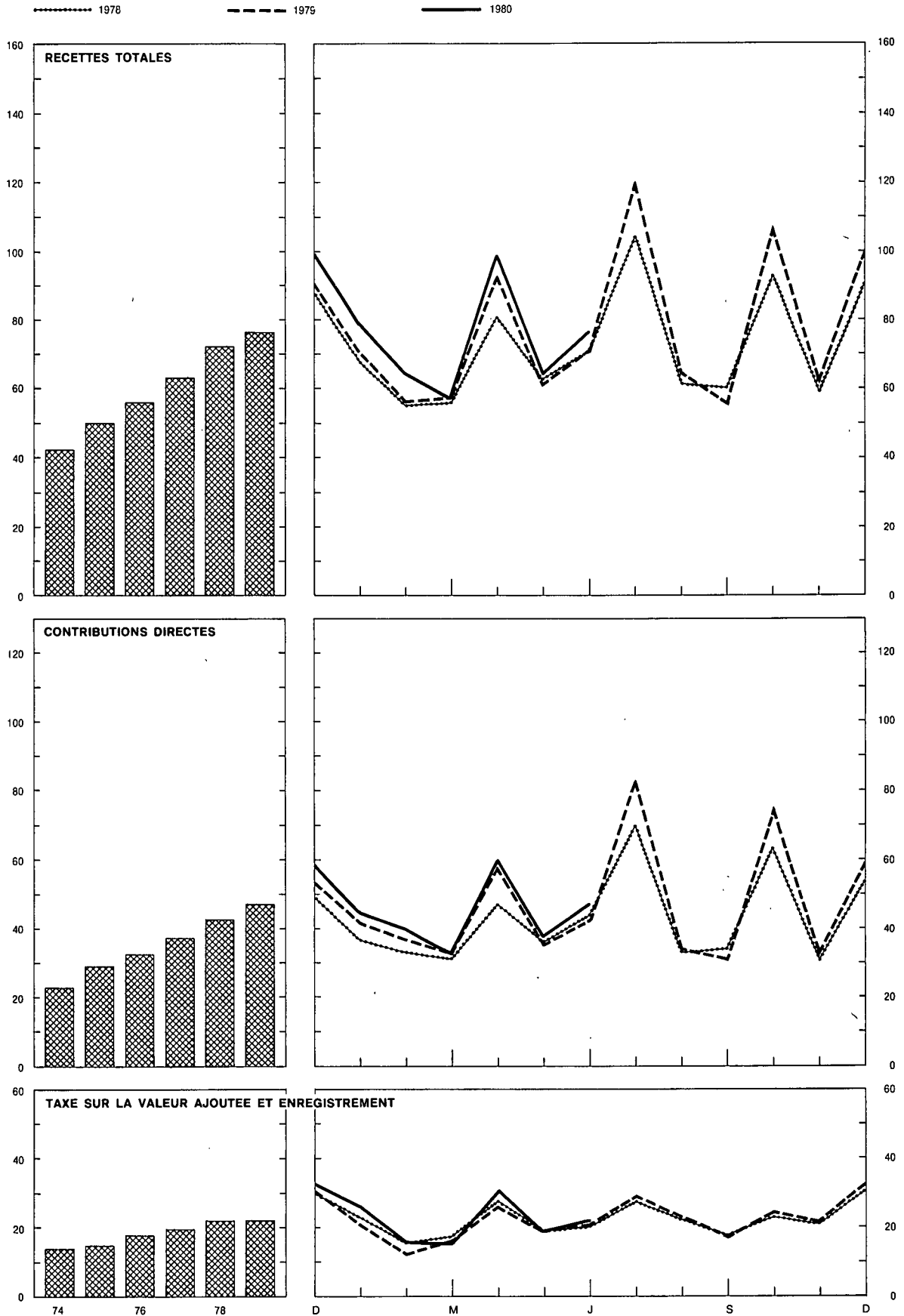
⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

⁷ Etant donné que son produit est cédé à la B.N.B. contre francs belges par le Trésor, cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE (1)

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



(1) Y compris les droits de douane et, à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales ^{(7) = (5) + (6)}	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes ^{(11) = (8) + (10)}
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total ^{(5) = (1) + (8) + (4)}			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total ^{(10) = (1) + (8) + (9)}	
1975	349,4	78,5	62,4	179,5	591,3	6,6	597,9	73,0	179,5	601,9	608,5
1976	388,0	91,7	68,7	215,2	671,9	7,2	679,1	80,8	215,2	684,0	691,2
1977	448,2	104,0	72,2	236,6	757,0	7,9	764,9	84,7	236,6	769,5	777,4
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1978 2 ^e trimestre	127,5	24,1	18,2	66,7	212,4	2,0	214,4	21,3	66,7	215,5	217,5
3 ^e trimestre	136,9	31,0	19,0	67,3	223,2	2,7	225,9	21,9	67,3	226,1	228,8
4 ^e trimestre	148,5	52,0	17,9	74,6	241,0	2,5	243,5	21,0	74,6	244,1	246,6
1979 1 ^{er} trimestre	111,9	2,7	19,2	50,7	181,8	2,6	184,4	22,3	54,2	188,4	191,0
2 ^e trimestre	135,8	28,9	20,0	67,1	222,9	3,0	225,9	23,6	70,5	229,9	232,9
3 ^e trimestre	148,8	38,3	19,0	69,8	237,6	3,1	240,7	22,6	73,4	244,8	247,9
4 ^e trimestre	167,4	59,7	20,6	79,1	267,1	3,0	270,1	24,1	82,6	274,1	277,1
1980 1 ^{er} trimestre	118,6	1,7	20,3	59,5	198,4	2,8	201,2	24,2	63,2	206,0	208,8
2 ^e trimestre	145,3	27,0	20,1	72,0	237,4	2,7	240,1	24,4	75,7	245,4	248,1
1979 Juin	42,5	1,3	6,4	21,4	70,3	1,1	71,4	7,7	22,6	72,8	73,9
Juillet	83,0	34,8	6,6	29,3	118,9	1,1	120,0	7,9	30,5	121,4	122,5
Août	34,3	0,5	6,1	23,3	63,7	1,0	64,7	7,3	24,5	66,1	67,1
Septembre	31,5	3,0	6,3	17,2	55,0	1,0	56,0	7,4	18,4	57,3	58,3
Octobre	75,3	33,5	6,5	24,6	106,4	1,0	107,4	7,8	25,7	108,8	109,8
Novembre	33,2	0,7	6,7	21,8	61,7	1,0	62,7	7,9	23,0	64,1	65,1
Décembre	58,9	25,4	7,2	32,7	98,8	0,9	99,7	8,5	33,9	101,3	102,2
1980 Janvier	45,3	1,5	6,8	26,5	78,6	1,0	79,6	8,1	27,7	81,1	82,1
Février	40,3	...	6,7	16,7	63,7	0,9	64,6	8,0	18,0	66,3	67,2
Mars	33,0	0,2	6,8	16,3	56,1	0,9	57,0	8,1	17,5	58,6	59,5
Avril	60,1	25,3	7,0	31,2	98,3	0,9	99,2	8,4	32,4	100,9	101,8
Mai	37,9	0,2	6,4	18,9	63,2	0,9	64,1	7,8	20,2	65,9	66,8
Juin	47,3	1,5	6,7	21,9	75,9	0,9	76,8	8,2	23,1	78,6	79,5

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Certaines de ces recettes fiscales étaient, jusqu'en 1977, affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, au Fonds des Routes, au Fonds Spécial des Communes

et aux Communautés Européennes. Non compris les droits de douane et à partir de 1979 une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Droits de succession.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1979		1979 : Juin		1980 : Juin	
	Recettes effectuées	Evaluations	Recettes effectuées	Evaluations	Recettes effectuées	Evaluations
A. Recettes courantes ² :						
I. Contributions directes	563,9	562,8	42,5	44,9	47,3	48,1
précompte immobilier	1,5	1,4	0,1	0,1	...	...
précompte mobilier	48,2	48,8	6,0	5,4	7,5	7,4
versements anticipés	129,6	117,1	1,3	1,4	1,5	2,0
impôts de sociétés (rôles)	3,0	4,7	- 1,3	- 1,3	0,3	0,4
impôts de personnes physiques (rôles)	42,9	39,8	3,2	3,2	2,0	1,8
précompte professionnel	326,8	338,6	32,1	34,9	34,8	35,3
divers	11,9	12,4	1,1	1,2	1,2	1,2
II. Douanes et accises	78,8	72,7	6,4	5,6	6,7	6,5
III. T.V.A. et enregistrement	266,7	279,5	21,4	21,4	21,9	23,2
B. Recettes en capital	11,7	12,0	1,1	1,0	0,9	1,1
Total ² ...	921,1	927,0	71,4	72,9	76,8	78,9
Différence par rapport aux évaluations ...	- 5,9		- 1,5			
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	948,9	952,6	73,9	.....	79,5	.....
Différence par rapport aux évaluations ...	- 3,7					

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur Belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statis-*

tique de l'I.N.S. — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLIII^e année, tome I, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, no 5; novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, tome I, no 5, mai 1974, « Le année, tome I, no 4, avril 1975 et LVI^e année, tome II, no 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. - Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1977

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (18) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes principalement monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)			
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	.....	1,2	—	.....	.....	2,7	200,1	—	23,9	0,3	12,6	2,1	242,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances	15,4	.....	.....	.....	.....	446,3	—	5,6	.....	9,5	.....	.....	476,8
	Obligations	71,7	.....	.....	.....	.....	7,6	11,2	—	26,6	37,0	.....	.....	154,1
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	0,3	.....	.....	.....	.....	.....	—	435,4	102,5	416,0	.....	956,8
	Divers .....	.....	9,7	9,9	.....	.....	93,8	.....	.....	0,3	4,1	0,2	.....	118,0
	(Actions et parts)	(515,6)	(5,3)	(2,7)	(0,1)	(...)	(2,7)	(—)	(1,9)	(11,1)	(...)	(...)	(...)	(539,4)
	Total ...	87,1	11,2	9,9	...	96,4	10,3	657,6	—	491,8	143,9	438,3	2,1	1.948,6	
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	.....	.....	.....	.....	.....	0,1	1,2	—	1,4	.....	1,7	.....	4,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5	.....	.....	.....	.....	1,0	2,7	—	0,2	.....	11,9	.....	16,3
	Certificats à un an au plus .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1,2	—	1,5	.....	0,1	.....	2,8
	Obligations accessibles à tout placeur	39,1	2,8	.....	0,2	0,1	0,4	16,7	1,6	16,1	9,1	1,5	.....	87,6
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	.....	0,2	.....	0,4	28,2	.....	11,5	6,3	5,9	1,9	54,5
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	5,1	.....	0,4	0,2	50,5	.....	56,2
Divers	14,1	0,1	11,6	0,5	.....	2,8	.....	.....	.....	.....	0,1	19,5	48,7	
(Actions et parts)	(0,7)	.....	(26,3)	(18,3)	(...)	.....	(0,2)	(—)	(0,6)	(0,3)	(1,0)	(0,7)	(...)	(48,1)
	Total ...	53,7	3,0	11,6	0,9	0,1	9,8	50,0	1,6	31,1	15,6	71,7	21,4	270,5	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	7,0	.....	.....	4,2	.....	6,3	80,3	.....	.....	.....	.....	36,1	133,9
	Certificats à un an au plus	—	0,1	.....	2,5	.....	12,9	48,6	2,8	22,4	.....	66,3	.....	155,6
	Obligations accessibles à tout placeur	312,2	5,3	.....	5,0	9,2	1,5	296,8	10,9	134,6	100,7	49,2	.....	925,4
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	.....	.....	.....	1,2	53,4	.....	10,2	1,2	0,3	.....	66,5
	Divers .....	.....	6,9	.....	.....	25,2	1,0	3,9	.....	12,9	7,5	0,9	.....	58,3
	Total ...	319,2	12,5	—	11,7	34,4	22,9	483,0	13,7	180,1	109,4	116,7	36,1	1.339,7	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	0,4	.....	.....	.....	.....	.....	0,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	40,8	.....	.....	.....	4,8	.....	45,6
	Obligations accessibles à tout placeur	66,5	0,2	.....	0,7	0,2	0,2	37,9	3,3	25,6	16,7	6,7	.....	158,0
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	9,6	.....	17,1	1,8	21,4	0,6	50,5
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	7,7	.....	.....	.....	.....	.....	.....	27,7	.....	222,7	.....	258,1
Divers	6,0	1,3	10,7	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	0,6	.....	18,6	
	Total ...	72,5	9,2	10,7	0,7	0,2	0,2	88,7	3,3	70,4	18,5	256,2	0,6	531,2	
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	0,9	.....	.....	.....	.....	.....	0,9
	Certificats à un an au plus .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1,0	1,8	.....	2,8
	Obligations accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	0,3	.....	7,9	.....	5,0	1,7	0,4	.....	15,3
	Réserves de sécurité sociale	20,6	12,1	32,7
Divers	69,7	.....	3,6	.....	.....	.....	0,2	2,6	.....	3,0	.....	8,7	87,8	
	Total ...	90,3	.....	3,6	.....	0,3	12,3	11,4	.....	5,0	5,7	2,2	8,7	139,5
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	4,0	.....	.....	.....	.....	.....	4,0
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	.....	0,2	.....	.....	.....	0,5	75,5	.....	8,8	.....	18,6	1,5	105,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	179,0	.....	0,4	.....	.....	.....	179,4
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ¹ .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Obligations	16,5	.....	.....	0,1	0,1	.....	873,5	.....	.....	.....	.....	.....	873,5
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	34,5	.....	2,1	6,0	.....	.....	59,3
	Divers .....	.....	5,9	15,9	.....	.....	.....	26,7	.....	.....	.....	.....	.....	42,6
(Actions et parts)	(0,3)	(1,0)	.....	.....	1,6	.....	6,0	.....	4,5	.....	.....	.....	34,6	
	Total ...	16,5	6,1	32,5	0,1	1,7	0,5	1.199,2	.....	15,8	6,0	18,6	1,5	1.298,5

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	(1)													
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	678,0	6,0	2,7	35,4	3,3	—	—	10,7	4,0	1,4	—	741,5	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	8,1	7,0	—	—	—	—	15,8	
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	1.068,3	—	—	—	—	—	1.068,3	
	Autres dépôts en devises à un an au plus	35,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,8	
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	298,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	298,1	
	Autres dépôts à un an au plus	218,1	0,1	—	—	4,5	—	—	7,1	—	1,8	—	231,6	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	174,9	—	—	—	—	174,9	
	Dépôts à plus d'un an	30,9	—	—	—	—	—	1,1	—	0,1	—	—	32,1	
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	103,5	—	—	—	—	—	0,4	—	0,4	0,5	—	104,8	
	Divers	0,3	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	0,2	105,2	
	(Actions et parts)	(32,5)	—	(0,2)	—	—	—	(2,9)	(...)	(1,0)	(0,8)	—	(37,4)	
	Total ...	1.364,7	6,1	3,0	35,4	7,8	1.076,4	183,4	...	18,9	4,5	3,5	104,4	2.808,1
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	10,2	—	—	—	—	10,2
		Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	0,3	0,4	—	4,7	—	1,6	7,0
Divers		—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	0,4	3,2	
Total ...	—	—	2,8	—	—	0,3	10,6	—	4,7	—	1,6	0,4	20,4	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Monnaie	35,6	0,3	—	0,4	4,9	0,2	—	—	3,4	3,3	0,1	48,2	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,2	—	—	0,3	—	4,5	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	494,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	494,5	
	Autres dépôts à un an au plus	35,7	3,4	0,4	1,4	5,6	6,5	—	—	20,4	2,5	—	75,9	
	Dépôts à plus d'un an	66,0	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	66,1	
	Bons de caisse à un an au plus	28,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	28,3	
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	154,0	—	—	—	—	—	4,5	—	0,9	0,6	0,6	160,6	
	Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1	
	Divers	11,5	—	0,4	11,9	—	0,1	0,2	—	0,1	—	—	32,0	
(Actions et parts)	(3,2)	—	—	—	—	—	—	(—)	(2,0)	(0,9)	—	(6,1)		
Total ...	826,7	3,7	0,8	13,7	10,5	6,9	9,0	...	1,0	24,4	6,7	32,1	935,5	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Réserves de sécurité sociale	91,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	91,3	
	Réserves mathématiques	337,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	337,4	
	Divers	6,1	—	0,4	—	0,2	—	—	—	—	—	1,3	8,0	
	(Actions et parts)	(3,3)	—	—	—	—	—	—	(—)	(0,1)	(...)	(—)	(3,4)	
Total ...	434,8	...	0,4	...	0,2	...	...	...	...	...	...	1,3	436,7
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie	7,7	—	—	—	—	—	0,1	—	0,2	—	—	8,0	
	Argent à très court terme (francs belges)	0,1	—	—	—	—	0,1	0,6	—	1,2	—	—	2,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	0,1	2,2	—	0,5	—	4,7	7,5	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	86,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	86,4	
	Autres dépôts à un an au plus	19,0	5,5	—	19,3	7,5	0,7	2,7	—	0,4	2,5	0,1	57,7	
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	50,0	—	—	0,1	—	—	—	—	1,4	0,2	—	51,7	
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	0,8	4,9	—	—	—	—	5,7	
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	354,6	0,5	—	1,2	5,2	7,1	65,1	1,7	63,1	27,0	10,6	536,1	
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	—	—	—	2,3	8,6	14,5	—	47,5	18,4	3,2	102,6	
	Divers	2,2	—	25,9	—	—	—	—	—	0,3	—	0,7	83,9	
	(Actions et parts)	(0,3)	(...)	(1,6)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(0,1)	(...)	(...)	(...)	(2,8)
Total ...	520,0	6,0	25,9	20,6	15,0	17,4	90,1	1,7	113,0	49,5	19,5	62,9	941,6	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)			12,7	9,5	...	67,7	2,4	29,9	15,5	11,0	—	148,7
(12) = (1) à (11)	Total des créances	3.785,5	70,5	101,2	83,1	176,1	1.157,0	2.850,7	22,7	961,7	393,0	946,0	271,5	10.819,0

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises privées et particulières (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)			Organismes principalement monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)		
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particulières (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	20,3	1,0	—	—	—	2,8	216,1	—	26,8	...	12,1	2,1	260,9
		Engagements en comptes courants ou d'avances	74,5	...	...	...	...	8,9	511,6	—	8,9	...	7,4	...	548,2
		Obligations .....	...	...	...	...	...	...	12,0	—	26,7	36,6	...	...	158,7
		Autres emprunts à plus d'un an .....	...	0,3	...	...	2,2	...	...	—	498,9	116,9	479,2	...	1.097,5
		Divers .....	...	11,1	8,2	...	101,8	...	...	—	0,3	3,9	0,2	...	125,5
		(Actions et parts)	(558,0)	(5,9)	(2,5)	...	(0,1)	(...)	(2,4)	(—)	(2,7)	(12,6)	(...)	(...)	(584,2)
	Total ...	94,8	12,4	8,2	...	104,0	11,7	739,7	—	561,6	157,4	498,9	2,1	2.190,8	
Secteurs nationaux non financiers	Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,5	...	...	...	0,1	2,4	—	1,3	...	0,8	...	4,6	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	1,4	1,0	—	...	...	10,0	...	12,9	
		Certificats à un an au plus .....	...	...	...	...	...	1,2	...	...	...	...	...	1,2	
		Obligations accessibles à tout placeur	45,7	1,6	...	0,3	0,1	0,3	20,9	2,2	20,4	9,0	2,5	...	103,0
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	...	0,2	...	1,0	27,5	...	11,3	6,3	14,0	1,8	62,2
		Autres emprunts à plus d'un an .....	...	...	...	...	...	5,8	0,2	—	0,5	0,2	50,1	...	56,8
	Divers	15,6	0,1	13,1	0,4	...	2,9	...	—	...	...	...	19,8	51,9	
	(Actions et parts)	(0,7)	...	(29,3)	(19,6)	(...)	(0,3)	(—)	(0,7)	(0,3)	(1,0)	(0,7)	(...)	(52,6)	
	Total ...	61,8	1,8	13,1	0,9	0,1	11,5	53,2	2,2	33,5	15,5	77,4	21,6	292,6	
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	8,7	...	...	2,6	...	3,8	84,0	...	...	...	27,5	126,6	
		Certificats à un an au plus .....	...	4,1	...	7,6	0,8	57,3	60,7	16,0	21,0	...	40,0	0,3	207,8
		Obligations accessibles à tout placeur	370,3	7,3	...	5,8	9,6	1,2	332,4	14,4	157,0	111,3	60,1	...	1.069,4
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	0,2	...	...	...	0,8	52,3	...	10,7	0,9	0,4	...	65,3
		Divers .....	...	7,4	...	...	29,5	0,8	3,4	...	13,8	3,5	2,2	...	60,6
		Total ...	379,0	19,0	...	16,0	39,9	63,9	532,8	30,4	202,5	115,7	102,7	27,8	1.529,7
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	...	...	...	...	...	...	—	...	...	...
		Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,4	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	43,0	...	0,2	...	9,0	...	52,2
		Obligations accessibles à tout placeur	73,2	0,2	...	0,7	0,2	0,2	42,3	3,8	29,3	15,7	8,9	...	174,5
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	11,6	...	16,9	2,1	19,9	0,6	51,1
		Autres emprunts à plus d'un an .....	...	8,2	...	...	...	...	...	...	36,1	...	249,1	...	293,4
	Divers	6,6	1,2	11,0	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	19,5	
	Total ...	79,8	9,6	11,0	0,7	0,2	0,2	97,3	3,8	82,5	17,8	287,6	0,6	591,1	
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,6	...	...	0,7	
		Certificats à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,8	...	1,8	
		Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,3	...	9,0	...	7,5	2,6	0,4	...	19,8
		Réserves de sécurité sociale	21,4	...	...	...	...	12,8	...	...	...	...	...	...	34,2
	Divers	74,1	...	3,4	...	...	0,3	5,5	...	0,2	7,3	...	10,7	101,5	
	Total ...	95,5	...	3,4	...	0,3	13,1	14,6	...	8,3	9,9	2,2	10,7	158,0	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	...	...	...	...	...	2,3	...	...	...	...	...	2,3	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	...	0,6	...	...	...	2,8	86,8	...	9,1	...	15,5	...	114,8
		Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	203,4	...	0,2	...	...	...	203,6
		Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ¹ .....	...	...	...	...	...	...	1.033,4	...	...	...	...	...	1.033,4
		Obligations	21,8	...	...	0,1	...	...	37,9	...	1,7	4,6	0,1	...	66,2
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique .....	...	...	34,1	...	...	...	19,4	...	...	...	...	...	53,5
	Divers .....	...	7,4	12,1	...	2,2	...	7,4	...	4,1	...	...	...	33,2	
	(Actions et parts) .....	...	(0,3)	(1,0)	...	...	(—)	(7,9)	(—)	(0,1)	(3,1)	(—)	(...)	(12,4)	
	Total ...	21,8	8,0	46,2	0,1	2,2	2,8	1.390,6	...	15,1	4,6	15,6	...	1.507,0	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	Organismes principalement monétaires (7)							Fonds des rentes (8)						
	Intermédiaires financiers													
	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)							Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)						
	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)													
	Secteurs inadéquatés et ajustements (12)													
(15) = (1) à (12)	Total des créances													
Monnaie	717,7	8,8	1,6	37,7	3,9	—	—	—	12,1	2,0	1,1	...	784,9	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	9,2	5,4	...	2,5	—	...	...	17,1
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	1.305,5	—	—	—	—	—	—	1.305,5	
Autres dépôts en devises à un an au plus	29,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29,8	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	337,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	337,4	
Autres dépôts à un an au plus	244,0	0,1	—	...	3,9	—	—	—	6,2	0,1	2,9	...	257,2	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	187,2	...	—	—	—	...	187,2	
Dépôts à plus d'un an	28,9	—	—	—	—	—	1,3	...	0,1	...	...	...	30,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	123,9	—	—	...	—	—	0,4	—	1,0	0,7	...	...	126,0
Divers	0,3	—	0,3	...	—	—	...	...	0,3	...	0,6	121,4	122,9
(Actions et parts)	(34,6)	—	(0,2)	—	—	—	(3,2)	(...)	(1,2)	(0,8)	—	—	(40,0)	
Total ...	1.482,0	8,9	1,9	37,7	7,8	1.314,7	194,3	...	22,2	2,8	4,6	121,4	3.198,3	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	—	...	—	...	—	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	29,9	—	—	—	—	—	29,9	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,1	—	—	0,9	—	2,0	—	1,3	—	5,2	
Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	—	—	...	0,3	3,1	
Total ...	—	—	2,8	0,1	—	0,9	30,8	—	2,0	—	1,3	0,3	38,2	
Monnaie	43,5	0,2	...	0,6	5,3	0,2	2,3	—	...	2,5	2,5	0,4	57,5	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	...	...	...	—	...	...	...
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,7	—	—	—	—	—	0,7	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	6,1	—	0,1	—	—	—	6,2	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	545,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	545,5	
Autres dépôts à un an au plus	38,2	2,7	0,4	1,8	9,2	5,6	—	—	—	24,4	1,0	...	83,3	
Dépôts à plus d'un an	68,8	...	—	—	...	0,3	—	—	—	—	—	—	69,1	
Bons de caisse à un an au plus	34,1	...	—	...	...	—	—	—	—	—	—	—	34,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	176,2	...	—	...	...	—	6,1	—	0,6	0,6	0,6	...	184,1
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1	
Divers	13,8	...	0,4	14,7	...	...	0,5	...	0,1	...	...	38,1	67,6
(Actions et parts)	(3,6)	—	—	—	—	—	—	(—)	(2,0)	(1,1)	—	—	(6,7)	
Total ...	921,2	2,9	0,8	17,1	14,5	6,1	15,7	...	0,8	27,5	4,1	38,5	1.049,2	
Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Réserves de sécurité sociale	92,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	92,1	
Réserves mathématiques	367,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	367,0	
Divers	5,8	...	0,4	...	0,2	...	...	...	...	...	...	1,2	7,6
(Actions et parts)	(3,3)	—	—	—	—	—	—	(—)	(0,1)	(...)	(—)	(...)	(3,4)	
Total ...	464,9	...	0,4	...	0,2	...	...	...	...	...	...	1,2	466,7
Monnaie	8,6	...	—	...	0,1	—	0,1	—	...	0,4	...	...	9,2
Argent à très court terme (francs belges)	0,1	—	—	...	—	0,1	0,7	...	0,4	—	0,4	...	1,7	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	...	...	...	0,7	...	0,1	...	6,5	...	7,3
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	101,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	101,3	
Autres dépôts à un an au plus	20,4	6,5	—	23,1	7,5	0,7	3,3	—	0,6	3,3	0,6	...	66,0	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	59,7	...	...	0,1	...	...	—	...	0,4	...	...	...	60,2
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	1,2	5,0	...	...	...	...	...	6,2
Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	380,0	0,5	...	1,1	4,2	6,4	65,4	1,9	65,6	26,6	13,6	...	565,3	
Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	...	...	...	1,9	8,4	13,8	—	57,8	17,2	3,2	9,4	111,7
Divers	2,3	...	31,1	...	...	...	...	...	0,3	...	1,1	67,3	102,1
(Actions et parts)	(0,2)	(...)	(1,6)	(0,7)	(...)	(...)	(0,3)	(—)	(0,1)	(...)	(...)	(...)	(2,9)	
Total ...	572,4	7,0	31,1	24,3	13,7	16,8	89,0	1,9	124,8	47,9	25,4	76,7	1.031,0	
		11,4	...	...	9,1	...	87,4	2,6	26,4	18,9	17,2	—	173,0
(15) = (1) à (12)	Total des créances	4.173,2	81,0	118,9	96,9	192,0	1.441,7	3.245,4	40,9	1.079,7	418,0	1.037,0	300,9	12.225,6

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (18) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéter- minés et ajustements (12)	
		Entreprises privées et particuliers (1)	Orga- nismes publics d'exploit- ation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Fonds de Rentes (8)		Orga- nismes princi- pale- ment moné- taires (7)	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation (9)	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Inter- médi- aires financiers publiques de crédit (11)			
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	- 0,2	—	—	—	—	+ 0,2	+16,0	—	+ 2,8	- 0,2	- 0,5	...	+ 18,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 4,9	—	—	—	—	—	+65,3	—	+ 3,4	—	- 2,2	...	+ 71,4	
	Obligations	+ 2,9	—	—	—	—	+ 1,3	+ 0,8	—	+ 0,1	- 0,5	—	...	+ 4,6	
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	+63,4	+14,5	+63,2	—	+140,7	
	Divers .....	...	+ 1,4	- 1,8	—	—	+ 8,1	+37,6	—	—	- 0,2	—	—	+ 45,1
	(Actions et parts)	(+38,6)	(+ 0,6)	(- 0,2)	—	—	(...)	(- 0,2)	(- 0,4)	(-)	(+ 0,8)	(+ 1,5)	(...)	(...)	(+ 40,7)
	Total ...	+ 7,8	+ 1,2	- 1,8	—	+ 7,7	+ 39,1	+ 82,1	—	+69,7	+13,6	+60,5	...	+279,9	
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	+ 1,3	—	- 0,1	—	- 0,9	...	+ 0,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	+ 0,4	- 1,7	—	- 0,2	—	- 1,9	...	- 3,4	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	- 1,5	—	- 0,1	—	- 1,6	
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,4	- 1,2	—	+ 0,1	- 0,1	—	+ 4,2	+ 0,6	+ 4,3	- 0,1	+ 1,0	—	+ 16,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	+ 0,6	- 0,7	—	- 0,1	—	+ 8,1	- 0,2	+ 7,7	
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	—	—	+ 0,7	+ 0,2	—	+ 0,1	—	- 0,5	—	+ 0,5	
Divers	+ 1,5	—	+ 1,5	- 0,1	—	+ 0,1	—	—	—	—	- 0,1	+ 0,4	+ 3,3		
(Actions et parts)	(...)	—	(+ 3,0)	(+ 1,3)	(...)	—	—	(...)	(-)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(+ 4,4)	
	Total ...	+ 8,9	- 1,2	+ 1,5	—	- 0,1	+ 1,8	+ 3,3	+ 0,6	+ 2,5	- 0,1	+ 5,6	+ 0,2	+ 23,0	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 1,7	—	—	- 1,6	—	- 2,6	+ 3,8	—	—	—	- 8,6	—	- 7,3	
	Certificats à un an au plus	—	+ 4,1	—	+ 5,1	+ 0,7	+ 28,9	+12,1	+13,1	- 1,3	—	- 26,2	+ 0,3	+ 36,8	
	Obligations accessibles à tout placeur	+57,0	+ 2,0	—	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,9	+35,6	+ 3,6	+22,3	+10,6	+10,9	—	+144,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	- 0,4	- 1,2	—	+ 0,5	- 0,2	+ 0,1	—	- 1,2	
	Divers	—	+ 0,4	—	—	—	+ 4,4	- 0,1	- 0,4	—	+ 0,9	- 4,1	+ 1,2	+ 2,3	
	Total ...	+58,7	+ 6,5	—	+ 4,2	+ 5,5	+ 26,7	+49,9	+16,7	+22,4	+ 6,3	-14,0	- 8,3	+174,6	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 2,1	—	+ 0,2	—	+ 4,3	—	+ 6,6	
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 6,7	—	—	+ 0,1	—	—	+ 4,4	+ 0,5	+ 3,6	- 0,9	+ 2,1	—	+ 16,5	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	+ 2,1	—	- 0,2	+ 0,2	- 1,5	—	+ 0,6	
	Autres emprunts à plus d'un an	—	+ 0,5	—	—	—	—	—	—	+ 8,4	—	+26,4	—	+ 35,3	
Divers	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	+ 0,9		
	Total ...	+ 7,3	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,1	—	—	+ 8,6	+ 0,5	+12,0	- 0,7	+31,4	—	+ 59,9	
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,7	—	+ 0,6	—	—	—	- 0,1	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 1,0	+ 0,1	—	- 0,9	
	Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	+ 1,1	—	+ 2,5	+ 0,8	—	—	+ 4,4	
	Réserves de sécurité sociale	+ 0,8	—	—	—	—	+ 0,7 ¹	—	—	—	—	—	—	+ 1,5	
Divers	+ 4,4	—	- 0,2	—	—	+ 0,1	+ 2,8	—	+ 0,2	+ 4,3	—	+ 2,0	+ 13,6		
	Total ...	+ 5,2	—	- 0,2	—	—	+ 0,8	+ 3,2	—	+ 3,3	+ 4,1	+ 0,1	+ 2,0	+ 18,5	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	- 1,7	—	—	—	—	—	- 1,7	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	+ 0,4	—	—	—	+ 2,3	+11,3	—	+ 0,3	—	- 3,1	- 1,5	+ 9,7	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+24,4	—	- 0,2	—	—	—	+ 24,2	
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ²	—	—	—	—	—	—	+159,0	—	—	—	—	—	+159,0	
	Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 7,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,4	
	Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+12,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 12,4	
	Obligations	+23,1 ³	—	—	—	—	—	+ 3,4	—	- 0,4	- 1,4 ³	—	—	+ 24,7	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	+ 2,7	—	—	—	—	- 7,3	—	—	—	+15,4	+ 10,8	
	Divers	+22,5	+ 1,5	- 4,4	—	+ 0,6	—	—	+ 1,4	—	- 0,3	—	—	+ 21,3	
	(Actions et parts)	(+ 1,6) ³	(- 0,1) ³	(+ 0,1)	—	—	—	(-)	(- 0,1)	(-)	(...)	(+ 1,5) ³	(-)	(...)	(+ 3,0)
	Total ...	+65,4	+ 1,9	- 1,7	—	+ 0,6	+ 2,3	+190,5	—	- 0,6	- 1,4	- 3,1	+13,9	+267,8	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	Catèges d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)													
Organismes principalement monétaires (7)	Monnaie	+39,6	+ 2,8	- 1,0	+ 2,4	+ 0,6	.....	.....	.....	+ 1,3	- 2,1	- 0,2	.....	+ 43,4
	Argent à très court terme (francs belges) .....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,1	- 1,6	.....	+ 1,9	.....	- 0,1	.....	+ 1,3
	Autres engagements bruts envers l'étranger .....	.....	.....	.....	.....	.....	+227,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+227,5
	Autres dépôts en devises à un an au plus	- 6,0	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 6,0
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+39,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 39,3
	Autres dépôts à un an au plus	+25,9	.....	.....	.....	- 0,6	.....	.....	.....	- 0,8	+ 0,1	+ 1,0	.....	+ 25,6
	Engagements non rangés ailleurs .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+12,2	.....	.....	.....	.....	+ 12,2
	Dépôts à plus d'un an	- 1,9	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,2	.....	.....	.....	.....	+ 1,7
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+20,4	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	.....	+ 0,6	+ 0,2	.....	+ 21,3
	Divers .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	.....	.....	+ 0,4	+26,6
(Actions et parts)	(+ 2,1)	.....	(...)	.....	.....	.....	.....	(+ 0,3)	(-)	(+ 0,3)	(- 0,1)	.....	(+ 2,6)	
Total ...	+117,3	+ 2,8	- 1,0	+ 2,4	.....	+228,6	+10,9	.....	+ 3,3	- 1,8	+ 1,1	+26,6	+390,2	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+19,7	.....	.....	.....	.....	.....	+ 19,7
	Certificats à un an au plus .....	.....	.....	.....	+ 0,1	.....	+ 0,6	+ 0,4	.....	- 2,7	.....	- 0,3	.....	- 1,9
	Divers .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Total ...	.....	.....	.....	+ 0,1	.....	+ 0,6	+20,1	.....	- 2,7	.....	- 0,3	.....	+ 17,8	
Intermédiaires financiers (9)	Monnaie	+ 7,9	- 0,1	.....	+ 0,1	+ 0,5	.....	+ 2,3	.....	.....	- 0,9	- 0,8	+ 0,4	+ 9,4
	Argent à très court terme (francs belges) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,6	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,6
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,9	.....	.....	.....	- 0,3	.....	+ 1,6
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+51,0	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+51,0
	Autres dépôts à un an au plus	+ 2,5	- 0,7	.....	+ 0,4	+ 3,5	- 0,9	.....	.....	.....	+ 4,0	- 1,4	.....	+ 7,4
	Dépôts à plus d'un an	+ 2,8	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,9
	Bons de caisse à un an au plus	+ 5,8	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 5,8
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+22,3	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,5	.....	- 0,2	.....	.....	.....	+ 23,6
	Réserves mathématiques .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Divers	+ 2,2	.....	.....	+ 2,8	.....	.....	+ 0,4	.....	.....	.....	.....	+ 6,0	+ 11,4	
(Actions et parts)	(+ 0,4)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(-)	(...)	(+ 0,2)	.....	.....	(+ 0,6)	
Total ...	+94,5	- 0,8	.....	+ 3,3	+ 4,0	- 0,8	+ 6,7	.....	- 0,2	+ 3,1	- 2,5	+ 6,4	+113,7	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Réserves de sécurité sociale	+ 0,8	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,8
	Réserves mathématiques	+29,6	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 29,6
	Divers	- 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	- 0,4
(Actions et parts) .....	(...)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(-)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)
Total ...	+30,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	+ 30,0	
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie	+ 0,9	.....	.....	.....	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	+ 0,2	.....	.....	+ 1,2
	Argent à très court terme (francs belges) .....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	.....	- 0,8	.....	+ 0,4	.....	.....	- 0,3
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	- 1,5	.....	- 0,5	.....	+ 1,9	.....	- 0,2
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+14,9	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 14,9
	Autres dépôts à un an au plus	+ 1,4	+ 1,0	.....	+ 3,8	.....	.....	+ 0,6	.....	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,6	.....	+ 8,3
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 9,7	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 1,0	- 0,2	.....	+ 8,5
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,4	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,5
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+24,9	.....	.....	- 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 0,3	+ 0,1	+ 2,5	- 0,3	+ 2,9	.....	+ 29,1
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	- 0,5	- 0,2	- 0,7	.....	+10,3	- 1,2	.....	+ 1,4	+ 9,1
	Divers	+ 0,1	.....	+ 5,2	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	.....	+ 0,4	+ 12,5	+ 18,3
(Actions et parts)	(- 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	
Total ...	+51,9	+ 1,0	+ 5,2	+ 3,7	- 1,3	- 0,2	- 1,1	+ 0,1	+11,7	- 1,5	+ 6,0	+13,9	+ 89,4	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)	.....	.....	- 1,3	.....	.....	- 0,4	+ 15,4	+20,5	+ 0,3	- 3,5	+ 3,4	+ 6,1	.....	+ 40,5
	(1) =	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
(12) à	Total des créances	+447,1	+10,5	+ 2,3	+13,8	+16,0	+314,3	+394,7	+18,2	+117,9	+25,0	+90,9	+54,6	+1.505,3

1 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

2 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

3 Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1977

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	87,1	11,2	9,9	...	96,4	204,6	10,3	657,6	—	491,8	143,9	438,3	1.731,6	2,1	1.948,6
2. Organismes publics d'exploitation	53,7	3,0	11,6	0,9	0,1	69,3	9,8	50,0	1,6	31,1	15,6	71,7	170,0	21,4	270,5
3. Etat (Trésor)	319,2	12,5	—	11,7	34,4	377,8	22,9	483,0	13,7	180,1	109,4	116,7	902,9	36,1	1.339,7
4. Secteur public non compris ailleurs	72,5	9,2	10,7	0,7	0,2	93,3	0,2	88,7	3,3	70,4	18,5	256,2	437,1	0,6	531,2
5. Sécurité sociale	90,3	...	3,6	...	0,3	94,2	12,3	11,4	...	5,0	5,7	2,2	24,3	8,7	139,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	622,8	35,9	35,8	13,3	131,4	839,2	55,5	1.290,7	18,6	778,4	293,1	885,1	3.265,9	68,9	4.229,5
7. Etranger	16,5	6,1	32,5	0,1	1,7	56,9	0,5	1.199,2	...	15,8	6,0	18,6	1.239,6	1,5	1.298,5
8. Organismes principalement monétaires	1.364,7	6,1	3,0	35,4	7,8	1.417,0	1.076,4	183,4	...	18,9	4,5	3,5	210,3	104,4	2.808,1
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	...	—	2,8	0,3	10,6	—	4,7	—	1,6	16,9	0,4	20,4
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	826,7	3,7	0,8	13,7	10,5	855,4	6,9	9,0	...	1,0	24,4	6,7	41,1	32,1	935,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	434,8	...	0,4	...	0,2	435,4	...	...	...	...	...	...	...	1,3	436,7
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	520,0	6,0	25,9	20,6	15,0	587,5	17,4	90,1	1,7	113,0	49,5	19,5	273,8	62,9	941,6
13. Total des intermédiaires financiers	3.146,2	15,8	32,9	69,7	33,5	3.298,1	1.101,0	293,1	1,7	137,6	78,4	31,3	542,1	201,1	5.142,3
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	12,7	...	...	9,5	22,2	.....	67,7	2,4	29,9	15,5	11,0	126,5	—	148,7
15. Total des créances	3.785,5	70,5	101,2	83,1	176,1	4.216,4	1.157,0	2.850,7	22,7	961,7	393,0	946,0	5.174,1	271,5	10.819,0
Solde des créances et des dettes ...	1.836,9	— 200,0	— 1.238,5	— 448,1	36,6	— 13,1	— 141,5	42,6	2,3	26,2	— 43,7	4,4	31,8	122,8	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1978

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	94,8	12,4	8,2	...	104,0	219,4	11,7	739,7	—	561,6	157,4	498,9	1.957,6	2,1	2.190,8
2. Organismes publics d'exploitation	61,8	1,8	13,1	0,9	0,1	77,7	11,5	53,2	2,2	33,5	15,5	77,4	181,8	21,6	292,6
3. Etat (Trésor)	379,0	19,0	—	16,0	39,9	453,9	63,9	532,8	30,4	202,5	115,7	102,7	984,1	27,8	1.529,7
4. Secteur public non compris ailleurs	79,8	9,6	11,0	0,7	0,2	101,3	0,2	97,3	3,8	82,5	17,8	287,6	489,0	0,6	591,1
5. Sécurité sociale	95,5	...	3,4	...	0,3	99,2	13,1	14,6	...	8,3	9,9	2,2	35,0	10,7	158,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	710,9	42,8	35,7	17,6	144,5	951,5	100,4	1.437,6	36,4	888,4	316,3	968,8	3.647,5	62,8	4.762,2
7. Etranger	21,8	8,0	46,2	0,1	2,2	78,3	2,8	1.390,6	...	15,1	4,6	15,6	1.425,9	...	1.507,0
8. Organismes principalement monétaires	1.482,0	8,9	1,9	37,7	7,8	1.538,3	1.314,7	194,3	...	22,2	2,8	4,6	223,9	121,4	3.198,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	0,9	30,8	—	2,0	—	1,3	34,1	0,3	38,2
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	921,2	2,9	0,8	17,1	14,5	956,5	6,1	15,7	...	0,8	27,5	4,1	48,1	38,5	1.049,2
11. Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	464,9	...	0,4	...	0,2	465,5	...	...	...	...	...	...	...	1,2	466,7
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	572,4	7,0	31,1	24,3	13,7	648,5	16,8	89,9	1,9	124,8	47,9	25,4	289,0	76,7	1.031,0
13. Total des intermédiaires financiers	3.440,5	18,8	37,0	79,2	36,2	3.611,7	1.338,5	329,8	1,9	149,8	78,2	35,4	595,1	238,1	5.783,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	...	11,4	...	...	9,1	20,5	...	87,4	2,6	26,4	18,9	17,2	152,5	—	173,0
15. Total des créances	4.173,2	81,0	118,9	96,9	192,0	4.662,0	1.441,7	3.245,4	40,9	1.079,7	418,0	1.037,0	5.821,0	300,9	12.225,6
Solde des créances et des dettes ...	1.982,4	211,6	1.410,8	494,2	34,0	100,2	65,3	47,1	2,7	30,5	48,7	6,0	37,6	127,9	—

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1978

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) + (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 7,8	+ 1,2	- 1,8	...	+ 7,7	+ 14,9	+ 39,1	+ 82,1	—	+ 69,7	+ 13,6	+ 60,5	+ 225,9	...	+ 279,9
2. Organismes publics d'exploitation	+ 8,9	- 1,2	+ 1,5	...	- 0,1	+ 9,1	+ 1,8	+ 3,3	+ 0,6	+ 2,5	- 0,1	+ 5,6	+ 11,9	+ 0,2	+ 23,0
3. Etat (Trésor)	+ 58,7	+ 6,5	—	+ 4,2	+ 5,5	+ 74,9	+ 26,7	+ 49,9	+ 16,7	+ 22,4	+ 6,3	- 14,0	+ 81,3	- 8,3	+ 174,6
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 7,3	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 8,1	...	+ 8,6	+ 0,5	+ 12,0	- 0,7	+ 31,4	+ 51,8	...	+ 59,9
5. Sécurité sociale	+ 5,2	...	- 0,2	...	...	+ 5,0	+ 0,8	+ 3,2	...	+ 3,3	+ 4,1	+ 0,1	+ 10,7	+ 2,0	+ 18,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 87,9	+ 6,9	- 0,2	+ 4,3	+ 13,1	+ 112,0	+ 68,4	+ 147,1	+ 17,8	+ 109,9	+ 23,2	+ 83,6	+ 381,6	- 6,1	+ 555,9
7. Etranger	+ 65,4	+ 1,9	- 1,7	...	+ 0,6	+ 66,2	+ 2,3	+ 190,5	...	- 0,6	- 1,4	- 3,1	+ 185,4	+ 13,9	+ 267,8
8. Organismes principalement monétaires	+ 117,3	+ 2,8	- 1,0	+ 2,4	...	+ 121,5	+ 228,6	+ 10,9	...	+ 3,3	- 1,8	+ 1,1	+ 13,5	+ 26,6	+ 390,2
9. Fonds des Rentes	—	—	...	+ 0,1	—	+ 0,1	+ 0,6	+ 20,1	—	- 2,7	—	- 0,3	+ 17,1	...	+ 17,8
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 94,5	- 0,8	...	+ 3,3	+ 4,0	+ 101,0	- 0,8	+ 6,7	...	- 0,2	+ 3,1	- 2,5	+ 7,1	+ 6,4	+ 113,7
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 30,1	...	...	...	...	+ 30,1	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	+ 30,0
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 51,9	+ 1,0	+ 5,2	+ 3,7	- 1,3	+ 60,5	- 0,2	- 1,1	+ 0,1	+ 11,7	- 1,5	+ 6,0	+ 15,2	+ 13,9	+ 89,4
13. Total des intermédiaires financiers	+ 293,8	+ 3,0	+ 4,2	+ 9,5	+ 2,7	+ 313,2	+ 228,2	+ 36,6	+ 0,1	+ 12,1	- 0,2	+ 4,3	+ 52,9	+ 46,8	+ 641,1
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments	—	- 1,3	...	...	- 0,4	- 1,7	+ 15,4	+ 20,5	+ 0,3	- 3,5	+ 3,4	+ 6,1	+ 26,8	—	+ 40,5
15. Total des créances	+ 447,1	+ 10,5	+ 2,3	+ 13,8	+ 16,0	+ 489,7	+ 314,3	+ 394,7	+ 18,2	+ 117,9	+ 25,0	+ 90,9	+ 646,7	+ 54,6	+ 1.505,3
Solde des créances et des dettes ...	+ 167,2	- 12,5	- 172,3	- 46,1	- 2,5	- 66,2	+ 46,5	+ 4,5	+ 0,4	+ 4,2	- 5,0	+ 1,5	+ 5,6	+ 14,1	—

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVII^e année, tome II, nos 2-3, août-septembre 1962, XXXVIII^e année, tome I, no 2, février 1963 et XLIX^e année, tome II, nos 1-2 juillet-août 1974. —

Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976, LII^e année, tome I, no 1, janvier, tome II, no 6, décembre 1977, LIII^e année, tome II, no 4, octobre 1978, tome II, no 3, septembre 1979. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Statistiques financières de l'O.C.D.E.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire 1	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 2			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (15)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises 5 et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9			Divers 12
		En francs belges					Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obliga- tions 8	Fonds des Rentes		Autres inter- médiaires financiers 11	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)	En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)					Financés par les organismes princi- pale- ment monétaires 6	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes princi- pale- ment monétaires 7		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres 10		
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)		
1971	420,4	208,4	52,4	9,7	690,9	132,5	257,5	30,8	251,9	266,3	16,8	...	4,4	41,7	- 44,7
1972	484,5	247,8	62,6	9,2	804,1	148,7	291,0	39,6	305,0	318,4	24,5	2,5	6,0	38,6	- 51,8
1973	520,4	316,4	68,8	11,9	917,5	151,9	329,8	56,6	364,8	374,4	25,7	...	9,6	32,4	- 53,3
1974	552,9	358,1	71,9	17,5	1.000,4	132,5	354,6	69,3	399,7	417,5	35,0	...	10,1	44,3	- 45,1
1975	640,3	402,7	89,7	23,0	1.155,7	159,5	390,7	77,2	466,3	483,9	43,1	2,9	6,3	57,1	- 47,4
1976	684,1	489,9	103,3	31,4	1.308,7	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	3,6	10,3	64,1	- 53,9
1977 (anc. série) ...	748,9	529,4	135,3	35,8	1.449,4	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 71,9
1977 (nouv. sér.) 13	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 79,3
1978 Mars	747,6	556,4	139,3	32,3	1.475,6	128,5	520,2	106,1	638,2	653,2	60,0	8,5	- 2,6	96,2	- 79,5
Juin	781,7	554,0	147,5	31,4	1.514,6	109,2	532,1	90,1	669,8	691,9	62,9	37,0	5,5	92,3	- 84,3
Septembre ...	765,0	573,1	151,2	32,1	1.521,4	83,2	526,4	104,9	692,0	712,6	61,1	28,7	5,8	97,4	- 78,1
Décembre	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979 Mars	779,5	622,9	161,6	30,8	1.594,8	104,5	575,0	109,8	734,6	743,6	59,3	29,3	4,2	99,8	- 121,7
Juin	830,0	626,5	167,4	34,6	1.658,5	64,9	595,8	122,0	784,7	797,6	58,3	49,1	7,9	96,2	- 120,4
Septembre ...	773,1	643,1	173,8	36,3	1.626,3	22,9	599,1	118,0	807,7	823,0	58,1	47,7	11,8	95,3	- 134,3
Décembre	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	-33,5	596,3	136,9	877,8	884,7	57,7	52,5	24,6	92,4	- 124,9
1980 Mars	772,4	p 687,7	186,9	46,7	p 1.693,7	-54,7	p 655,1	p 128,4	876,6	885,4	p 56,6	72,6	20,5	p 91,6	p - 153,0

1 Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

2 Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

3 Y compris le Fonds des Routes (voir l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements, et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique », publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, tome II, no 3, septembre 1968), sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.

4 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

5 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

6 Voir tableau XIII-9, colonnes (11) + (12).

7 Voir tableau XIII-9, colonne (4).

8 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

10 Sous déduction du solde créateur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

11 Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

12 Cette rubrique comprend principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

13 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, tome II, no 6, décembre 1949; XXX^e année, tome II, no 5, novembre 1955; XXXIII^e année, tome II, no 5, novembre 1958; XLII^e année, tome I, no 1, janvier 1967, tome II, no 3, septembre 1967 et Bulletin de la Banque Nationale de Belgique; LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976; LII^e année, tome I, no 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4a.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-12-77	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79	30-6-79	30-9-79	31-12-79	31-3-80	30-6-80
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	72,3	72,3	72,3	72,5	58,0	58,0	58,0	58,3	58,2	58,2
2. F.M.I. — Participation	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9	26,7	21,0	19,7	19,4	19,6	20,2	20,3	18,1	17,5	14,2
— Prêts	—	—	—	—	—	1,5	1,5	1,3	0,7	0,7	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3	19,8	20,1	20,1	20,1	24,7	23,1	23,1	23,2	27,8	29,3
— Autres	—	—	—	2,4	9,7	9,7	9,7	9,7	9,4	9,0	8,4	7,5	7,4	6,9	6,7
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	70,8	60,3	66,7	61,1	43,7	94,0
4. Accords internationaux .....	...	...	...	...	0,2	0,4	0,7	0,2	0,4	0,5	0,1	0,5	...	0,1	0,7
5. F.E.C.O.M.	—	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	3,3	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	16,5	16,9	12,0	11,9	13,7	20,0	10,6	19,8	25,8	21,1	23,3	23,6	22,1	17,7	p 14,1
9. Autres : a) en monnaies étrangères	52,4	75,9	88,6	107,2	84,1	101,2	110,7	98,6	106,1	86,1	83,8	85,5	75,5	54,2	109,1
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	196,3	222,6	232,2	256,1	235,2	258,1	249,9	241,7	254,4	290,5	277,2	285,2	265,7	226,1	p326,3
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,6	0,5	0,6	0,4	0,7	0,7
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	2,5	2,4	2,6	2,3	2,0	2,2	2,7	3,7	3,4	3,4	3,7
c) sur les banques de dépôts	0,9	2,1	0,2	...	0,1	...	4,8	...	2,1	...	...	5,3	0,2	0,4	4,6
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	1,1	0,5	5,1	4,2	20,6	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	2,0	2,2	2,7	3,0	3,2	3,8	4,3	4,2	4,2	4,9	4,9	5,0	4,9	5,6	5,6
— autres	34,0	40,2	38,3	38,3	38,1	37,9	37,9	37,9	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	6,3	7,9	5,2	...	5,4	7,6	3,1	10,1	12,1	8,3	9,2	12,4	12,0	13,3	8,8
b) effets commerciaux	10,6	15,2	14,9	10,3	26,2	32,1	10,6	30,1	41,2	28,9	36,5	39,2	46,4	43,4	p 39,2
c) avances	0,2	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,1	0,3	...	...
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	2,5	...	...	2,9	3,6	2,8	37,0	28,7	16,0	29,3	49,1	47,7	52,5	72,6	60,0
b) autres .....	...	...	...	...	...	7,4	4,7	4,3	13,9	1,7	4,8	...	23,2	18,3	9,5
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	0,6	0,1	0,7	...	...	2,0	...	...	1,6
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	28,3	37,8	24,2	23,3	12,1	15,2	18,0	32,2	35,5	70,1	78,3	79,8	93,1	68,9	64,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	284,4	331,0	325,6	340,8	349,7	406,9	412,7	431,2	458,8	512,7	539,5	557,2	578,3	528,9	600,4

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balances des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XLIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-12-77	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79	30-6-79	30-9-79	31-12-79	31-3-80	30-6-80
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	...	...	...	...	23,4	...	27,5	26,7	14,8	7,7	39,9	27,4	...	...
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	1,7	2,3	3,0	3,6	3,3	3,7	4,4	5,0	5,9	3,8	4,9	4,1	6,0	5,3	6,9
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	2,0	3,5	3,4	3,7	3,4	27,2	4,5	32,6	32,7	18,7	12,7	44,1	33,5	5,4	7,0
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets ²	5,8	7,0	7,2	7,2	7,7	8,0	10,6	8,4	10,2	8,4	10,0	9,2	12,8	11,4	p 10,9
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	0,8	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,1	0,6	0,9	0,7	0,7	0,5	0,1	0,1	0,5	...	0,1	...	0,3	0,1	p 0,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	216,8	231,5	248,9	281,2	299,5	327,4	348,9	337,9	349,7	345,1	370,1	349,8	359,0	346,2	p366,7
— monnaie scripturale ⁵	0,6	0,5	0,3	0,9	1,2	0,5	0,7	0,5	0,8	0,5	1,0	0,7	0,7	0,8	p 1,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	0,1	p 0,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	0,5	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	4,0	11,8	5,7	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	46,4	54,3	44,2	47,1	37,2	43,3	47,1	51,7	64,5	139,9	145,6	153,4	172,0	164,9	p214,4
TOTAL DU PASSIF ...	284,4	331,0	325,6	340,8	349,7	406,9	412,7	431,2	458,8	512,7	539,5	557,2	578,3	528,9	600,4

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. c) ou sous D. selon les dates.

⁶ A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. a).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-7-79	31-8-79	30-9-79	31-10-79	30-11-79	31-12-79	31-1-80	29-2-80	31-3-80	30-4-80	31-5-80	30-6-80	31-7-80
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,0	58,0	58,0	58,0	58,0	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. — Participation	20,2	20,3	20,3	19,3	18,4	18,1	17,7	17,5	17,5	16,1	15,3	14,2	14,2
— Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	23,1	23,1	23,1	23,1	23,2	23,2	27,7	27,7	27,8	27,8	29,3	29,3	29,3
— Autres	8,2	7,7	7,5	7,4	7,2	7,4	7,2	7,0	6,9	7,0	6,8	6,7	6,5
3. Ecus	66,3	66,2	66,7	75,4	72,7	61,1	72,5	56,9	43,7	77,6	85,3	94,0	119,3
4. Accords internationaux	0,5	0,5	0,5	0,2	...	...	...	...	0,1	0,2	0,4	0,7	0,8
5. F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	22,3	20,3	23,6	22,4	20,6	22,1	20,1	19,8	17,7	20,1	17,7	p 14,1	p 10,3
9. Autres : a) en monnaies étrangères	86,3	87,3	85,5	89,1	92,3	75,5	58,6	49,1	54,2	57,9	81,9	109,1	118,7
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	284,9	283,4	285,2	294,9	292,4	265,7	262,0	236,2	226,1	264,9	294,9	p326,3	p357,3
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,4	0,7	0,8	0,7	0,6	0,5	0,7	0,7
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,6	2,8	3,7	2,8	3,2	3,4	3,3	3,4	3,4	3,4	3,5	3,7	3,8
c) sur les banques de dépôts	2,9	1,2	5,3	...	...	0,2	4,9	...	0,4	7,8	4,1	4,6	9,1
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	4,9	4,9	5,0	5,0	5,0	4,9	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	7,9	7,7	12,4	11,4	10,0	12,0	11,4	11,2	13,3	14,2	10,1	8,8	5,9
b) effets commerciaux	35,5	33,4	39,2	38,9	37,1	46,4	46,6	45,4	43,4	47,8	38,2	p 39,2	p 34,3
c) avances .....	...	...	0,1	...	...	0,3	0,3	0,2	...	0,4	0,4	...	0,3
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	31,8	30,4	47,7	47,8	35,9	52,5	40,2	62,5	72,6	54,5	73,7	60,0	41,0
b) autres	7,9	7,1	...	14,2	16,8	23,2	18,0	16,8	18,3	16,6	8,2	9,5	3,4
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	2,0	0,1	0,1	...	0,1	0,2	...	3,0	0,7	1,6	0,8
b) à plus d'un an :													
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	76,6	80,5	79,8	78,3	83,4	93,1	72,0	71,3	68,9	63,2	65,6	64,2	72,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	531,9	528,3	557,2	570,2	560,7	578,3	541,3	529,8	528,9	558,2	581,7	600,4	610,5

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XLIII^e année, tome II, no 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-7-79	31-8-79	30-9-79	31-10-79	30-11-79	31-12-79	31-1-80	29-2-80	31-3-80	30-4-80	31-5-80	30-6-80	31-7-80
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M.	9,2	7,7	39,9	40,2	30,0	27,4	11,7	0,9	...	...	...	...	...
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	5,1	4,3	4,1	5,0	5,1	6,0	4,8	7,6	5,3	4,9	5,6	6,9	5,6
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	14,4	12,1	44,1	45,3	35,2	33,5	16,6	8,6	5,4	5,0	5,7	7,0	5,7
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets ²	9,1	8,6	9,2	9,6	9,4	12,8	11,5	10,5	11,4	10,9	11,3	p 10,9	p 11,3
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	0,1	...	...	...	0,3	0,1	0,1	0,1	...	...	p 0,1	p ...
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	354,1	351,9	349,8	348,8	346,8	359,0	343,7	346,9	346,2	345,3	355,9	p366,7	p349,7
— monnaie scripturale ⁵	1,2	0,7	0,7	0,6	0,5	0,7	0,7	0,5	0,8	0,6	0,5	p 1,2	p 0,7
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	p 0,1	p 0,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	153,1	154,9	153,4	165,9	168,8	172,0	168,7	163,2	164,9	196,3	208,2	p214,4	p243,0
TOTAL DU PASSIF ...	531,9	528,3	557,2	570,2	560,7	578,3	541,3	529,8	528,9	558,2	581,7	600,4	610,5

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.
² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.
³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.
⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. c) ou sous D. selon les dates.
⁶ A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. a).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-8-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79	30-6-79	30-9-79	31-12-79	31-3-80
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	...	...	0,4	0,8	0,3	0,4	1,5	...	0,6	0,4	0,1	...	0,1	...	0,4
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	...	...	...	...	...	0,5	...	...	0,4	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger	...	...	0,4	0,8	0,3	0,9	1,5	...	1,0	0,4	0,1	...	0,1	...	0,4
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,2	0,1	0,3	0,1	0,7	0,4	0,7	1,2	0,9	1,1	1,0	1,4	1,2
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	...	...	...	...	...	...	...	0,8	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,8	0,5	1,2	1,0	1,1	1,4	0,2	8,8	0,4	2,3	0,8	0,6	0,4	2,5	2,0
c) sur les banques de dépôts	0,1	0,5	...	...	1,4	0,6	0,3	...	0,4	...	1,8	5,5	...	6,7	3,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	64,4	64,0	65,0	70,1	77,5	80,3	88,0	89,3	79,2	84,0	82,0	87,3	79,2	81,1	82,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	7,6	8,1	8,3	8,7	10,0	10,3	10,1	10,4	10,8	10,7	10,3	11,0	11,4	11,4	11,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	16,5	19,5	21,8	25,7	28,3	35,7	36,4	19,7	34,5	38,5	35,0	38,3	33,7	44,7	40,6
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,2	...	0,7	3,0	1,4	1,5	0,2	...	2,1	0,6	0,4	...	0,6	...	0,5
b) effets commerciaux	0,2	...	1,9	3,6	1,7	1,6	0,7	...	0,6	2,7	0,7	...	1,0	...	1,6
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	2,9	0,4	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	4,4	...	...
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,6	...	...	0,1	...	0,2	0,4	...	1,0	...	0,6	0,4	...	...	0,5
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
D. Autres	7,3	11,1	14,0	18,1	23,1	12,2 ⁶	12,2	11,7	12,3	11,6	11,7	12,5	12,5	13,2	13,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	101, 2	104,7	114,0	131,8	145,7	145,1⁶	151,0	141,7	143,6	152,7	144,9	157,3	144,9	161,6	157,6

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XLIII^e année, tome II, no 3, septembre 1968).

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élevait à 10,7 et pour le total de l'actif à 152,6.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-72	81-12-73	81-12-74	81-12-75	81-12-76	81-12-77	81-3-78	80-6-78	80-9-78	81-12-78	81-3-79	80-6-79	80-9-79	81-12-79	81-3-80
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges .....	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	0,2
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	0,2
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets ²	0,7	0,3	0,4	1,2	0,4	0,4	0,5	0,7	0,5	0,4	0,6	0,5	0,6	0,5	0,8
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	2,5	2,5	2,8	2,6	2,3	2,0	2,2	2,7	3,7	3,4	3,4
b) envers les organismes publics	0,8	0,5	1,2	1,0	1,1	1,3	0,1	8,8	0,4	2,3	0,8	0,6	0,3	2,5	2,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,2	1,3	3,9	6,5	6,2	6,4	5,2	1,4	6,7	4,9	5,6	6,4	7,4	7,6	8,6
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	8,5	9,1	9,5	10,1	11,3	11,7	11,6	11,9	12,0	12,2	12,1	12,4	12,5	12,7	12,7
— monnaie scripturale	63,2	65,7	67,5	75,0	81,1	86,0	89,7	86,7	85,4	91,5	88,8	97,4	87,1	90,9	91,6
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	21,8	27,6	31,5	35,9	43,1	36,8 ⁵	40,4	29,6	36,3	39,4	34,8	37,3	33,3	44,0	38,2
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	2,1	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres															
TOTAL DU PASSIF ...															
	101,2	104,7	114,0	131,8	145,7	145,1 ⁵	151,0	141,7	143,6	152,7	144,9	157,3	144,9	161,6	157,6

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,3 et pour le total du passif à 152,6.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-72	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-9-78	30-6-78	30-9-78	31-12-78	31-3-79	30-6-79	30-9-79	31-12-79	31-3-80
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	31,9	48,1	53,7	39,6	35,5	34,5	35,1	36,8	37,5	37,9	36,4	35,6	37,5	40,9	44,8
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	11,8	11,1	17,0	17,2	16,6	19,3	21,3	22,8	16,9	16,4	18,2	17,5	15,2	18,8	21,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	297,0	391,4	489,5	596,1	656,7	803,8	821,1	872,2	955,0	1.004,1	1.070,3	1.146,0	1.197,5	1.236,1	1.423,4
b) en francs belges	27,1	35,4	38,6	49,8	65,0	82,6	75,0	82,7	77,6	77,4	82,0	83,7	83,6	83,1	99,9
Total des créances sur l'étranger ...	367,8	486,0	598,8	702,7	773,8	940,2	952,5	1.014,5	1.087,0	1.135,8	1.206,9	1.282,8	1.333,8	1.378,9	1.589,1
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	5,7	6,9	7,0	7,1	7,6	7,9	8,0	10,2	8,3	10,0	8,3	9,8	9,1	11,4	10,2
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—
— autres	1,1	0,6	0,9	0,7	0,7	0,5	...	0,1	0,1	0,4	...	0,1	...	0,3	0,1
b) sur les organismes publics	6,2	1,3	4,0	6,5	6,2	6,4	5,1	1,4	6,7	4,9	5,6	6,4	7,3	7,6	8,7
c) sur les banques de dépôts	58,6	91,1	105,5	106,0	135,5	164,5	169,7	160,7	180,8	172,5	186,7	179,6	194,6	195,9	231,8
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	9,4	10,0	8,4	10,0	28,7	11,6	29,7	26,2	23,5	23,7	68,4	62,8	61,1	62,3	91,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	140,0	173,8	194,3	226,3	247,0	282,6	294,1	307,8	314,6	317,5	316,6	337,0	349,6	341,7	355,7
— autres	32,5	31,1	32,6	30,0	24,9	19,4	19,2	19,2	19,2	18,2	18,2	18,2	18,2	20,4	33,7
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	3,2	4,7	9,8	11,6	12,7	9,1	8,8	8,2	8,7	10,5	8,7	11,4	12,4	18,4	14,6
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	15,5	24,7	29,1	29,8	31,8	36,8	41,7	41,6	40,9	41,2	40,5	44,5	43,6	44,6	42,2
— autres	3,4	6,6	7,6	9,1	12,5	17,4	18,4	19,8	20,0	20,5	24,8	27,0	27,6	28,3	30,2
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	9,1	5,9	7,9	10,9	11,9	9,9	14,9	16,4	9,5	13,0	18,6	16,7	10,2	14,1	15,5
b) effets commerciaux	106,2	116,0	116,3	128,6	136,2	148,8	153,4	159,2	146,1	149,2	155,9	157,9	154,1	162,4	169,4
c) avances	172,3	219,4	252,3	309,5	371,7	452,1	449,0	480,4	493,1	517,3	521,8	564,2	590,1	642,5	632,9
d) autres créances à un an au plus	0,1	0,1	4,1	4,5	9,1	1,2	3,8	1,4	0,5	1,2	...	0,1	0,8	0,7	...
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	11,5	12,2	14,7	14,7	15,4	16,0	15,9	20,8	19,9	20,0	19,2	18,3	17,4	16,8	16,7
— autres	12,0	12,6	15,3	23,0	22,8	39,3	39,6	39,8	39,8	39,4	39,1	39,0	39,0	39,3	38,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	5,6	9,2	10,8	9,0	10,2	0,4	1,5	0,8	1,5	0,8	2,5	3,2	7,3	1,4	2,2
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	1,9	0,2	0,7	2,1	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	2,9	4,1	4,7	10,3	13,6	10,2	8,4	9,3	10,5	10,9	7,7	7,7	7,8	9,2	10,5
b) à plus d'un an :															
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur	31,6	31,5	37,4	37,2	39,9	68,9	71,8	71,3	71,2	70,6	73,1	70,0	67,4	65,5	62,6
— autres	5,2	8,2	9,9	10,5	12,3	15,1	15,3	14,5	14,4	14,5	18,6	18,8	17,9	18,7	17,8
D. Autres	87,6	99,5	129,9	133,5	139,1	158,2	153,4	160,4	163,6	182,9	190,8	190,6	192,3	214,5	222,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	1.097,1	1.377,0	1.616,7	1.833,6	2.064,0	2.416,5	2.474,2	2.584,0	2.679,9	2.775,1	2.932,0	3.066,1	3.161,6	3.294,9	3.596,3

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balances des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XLIII^e année, tome II, no 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédits.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-72	81-12-78	81-12-74	81-12-75	81-12-76	81-12-77	81-3-78	80-6-78	30-9-78	81-12-78	81-3-79	80-6-79	30-9-79	81-12-79	31-3-80
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	333,2	434,3	525,9	633,9	680,6	842,0	865,3	931,4	1.014,8	1.063,1	1.133,9	1.241,7	1.305,0	1.346,7	1.571,6
b) en francs belges ¹	80,1	118,6	169,6	162,5	179,9	207,2	206,1	219,4	199,1	218,9	240,3	240,7	247,1	297,9	293,1
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	413,3	552,9	695,5	796,4	860,5	1.049,2	1.071,4	1.150,8	1.213,9	1.282,0	1.374,2	1.482,4	1.552,1	1.644,6	1.864,7
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,9	2,1	0,2	...	0,1	...	...	4,8	...	2,1	...	...	5,2	0,2	0,4
b) envers les organismes publics	0,1	0,5	...	0,1	1,4	0,6	0,2	...	0,4	...	1,8	5,5	...	6,7	3,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3
— autres	58,6	91,1	105,5	105,9	135,4	164,2	169,4	160,3	180,3	172,1	186,3	179,2	194,2	195,6	p 231,5
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	173,3	185,9	195,1	236,3	248,1	278,6	284,9	303,1	293,0	291,7	298,5	312,0	290,2	296,8	281,7
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics .....	...	0,1	0,2	0,1	0,1	0,4	0,6	0,6	0,4	0,6	0,4	0,7	0,5	0,5	1,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	131,7	156,6	169,5	220,4	253,9	298,2	306,4	316,5	322,5	337,4	347,6	356,6	353,0	361,2	341,5
— autres dépôts	116,1	159,8	188,5	182,3	236,0	231,2	250,1	237,5	250,7	256,9	275,3	269,9	290,1	295,9	p 346,3
— à plus d'un an :															
— dépôts	26,9	27,2	23,3	31,5	28,9	31,0	28,5	29,5	29,4	29,0	29,4	30,2	28,9	27,4	26,9
— bons de caisse et obligations	35,8	41,8	48,7	58,2	74,3	104,4	110,8	117,9	121,8	125,6	132,2	137,2	144,9	153,0	160,0
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	9,2	11,7	17,5	23,0	31,4	35,8	32,3	31,4	32,1	29,8	30,8	34,6	36,3	37,7	46,7
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	2,5	...	0,7	0,7	...	...	3,8	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴ .....	...	0,3	3,1	3,4	2,5	0,7	...	3,5	...	2,5	0,4	0,9	...	1,1	...
D. Autres	128,7	147,0	168,8	175,1	191,1	221,6	215,2	227,4	234,6	244,7	254,4	256,2	265,5	273,7	p 292,1
TOTAL DU PASSIF ...	1.097,1	1.377,0	1.616,7	1.833,6	2.064,0	2.416,5	2.474,2	2.584,0	2.679,9	2.775,1	2.932,0	3.066,1	3.161,6	3.294,9	3.596,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-72	81-12-73	81-12-74	81-12-75	81-12-76	81-12-77	81-8-78	80-6-78	80-9-78	81-12-78	81-3-79	80-6-79	80-9-79	81-12-79	81-3-80	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	72,3	72,3	72,3	72,3	72,5	58,0	58,0	58,0	58,3	58,2	
2. F.M.I. — Participation	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9	26,7	24,7	21,0	19,7	19,4	19,6	20,2	20,3	18,1	17,5	
— Prêts	—	—	—	—	—	1,5	1,5	1,5	1,3	0,7	0,7	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3	19,8	19,8	20,1	20,1	20,1	24,7	23,1	23,1	23,2	27,8	
— Autres	—	—	—	2,4	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,4	9,0	8,4	7,5	7,4	6,9	
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	70,8	60,3	66,7	61,1	43,7	
4. Accords internationaux .....	...	...	...	...	0,2	0,4	0,6	0,7	0,2	0,4	0,5	0,1	0,5	...	0,1	
5. F.E.C.O.M.	—	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	4,9	3,3	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	31,9	48,1	53,7	39,6	35,5	34,5	35,1	36,8	37,5	37,9	36,4	35,6	37,5	40,9	44,8	
8. Acceptations en francs belges représentat. d'exportation	28,3	28,0	29,4	29,9	30,6	39,7	31,5	33,4	37,3	42,6	39,4	40,8	38,9	40,9	39,1	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	349,4	467,3	578,1	703,3	740,8	905,0	929,3	982,9	1.053,6	1.110,2	1.156,4	1.229,8	1.283,0	1.311,6	1.477,6	
b) en francs belges	27,1	35,4	38,6	49,8	65,0	83,1	75,0	82,7	78,0	77,4	82,0	83,7	83,6	83,1	99,9	
Total des créances sur l'étranger ...	564,1	708,6	831,4	959,6	1.009,3	1.199,2	1.204,4	1.264,4	1.329,7	1.390,6	1.497,5	1.560,0	1.619,1	1.644,6	1.815,6	(6)
B. Créances sur les organ. principal. monétaires nationaux :																
1. Pièces et billets	6,1	7,3	7,6	7,6	8,3	8,4	9,2	11,0	9,5	11,6	9,8	11,4	10,7	13,2	12,1	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	
— autres	1,1	0,6	0,9	0,7	0,7	0,5	...	0,9	0,1	0,4	...	0,1	...	0,3	0,1	
b) sur les organismes publics	7,0	1,8	5,2	7,5	9,8	10,2	8,1	12,8	9,4	9,2	8,6	9,7	11,4	13,5	14,1	
c) sur les banques de dépôts	59,6	93,7	105,7	106,0	137,0	165,1	170,0	165,5	181,2	174,6	188,5	185,1	199,9	202,8	235,2	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	74,9	74,5	78,5	84,3	126,8	128,9	154,7	152,5	139,7	144,7	187,4	187,1	177,3	180,4	211,1	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	149,6	184,1	205,3	238,0	260,2	296,7	308,5	322,5	329,6	332,4	331,8	352,9	366,0	358,0	372,8	(7)
— autres	66,5	71,3	70,9	68,3	63,0	57,3	57,1	57,1	57,1	55,7	55,7	55,7	55,7	57,9	71,2	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	19,7	24,2	31,6	37,3	41,0	44,8	45,2	27,9	43,2	49,0	43,7	49,7	46,1	63,1	55,2	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	16,6	25,8	30,2	30,9	32,9	37,9	42,8	42,7	42,0	42,3	41,6	45,6	44,7	45,7	43,3	(8)
— autres	3,4	6,6	7,6	9,1	12,5	17,4	18,4	19,8	20,0	20,5	24,8	27,0	27,6	28,3	30,2	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	15,6	13,8	13,8	13,9	18,7	19,0	17,6	19,5	21,7	25,7	27,3	25,9	23,2	26,1	29,3	(9)
b) effets ⁴ commerciaux	117,0	131,2	133,1	142,5	164,1	182,5	171,6	169,8	176,8	193,1	185,5	194,4	194,3	208,8	214,4	(9)
c) avances	172,5	219,7	252,8	309,9	372,1	452,5	449,0	480,5	493,5	517,4	521,8	564,3	590,2	642,8	632,9	(9)
d) autres créances à un an au plus	0,1	0,1	4,1	4,5	9,1	1,2	3,8	1,4	0,5	1,2	...	0,1	0,8	0,7	...	(11)
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	12,4	13,1	15,6	15,6	16,3	16,7	16,6	21,8	20,9	21,0	20,2	19,3	18,4	17,8	17,7	(11)
— autres	12,0	12,6	15,3	23,0	22,8	39,3	39,6	39,8	39,8	39,4	39,1	39,0	39,0	39,3	38,9	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	2,5	...	...	2,9	3,6	2,8	8,5	37,0	28,7	16,0	29,3	49,1	47,7	52,5	72,6	(12)
b) autres	8,5	9,6	10,8	9,1	10,3	7,8	1,5	5,5	5,8	14,8	4,2	8,0	11,7	24,6	20,5	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur	1,9	0,2	0,7	2,1	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(14)
— autres	3,5	4,1	4,7	10,4	13,6	10,4	8,9	9,9	11,6	11,6	8,3	8,1	9,8	9,2	11,0	(14)
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. accessibles à tout placeur	31,9	31,8	37,7	37,5	40,2	69,2	72,0	71,5	71,4	70,8	73,3	70,2	67,6	65,7	62,8	(14)
— autres	5,3	8,3	10,0	10,6	12,4	15,1	15,3	14,5	14,4	14,5	18,6	18,8	17,9	18,7	17,8	(14)
D. Autres	123,2	148,4	168,1	174,9	174,3	185,6	181,8	190,1	208,1	230,0	272,6	281,4	284,6	320,8	304,0	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	1.482,7	1.812,7	2.056,3	2.306,2	2.559,4	2.968,5	3.004,6	3.138,4	3.254,7	3.386,6	3.589,6	3.762,9	3.863,7	4.034,8	4.282,8	

Colonne du tableau XIII
« Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

¹ Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation, XLIII^e année, tome II, no 3, septembre 1968).

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 193,1 et pour le total de l'actif à 2.976,0

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-72	81-12-73	81-12-74	81-12-75	81-12-76	81-12-77	81-3-78	30-6-78	30-9-78	81-12-78	31-3-79	30-6-79	30-9-79	31-12-79	31-3-80	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	...	...	...	...	23,4	...	...	27,5	26,7	14,8	7,7	39,9	27,4	...	...
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	333,2	434,3	525,9	637,5	680,6	842,0	865,3	931,4	1.014,8	1.063,1	1.133,9	1.241,7	1.305,0	1.346,7	1.571,6	
b) en francs belges ¹	81,8	121,1	172,6	162,5	183,2	210,9	210,5	223,8	204,1	224,8	244,1	245,6	251,2	303,9	298,6	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	415,3	556,6	698,9	800,1	863,9	1.076,4	1.075,9	1.155,3	1.246,5	1.314,7	1.392,9	1.495,1	1.596,2	1.678,1	1.870,3	
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :																
1. Pièces et billets	6,5	7,3	7,6	8,4	8,1	8,4	8,7	11,3	8,9	10,6	9,0	10,5	9,8	13,3	12,2	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	0,9	2,1	0,2	...	2,6	2,5	2,8	7,4	2,3	4,1	2,2	2,7	8,9	3,6	3,8	
b) envers les organismes publics	0,9	1,0	1,2	1,1	2,5	1,9	0,2	9,6	0,8	2,3	2,6	6,1	0,3	9,2	5,1	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	7,7	21,3	14,7	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations .....	...	...	...	0,1	0,1	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	
— autres	65,9	93,0	110,3	113,1	142,8	171,1	174,6	161,8	187,1	177,5	191,9	185,7	201,6	203,5	240,2	p
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	225,3	240,6	258,4	291,3	310,8	339,1	332,1	360,8	349,9	361,9	357,2	382,5	362,3	371,7	358,9	(1)
— monnaie scripturale ³	237,1	252,1	262,9	312,2	330,4	365,1	375,1	390,5	378,9	384,0	387,8	410,4	378,0	388,4	374,1	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁴	21,8	27,7	31,7	36,0	43,2	37,2	41,0	30,2	36,7	40,0	35,3	38,0	33,8	44,5	39,3	(1)
2. Autres engagem. envers les entreprises et particuliers ⁵ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	131,7	156,6	169,5	220,4	253,9	298,2	306,4	316,5	322,5	337,4	347,6	356,6	353,0	361,2	341,5	(2)
— autres dépôts	116,1	159,8	188,5	182,3	236,0	231,2	250,1	237,5	250,7	256,9	275,3	269,9	290,1	295,9	346,3	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	26,9	27,0	23,3	31,5	28,9	31,0	28,5	29,5	29,4	29,0	29,4	30,2	28,9	27,4	26,9	(3)
— bons de caisse et obligations	35,8	41,8	48,7	58,2	74,3	104,4	110,8	117,9	121,8	125,6	132,2	137,2	144,9	153,0	160,0	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ...	9,2	11,9	17,5	23,0	31,4	35,8	32,3	31,4	32,1	29,8	30,8	34,6	36,3	37,7	46,7	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	2,5	...	0,7	2,8	...	...	4,0	...	...	...	...	...	...	...	...	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	0,5	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	4,0	11,8	5,7	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁶ .....	...	0,3	3,1	3,4	2,5	0,7	...	3,5	...	2,5	0,4	0,9	...	1,1	...	(14)
D. Autres	175,1	201,3	213,0	222,2	228,3	264,9	261,4	274,5	286,3	309,2	394,3	401,8	418,9	445,7	457,0	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	1.482,7	1.812,7	2.056,3	2.306,2	2.559,4	2.968,5	3.004,6	3.138,4	3.254,7	3.386,6	3.589,6	3.762,9	3.863,7	4.034,8	4.282,8	

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.

⁴ A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

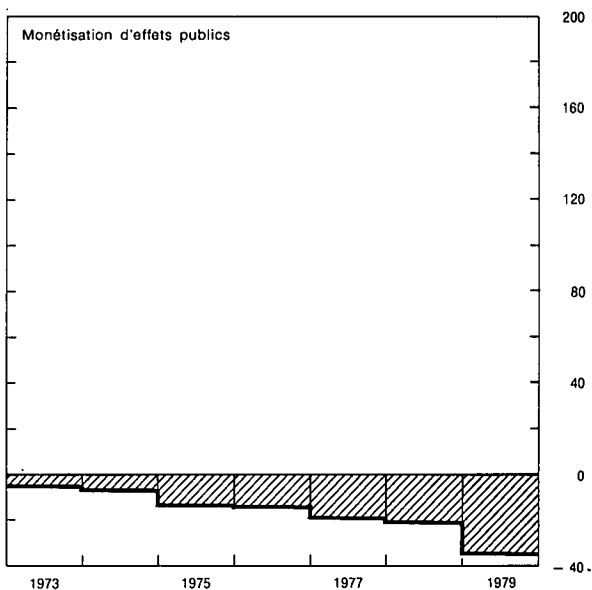
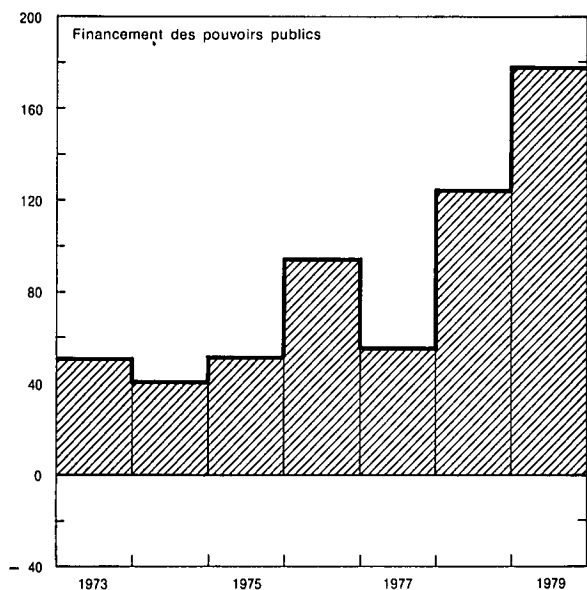
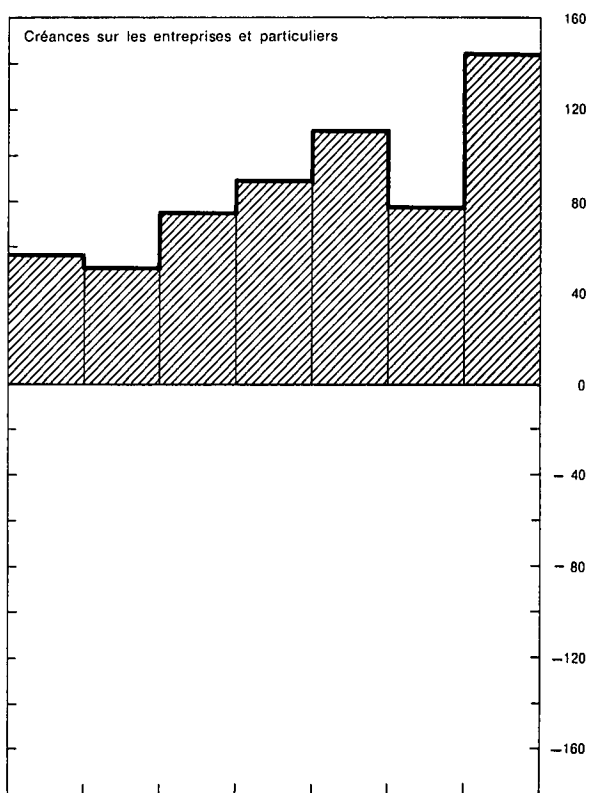
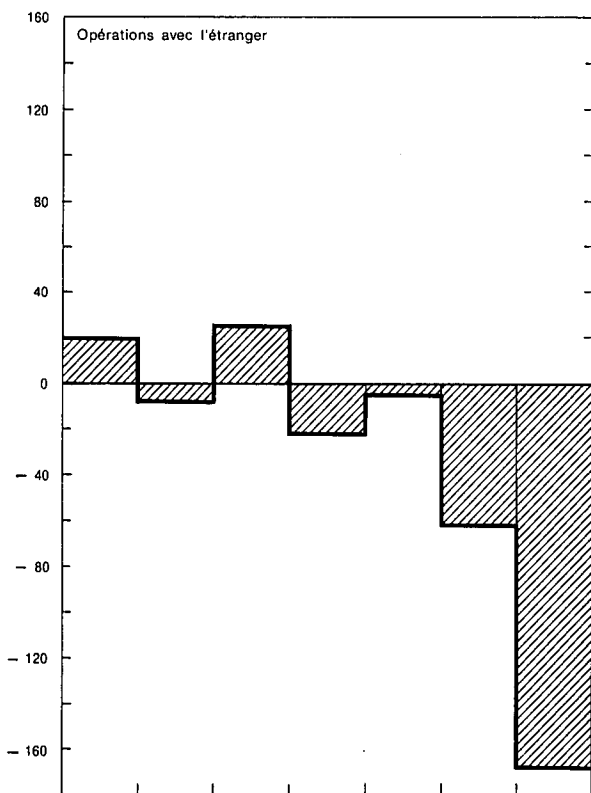
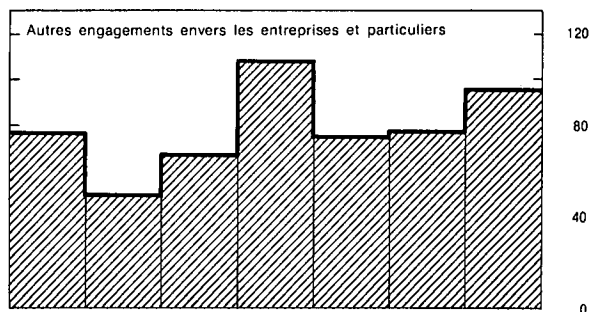
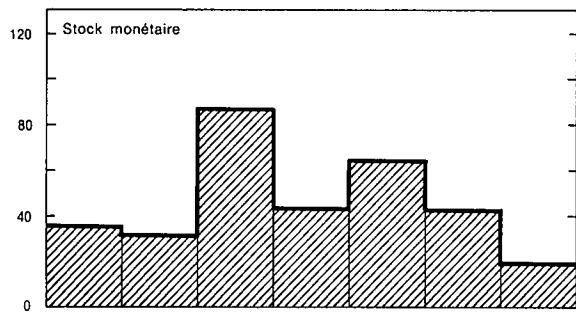
⁵ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁶ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note 5).

⁷ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,7 et pour le total du passif à 2.976,0.

**XIII - 8. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE
AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES**

(variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (soldé courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers)	Créances sur les entreprises ³ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁶		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁹	Divers
		En francs belges		En monnaies étrangères (déposés à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁴	Obligations ⁵	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁷	Autres pouvoirs publics ⁸	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (déposés)	A plus d'un an (déposés, bons de caisse et obligations)													
		(1)	(2)	(3)			(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)			(13)	(14)	(15)	(16)
1972	+64,2	+39,3	+10,2	- 0,5	+113,2	+ 22,6	+ 52,2	+ 7,8	+ 0,8	+ 1,0	+ 29,8	+ 8,8	- 1,7	- 1,4	- 3,0	- 3,7
1973	+35,9	+68,7	+ 6,1	+ 2,7	+113,4	+ 19,7 ¹⁰	+ 56,0	+ 1,5	- 1,0	+ 3,8	+ 34,9 ¹¹	+16,1	- 4,0	- 1,7	- 5,8	- 6,1 ¹²
1974	+32,5	+41,7	+ 3,2	+ 5,6	+ 83,0	- 8,7 ¹³	+ 42,1	+ 9,7	- 5,9	- 8,1	+ 28,0	+12,9	- 6,3	- 1,3	+12,4	+ 8,2 ¹⁴
1975	+87,4	+44,7	+17,7	+ 5,5	+155,3	+ 26,3	+ 66,3	+ 9,3	- 0,7	+ 0,2	+ 48,0	+ 9,0	-15,3	+ 1,6	+13,1	+ 2,5
1976	+43,8	+87,1	+13,6	+ 8,4	+152,9	- 23,5	+ 84,6	+ 5,4	- 2,7	+ 4,0	+ 85,1	+10,2	-15,6	+ 0,9	+ 7,1	- 2,6
1977	+64,8	+39,5	+32,0	+ 4,4	+140,7	- 5,9	+101,9	+10,2	- 9,2	- 2,8	+ 41,0	+14,7	-21,0	+ 0,8	+30,6	-19,6
1978	+43,4 ¹⁵	+64,9	+19,3	- 6,0	+121,6 ¹⁵	- 63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+10,5	+111,0	+13,7	-26,5	+ 4,9	+ 0,9	- 8,9 ¹⁵
1979	+19,8	+62,8	+25,7	+ 8,0	+116,3	-168,2	+142,6	- 0,7	- 7,7	- 1,0	+153,9	+29,9	-44,5	+ 5,8	+ 0,5	+ 5,7
1978 1 ^{er} trimestre	+ 6,1	+27,0	+ 4,0	- 3,5	+ 33,6	- 8,1	- 17,1	+ 2,9	- 2,7	+ 1,3	+ 60,5	+ 6,6	- 6,2	-10,4	+ 2,0	+ 4,8
2 ^e trimestre	+34,2	- 2,4	+ 8,1	- 0,9	+ 39,0	- 14,4	+ 38,6	+ 3,3	+ 1,9	- 6,9	+ 46,1	-16,0	- 7,7	+ 8,1	- 2,9	-11,1
3 ^e trimestre	-16,8	+19,2	+ 3,8	+ 0,7	+ 6,9	- 35,2	+ 20,7	- 0,6	+ 5,4	+ 1,5	+ 3,2	+15,2	- 5,6	- 1,1	+ 5,1	- 1,7
4 ^e trimestre	+19,9	+21,1	+ 3,4	- 2,3	+ 42,1	- 5,5	+ 29,5	+ 0,4	- 3,1	+14,6	+ 1,2	+ 8,0	- 7,0	+ 8,2	- 3,2	- 1,0
1979 1 ^{er} trimestre	- 5,4	+28,6	+ 6,9	+ 1,1	+ 31,2	- 40,0	+ 1,5	- 1,6	- 1,4	- 3,1	+ 81,8	- 1,1	- 5,0	-11,8	+ 5,7	+ 6,2
2 ^e trimestre	+50,5	+ 3,6	+ 5,9	+ 3,8	+ 63,8	- 26,7	+ 54,0	...	- 4,0	- 3,9	+ 55,5	+13,5	-17,4	+ 2,3	- 2,3	- 7,2
3 ^e trimestre	-56,9	+16,6	+ 6,4	+ 1,7	- 32,2	- 51,2	+ 25,4	+ 0,7	- 0,2	- 2,4	+ 10,1	- 3,0	-10,0	+ 2,8	- 0,4	- 4,0
4 ^e trimestre	+31,6	+14,0	+ 6,5	+ 1,4	+ 53,5	- 50,3	+ 61,7	+ 0,3	- 2,1	+ 8,4	+ 6,5	+20,5	-12,1	+12,4	- 2,5	+10,7
1980 1 ^{er} trimestre	-32,3	p+30,6	+ 6,5	+ 9,1	p+ 13,9	- 59,4	+ 0,7	p- 1,1	- 2,9	- 1,8	p+111,3	p- 8,1	p- 7,1	- 4,8	p- 0,6	p-12,3

N. B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

- 1 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.
- 2 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
- 3 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.
- 4 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.
- 5 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.
- 6 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.
- 7 Y compris le Fonds des Rentes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.
- 8 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.
- 9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

- 10 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1978.
- 11 A l'exclusion d'un accroissement de 0,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actifs découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1978.
- 12 A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge, et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 11 et 12 ci-dessus (3,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).
- 13 Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.
- 14 Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.
- 15 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général (10) = (8) + (9)	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la Banque Nationale de Belgique ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total (7) = (4) à (6)			Total (8) = (3) + (7)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
1971	8,1	201,8	204,6	0,6	51,5	144,0	196,1	400,7	19,7	420,4
1972	8,5	222,6	225,6	0,6	63,2	173,3	237,1	462,7	21,8	484,5
1973	9,1	238,5	240,6	0,5	65,6	185,9	252,0	492,6	27,8	520,4
1974	9,5	256,1	258,3	0,3	67,5	195,1	262,9	521,2	31,7	552,9
1975	10,2	288,4	292,1	0,9	74,8	236,3	312,0	604,1	36,2	640,3
1976	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 (ancienne série)	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1977 (nouvelle série) ⁷	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978 Mars	11,6	328,6	331,5	0,5	89,7	284,9	375,1	706,6	41,0	747,6
Juin	11,9	359,5	361,0	0,7	86,7	303,1	390,5	751,5	30,2	781,7
Septembre	12,0	346,4	349,3	0,5	85,4	293,0	378,9	728,2	36,8	765,0
Décembre	12,2	359,9	360,9	0,8	91,5	291,7	384,0	744,9	40,0	784,9
1979 Mars	12,1	353,5	356,4	0,5	88,8	298,5	387,8	744,2	35,3	779,5
Mai	12,3	369,3	370,1	1,0	93,0	304,6	398,6	768,7	31,7	800,4
Juin	12,4	380,1	381,6	1,0	97,4	312,0	410,4	792,0	38,0	830,0
Juillet	12,4	363,2	365,8	1,2	96,3	293,5	391,0	756,8	38,2	795,0
Août	12,5	360,5	363,8	0,7	94,3	282,9	377,9	741,7	33,1	774,8
Septembre	12,5	358,9	361,3	0,7	87,1	290,2	378,0	739,3	33,8	773,1
Octobre	12,5	358,4	360,4	0,6	88,9	267,5	357,0	717,4	31,8	749,2
Novembre	12,5	356,1	358,4	0,5	87,2	278,1	365,8	724,2	44,7	768,9
Décembre	12,7	371,8	371,8	0,7	90,9	296,8	388,4	760,2	44,5	804,7
1980 Janvier	12,7	355,2	356,5	0,7	97,9	284,2	382,8	739,3	42,5	781,8
Février	12,6	357,4	359,5	0,5	85,8	278,1	364,4	723,9	38,7	762,6
Mars	12,7	357,6	359,0	0,8	91,6	281,7	374,1	733,1	39,3	772,4
Avril	12,9	356,2	358,2	0,6	100,8	278,9	380,3	738,5	40,1	778,6
Mai	13,1	367,2	369,1	0,5	p 95,0	288,4	p 383,9	p 753,0	p 38,6	791,6

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises 1 et particuliers					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
	Monnaie fiduciaire 2	Monnaie scripturale			Total	Au près des organismes principa- lement monétaires	Au près des autres intermé- diaires financiers	Total	
		Au près des organismes principa- lement monétaires	Au près des autres intermé- diaires financiers	Total						(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1971	202,6	193,6	12,8	206,4	409,0	19,6	3,9	23,5	432,5
1972	222,4	234,1	17,2	251,3	473,7	21,8	3,0	24,8	498,5
1973	237,6	247,6	20,4	268,0	505,6	27,8	2,8	30,6	536,2
1974	254,9	258,6	26,5	285,1	540,0	31,7	4,5	36,2	576,2
1975	288,1	306,9	36,9	343,8	631,9	36,2	5,4	41,6	673,5
1976	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 (ancienne série)	333,7	361,2	47,4	408,6	742,3	44,7	4,5	49,2	791,5
1977 (nouvelle série) 3	333,7	361,2	47,4	408,6	742,3	37,2	4,5	41,7	784,0
1978 Mars	327,1	370,9	50,1	421,0	748,1	41,0	6,0	47,0	795,1
Juin	355,6	386,4	61,2	447,6	803,2	30,2	16,1	46,3	849,5
Septembre	344,7	375,2	57,1	432,3	777,0	36,8	8,7	45,5	822,5
Décembre	354,9	380,3	55,6	435,9	790,8	40,0	4,5	44,5	835,3
1979 Mars	351,4	383,8	59,7	443,5	794,9	35,3	7,3	42,6	837,5
Juin	374,5	405,8	65,3	471,1	845,6	38,0	12,6	50,6	896,2
Septembre	355,4	374,2	65,5	439,7	795,1	33,8	8,9	42,7	837,8
Décembre	364,5	383,5	67,8	451,3	815,8	44,5	7,5	52,0	867,8
1980 Mars	352,9	370,5	63,0	433,5	786,4	39,5	8,8	48,3	834,7

1 Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

2 Colonne (8) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires finan-

ciers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

3 L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 5a. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Variations						Variations	
	B.N.B. 2	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1)+(2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger 4	Refinement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger 5 (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger 6 (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (8)] 7	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 8
				B.N.B. 3	Autres organismes principalement monétaires	Total					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (8) - (7) - (8)	(10)	(11)	
1972	194,3	- 45,6	148,7	+26,4	- 13,6	+ 12,8	-10,6	+ 0,8	+ 22,6	+ 7,7	+ 20,5
1973	219,1	- 67,2	151,9	+35,5	- 21,4	+ 14,1	- 4,6	- 1,0	+ 19,7	+19,2	+ 33,3
1974 9	228,8	- 96,3	132,5	+ 8,1	- 26,4	- 18,3	- 3,7	- 5,9	- 8,7	+42,9	+ 24,6
1975	252,4	- 92,9	159,5	+18,5	+ 3,5	+ 22,0	- 3,6	- 0,7	+ 26,3	+ 2,4	+ 24,4
1976	231,8	- 86,3	145,5	-22,7	+ 4,7	- 18,0	+ 8,2	- 2,7	- 23,5	+12,6	- 5,4
1977	230,9	-108,1	122,8	- 2,3	- 18,8	- 21,1	- 6,0	- 9,2	- 5,9	+13,2	- 7,9
1978	221,7	-145,9	75,8	-10,2	- 27,9	- 38,1	+23,7	+ 1,4	- 63,2	+ 8,3	- 29,8
1979	232,2	-265,7	-33,5	-35,1	-125,6	-160,7	+15,3	- 7,8	-168,2	+33,8	-126,9
1978 1 ^{er} trimestre	246,4	-117,9	128,5	+13,4	-12,6	+ 0,8	+11,6	- 2,7	- 8,1	+ 4,7	+ 5,5
2 ^e trimestre	245,4	-136,2	109,2	+ 1,1	-14,2	- 13,1	- 0,6	+ 1,9	- 14,4	- 4,1	- 17,2
3 ^e trimestre	209,1	-125,9	83,2	-28,8	+10,8	- 18,0	+11,8	+ 5,4	- 35,2	+ 2,1	- 15,9
4 ^e trimestre	221,7	-145,9	75,8	+ 4,1	-11,8	- 7,7	+ 0,9	- 3,1	- 5,5	+ 5,5	- 2,2
1979 1 ^{er} trimestre	271,8	-167,3	104,5	+10,6	-30,5	- 19,9	+21,6	- 1,5	- 40,0	- 6,9	- 26,8
2 ^e trimestre	264,5	-199,6	64,9	- 7,5	-23,7	- 31,2	- 0,5	- 4,0	- 26,7	+17,9	- 13,3
3 ^e trimestre	241,1	-218,2	22,9	-29,3	-22,6	- 51,9	- 0,5	- 0,2	- 51,2	+ 9,0	- 42,9
4 ^e trimestre	232,2	-265,7	-33,5	- 8,9	-48,8	- 57,7	- 5,3	- 2,1	- 50,3	+13,8	- 43,9
1980 1 ^{er} trimestre	220,7	-275,4	-54,7	-27,7	- 9,3	- 37,0	+25,3	- 2,9	- 59,4	+14,6	- 22,4

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

2 Cf. tableau XIII-5b, colonne (9), en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

3 Cf. tableau XIII-5b, colonne (12), et notamment la note 5, en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

4 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des parastatiques administratifs.

5 Crédits mobilisés auprès des banques belges.

6 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-8.

7 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engage-

ments nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (11)].

8 Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

9 Depuis 1974, les variations ont été calculées sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 5b. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

	Montants à fin de période							Variations après ajustement statistique ⁵				
	Réserves de change							Acceptations en francs belges représentatives d'exportations	Avoirs extérieurs nets	Réserves de change	Acceptations en francs belges représentatives d'exportations	Avoirs extérieurs nets recensés à la balance de paiements ⁶
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	Ecus	Avoirs ou engagements (-) nets vis-à-vis du F.E.C.O.M.	Monnaies étrangères au comptant ³	Francs belges au comptant ⁴	Total						(7) = (1) à (6)	(9) = (7) + (8)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1972	75,4	52,0	—	—	52,4	- 2,0	177,8	16,5	194,3	+15,7	+10,7	+26,4
1973	71,8	54,5	—	3,5	75,9	- 2,6	203,1	16,9	220,0	+36,0	+ 0,4	+36,4
1974	71,8	53,3	—	...	95,1	- 3,1	217,1	12,0	229,1	+12,4	- 4,9	+ 7,5
1975	71,8	58,7	—	...	113,7	- 3,7	240,5	11,9	252,4	+18,4	- 0,2	+18,2
1976	71,8	58,9	—	...	90,6	- 3,2	218,1	13,7	231,8	-24,6	+ 1,9	-22,7
1977	72,3	57,7	—	- 23,4	107,7	- 3,4	210,9	20,0	230,9	- 8,6	+ 6,3	- 2,3
1978	72,5	49,6	—	- 26,7	106,1	- 5,6	195,9	25,8	221,7	-15,9	+ 5,7	-10,2
1979	58,3	48,7	61,1	- 27,4	75,5	- 6,1	210,1	22,1	232,2	-31,5	- 3,6	-35,1
1978 2 ^e trimestre	72,3	52,3	—	...	114,0	- 3,8	234,8	10,6	245,4	- 0,6	+ 1,7	+ 1,1
3 ^e trimestre	72,3	50,8	—	- 27,5	98,6	- 4,9	189,3	19,8	209,1	-38,0	+ 9,2	-28,8
4 ^e trimestre	72,5	49,6	—	- 26,7	106,1	- 5,6	195,9	25,8	221,7	- 1,9	+ 6,0	+ 4,1
1979 1 ^{er} trimestre	58,0	54,0	70,8	- 14,8	86,1	- 3,4	250,7	21,1	271,8	+15,3	- 4,7	+10,6
2 ^e trimestre	58,0	51,7	60,3	- 7,7	83,8	- 4,9	241,2	23,3	264,5	- 9,8	+ 2,3	- 7,5
3 ^e trimestre	58,0	50,9	66,7	- 39,9	85,5	- 3,7	217,5	23,6	241,1	-29,6	+ 0,3	-29,3
4 ^e trimestre	58,3	48,7	61,1	- 27,4	75,5	- 6,1	210,1	22,1	232,2	- 7,4	- 1,5	- 8,9
1980 1 ^{er} trimestre	58,2	52,2	43,7	...	54,2	- 5,3	203,0	17,7	220,7	-23,3	- 4,4	-27,7
2 ^e trimestre	58,2	50,2	94,0	...	109,1	- 6,3	305,2	p 14,1	p 319,3	+47,2	p- 3,6	p+43,6
1979 Juillet	58,0	51,5	66,3	- 9,2	86,3	- 4,7	248,2	22,3	270,5	+ 0,5	- 1,0	- 0,5
Août	58,0	51,1	66,2	- 7,7	87,3	- 3,9	251,0	20,3	271,3	+ 6,4	- 2,0	+ 4,4
Septembre	58,0	50,9	66,7	- 39,9	85,5	- 3,7	217,5	23,6	241,1	-36,5	+ 3,3	-33,2
Octobre	58,0	49,8	75,4	- 40,2	89,1	- 4,9	227,2	22,4	249,6	- 1,1	- 1,3	- 2,4
Novembre	58,0	48,8	72,7	- 30,0	92,3	- 5,2	236,6	20,6	257,2	+12,4	- 1,8	+10,6
Décembre	58,3	48,7	61,1	- 27,4	75,5	- 6,1	210,1	22,1	232,2	-18,7	+ 1,6	-17,1
1980 Janvier	58,2	52,6	72,5	- 11,7	58,6	- 4,9	225,3	20,1	245,4	- 4,1	- 2,0	- 6,1
Février	58,2	52,2	56,9	- 0,9	49,1	- 7,7	207,8	19,8	227,6	-10,8	- 0,3	-11,1
Mars	58,2	52,2	43,7	...	54,2	- 5,3	203,0	17,7	220,7	- 8,4	- 2,1	-10,5
Avril	58,2	50,9	77,6	...	57,9	- 4,8	239,8	20,1	259,9	- 5,0	+ 2,4	- 2,6
Mai	58,2	51,4	85,3	...	81,9	- 5,3	271,5	17,7	289,2	+24,8	- 2,4	+22,4
Juin	58,2	50,2	94,0	...	109,1	- 6,3	305,2	p 14,1	p 319,3	+27,4	p- 3,6	p+23,8
Juillet	58,2	50,0	119,3	...	118,7	- 4,9	341,3	p 10,3	p 351,6	+17,5	p- 3,8	p+13,7

¹ Non compris les avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprennent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969 à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au F.M.I., au titre du « mécanisme pétrolier », en vertu d'un accord conclu avec le F.M.I. et approuvé par le Gouvernement.

³ Y compris le concours financier à moyen terme que l'Etat belge a accordé à l'Italie en vertu de la directive du Conseil des Communautés Européennes adopté le 17 décembre 1974 et dont la B.N.B. a assuré le financement pour le compte de l'Etat conformément à la convention intervenue à la même date entre celui-ci et la B.N.B.

⁴ Différence entre les avoirs sur l'étranger (autres que les acceptations représentatives d'exportations) et les engagements envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales.

⁵ Non compris les variations comptables, à savoir celles qui résultent a) de l'allocation de droits de tirages spéciaux à la Belgique en 1972 et 1979, b) des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973, et c) des modifications dans les cours de change qui ont pu affecter, depuis janvier 1974, la contre-valeur en francs belges des variations des encours en monnaies étrangères, d) de l'entrée en vigueur au 13 mars 1979, du Système Monétaire Européen.

Compte tenu, de plus, depuis 1976 d'un ajustement résultant d'opérations entre la B.N.B. et les autres organismes principalement monétaires et qui ne sont pas comptabilisés le même jour dans les deux organismes concernés.

⁶ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.23.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1 (1)	de la construction et de transactions immobilières 2 (2)	de ventes et prêts à tempérament 3 (3)	d'importations (4)				Crédits de caisse 4 (8)	Autres (9)		
1972 ⁵	32,9	20,0	34,4	27,2	200,5	315,0	52,1	60,4	2,6	115,1	480,1
1973	40,9	26,6	41,6	22,1	239,6	370,8	57,0	75,9	2,0	134,9	505,7
1974	44,4	34,9	45,2	23,7	266,3	414,5	70,9	101,1	1,7	173,7	588,2
1975	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	145,4	4,1	225,4	707,6
1976	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	77,2	156,1	13,5	246,8	814,0
1977 ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 Mars	49,6	88,9	90,3	26,1	397,7	652,6	94,0	189,3	13,2	296,5	949,1
Juin	50,5	99,4	94,3	28,1	419,2	691,5	95,2	196,5	16,0	307,7	999,2
Septembre ⁵	55,5	102,0	96,1	31,9	426,5	712,0	98,8	208,3	9,2	316,3	1.028,3
Décembre ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979 Mars ⁵	62,7	119,1	98,4	34,9	428,0	743,1	103,7	214,5	11,7	329,9	1.073,0
Juin ⁵	68,2	132,9	105,0	36,1	455,1	797,3	109,5	226,1	13,6	349,2	1.146,5
Septembre ⁵	74,7	141,5	106,3	38,8	461,5	822,8	110,2	239,4	14,6	364,2	1.187,0
Décembre	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
Décembre ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980 Mars	85,2	157,0	112,5	42,4	488,2	885,3	124,5	288,6	15,6	428,7	1.314,0

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.
² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.
³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels

consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. A partir de 1978 : nouvelle série par suite d'une rectification apportée par une banque importante.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) (7)+(11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5)+(6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1972	3	23,0	119,7	172,3	315,0	13,9	13,7	27,6	9,1	106,0	172,3	287,4	0,1
1973		19,0	132,5	219,3	370,8	13,1	16,6	29,7	5,9	115,9	219,3	341,1	0,1
1974		19,6	142,6	252,3	414,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,0	252,3	376,2	0,3
1975		23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	123,7	309,4	449,0	0,1
1976		24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977	3	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978	Mars	24,3	179,3	449,0	652,6	9,4	26,1	35,5	14,9	153,2	449,0	617,1	0,2
	Juin	26,2	184,9	480,4	691,5	9,8	25,8	35,6	16,4	159,1	480,4	655,9	0,1
	Septembre 3	29,4	189,5	493,1	712,0	19,9	43,4	63,3	9,5	146,1	493,1	648,7	...
	Décembre 3	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	Mars 3	32,1	189,2	521,8	743,1	13,5	33,3	46,8	18,6	155,9	521,8	696,3	...
	Juin 3	33,5	199,6	564,2	797,3	16,8	41,9	58,7	16,7	157,7	564,2	738,6	0,2
	Septembre 3	36,0	196,7	590,1	822,8	25,8	42,6	68,4	10,2	154,1	590,1	754,4	...
	Décembre	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	Mars	34,8	217,6	632,9	885,3	19,3	48,4	67,7	15,5	169,2	632,9	817,6	0,2

B. Crédits à l'étranger

1972	3	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	2,9
1973		26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	1,8
1974		32,6	37,4	103,7	173,7	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	103,7	144,4	0,2
1975		32,6	43,2	149,6	225,4	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	149,6	195,2	0,7
1976		30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977	3	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978	Mars	32,4	72,6	191,5	296,5	11,0	31,5	42,5	21,4	41,1	191,5	254,0	3,5
	Juin	31,2	76,7	199,8	307,7	8,4	32,5	40,9	22,8	44,2	199,8	266,8	2,2
	Septembre 3	32,8	72,3	211,2	316,3	15,7	29,6	45,3	17,1	42,7	211,2	271,0	5,1
	Décembre 3	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	Mars 3	32,5	87,3	210,1	329,9	14,1	36,7	50,8	18,4	50,6	210,1	279,1	2,2
	Juin 3	35,6	90,0	223,6	349,2	17,9	38,9	56,8	17,7	51,1	223,6	292,4	2,2
	Septembre 3	34,8	94,3	235,1	364,2	18,9	38,6	57,5	15,9	55,7	235,1	306,7	2,2
	Décembre	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
	Décembre 4	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	Mars	39,0	99,9	289,8	428,7	17,7	39,1	56,8	21,3	60,8	289,8	371,9	13,3

C. Total

1972	3	48,3	148,5	233,3	430,1	27,4	26,8	54,2	20,9	121,7	233,3	375,9	3,0
1973		45,9	163,8	296,0	505,7	28,9	28,7	57,6	17,0	135,1	296,0	448,1	1,9
1974		52,2	180,0	356,0	588,2	27,0	40,6	67,6	25,2	139,4	356,0	520,6	0,5
1975		56,3	192,3	459,0	707,6	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	459,0	644,2	0,8
1976		54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977	3	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978	Mars	56,7	251,9	640,5	949,1	20,4	57,6	78,0	36,3	194,3	640,5	871,1	3,7
	Juin	57,4	261,6	680,2	999,2	18,2	58,3	76,5	39,2	203,3	680,2	922,7	2,3
	Septembre 3	62,2	261,8	704,3	1.028,3	35,6	73,0	108,6	26,6	188,8	704,3	919,7	5,1
	Décembre 3	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	Mars 3	64,6	276,5	731,9	1.073,0	27,6	70,0	97,6	37,0	206,5	731,9	975,4	2,2
	Juin 3	69,1	289,6	787,8	1.146,5	34,7	80,8	115,5	34,4	208,8	787,8	1.031,0	2,4
	Septembre 3	70,8	291,0	825,2	1.187,0	44,7	81,2	125,9	26,1	209,8	825,2	1.061,1	2,2
	Décembre	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
	Décembre 4	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	Mars	73,8	317,5	922,7	1.314,0	37,0	87,5	124,5	36,8	230,0	922,7	1.189,5	13,5

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

4 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. 2
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1972 ¹	3,8	0,1	3,4	6,8	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0	0,5
1974	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2	1,4
1975	1,3	0,4	1,7	...	8,7	8,7	...	10,0	0,4	10,4	0,3
1976	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 Mars	0,6	...	0,6	2,5	15,9	18,4	2,5	16,5	...	19,0	1,0
Juin	0,3	0,1	0,4	3,1	9,5	12,6	3,1	9,8	0,1	13,0	0,8
Septembre ¹	0,2	0,4	0,6	10,1	28,7	38,8	10,1	28,9	0,4	39,4	1,2
Décembre ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979 Mars ¹	0,4	...	0,4	8,3	23,4	31,7	8,3	23,8	...	32,1	5,0
Juin ¹	0,2	0,1	0,3	9,2	32,3	41,5	9,2	32,5	0,1	41,8	4,1
Septembre ¹	0,1	0,1	0,2	12,4	36,1	48,5	12,4	36,2	0,1	48,7	3,1
Décembre	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980 Mars	0,1	...	0,1	12,8	37,5	50,3	12,8	37,6	...	50,4	6,3
B. Crédits à l'étranger											
1972 ¹	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5	...
1973	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9	...
1974	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0	...
1975	...	...	...	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	...	11,8	...
1976	...	...	...	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	...	13,7	...
1977 ¹	...	...	...	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	...	20,0	...
1978 Mars	...	...	...	5,5	3,2	8,7	5,5	3,2	...	8,7	...
Juin	...	...	...	5,3	5,3	10,6	5,3	5,3	...	10,6	...
Septembre ¹	...	...	...	11,6	8,2	19,8	11,6	8,2	...	19,8	...
Décembre ¹	...	...	...	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	...	25,8	...
1979 Mars ¹	...	...	...	12,0	9,1	21,1	12,0	9,1	...	21,1	...
Juin ¹	...	...	...	13,5	9,8	23,3	13,5	9,8	...	23,3	...
Septembre ¹	...	...	...	14,7	8,9	23,6	14,7	8,9	...	23,6	...
Décembre	...	...	...	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	...	22,1	...
1980 Mars	...	...	...	12,2	5,5	17,7	12,2	5,5	...	17,7	...
C. Total											
1972 ¹	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9	0,5
1974	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2	1,4
1975	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,3
1976	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 Mars	0,6	...	0,6	8,0	19,1	27,1	8,0	19,7	...	27,7	1,0
Juin	0,3	0,1	0,4	8,4	14,8	23,2	8,4	15,1	0,1	23,6	0,8
Septembre ¹	0,2	0,4	0,6	21,7	36,9	58,6	21,7	37,1	0,4	59,2	1,2
Décembre ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979 Mars ¹	0,4	...	0,4	20,3	32,5	52,8	20,3	32,9	...	53,2	5,0
Juin ¹	0,2	0,1	0,3	22,7	42,1	64,8	22,7	42,3	0,1	65,1	4,1
Septembre ¹	0,1	0,1	0,2	27,1	45,0	72,1	27,1	45,1	0,1	72,3	3,1
Décembre	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980 Mars	0,1	...	0,1	25,0	43,0	68,0	25,0	43,1	...	68,1	6,3

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, no 3, septembre 1987, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1972 ³	23,0	123,0	172,4	318,4	7,4	6,8	14,2	15,6	116,2	172,4	304,2	0,8
1973	19,0	135,7	219,7	374,4	5,2	5,0	10,2	13,8	130,7	219,7	364,2	0,6
1974	19,6	145,1	252,8	417,5	5,8	13,7	19,5	13,8	131,4	252,8	398,0	1,7
1975	23,7	150,3	309,9	483,9	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	309,9	465,9	0,4
1976	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,8	2,5
1977 ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 Mars	24,3	179,9	449,0	653,2	6,7	9,5	16,2	17,6	170,4	449,0	637,0	1,2
Juin	26,2	185,2	480,5	691,9	6,7	16,3	23,0	19,5	168,9	480,5	668,9	0,9
Septembre ³	29,4	189,7	493,5	712,6	7,7	14,1	21,8	21,7	175,6	493,5	690,8	1,2
Décembre ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979 Mars ³	32,1	189,7	521,8	743,6	4,8	9,2	14,0	27,3	180,5	521,8	729,6	5,0
Juin ³	33,5	199,8	564,3	797,6	7,6	9,6	17,2	25,9	190,2	564,3	780,4	4,3
Septembre ³	36,0	196,8	590,2	823,0	12,9	5,5	18,4	23,1	191,3	590,2	804,6	3,1
Décembre	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980 Mars	34,8	217,7	632,9	885,4	5,9	9,4	15,3	28,9	208,3	632,9	870,1	6,5

B. Crédits à l'étranger

1972 ³	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	1,8
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	103,7	156,8	0,2
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	149,6	207,8	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 Mars	32,4	72,6	191,5	296,5	5,1	27,1	32,2	27,3	45,5	191,5	264,3	3,5
Juin	31,2	76,7	199,8	307,7	3,1	27,2	30,3	28,1	49,5	199,8	277,4	2,2
Septembre ³	32,8	72,3	211,2	316,3	3,7	21,2	24,9	29,1	51,1	211,2	291,4	5,1
Décembre ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979 Mars ³	32,5	87,2	210,1	329,8	2,0	27,5	29,5	30,5	59,7	210,1	300,3	2,2
Juin ³	35,6	90,0	223,6	349,2	4,4	29,1	33,5	31,2	60,9	223,6	315,7	2,2
Septembre ³	34,8	94,3	235,1	364,2	4,0	29,7	33,7	30,8	64,6	235,1	330,5	2,2
Décembre	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
Décembre ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980 Mars	39,0	99,9	289,8	428,7	5,3	33,4	38,7	33,7	66,5	289,8	390,0	13,3

C. Total

1972 ³	48,3	151,8	233,4	433,5	9,3	15,0	24,3	39,0	136,8	233,4	409,2	3,7
1973	45,9	167,0	296,4	509,3	8,3	12,9	21,2	37,6	154,1	296,4	488,1	2,4
1974	52,2	182,5	356,5	591,2	11,3	25,1	36,4	40,9	157,4	356,5	554,8	1,9
1975	56,3	193,5	459,5	709,3	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	459,5	673,7	1,1
1976	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 Mars	56,7	252,5	640,5	949,7	11,8	36,6	48,4	44,9	215,9	640,5	901,3	4,7
Juin	57,4	261,9	680,3	999,6	9,8	43,5	53,3	47,6	218,4	680,3	946,3	3,1
Septembre ³	62,2	262,0	704,7	1.028,9	11,4	35,3	46,7	50,8	226,7	704,7	982,2	6,3
Décembre ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979 Mars ³	64,6	276,9	731,9	1.073,4	6,8	36,7	43,5	57,8	240,2	731,9	1.029,9	7,2
Juin ³	69,1	289,8	787,9	1.146,8	12,0	38,7	50,7	57,1	251,1	787,9	1.096,1	6,5
Septembre ³	70,8	291,1	825,3	1.187,2	16,9	35,2	52,1	53,9	255,9	825,3	1.135,1	5,3
Décembre	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
Décembre ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980 Mars	73,8	317,6	922,7	1.314,1	11,2	42,8	54,0	62,6	274,8	922,7	1.260,1	19,8

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1971 81 décembre	1972 81 décembre	1973 81 décembre	1974 81 décembre	1975 81 décembre	1976 81 décembre	1977 81 décembre	1978 81 décembre	1979 81 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	72,3	72,5	58,3
Fonds Monétaire International :									
Participation	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3	29,9	26,7	19,4	18,1
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	1,5	0,7	...
Droits de tirage spéciaux	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0	19,3	19,8	20,1	23,2
Ecus									
Monnaies étrangères	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2	84,0	101,2	106,1	75,5
Monnaies étrangères et or à recevoir :	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...
Fonds Européen de Coopérat. Monétaire									35,7
Autres									2,4
Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	0,2	0,4	0,4	...
Ayance au F.M.I.	—	—	—	—	2,4	9,7	9,7	9,4	7,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	3,5	...	...	...	...	...	...
C.E.E. : Concours financier à moyen	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	—	—
terme	34,8	20,6	28,8	13,5	11,9	...	...	11,9	19,6
Débiteurs pour change et or, à terme ...	15,1	33,4	40,1	32,2	22,2	45,3	59,7	79,0	80,6
Effets de commerce									
Ayances sur nantissements :									
Organismes régis par une loi spéciale .	0,3	2,6	0,3	0,4	3,4	4,1	7,8	14,2	23,5
Banques .....	...	0,9	2,1	0,2	...	0,1	0,1	2,0	0,2
Entreprises et particuliers .....	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...
Effets publics :									
Effets publics belges	4,9	1,1	0,4	5,1	4,2	20,6	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Concours spécial au Fonds des Rentes ...	—	—	—	—	—	—	2,8	16,0	52,5
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A									
Compte B						2,5	2,4	2,0	3,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	2,8	0,9	0,8	0,6	0,4	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi									
du 3 juillet 1972	—	—	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	0,4	0,6	1,1	1,7	1,0	0,9	2,2	9,2	18,8
Fonds publics	3,8	4,1	4,3	4,8	5,3	5,5	6,1	6,5	7,2
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per-									
sonnel	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5	7,8	9,1	10,3	11,8
Comptes transitaires	0,6	0,8	0,9	1,1	1,3	0,9	1,2	1,5	2,0
Total de l'actif ...	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8	349,7	406,9	458,8	578,3
PASSIF									
Billets en circulation	201,8	222,6	238,5	256,1	288,4	307,2	335,4	359,9	371,8
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Organismes régis par une loi spéciale .	0,4	0,5	0,3	0,1	0,2	0,3	0,2	2,9	1,5
Banques de Belgique	1,0	1,1	0,6	0,9	0,7	0,6	0,5	0,4	0,3
Entreprises et particuliers	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,9	0,8	0,7	0,9
Banques à l'étranger, comptes ordin. .	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4	0,6	0,9	1,1	1,4
Valeurs à payer	1,5	1,6	2,4	3,7	2,3	2,1	2,0	3,3	3,8
Accords internationaux	3,1	1,4	2,0	2,6	3,2				
Accords d'aide financière						2,5	2,4	2,0	3,4
Autres accords						0,4	0,4	0,4	...
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation									
cumulative nette	7,0	10,5	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	14,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	...	...	...	...	23,4	26,7	27,4
Ecus à livrer au Fonds Européen de									
Coopération Monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	86,3
Réserve monétaire :									
Belgique	—	11,8	33,6	20,7	—	—	—	0,4	—
Grand-Duché de Luxembourg	—	—	0,9	0,3	—	—	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	35,8	21,5	26,5	11,1	12,1	...	...	16,2	28,1
Caisse de Pensions du Personnel	3,5	4,0	4,5	5,4	6,5	7,7	9,1	10,3	11,8
Comptes transitaires	3,0	3,7	5,0	7,5	9,9	10,5	14,5	16,5	18,2
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,3	1,2	1,3	1,4
Réserve extraordinaire	0,8	0,9	1,3	1,7	1,9	2,3	2,7	3,4	4,1
Compte d'amortissement des immeubles,									
matériel et mobilier	2,0	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,0	2,1
Bénéfice net à répartir	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
Total du passif ...	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8	349,7	406,9	458,8	578,3

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1979 7 mai	1980 5 mai	1979 1 juin	1980 9 juin	1979 9 juillet	1980 7 juillet	1979 6 août	1980 4 août
ACTIF								
Encaisse en or	58,0	58,2	58,0	58,2	58,0	58,2	58,0	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	20,1	15,6	20,2	14,9	20,2	14,2	20,2	14,2
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	24,7	27,8	23,0	29,4	23,0	29,3	23,1	29,5
Ecus	64,1	80,4	60,4	87,6	66,4	94,8	66,3	119,3
Monnaies étrangères	87,3	60,0	82,7	90,0	82,9	111,7	86,7	118,9
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopérat. Monétaire	35,8	28,5	35,8	28,5	35,3	28,5	35,3	37,6
Autres .....	...	...	1,4	...	1,8	...	2,3	...
Accords internationaux	0,5	0,7	0,6	0,8	0,1	0,8	0,2	0,8
Avance au F.M.I.	8,8	7,0	8,5	6,8	8,4	6,7	8,2	6,5
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	11,4	2,3	13,6	5,2	14,3	3,4	15,2	2,4
Effets de commerce	66,1	81,4	66,7	55,4	60,9	64,7	68,3	53,7
Avances sur nantissement	0,4	26,8	0,1	8,4	7,0	12,1	13,1	11,8
Effets publics * :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Concours spécial au Fonds des Rentes **	39,7	57,0	44,8	84,5	56,3	60,5	30,4	44,1
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,5	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,6	0,7
Avoirs à l'Office des chèques Postaux :								
Compte A .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Compte B	2,2	3,4	2,7	3,5	2,7	3,8	2,6	3,8
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	7,2	8,0	7,2	8,0	7,2	8,0	7,2	8,0
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	11,3	12,9	11,4	12,9	11,4	12,9	11,4	12,9
Divers	9,2	15,5	16,5	15,7	12,2	16,1	9,8	16,3
	524,0	562,8	530,8	587,0	545,4	603,1	535,6	615,4
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux ¹	19,4	21,8	18,7	20,4	17,6	18,9	16,9	17,8
PASSIF								
Billets en circulation	364,4	361,1	372,7	368,9	379,6	380,5	365,8	364,8
Comptes courants :								
Trésor public : compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord. ...	1,2	1,1	1,0	1,9	1,0	1,4	1,5	1,3
Comptes courants divers et valeurs à payer	3,1	1,8	3,6	2,4	1,8	1,9	3,8	2,6
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	2,2	3,4	2,7	3,5	2,7	3,8	2,6	3,8
Autres accords .....	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	14,7	19,2	14,7	19,2	14,7	19,2	14,7	19,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire	14,6	...	8,6	...	11,6	...	9,1	...
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	70,8	136,7	70,8	136,6	77,0	136,6	77,0	158,7
Réserve monétaire :								
Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Grand-Duché de Luxembourg .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	15,7	2,3	20,1	4,3	21,4	3,1	23,3	2,4
Caisse de Pensions du Personnel	11,3	12,9	11,4	12,9	11,4	12,9	11,4	12,9
Divers	18,8	16,3	18,0	29,3	17,0	35,7	19,1	41,6
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	6,8	7,6	6,8	7,6	6,8	7,6	6,8	7,6
	524,0	562,8	530,8	587,0	545,4	603,1	535,6	615,4
Compte d'ordre :								
Ministres de l'Education Nationale ¹ ...	19,4	21,8	18,7	20,4	17,6	18,9	16,9	17,8
* Montant maximum du portefeuille d'effets pu- blics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	0,4	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque)								
** Montant cumulé maximum du concours ²	50,0	90,0	50,0	90,0	60,0	90,0	60,0	90,0

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1978 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières) 3						(moyennes mensuelles ou mois)
(fin de période)	(milliards de francs)								
1972	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1975	1.116	139,1	65,9	249,5	450,1	248,9	450,1	1.398,7	95
1976	1.112	157,7	72,5	276,9	502,1	276,5	502,1	1.557,5	95
1977	1.112	202,7	78,9	305,5	564,3	304,2	564,3	1.738,4	95
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.112	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1978 1 ^{er} trimestre	1.111	197,8	79,9	315,9	619,4	312,8	619,4	1.867,6	96
2 ^e trimestre	1.106	216,2	84,6	339,7	616,0	335,8	616,0	1.907,5	96
3 ^e trimestre	1.107	193,1	80,3	314,8	582,3	324,3	582,3	1.803,7	96
4 ^e trimestre	1.111	204,1	77,0	325,9	586,2	306,0	586,2	1.804,3	96
1979 1 ^{er} trimestre	1.110	207,2	81,2	337,5	673,6	354,9	673,6	2.039,5	96
2 ^e trimestre	1.110	207,9	83,0	361,2	644,4	351,2	644,4	2.001,1	96
3 ^e trimestre	1.113	207,5	80,2	331,8	608,4	338,5	608,4	1.887,1	96
4 ^e trimestre	1.116	226,0	78,6	361,3	657,2	349,1	657,2	2.024,9	96
1980 1 ^{er} trimestre	1.116	216,3	80,4	363,4	708,1	377,5	708,1	2.157,1	97
1979 Mai	1.110	209,5	85,2	368,9	656,1	376,5	656,1	2.057,7	94
Juin	1.110	207,9	83,5	359,9	637,1	347,7	637,1	1.981,7	95
Juillet	1.111	240,6	81,3	386,4	686,4	395,7	686,4	2.154,9	96
Août	1.112	203,3	80,0	306,6	582,4	328,5	582,4	1.800,0	96
Septembre	1.115	178,6	79,3	302,5	556,3	291,2	556,3	1.706,3	96
Octobre	1.116	234,9	76,6	391,7	704,3	360,6	704,3	2.161,0	96
Novembre	1.116	224,2	77,2	328,2	627,4	358,9	627,4	1.941,9	96
Décembre	1.116	218,8	82,0	364,1	640,0	327,7	640,0	1.971,7	96
1980 Janvier	1.117	245,9	79,1	370,0	698,1	389,6	698,1	2.155,7	96
Février	1.116	210,4	84,0	371,3	748,2	399,5	748,2	2.267,1	97
Mars	1.116	192,1	78,3	349,4	680,6	344,9	680,6	2.055,6	97
Avril	1.115	213,5	80,3	395,9	736,6	373,5	736,6	2.242,5	96
Mai	1.115	213,4	87,0	393,7	705,0	395,3	705,0	2.198,9	96

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-8a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1979 31 décembre	1979 30 avril	1980 30 avril	1979 31 mai	1980 31 mai
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P. .	11,0	11,7	13,7	14,8	12,8	12,4	13,1	12,8
Prêts-au jour le jour	27,2	32,4	42,3	42,4	41,6	45,5	57,5	44,9
Banquiers	473,3	592,9	745,0	875,3	825,8	1.012,3	840,9	1.007,8
Maison-mère, succursales et filiales	161,5	197,3	210,4	279,3	236,0	342,4	233,5	344,6
Autres valeurs à recevoir à court terme	31,5	36,0	35,0	40,2	36,1	49,1	42,5	50,2
Portefeuille-effets	250,8	216,7	244,3	314,4	266,8	372,7	291,9	397,8
a) Effets publics	65,3	20,8	37,4	74,5	50,1	117,0	81,0	133,4
b) Effets commerciaux *	185,5	195,9	206,9	239,9	216,7	255,7	210,9	264,4
Reports et avances sur titres	3,5	5,4	3,1	3,7	4,2	3,8	4,6	4,4
Débiteurs par acceptations	54,9	61,9	64,7	71,7	65,8	72,4	68,4	69,2
Débiteurs divers	533,7	645,5	731,2	909,4	776,2	978,2	784,1	996,6
Valeurs mobilières	433,7	521,7	570,5	604,1	592,6	609,6	602,7	620,1
a) Fonds publics belges	382,1	470,0	514,9	543,7	538,7	548,8	548,7	558,0
b) Autres titres d'emprunt	50,6	50,8	54,9	59,7	53,2	59,9	53,2	61,2
c) Actions et parts de sociétés	0,9	0,8	0,6	0,6	0,6	0,5	0,7	0,5
d) Autres valeurs mobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,4
Valeurs de la réserve légale	1,7	1,8	1,9	2,0	2,0	2,1	2,0	2,1
Participations	12,5	14,3	14,4	18,2	14,9	19,7	15,0	20,0
a) Filiales	4,7	5,4	5,2	7,0	5,2	8,8	5,2	9,0
b) Autres participations	7,8	8,9	9,2	11,2	9,7	10,9	9,8	11,0
Frais de constitution et de premier établissement	0,4	0,6	1,1	1,2	1,2	1,3	1,2	1,3
Immeubles	16,7	19,8	20,9	21,3	21,3	21,8	21,3	22,0
Participations dans les filiales immobilières	0,7	0,7	1,4	1,6	1,4	1,6	1,4	1,6
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	2,5	2,8	3,3	3,5	3,4	3,7	3,4	3,7
Divers	48,3	54,9	71,8	91,7	65,8	86,3	68,6	87,8
Total de l'actif ...	2.064,0	2.416,5	2.775,1	3.294,9	2.968,0	3.635,0	3.052,2	3.687,0
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	60,3	80,3	89,9	99,8	85,0	107,2	95,2	106,1
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	3,1	2,1	3,2	0,6	1,5	2,2	0,7	2,2

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

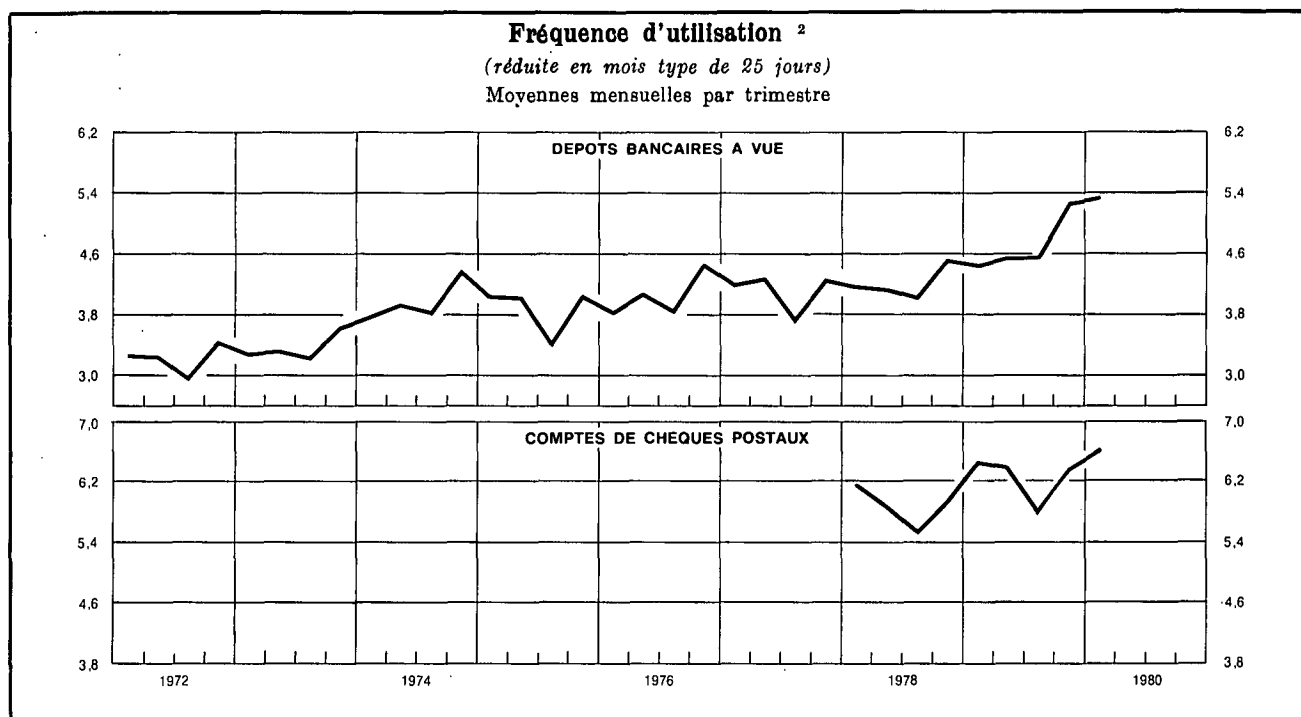
Passif

Rubriques	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1979 31 décembre	1979 30 avril	1980 30 avril	1979 31 mai	1980 31 mai
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	2,9	2,9	5,9	5,1	4,5	13,6	19,5	20,0
a) Créanciers garantis par des privilèges	2,4	2,5	3,1	4,2	3,3	4,7	2,5	3,5
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,5	0,4	2,8	0,9	1,2	8,9	17,0	16,5
Emprunts au jour le jour	40,0	38,0	59,8	84,7	64,3	79,2	61,6	73,6
a) Couverts par des sûretés réelles	8,7	7,7	6,7	13,9	8,4	7,9	3,0	6,2
b) Non couverts par des sûretés réelles	31,3	30,3	53,1	70,8	55,9	71,3	58,6	67,4
Banquiers	731,8	910,1	1.103,2	1.365,2	1.198,1	1.577,2	1.246,4	1.635,6
Maison-mère, succursales et filiales	101,7	130,0	143,0	217,8	171,5	252,0	171,6	250,9
Acceptations	54,9	61,9	64,7	71,7	65,8	72,4	68,4	69,2
Autres valeurs à payer à court terme	14,4	20,6	26,5	21,9	28,9	38,4	26,7	26,7
Créditeurs pour effets à l'encaissement	3,0	4,8	4,6	4,5	3,4	3,7	4,4	3,6
Dépôts et comptes courants	916,0	1.004,0	1.083,3	1.192,0	1.135,6	1.242,8	1.156,2	1.244,6
a) A vue	292,1	330,3	348,3	357,3	353,0	342,9	366,1	359,4
b) A un mois au plus	111,0	111,7	113,8	136,1	128,8	188,4	133,5	185,2
c) A plus d'un mois	221,3	220,3	238,4	292,6	257,5	336,4	257,0	329,0
d) A plus d'un an	15,2	17,3	19,0	18,7	18,8	17,3	18,6	16,7
e) A plus de deux ans	18,2	20,7	20,0	21,2	21,9	20,6	22,1	20,5
f) Carnets de dépôts	255,6	300,2	339,8	363,9	352,2	335,5	356,1	332,1
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,6	3,5	4,0	2,2	3,4	1,7	2,8	1,7
Obligations et bons de caisse	70,3	100,6	120,0	145,7	129,4	152,9	131,4	159,8
Montants à libérer sur titres et participations	1,5	1,5	1,5	1,7	1,5	1,7	1,5	1,5
Divers	63,5	70,6	84,0	99,3	84,2	112,1	83,6	112,1
<i>Total de l'exigible ...</i>	2.000,0	2.345,0	2.696,5	3.209,6	2.887,2	3.546,0	2.971,3	3.597,6
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	9,0	6,5	8,9	9,7	7,8	9,7	7,8	9,5
<i>Non exigible :</i>								
Capital	31,0	37,0	39,5	42,6	40,9	43,4	40,9	43,7
Fonds indisponible par prime d'émission	3,1	4,6	4,7	4,7	4,6	4,9	4,6	4,9
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,7	1,8	1,9	2,0	2,0	2,2	2,0	2,2
Réserve disponible	13,3	15,4	17,0	18,7	17,8	19,8	17,9	20,0
Autres réserves	5,1	5,1	5,5	6,5	6,4	6,4	6,4	6,5
Provisions	0,8	1,1	1,1	1,1	1,3	2,6	1,3	2,6
<i>Total du non exigible ...</i>	55,0	65,0	69,7	75,6	73,0	79,3	73,1	79,9
Total du passif ...	2.064,0	2.416,5	2.775,1	3.294,9	2.968,0	3.635,0	3.052,2	3.687,0

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1975	709,6	408,4	1.118,0	3,91	3,88	e 5,05
1976	828,6	449,2	1.277,8	4,13	4,08	4,94
1977	936,5	509,0	1.445,5	4,17	4,13	
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	5,87
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1978 1 ^{er} trimestre	976,1	551,6	1.527,7	4,18	4,18	6,19
2 ^e trimestre	1.031,6	557,9	1.589,5	4,13	4,13	5,88
3 ^e trimestre	973,2	497,1	1.470,3	4,03	3,93	5,52
4 ^e trimestre	1.069,3	513,4	1.582,7	4,51	4,52	5,93
1979 1 ^{er} trimestre	1.046,6	582,1	1.628,7	4,45	4,33	6,44
2 ^e trimestre	1.172,5	595,0	1.767,5	4,55	4,62	6,39
3 ^e trimestre	1.118,4	524,3	1.642,7	4,56	4,50	5,80
4 ^e trimestre	1.265,3	568,1	1.833,4	5,28	5,21	6,37
1980 1 ^{er} trimestre	1.296,3	604,0	1.900,3	5,50	5,36	6,62
1979 Mai	1.153,8	612,9	1.766,7	4,56	4,56	6,42
Juin	1.180,5	585,3	1.765,8	4,56	4,56	6,27
Juillet	1.168,1	584,2	1.752,3	4,53	4,53	6,38
Août	1.085,5	484,0	1.569,5	4,64	4,46	5,37
Septembre	1.101,5	504,8	1.606,3	4,51	4,51	5,65
Octobre	1.233,9	540,9	1.774,8	5,55	5,14	6,23
Novembre	1.218,7	581,4	1.800,1	4,95	5,16	6,61
Décembre	1.343,2	582,0	1.925,2	5,34	5,34	6,26
1980 Janvier	1.306,1	563,0	1.869,1	5,47	5,26	6,28
Février	1.330,0	680,3	2.010,3	5,60	5,60	7,20
Mars	1.252,6	568,8	1.821,4	5,43	5,22	6,39
Avril	1.457,7	636,4	2.094,1	6,04	6,04	6,92
Mai	1.306,0	616,2	1.922,2	5,19	5,41	6,24

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et n'ont pu être recensés.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XI^e année, tome I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, tome I, no 1, janvier 1967, p. 19; tome II, no 8, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS
AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES
(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la R.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
valeur nominale									
1971	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...	
1972	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5	
1973	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...	
1974	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...
1975	17,9	6,0	...	...	2,8	20,1	0,3	2,9	
1976	14,9	6,0	1,4	...	...	15,7	...	3,6	
1977 Septembre	13,4	—	3,4	...	3,8	17,0	...	...	...
Décembre	17,5	—	2,8	...	...	7,0	...	7,4	2,8
1978 Mars	15,3	—	8,5	5,1	...	17,2	...	...	8,5
Juin	17,0	—	37,0	...	...	8,4	...	4,7	37,0
Septembre	19,6	—	28,7	...	...	11,2	...	4,3	28,7
Décembre	22,3	—	16,0	...	...	5,2	...	13,9	16,0
1979 Janvier	23,3	—	13,7	1,5	...	7,5	...	13,7	13,7
Février	23,2	—	22,9	...	...	13,1	...	6,3	22,9
Mars	23,2	—	29,3	...	...	17,2	...	1,7	29,3
Avril	24,1	—	40,1	...	...	21,2	...	...	37,9
Mai	26,7	—	50,6	...	...	22,5	5,5	...	43,7
Juin	27,8	—	49,1	...	...	17,6	...	6,0	49,1
Juillet	27,3	—	31,8	...	...	15,3	...	7,9	31,8
Août	27,2	—	30,4	...	...	15,6	...	7,1	30,4
Septembre	27,9	—	47,7	...	...	15,9	7,3	...	47,7
Octobre	31,2	—	47,8	...	...	11,6	...	14,2	47,8
Novembre	33,6	—	35,9	...	...	10,9	...	16,8	35,9
Décembre	33,1	—	52,5	...	...	7,1	...	23,2	52,5

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne

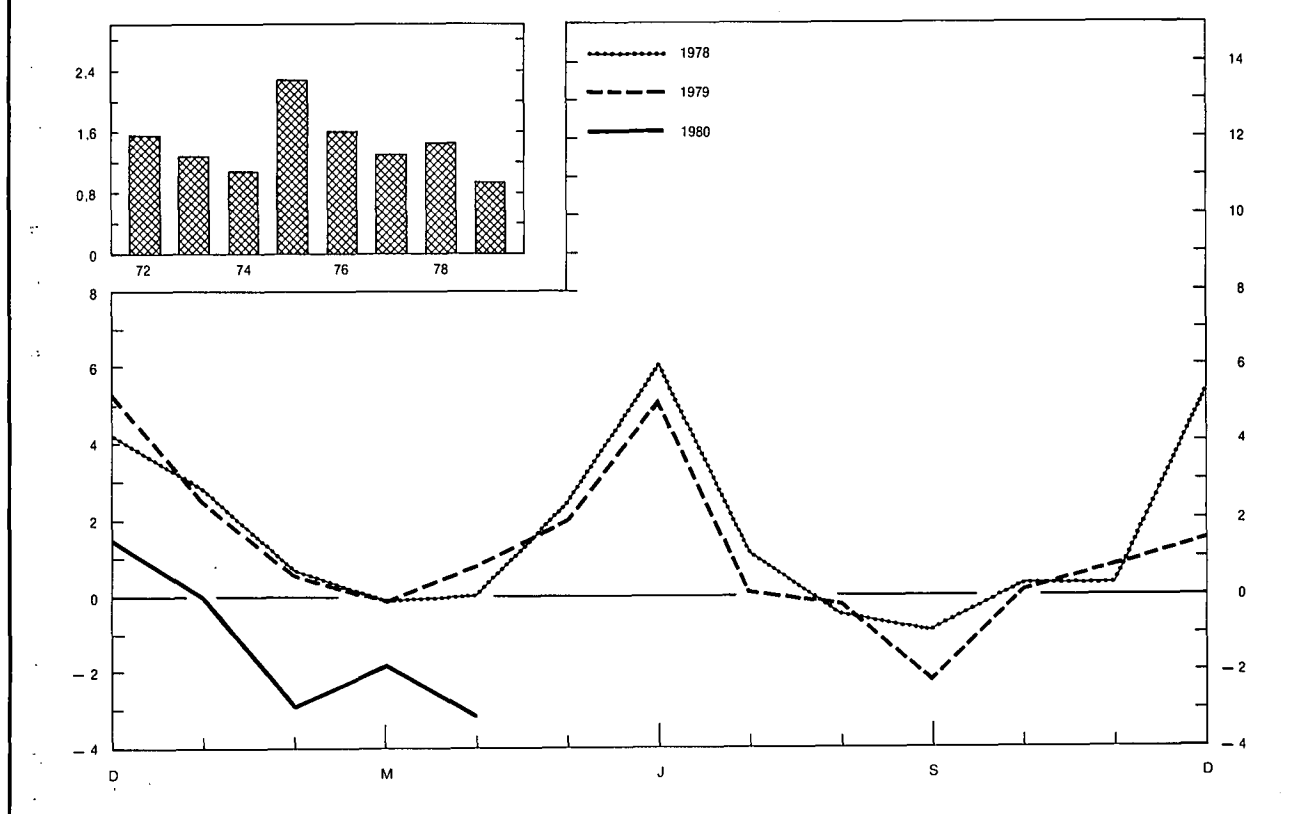
Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : OGER.

Dépôts ¹ : excédents ou déficits des versements sur les remboursements

(moyennes mensuelles ou mois)



Périodes	Dépôts ¹			Solde ⁴	Bons d'épargne ²	Total
	Versements ³	Remboursements	Excédents ou déficits		Montant en circulation	
	(1)	(2)	(8) = (1) - (2)	à fin de période		(8) = (4) + (5)
	(1)	(2)	(8) = (1) - (2)	(4)	(5)	(8) = (4) + (5)
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1976	302,4	283,1	19,3	319,5	49,5	369,0
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1979	638,4	627,3	11,1	408,2	95,4	503,6
1978 1 ^{er} trimestre	108,2	104,8	3,4	352,3	70,2	422,5
2 ^e trimestre	122,7	114,3	8,4	360,7	74,0	434,7
3 ^e trimestre	118,9	119,2	- 0,3	360,4	76,1	436,5
4 ^e trimestre	139,0	133,1	5,9	380,3	78,6	458,9
1979 1 ^{er} trimestre	148,3	145,3	3,0	383,3	83,4	466,7
2 ^e trimestre	160,0	152,1	7,9	391,2	86,9	478,1
3 ^e trimestre	149,2	151,5	- 2,3	388,9	91,4	480,3
4 ^e trimestre	180,9	178,4	2,5	408,2	95,4	503,6
1980 1 ^{er} trimestre p	198,2	203,2	- 5,0	403,2	101,7	504,9
1979 Avril	49,4	48,6	0,8	384,1	84,6	468,7
Mai	51,6	49,6	2,0	386,1	85,4	471,5
Juin	59,0	53,9	5,1	391,2	86,9	478,1
Juillet	50,2	50,1	0,1	391,3	88,6	479,9
Août	48,7	48,9	- 0,2	391,1	89,4	480,5
Septembre	50,3	52,5	- 2,2	388,9	91,4	480,3
Octobre	62,2	62,0	0,2	389,1	93,2	482,3
Novembre	56,7	55,9	0,8	389,9	93,7	483,6
Décembre	62,0	60,5	1,5	408,2	95,4	503,6
1980 Janvier	68,3	68,6	- 0,3	407,9	97,5	505,4
Février	64,1	67,0	- 2,9	405,0	100,6	505,6
Mars p	65,8	67,6	- 1,8	403,2	101,7	504,9
Avril p	72,5	75,6	- 3,1	400,1	102,1	502,2

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1979, les intérêts capitalisés s'élèvent à 16,8 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	0,8	1,2	1,8	3,0	2,1	2,5	3,3	4,6	5,2
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	39,7	41,3	42,8	48,4	50,8	53,6	60,9	65,9	69,3
Avances à l'industrie	15,2	13,9	11,9	11,3	10,5	12,1	7,0	0,7	—
Crédit agricole .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédit d'exportation	2,7	2,1	2,9	3,6	4,9	4,2	6,5	4,9	7,0
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	0,4	0,3	0,6	1,1	1,0	1,2	2,0	4,4	6,8
Acceptations bancaires	5,5	9,5	5,5	1,9	0,3	3,6	2,1	5,2	0,9
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	15,8	22,3	19,1	16,5	15,0	36,7	23,2	26,8	21,3
Prêts au jour le jour	1,6	1,9	2,2	2,2	2,7	2,8	1,4	0,6	2,5
Total ...	80,9	91,3	85,0	85,0	85,2	114,2	103,1	108,5	107,8
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	20,4	24,5	31,2	37,5	47,2	55,2	64,6	71,7	80,9
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	27,3	33,3	39,3	40,0	55,8	61,2	77,9	92,6	110,7
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	3,2	5,8	7,3	8,9	9,2	11,3	12,7	13,1	13,5
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,5	1,6	5,4	6,0	6,2	9,6	10,8	11,6	12,1
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	1,2	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2	2,2	2,3	2,3
Prêts hypothécaires	11,6	13,9	20,3	29,2	37,6	44,1	55,1	67,8	81,2
Crédit agricole	6,5	6,3	6,4	6,8	7,2	7,6	8,8	10,0	11,0
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	31,7	32,3	34,4	36,4	38,3	42,0	47,4	52,6	59,3
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	10,9	15,7	20,4	24,9	31,7	37,6	53,4	64,2	71,1
Total ...	114,3	134,5	165,7	190,8	234,4	269,8	332,9	385,9	442,1
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	4,4	5,2	5,8	7,9	9,4	11,0	13,1	15,7	15,1
Valeurs échues du portefeuille	7,0	7,0	11,1	13,0	3,8	3,9	7,4	5,7	1,8
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	—	1,8	5,1	2,2	—	—	—	—
Divers	4,6	6,7	11,0	15,1	19,7	24,9	4,7	5,1	5,3
Total de l'actif ...	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5	577,3

PASSIF

<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ² :									
Particuliers	165,8	190,4	217,5	245,6	270,7	327,5	369,2	414,7	459,4
Etablissements publics et autres	11,5	17,8	24,0	27,0	29,8	31,0	36,7	43,1	48,4
Total ...	177,3	208,2	241,5	272,6	300,5	358,5	405,9	457,8	507,8
Dépôts en comptes courants ²	11,9	12,6	11,1	10,0	13,4	19,9	27,5	33,7	30,5
Fonds de développement des universités libres	—	0,8	1,6	3,6	6,0	7,2	9,9	11,9	14,7
<i>Non exigible :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	18,0	18,6	20,1	21,5	21,2	20,7	19,7	20,4	21,9
Divers	4,8	5,7	7,9	12,2	15,7	20,0	1,5	1,7	2,4
Total du passif ...	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5	577,3

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² Y compris les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	7,7	7,9	9,6	8,5	8,8	8,5	8,4	8,2	9,4
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	13,9	13,9	12,4	13,7	13,2	14,1	13,3	13,5	12,6
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,9	0,9	0,8	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	23,2	23,2	23,3	23,2	22,9	23,5	22,5	22,5	22,7
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	13,9	23,3 ³	23,2	23,1	23,2	23,4	23,2	23,0	22,9
Réserves mathématiques ²	10,3		23,2	23,1	23,2	23,4	23,2	23,0	22,9
Fonds de réserve	—	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2
Total ...	24,2	24,2	24,2	24,1	24,3	24,5	24,3	24,2	24,1

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1965, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	3,1	2,8	3,9	4,0	4,4	4,7	4,7	4,7	4,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	8,4	7,9	7,4	7,3	6,9	6,7	6,3	6,3	6,0
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
Obligations de sociétés belges	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4
Prêts hypothécaires .....	...	0,4	1,0	1,9	3,0	4,5	6,9	9,1	11,5
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement	0,5	1,8	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,1
Total ...	12,3	13,2	14,5	15,4	16,5	18,2	20,2	22,4	24,7
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	7,9	8,2	8,9	10,1	11,0	12,4	14,1	16,2	18,3
Fonds de réserve et de répartition	4,3	4,7	5,2	5,5	5,9	6,3	6,6	6,8	7,2
Total ...	12,2	12,9	14,1	15,6	16,9	18,7	20,7	23,0	25,5

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1965.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
ACTIF									
IMMOBILISE	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,6	1,6	1,8
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	19,6	19,8	16,8	18,0	22,1	16,2	41,4	26,6	13,1
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propres :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	30,3	30,8	33,6	36,9	40,8	50,1	59,7	75,7	82,9
2. garantis par banques et organismes financiers	33,4	33,5	37,8	44,1	44,9	51,2	52,7	50,3	51,5
3. dont le risque est à charge de l'Institution ...	53,3	54,0	55,5	60,2	63,2	66,9	66,7	68,0	69,5
Crédits commerciaux	1,3	2,0	2,4	2,7	5,3	6,4	5,7	4,7	7,0
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	3,1	4,5	5,7	8,3	7,4	11,7	9,0	12,9	17,4
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour la sidérurgie	—	—	—	—	—	—	—	—	10,3
Autres ¹	0,9	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	0,4	0,3	0,3
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	4,4	4,5	5,2	6,5	8,9	11,4	13,4	18,3	22,0
2. autres ²	1,8	1,7	1,6	1,5	1,4	1,6	1,4	1,2	1,1
Débiteurs divers	1,4	1,4	2,2	2,2	2,2	2,5	3,4	3,4	5,3
Fonds publics et participations	1,3	2,7	2,7	2,7	2,7	3,0	3,0	3,0	3,0
Divers	1,9	2,1	2,6	1,5	1,8	1,5	0,9	1,9	5,3
Total de l'actif ...	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1	259,3	267,9	290,5
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,2	1,4	1,5	1,6	1,6	1,6	1,5	1,6	3,5
EXIGIBLE :									
Obligations	98,5	100,5	105,4	115,1	119,7	133,6	163,5	163,4	181,3
Bons de caisse	18,7	20,4	21,5	22,3	27,4	28,3	32,3	32,4	30,4
Dépôts et emprunts divers	12,9	13,3	17,0	22,3	22,7	26,7	26,3	28,3	28,4
Effets réescomptés	4,5	3,9	3,5	3,9	7,4	6,1	5,5	5,7	6,5
Créditeurs divers	} 2,5	3,7	3,4	4,5	4,6	3,9	4,4	5,4	6,4
Provisions pour charge et risques divers .....										2,3	2,5	2,8	1,2
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	4,4	4,5	5,2	6,5	8,9	11,4	13,4	18,3	22,0
2. Autres ³	1,4	1,4	1,3	1,3	1,2	1,2	1,0	0,9	0,9
Divers	8,8	8,8	8,2	8,0	8,0	8,0	8,9	9,1	9,9
Total du passif ...	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1	259,3	267,9	290,5

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'aide Marshall, par le Fonds d'aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1979 30 avril	1980 30 avril	1979 31 mai	1980 31 mai
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	1,7	2,3	2,5	3,4	1,6	1,9	1,8	2,3
Prêts au jour le jour	1,3	1,2	0,7	1,2	0,4	0,5	0,4	0,8
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	10,7	8,2	7,4	12,7	8,7	10,0	10,9	10,3
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	2,1	2,3	2,5	2,9	3,3	3,2	2,8	3,9
Effets de commerce et factures	3,4	4,0	4,3	6,0	4,2	6,2	4,1	5,8
Débiteurs par acceptations	—	—	—	0,3	—	0,6	—	0,7
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	30,9	38,3	44,6	50,3	45,1	53,8	45,6	53,5
Portefeuille-titres et participations	151,0	172,3	191,9	204,5	199,6	203,5	198,9	207,9
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(1,9)	(0,6)	(1,8)	(2,4)	(2,2)	(1,7)	(1,6)	(4,6)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(58,1)	(66,7)	(79,9)	(88,4)	(84,2)	(90,1)	(83,7)	(89,8)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(70,2)	(82,9)	(87,5)	(89,4)	(90,0)	(87,5)	(89,9)	(88,5)
c) Obligations de sociétés belges	(14,4)	(15,5)	(15,9)	(16,9)	(16,5)	(16,8)	(16,8)	(16,5)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(3,3)	(3,8)	(4,5)	(4,8)	(4,4)	(4,9)	(4,5)	(6,0)
e) Autres valeurs	(3,1)	(2,8)	(2,3)	(2,6)	(2,3)	(2,5)	(2,4)	(2,5)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	166,7	186,2	216,3	242,4	222,2	248,5	224,1	249,5
Actionnaires ou sociétaires	3,1	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Débiteurs divers	2,0	2,9	3,5	4,2	3,6	4,4	4,1	4,6
Divers	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total du disponible et réalisable ...	373,5	421,7	477,6	531,8	492,6	536,5	496,6	543,2
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	...	...	...	...	...	...	0,1
Immeubles et terrains	3,5	4,0	4,7	5,4	4,9	5,7	5,0	5,7
Leasing immobilier	1,0	1,0	0,9	0,8	0,6	0,8	0,6	0,8
Matériel et mobilier	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
Leasing mobilier	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Cautionnements imposés par la loi .....	...	...	...	...	...	—	...	—
Total de l'immobilisé ...	5,1	5,6	6,3	7,0	6,2	7,3	6,3	7,4
Comptes transitoires ¹	9,7	12,0	12,4	13,5	11,9	13,6	12,9	14,5
Total de l'actif ...	388,3	439,3	496,3	552,3	510,7	557,4	515,8	565,1
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	359,8	405,9	460,6	511,3	473,9	515,1	476,8	520,1
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	354,5	399,7	451,5	501,5	464,4	504,2	467,1	509,6

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1979 30 avril	1980 30 avril	1979 31 mai	1980 31 mai
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	255,7	282,0	320,5	349,1	322,7	335,7	324,5	336,1
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans ...	24,6	28,3	31,1	32,3	31,9	32,5	31,9	34,6
c) de cinq ans ou plus	71,9	85,3	93,9	113,7	99,7	124,0	100,8	127,5
Réserves techniques	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Fonds de reconstitution	3,1	3,4	3,8	4,2	3,9	4,4	3,9	4,4
Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,6	0,8	0,8	0,9	0,2	0,2	0,3	0,4
Emprunts :								
a) au jour le jour .....	...	...	...	0,1	0,2	—	0,4	—
b) auprès de la B.N.B. ....	...	...	0,6	...	0,2	0,3	0,2	0,8
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	0,7	1,1	2,0	1,5	1,5	3,4	1,2	4,1
Acceptations	—	—	—	—	—	—	—	—
Réescompteurs .....	...	0,4	0,5	2,7	1,0	2,5	0,8	1,9
Mobilisation d'Actifs	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
Autres engagements à un mois maximum	1,1	1,4	1,3	1,9	0,6	1,8	0,7	1,1
Créditeurs divers	1,0	1,3	1,3	1,5	1,7	2,2	2,0	2,7
Provisions pour charges	2,5	3,3	4,7	4,9	4,8	5,0	4,9	4,9
Divers	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total de l'exigible ...	363,0	409,1	462,2	514,6	470,1	513,8	473,3	520,3
Fonds propres :								
a) capital	7,6	8,0	8,5	8,8	8,6	8,9	8,6	8,9
b) réserve légale	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8
c) autres réserves	7,1	7,8	9,1	10,4	9,8	11,0	10,2	11,2
Comptes de redressements d'actifs	1,2	1,9	2,8	3,8	2,8	3,8	2,8	3,8
Comptes transitoires ¹	8,8	11,8	13,0	14,0	18,6	19,1	20,1	20,1
Total du passif ...	388,3	439,3	496,3	552,3	510,7	557,4	515,8	565,1

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)		
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »													
	Solde disponible au début de la période	Versements				Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique				Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total				créditeurs	débiteurs	
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1
1975	15,5	35,8	5,3	10,5	51,6	1,1	47,6	48,7	18,4	234,5	24,0	7,4	25,8	198,6
1976	18,4	42,2	6,0	11,8	60,0	1,5	56,7	58,2	20,2	272,0	25,1	8,5	31,1	228,3
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	235,1
1978	20,4	38,6	7,8	16,8	63,2	4,1	57,2	61,3	22,3	331,0	30,8	11,1	31,6	315,3
1977 2 ^e trimestre	20,3	7,2	2,0	4,0	13,2	0,2	12,7	12,9	20,6	290,6	25,7	7,2	28,8	72,2
3 ^e trimestre	20,6	6,4	2,0	3,6	12,0	0,3	12,7	13,0	19,6	297,1	27,6	7,4	32,0	71,8
4 ^e trimestre	19,6	10,7	1,8	5,4	17,9	2,4	14,7	17,1	20,4	303,0	26,1	11,0	28,4	68,3
1978 1 ^{er} trimestre	20,4	10,9	1,6	5,5	18,0	0,6	16,7	17,3	21,1	311,4	27,6	11,0	30,3	86,2
2 ^e trimestre	21,1	8,2	1,5	2,2	11,9	0,5	10,5	11,0	22,0	.....	29,6	10,6	31,3	75,8
3 ^e trimestre	22,0	9,1	2,4	3,8	15,3	0,5	14,1	14,6	22,7	.....	30,6	10,0	34,5	76,4
4 ^e trimestre	22,7	10,4	2,3	5,3	18,0	2,5	15,9	18,4	22,3	331,0	30,8	13,0	30,4	76,9
1979 1 ^{er} trimestre	22,3	9,7	2,3	3,9	15,9	1,2	13,3	14,5	23,7	339,6	36,0	12,3	37,7	89,3
2 ^e trimestre	23,7	10,4	2,0	3,3	15,7	0,8	12,2	13,0	26,4	348,9	35,2	12,9	36,6	72,1
1978 Juin	22,1	3,0	0,4	0,5	3,9	0,1	3,9	4,0	22,0	.....	29,6	11,0	31,8	16,8
Juillet	22,0	3,5	1,1	1,6	6,2	0,2	6,0	6,2	22,0	318,7	28,3	10,0	38,8	37,9
Août	22,0	2,2	0,6	1,1	3,9	0,2	4,2	4,4	21,5	.....	31,0	10,7	32,6	20,8
Septembre	21,5	3,4	0,7	1,1	5,2	0,1	3,9	4,0	22,7	.....	30,6	9,2	32,0	17,7
Octobre	22,7	3,7	1,0	1,7	6,4	0,9	5,2	6,1	23,0	324,5	30,9	10,2	31,9	24,6
Novembre	23,0	3,5	0,7	1,5	5,7	0,8	5,0	5,8	22,9	327,9	29,6	15,3	29,0	28,1
Décembre	22,9	3,2	0,6	2,1	5,9	0,8	5,7	6,5	22,3	331,0	30,8	13,4	30,4	24,2
1979 Janvier	22,3	3,3	0,4	1,4	5,1	0,2	4,5	4,7	22,7	331,7	28,8	12,9	36,6	42,3
Février	22,7	2,7	0,5	1,1	4,3	0,3	4,4	4,7	22,3	334,7	31,9	11,3	39,4	21,8
Mars	22,3	3,7	1,4	1,4	6,5	0,7	4,4	5,1	23,7	339,6	36,0	12,7	37,1	25,2
Avril	23,7	3,6	0,8	1,0	5,4	0,2	3,0	3,2	25,9	340,8	35,1	13,8	33,8	26,5
Mai	25,9	3,0	0,3	1,0	4,3	0,2	4,1	4,3	25,9	344,5	36,4	12,7	36,4	24,9
Juin	25,9	3,8	0,9	1,3	6,0	0,4	5,1	5,5	26,4	348,9	35,2	12,2	39,6	20,7

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
ACTIF									
Immeubles	9,3	12,1	13,4	15,9	16,3	18,1	21,7	23,1	22,8
Prêts hypothécaires	22,6	25,0	26,4	30,2	34,4	38,8	42,4	60,3	70,8
Prêts sur polices	2,7	3,0	3,1	3,3	3,9	4,2	4,8	3,5	6,1
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	21,6	23,3	24,5	26,7	28,8	31,4	33,3	48,1	50,9
Titres des organismes parastataux de crédit									
Titres des autres organismes parastataux des provinces et communes									
Valeurs étrangères	3,5	3,5	3,7	4,0	4,1	4,7	5,5	2,6	4,2
Obligations de sociétés belges	14,0	14,5	15,6	17,9	18,9	21,6	27,1	28,7	27,9
Actions de sociétés belges	5,0	4,9	6,2	6,5	6,9	7,4	9,3	10,8	13,3
Total des valeurs mobilières ...	44,1	46,2	50,0	55,0	58,7	65,1	75,2	90,2	96,3
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,6	0,8	0,7	0,9	0,9	1,0	...	...	...
Réserves mathématiques ¹	80,1	87,1	94,8	104,0	114,6	128,5	145,9	189,5	209,9

Sociétés étrangères

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
ACTIF									
Immeubles	3,1	3,3	3,5	3,5	3,9	4,2	2,8	2,6	2,0
Prêts hypothécaires	6,6	6,9	7,3	7,9	8,6	9,4	8,7	7,7	8,5
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	0,5
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	8,4	8,9	9,2	9,3	9,9	10,4	9,2	9,4	10,9
Titres des organismes parastataux de crédit									
Titres des autres organismes parastataux des provinces et communes									
Valeurs étrangères	0,8	1,0	1,0	0,9	0,8	1,0	1,0	0,4	0,6
Obligations de sociétés belges	1,6	2,0	2,5	2,7	2,7	2,8	2,5	2,2	2,0
Actions de sociétés belges	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3	1,6	1,4	0,9	1,1
Total des valeurs mobilières ...	11,8	13,0	13,9	14,3	14,7	15,8	14,1	12,9	14,6
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	...	...	...
Réserves mathématiques ¹	21,7	23,2	24,9	26,3	28,0	30,2	25,8	23,6	26,0

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de*

Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de la Commission bancaire et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS
ET PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Période	Détenus par les pouvoirs publics ²						Détenus par les entreprises et particuliers ⁶	Total général
	Monnaie scripturale ³	Autres actifs à un an au plus ⁴			Actifs à plus d'un an ⁴	Total		
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁵	Auprès des secteurs nationaux non financiers	Total				
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1972	+ 1,3	+ 3,7	...	+ 3,7	+ 1,6	+ 6,6	+ 276,2	+ 282,8
1973	+ 5,8	+ 7,7	...	+ 7,7	+ 2,6	+ 16,1	+ 280,5	+ 296,6
1974	+ 5,6	+ 3,3	- 0,2	+ 3,1	+ 2,3	+ 11,0	+ 287,0	+ 298,0
1975	+ 5,4	+ 0,8	+ 0,3	+ 1,1	- 0,6	+ 5,9	p+ 370,3	p+ 376,2
1976	+ 8,8	- 2,4	- 0,3	- 2,7	+ 1,9	+ 8,0	p+ 454,2	p+ 462,2
1977	- 1,2	+ 4,0	+ 0,2	+ 4,2	- 0,5	+ 2,5	p+ 454,7	p+ 457,2
1978	+ 2,8	+ 8,3	- 0,1	+ 8,2	- 0,3	+ 10,7	p+ 458,1	p+ 468,8
1979	+ 7,5	+ 6,4	+ 0,2	+ 6,6	- 0,1	+ 14,0	p+ 460,0	p+ 474,0
1978 1 ^{er} trimestre	+ 5,3	+ 14,3	- 0,1	+ 14,2	- 0,3	+ 19,2	p+ 122,5	p+ 141,7
2 ^e trimestre	- 0,7	- 11,2	...	- 11,2	+ 0,3	- 11,6	p+ 174,9	p+ 163,3
3 ^e trimestre	- 0,8	+ 1,3	...	+ 1,3	- 0,2	+ 0,3	p+ 59,8	p+ 60,1
4 ^e trimestre	- 1,0	+ 3,9	...	+ 3,9	- 0,1	+ 2,8	p+ 100,9	p+ 103,7
1979 1 ^{er} trimestre	- 1,9	+ 11,7	+ 0,1	+ 11,8	+ 0,7	+ 10,6	p+ 150,4	p+ 161,0
2 ^e trimestre	+ 8,0	- 10,6	...	- 10,6	- 0,9	- 3,5	p+ 134,9	p+ 131,4
3 ^e trimestre	- 7,9	- 3,8	+ 0,2	- 3,6	...	- 11,5	p+ 84,7	p+ 73,2
4 ^e trimestre	+ 9,3	+ 9,1	- 0,1	+ 9,0	+ 0,1	+ 18,4	p+ 90,0	p+ 108,4
1980 1 ^{er} trimestre	- 3,7	+ 10,4	+ 0,2	+ 10,6	+ 1,3	+ 8,2	p+ 130,5	p+ 138,7

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b

⁴ Durée à l'origine.

⁵ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XV-2.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Période	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs ⁸	Total général (9) = (4) + (7) + (8)
	Encaisses monétaires ²	Autres actifs à un an au plus ^{3 4}	Actifs à plus d'un an ^{3 5}	Total (4) = (1) à (3)	A un an au plus ³ (Dépôts) ⁶	A plus d'un an ³ (Valeurs mobilières) ⁷	Total (7) = (5) + (6)		
1972	+ 64,7	+103,7	+ 63,7	+232,1	- 2,2	+ 33,3	+ 31,1	+ 13,0	+276,2
1973	+ 31,9	+139,4	+ 81,9	+253,2	+ 5,4	+ 25,7	+ 31,1	- 3,8	+280,5
1974	+ 34,4	+140,2	+ 96,3	+270,9	+ 13,2	+ 13,8	+ 27,0	- 10,9	+287,0
1975	+ 91,9	+124,6	p+112,5	p+329,0	+ 7,5	+ 32,5	+ 40,0	p+ 1,3	p+370,3
1976	+ 37,2	+200,3	p+151,4	p+388,9	+ 10,0	+ 14,2	+ 24,2	p+ 41,1	p+454,2
1977	+ 73,2	+112,8	p+222,9	p+408,9	+ 18,9	+ 16,7	+ 35,6	p+ 10,2	p+454,7
1978	+ 48,5	+172,4	p+172,3	p+393,2	+ 1,3	+ 20,2	+ 21,5	p+ 43,4	p+458,1
1979	+ 25,0	+145,4	p+212,1	p+382,5	+ 20,5	+ 8,5	+ 29,0	p+ 48,5	p+460,0
1978 1 ^{er} trimestre	+ 5,8	+ 62,1	p+ 59,7	p+127,6	- 13,2	+ 4,5	- 8,7	p+ 3,6	p+122,5
2 ^e trimestre	+ 55,1	+ 12,8	p+ 52,1	p+120,0	+ 9,7	+ 2,7	+ 12,4	p+ 42,5	p+174,9
3 ^e trimestre	- 26,2	+ 35,1	p+ 33,5	p+ 42,4	+ 7,6	+ 5,6	+ 13,2	p+ 4,2	p+ 59,8
4 ^e trimestre	+ 13,8	+ 62,4	p+ 27,0	p+103,2	- 2,8	+ 7,4	+ 4,6	p- 6,9	p+100,9
1979 1 ^{er} trimestre	+ 4,1	+ 51,6	p+ 57,7	p+113,4	+ 2,2	+ 5,1	+ 7,3	p+ 29,7	p+150,4
2 ^e trimestre	+ 50,7	+ 11,6	p+ 49,4	p+111,7	+ 5,5	+ 3,1	+ 8,6	p+ 14,6	p+134,9
3 ^e trimestre	- 50,5	+ 23,0	p+ 68,1	p+ 40,6	+ 6,6	+ 3,0	+ 9,6	p+ 34,5	p+ 84,7
4 ^e trimestre	+ 20,7	+ 59,2	p+ 36,9	p+116,8	+ 6,2	- 2,7	+ 3,5	p- 30,3	p+ 90,0
1980 1 ^{er} trimestre	- 29,4	+ 55,4	p+ 50,3	p+ 76,3	+ 22,6	- 0,7	+ 21,9	p+ 32,3	p+130,5

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

³ Durée à l'origine.

⁴ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁵ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (7).

⁸ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

**XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS ²**

(variations en milliards de francs)

Période	En francs belges							En monnaies étrangères			Total général	
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{3 4}						Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{3 6}	A l'étranger		Total
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme et à préavis	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Après des organismes principalement monétaires ⁵							(5) = (1) à (4)	(8) = (5) + (7)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1972	+ 88,1	+ 4,0	+ 4,8	+ 1,4	+ 98,3	+ 37,7	+ 5,4	+103,7	- 0,5	- 1,7	- 2,2	+101,5
1973	+ 70,2	+ 48,3	+ 7,6	+ 0,5	+126,6	+ 64,7	+ 12,8	+139,4	+ 2,6	+ 2,8	+ 5,4	+144,8
1974	+ 51,2	+ 41,1	+ 6,6	+ 0,4	+ 99,3	+ 44,6	+ 40,9	+140,2	+ 5,7	+ 7,5	+ 13,2	+153,4
1975	+136,7	- 4,9	+ 10,4	+ 1,8	+144,0	+ 40,4	- 19,4	+124,6	+ 5,6	+ 1,9	+ 7,5	+132,1
1976	+106,0	+ 69,7	+ 4,5	- 4,2	+176,0	+ 88,7	+ 24,3	+200,3	+ 8,4	+ 1,6	+ 10,0	+210,3
1977	+102,9	- 1,5	+ 5,3	+ 1,1	+107,8	+ 38,1	+ 5,0	+112,8	+ 4,4	+ 14,5	+ 18,9	+131,7
1978	+105,9	+ 34,4	+ 14,4	+ 1,3	+156,0	+ 64,6	+ 16,4	+172,4	- 6,1	+ 7,4	+ 1,3	+173,7
1979	+ 72,3	+ 34,9	- 4,0	+ 0,5	+103,7	+ 59,3	+ 41,7	+145,4	+ 8,0	+ 12,5	+ 20,5	+165,9
1978 1 ^{er} trimestre	+ 17,7	+ 31,4	+ 0,6	+ 4,2	+ 53,9	+ 26,8	+ 8,2	+ 62,1	- 3,5	- 9,7	- 13,2	+ 48,9
2 ^e trimestre	+ 18,7	- 18,5	+ 7,2	- 0,7	+ 6,7	- 0,7	+ 6,1	+ 12,8	- 0,9	+ 10,6	+ 9,7	+ 22,5
3 ^e trimestre	+ 14,6	+ 20,0	- 0,2	+ 2,3	+ 36,7	+ 20,6	- 1,6	+ 35,1	+ 0,7	+ 6,9	+ 7,6	+ 42,7
4 ^e trimestre	+ 54,9	+ 1,5	+ 6,8	- 4,5	+ 58,7	+ 17,9	+ 3,7	+ 62,4	- 2,4	- 0,4	- 2,8	+ 59,6
1979 1 ^{er} trimestre	+ 17,9	+ 25,6	- 3,2	+ 5,1	+ 45,4	+ 27,6	+ 6,2	+ 51,6	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,2	+ 53,8
2 ^e trimestre	+ 17,6	- 12,0	- 2,9	+ 4,4	+ 7,1	+ 0,9	+ 4,5	+ 11,6	+ 3,8	+ 1,7	+ 5,5	+ 17,1
3 ^e trimestre	- 6,7	+ 19,6	- 1,4	- 1,8	+ 9,7	+ 17,2	+ 13,3	+ 23,0	+ 1,7	+ 4,9	+ 6,6	+ 29,6
4 ^e trimestre	+ 43,5	+ 1,7	+ 3,5	- 7,2	+ 41,5	+ 13,6	+ 17,7	+ 59,2	+ 1,4	+ 4,8	+ 6,2	+ 65,4
1980 1 ^{er} trimestre	- 45,6	+ 78,5	- 10,0	+ 8,8	+ 31,7	+ 32,3	+ 23,7	+ 55,4	+ 9,1	+ 13,5	+ 22,6	+ 78,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁵ Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

**XY - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS ²
AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires (1)	Dépôts à terme et à préavis (2)	Bons de caisse et d'épargne (3)	Divers (4)	Total (5) = (1) à (4)	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴ (6)		
1972	420,5	152,1	45,2	5,1	622,9	240,1	9,1	632,0
1973	490,7	200,4	52,8	5,6	749,5	304,8	11,7	761,2
1974	541,9	241,5	59,4	6,0	848,8	349,4	17,4	866,2
1975	678,6	236,6	69,8	7,8	992,8	389,8	23,0	1.015,8
1976	784,6	306,3	74,3	3,6	1.168,8	478,5	31,4	1.200,2
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978 Mars	905,2	336,2	80,2	8,9	1.330,5	543,4	32,3	1.362,8
Juin	923,9	317,7	87,4	8,2	1.337,2	542,7	31,4	1.368,6
Septembre	938,5	337,7	87,2	10,5	1.373,9	563,3	32,1	1.406,0
Décembre	993,4	339,2	94,0	6,0	1.432,6	581,2	29,7	1.462,3
1979 Mars	1.011,3	364,8	90,8	11,1	1.478,0	608,8	30,8	1.508,8
Juin	1.028,9	352,8	87,9	15,5	1.485,1	609,7	34,6	1.519,7
Septembre	1.022,2	372,4	86,5	13,7	1.494,8	626,9	36,3	1.531,1
Décembre	1.065,7	374,1	90,0	6,5	1.536,3	640,5	37,7	1.574,0
1980 Mars	1.020,1	452,6	80,0	15,3	1.568,0	672,8	46,8	1.614,8

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.
² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XY - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN ²**

(variations en milliards de francs)

Période	En francs belges				En monnaies étrangères ³			(8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Dépôts (2)	Actions (8)	Total (4) = (1)+(2)+(8)	Obligations (5)	Actions ⁴ (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1972	+ 54,6	+ 8,0	+ 1,1	+ 63,7	.....	.....	+ 33,3	+ 97,0
1973	+ 76,1	+ 3,5	+ 2,3	+ 81,9	+ 7,4	+ 18,3	+ 25,7	+ 107,6
1974	+ 90,9	- 1,2	+ 6,6	+ 96,3	+ 11,8	+ 2,0	+ 13,8	+ 110,1
1975	p+ 95,2	+ 12,8	+ 4,5	p+ 112,5	+ 23,1	+ 9,4	+ 32,5	p+ 145,0
1976	p+ 146,2	+ 3,0	+ 2,2	p+ 151,4	+ 13,5	+ 0,7	+ 14,2	p+ 165,6
1977	p+ 205,8	+ 7,1	+ 10,0	p+ 222,9	+ 17,7	- 1,0	+ 16,7	p+ 239,6
1978	p+ 161,1	+ 0,9	+ 10,3	p+ 172,3	+ 18,6	+ 1,6	+ 20,2	p+ 192,5
1979	p+ 207,5	+ 0,8	+ 3,8	p+ 212,1	+ 12,4	- 3,9	+ 8,5	p+ 220,6
1978 1 ^{er} trimestre	p+ 61,2	- 1,6	+ 0,1	p+ 59,7	+ 3,8	+ 0,7	+ 4,5	p+ 64,2
2 ^e trimestre	p+ 40,9	+ 1,5	+ 9,7	p+ 52,1	+ 2,2	+ 0,5	+ 2,7	p+ 54,8
3 ^e trimestre	p+ 32,9	+ 0,6	...	p+ 33,5	+ 5,4	+ 0,2	+ 5,6	p+ 39,1
4 ^e trimestre	p+ 26,1	+ 0,4	+ 0,5	p+ 27,0	+ 7,2	+ 0,2	+ 7,4	p+ 34,4
1979 1 ^{er} trimestre	p+ 56,4	+ 1,3	...	p+ 57,7	+ 3,9	+ 1,2	+ 5,1	p+ 62,8
2 ^e trimestre	p+ 42,5	+ 1,4	+ 5,5	p+ 49,4	+ 4,3	- 1,2	+ 3,1	p+ 52,5
3 ^e trimestre	p+ 69,6	- 0,4	- 1,1	p+ 68,1	+ 4,8	- 1,8	+ 3,0	p+ 71,1
4 ^e trimestre	p+ 39,0	- 1,5	- 0,6	p+ 36,9	- 0,6	- 2,1	- 2,7	p+ 34,2
1980 1 ^{er} trimestre	p+ 50,5	- 0,1	- 0,1	p+ 50,3	+ 1,5	- 2,2	- 0,7	p+ 49,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.
² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L.; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ²

(variations en milliards de francs)

Période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à plus d'un an			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (1)+(2)+(3)+(5)+(7)	(11) = (4)+(6)+(8)+(9)	(12) = (10)+(11)	
1972	+ 19,5	+ 11,8	+ 66,1	+ 10,2	+ 38,8	+ 14,9	+ 26,1	+ 4,2	+ 2,7	+162,3	+ 32,0	+194,3
1973	+ 14,3	+ 1,5	+ 80,1	+ 6,1	+ 40,2	+ 30,9	+ 24,9	+ 7,6	+ 1,1	+161,0	+ 45,7	+206,7
1974	+ 16,8	+ 2,8	+ 58,9	+ 3,2	+ 40,3	+ 38,0	+ 20,8	+ 10,0	+ 2,6	+139,6	+ 53,8	+193,4
1975	+ 33,1	+ 8,4	+ 86,1	+ 16,8	+ 76,7	+ 35,0	+ 37,1	+ 12,2	+ 1,9	+241,4	+ 65,9	+307,3
1976	+ 16,8	+ 7,2	+108,1	+ 14,1	+ 54,1	+ 46,9	+ 35,4	+ 13,7	+ 3,8	+221,6	+ 78,5	+300,1
1977	+ 26,9	+ 4,5	+ 76,0	+ 32,1	+ 52,5	+ 85,5	+ 25,5	+ 18,1	- 0,3	+185,4	+135,4	+320,8
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 71,8	+ 18,7	+ 63,6	+ 37,0	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+198,4	+ 70,4	+268,8
1979	+ 8,8	- 0,8	+ 72,1	+ 25,7	+ 31,1	<i>p</i> + 68,9	+ 25,1	+ 20,7	+ 5,0	+136,3	<i>p</i> +120,3	<i>p</i> +256,6
1978 1 ^{er} trimestre	- 6,6	+ 3,3	+ 29,7	+ 4,0	+ 25,2	+ 12,1	+ 5,8	+ 3,7	+ 0,9	+ 57,4	+ 20,7	+ 78,1
2 ^e trimestre	+ 28,6	- 2,6	+ 16,5	+ 7,8	+ 10,1	+ 10,7	+ 8,4	+ 3,7	+ 0,8	+ 61,0	+ 23,0	+ 84,0
3 ^e trimestre	- 11,4	- 1,1	+ 11,5	+ 3,5	+ 5,3	+ 6,6	+ 5,6	+ 2,0	+ 0,4	+ 9,9	+ 12,5	+ 22,4
4 ^e trimestre	+ 10,4	+ 6,5	+ 14,1	+ 3,4	+ 23,0	+ 7,6	+ 16,1	+ 2,0	+ 1,2	+ 70,1	+ 14,2	+ 84,3
1979 1 ^{er} trimestre	- 3,6	- 3,0	+ 35,3	+ 6,9	+ 18,5	<i>p</i> + 21,9	+ 3,6	+ 5,2	<i>p</i> + 2,1	+ 50,8	<i>p</i> + 36,1	<i>p</i> + 86,9
2 ^e trimestre	+ 23,1	+ 9,2	+ 17,4	+ 5,9	+ 3,8	<i>p</i> + 11,5	+ 8,1	+ 3,9	<i>p</i> + 0,8	+ 61,6	<i>p</i> + 22,1	<i>p</i> + 83,7
3 ^e trimestre	- 18,4	- 10,7	- 1,9	+ 6,5	- 3,9	<i>p</i> + 19,6	- 1,9	+ 6,0	<i>p</i> + 1,1	- 36,8	<i>p</i> + 33,2	<i>p</i> - 3,6
4 ^e trimestre	+ 7,7	+ 3,7	+ 21,3	+ 6,4	+ 12,7	<i>p</i> + 15,9	+ 15,3	+ 5,6	<i>p</i> + 1,0	+ 60,7	<i>p</i> + 28,9	<i>p</i> + 89,6
1980 1 ^{er} trimestre	- 11,2	+ 0,5	+ 27,4	+ 5,9	+ 6,2	<i>p</i> + 22,0	- 11,1	+ 9,8	<i>p</i> + 1,2	+ 11,8	<i>p</i> + 38,9	<i>p</i> + 50,7

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XY - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1)+(2)+(3)+(5)+(7)	(11) = (4)+(6)+(8)+(9)	(12) = (10)+(11)
1972	214,6	70,6	420,6	62,5	276,8	249,7	123,1	62,6	9,8	1.105,7	384,6	1.490,3
1973	228,9	72,1	500,7	68,6	317,0	280,6	148,0	70,2	10,9	1.266,7	430,3	1.697,0
1974	245,7	74,9	559,6	71,8	357,3	318,6	168,8	80,2	13,5	1.406,3	484,1	1.890,4
1975	278,8	83,3	645,7	88,6	434,0	353,6	205,9	92,4	15,4	1.647,7	550,0	2.197,7
1976	295,6	90,5	753,8	102,7	488,1	400,5	241,3	106,1	19,2	1.869,3	628,5	2.497,8
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,6	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,7	763,9	2.818,6
1978 Mars	315,9	98,3	859,5	138,8	565,8	498,1	272,6	127,9	19,8	2.112,1	784,6	2.896,7
Juin	344,5	95,7	876,0	146,6	575,9	508,8	281,0	131,6	20,6	2.173,1	807,6	2.980,7
Septembre	333,1	94,6	887,5	150,1	581,2	515,4	286,6	133,6	21,0	2.183,0	820,1	3.003,1
Décembre	343,5	101,1	901,6	153,5	604,2	523,0	302,7	135,6	22,2	2.253,1	834,3	3.087,4
1979 Mars	339,9	98,1	936,9	160,4	622,7	p 544,9	306,3	140,8	p 24,3	2.303,9	p 870,4	p 3.174,3
Juin	363,0	107,3	954,3	166,3	626,5	p 556,4	314,4	144,7	p 25,1	2.365,5	p 892,5	p 3.258,0
Septembre	344,6	96,6	952,4	172,8	622,6	p 576,0	312,5	150,7	p 26,2	2.328,7	p 925,7	p 3.254,4
Décembre	352,3	100,3	973,7	179,2	635,3	p 591,9	327,8	156,3	p 27,2	2.389,4	p 954,6	p 3.344,0
1980 Mars	341,1	100,8	1.001,1	185,1	641,5	p 613,9	316,7	166,1	p 28,4	2.401,2	p 993,5	p 3.394,7

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XY - 6. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> ² :								
Caisse d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0	12,9
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois ³ ...	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3	- 23,0	- 44,2	- 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :								
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	7,1
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	4,5
Caisse de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	2,5
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	13,8
Organismes d'assurance de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	5,6
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1	33,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	24,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3	- 0,5	4,0	9,2
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	33,3
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	90,2
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5	- 9,9	- 11,3	- 14,0
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	204,2
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	29,9
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	234,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne

dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an ^{(9) = (5) + (8)}	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁵
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁽⁴⁾	Emissions nettes totales ^{(5) = (3) + (4)}	Emissions brutes ⁽⁶⁾	Amortissements ⁽⁷⁾	Emissions nettes ^{(8) = (6) - (7)}		
		Emissions brutes ⁽¹⁾	Amortissements ⁽²⁾	Emissions nettes ^{(3) = (1) - (2)}							
1. Etat (dette directe uniquement)	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8	— 0,4
	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	— 2,9	62,7	— 3,7
	1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0	3,5
	1975	133,1	63,7	69,4	—	69,4	...	3,6	— 3,6	65,8	16,9
	1976	129,0	57,3	71,7	—	71,7	...	5,4	— 5,4	66,3	53,0
	1977	167,8	54,5	113,3	—	113,3	4,1	11,9	— 7,8	105,5	42,5
	1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	— 1,5	111,6	43,4
	p 1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	...	1,3	— 1,3	88,1	43,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	6,5	3,9	2,6	9,7	1,5
	1973	...	3,8	— 3,8	—	— 3,8	8,6	7,3	1,3	— 2,5	1,7
	1974	...	5,0	— 5,0	—	— 5,0	16,8	10,3	6,5	1,5	...
	1975	29,0	4,5	24,5	—	24,5	4,0	0,9	3,1	27,6	1,7
	1976	23,0	12,2	10,8	—	10,8	10,7	1,7	9,0	19,8	...
	1977	29,0	7,9	21,1	—	21,1	24,3	1,4	22,9	44,0	1,0
	1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	3,9	5,1	35,7	...
	p 1979	49,8	13,0	36,8	—	36,8	18,5	6,3	12,2	49,0	...
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1972	...	0,1	— 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6	1,0
	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0	0,7
	1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5	0,6
	1975	...	1,1	— 1,1	20,5	19,4	16,7	4,5	12,2	31,6	6,5
	1976	...	2,1	— 2,1	33,2	31,1	11,4	5,1	6,3	37,4	— 4,4
	1977	39,5	3,7	35,8	62,5	98,3	17,4	4,7	12,7	111,0	2,0
	1978	2,0	2,1	— 0,1	18,3	18,2	15,3	5,9	9,4	27,6	2,8
	p 1979	10,0	6,6	3,4	23,7	27,1	14,6	5,3	9,3	36,4	0,3
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	...	0,8	25,9	3,7
	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,9	...	0,9	38,1	3,7
	1974	8,5	5,6	2,9	19,8	22,7	0,9	0,1	0,8	23,5	4,5
	1975	8,0	5,3	2,7	23,6	26,3	1,5	0,5	1,0	27,3	4,7
	1976	21,0	8,6	12,4	28,1	40,5	0,2	0,6	— 0,4	40,1	1,9
	1977	23,0	9,0	19,0	37,0	56,0	...	1,1	— 1,1	54,9	2,2
	1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1	8,1
	p 1979	22,0	9,7	12,3	40,0	52,3	1,2	0,4	0,8	53,1	— 0,6
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8	...
	1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,6	1,8	0,8	6,3	0,1
	1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	4,9	1,2	3,7	10,7	...
	1975	5,0	4,6	0,4	—	0,4	7,0	2,4	4,6	5,0	0,5
	1976	23,0	7,1	15,9	—	15,9	6,8	3,8	3,0	18,9	...
	1977	6,0	7,6	— 1,6	—	— 1,6	18,3	2,6	15,7	14,1	...
	1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,6	7,7	23,9	...
	p 1979	—	6,3	— 6,3	—	— 6,3	7,3	2,7	4,6	— 1,7	...
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	25,5	8,8	16,7	135,8	...
	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	19,5	15,1	4,4	124,6	...
	1974	140,5	66,7	73,8	36,0	109,8	35,7	18,3	17,4	127,2	...
	1975	175,1	79,2	95,9	44,1	140,0	29,2	11,9	17,3	157,3	...
	1976	196,0	87,3	108,7	61,3	170,0	29,1	16,6	12,5	182,5	...
	1977	270,3	82,7	187,6	99,5	287,1	64,1	21,7	42,4	329,5	...
	1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	35,4	14,3	21,1	237,9	...
	p 1979	277,8	142,2	135,6	63,7	199,3	41,6	16,0	25,6	224,9	...

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 ⁴	100,00	6 ou 10 ans	42,0	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5,0	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3,0	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50,0	—	9,09
	Mai	15	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5,0	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29,0	—	8,25
	Septembre	15	Etat belge 1975-83	8,50	99,00	7 ans 9 mois 14 jours	41,1	—	8,69
							175,1		
1976	Janvier	12	Fonds des Routes 1976-84	9,00	100,00	8 ans	23,0	—	9,00
	Février	12	Etat belge 1976-84	9,00	99,00	8 ans	41,0	—	9,18
	Avril	23	R.T.T. 1976-84	10,00	100,00	8 ans	16,0	—	10,00
	Mai	31	Etat belge 1976-84	10,00	100,00	8 ans	48,0	—	10,00
	Juin	24	Ville d'Anvers 1976-84	10,00	99,75	8 ans	5,0	—	10,05
	Juin	24	Ville de Liège 1976-84	10,00	99,75	8 ans	2,0	—	10,05
	Septembre	6	Etat belge 1976-85	10,00	100,00	8 ans 6 mois	40,0	—	10,02
	Octobre	13	S.N.C.B. 1976-84	10,00	99,50	8 ans	7,0	—	10,09
	Novembre	17	Intercom. Autoroutes E3 et E5 1976-84	10,00	98,75	8 ans	14,0	—	10,24
							196,0		
1977	Janvier	17	Etat belge 1977-85	10,00	100,00	8 ans	56,0	—	10,00
	Février	17	S.N.C.I. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	5,0	—	9,96
	Février	17	S.N.L. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	16,5	—	9,96
	Mars	16	Fonds des Routes 1977-86	9,75	100,00	9 ans	16,5 ⁵	—	9,75
	Avril	25	Ville d'Anvers 1977-84	9,75	99,25	7 ans	6,0	—	9,90
	Avril	25	Ville de Bruxelles 1977-84	9,75	99,25	7 ans	2,0	—	9,90
	Avril	25	Ville de Liège 1977-84	9,75	99,25	7 ans	4,0	—	9,90
	Mai	25	Etat belge 1977-84	9,75	99,75	7 ans	50,3	—	9,80
	Juin	27	S.N.C.B. 1977-86	9,75	100,25	9 ans	6,0	—	9,71
	Septembre	5	Etat belge 1977-87	9,50	100,25	9 ans 6 mois	61,5	—	9,48
	Octobre	13	Fonds des Routes 1977-85	9,00	100,00	7 ans 6 mois	28,5	—	9,02
	Décembre	8	S.N.L. 1977-86	8,75	98,75	8 ans 6 mois	18,0	—	8,98
							270,3		
1978	Janvier	30	Etat belge 1978-86	9,50	101,25	8 ans	63,0	—	9,27
	Mars	2	Fonds des Routes 1978-86	9,00	100,00	8 ans	33,0 ⁶	—	9,00
	Mai	2	Etat belge 1978-85	8,50	100,00	7 ans	63,0	—	8,50
	Juin	15	R.T.T. 1978-86	8,50	99,25	8 ans	23,0	—	8,63
	Septembre	6	Etat belge 1978-86	8,75	99,00	8 ans	59,0	—	8,93
	Octobre	16	Ville d'Anvers 1978-86	8,75	98,75	8 ans	5,0	—	8,98
	Octobre	16	Ville de Liège 1978-86	8,75	98,75	8 ans	4,0	—	8,98
	Novembre	27	Fonds des Routes 1978-85	8,75	99,00	7 ans	30,0	—	8,95
							280,0		
1979	Janvier	22	Etat belge 1979-87	9,00	99,25	8 ans	65,5	—	9,14
	Février	26	S.N.C.I. 1979-87	9,00	100,00	8 ans	10,0	—	9,00
	Mars	21	Fonds des Routes 1979-87-91	8,75 — 9,00 ⁴	99,25	8 ou 12 ans	40,6 ⁷	8,88	8,91
	Mai	17	Etat belge 1979-87	9,00	99,00	8 ans	61,0	—	9,18
	Septembre	3	Etat belge 1979-88	10,00	100,25	9 ans	69,5	—	9,96
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1979-87	10,00	99,00	8 ans	6,0	—	10,19
	Octobre	10	Ville de Liège 1979-87	10,00	99,00	8 ans	5,0	—	10,19
	Novembre	29	Fonds des Routes 1979-88	10,50	97,75	8 ans 6 mois	20,1	—	10,93
							277,7		
1980	Janvier	24	Etat belge 1980-89	11,00	100,00	9 ans	60,0	—	11,00
	Avril	11	Fonds des Routes 1980-83-88	13,00 — 11,50 ⁴	99,50	3 ou 8 ans	40,5	13,21	12,33
	Mai	27	Etat belge 1980-88	12,75	100,00	8 ans	44,2	—	12,75
	Septembre	1	Ville d'Anvers 1980-87	12,75	100,00	7 ans	6,0	—	12,75
	Septembre	1	Ville de Liège 1980-87	12,75	100,00	7 ans	6,0	—	12,75

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Dont 16,0 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁶ Dont 25,0 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁷ Dont 11,0 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dette directe									Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	Dette reprise de la République du Zaïre 2	Dette totale (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) 1
	en francs belges					en monnaies étrangères			Total de la dette directe 1				
	consolidée	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée 1	à moyen et court terme	totale 1					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13) = (11) + (12)	
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4
1975	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	...	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8
1976	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	...	2,9	961,8	96,7	1.058,5	0,2	1.058,7
1977	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	...	2,5	1.109,3	119,3	1.228,6	0,1	1.228,7
1978 Mars	909,7	6,2	218,3	85,7	1.219,9	2,6	...	2,6	1.222,5	125,8	1.348,3	0,1	1.348,4
Juin	949,6	6,2	246,9	88,9	1.291,6	2,4	...	2,4	1.294,0	124,2	1.418,2	0,1	1.418,3
Septembre	989,3	6,1	232,2	79,0	1.306,6	2,2	7,6	9,8	1.316,4	122,1	1.438,5	0,1	1.438,6
Décembre	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,8	1.426,9	—	1.426,9
1979 Mars	997,3	5,9	315,8	80,8	1.399,8	2,1	12,0	14,1	1.413,9	149,0	1.562,9	—	1.562,9
Juin	1.030,9	5,9	270,3	86,9	1.394,0	1,9	40,9	42,8	1.436,8	175,5	1.612,3	—	1.612,3
Juillet	1.025,4	5,9	261,1	87,1	1.379,5	1,8	51,1	52,9	1.432,4	174,3	1.606,7	—	1.606,7
Août	1.019,4	5,9	278,4	85,5	1.389,2	1,8	51,1	52,9	1.442,1	173,2	1.615,3	—	1.615,3
Septembre	1.082,8	5,8	242,6	78,9	1.410,1	1,8	51,1	52,9	1.463,0	172,4	1.635,4	—	1.635,4
Octobre	1.075,7	5,8	237,5	81,2	1.400,2	1,8	50,6	52,4	1.452,6	171,7	1.624,3	—	1.624,3
Novembre	1.070,0	5,8	263,8	79,6	1.419,2	6,6	48,4	55,0	1.474,2	171,1	1.645,3	—	1.645,3
Décembre	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,6	1.639,0	—	1.639,0
1980 Janvier	1.054,4	5,8	255,5	90,0	1.405,7	31,8	37,7	69,5	1.475,2	187,4	1.662,6	—	1.662,6
Février	1.109,1	5,8	264,4	77,2	1.456,5	34,7	38,4	73,1	1.529,6	186,7	1.716,3	—	1.716,3
Mars	1.104,0	5,8	308,6	82,1	1.500,5	38,4	55,2	93,6	1.594,1	185,9	1.780,0	—	1.780,0
Avril	1.077,1	5,8	330,3	91,3	1.504,5	37,5	57,0	94,5	1.599,0	214,4	1.813,4	—	1.813,4
Mai	1.069,0	5,8	352,8	84,2	1.511,8	52,9	63,3	116,2	1.628,0	213,0	1.841,0	—	1.841,0
Juin	1.106,7	5,8	335,3	88,7	1.536,5	63,9	64,7	128,6	1.665,1	213,4	1.878,5	—	1.878,5

1 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

2 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	Dette reprise de la République du Zaïre 2	Dette totale 3	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds 7
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. 4	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale 5	Divers 6	Total	
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) - (7)	
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	- 0,2	- 0,5 ⁸	+ 3,2	+ 63,7
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	- 2,1	+ 2,8 ⁹	+ 2,0	+ 51,1
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	—	...	- 0,7	+ 57,4
1975	+107,8	- 0,4	+107,4	- 1,9	—	...	- 1,9	+109,3
1976	+130,1	- 0,2	+129,9	- 3,2	—	...	- 3,2	+133,1
1977	+170,1	- 0,1	+170,0	+ 2,6	—	...	+ 2,6	+167,4
1978	+198,3	- 0,1	+198,2	+ 15,4	—	- 0,1	+ 15,3	+182,9
1979	+212,1	—	+212,1	+ 0,3	—	...	+ 0,3	+211,8
1979 6 premiers mois	+185,4	—	+185,4	- 1,3	—	...	- 1,3	+186,7
1980 6 premiers mois	+239,5	—	+239,5	+ 2,7	—	- 0,1	+ 2,6	+236,9

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI-3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI-3a.

3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI-3a.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

5 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale avaient pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès

de la B.N.B. A partir d'octobre 1978, l'avoir précité n'est plus compris dans les chiffres de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

6 Y compris les différences de change.

7 Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (8) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

8 Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.

9 Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S. le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

**XVI . 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat 1	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs 2		

Titres accessibles à tout placeur 3

1971	422,3	49,9	—	76,6	254,7	803,5
1972	498,2	58,0	—	101,4	275,3	932,9
1973	560,5	63,7	—	120,9	308,4	1.053,5
1974	611,1	71,2	—	124,4	357,7	1.164,4
1975	705,3	72,1	—	126,9	400,2	1.304,5
1976	788,7	88,0	—	139,0	458,9	1.474,6
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978 p	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6

Titres non accessibles à tout placeur

1971	72,2	22,7	3,3	22,0	47,7	167,9
1972	78,1	26,2	2,4	21,4	55,8	183,9
1973	76,1	27,1	1,6	23,4	59,8	188,0
1974	80,1	30,9	3,2	27,6	62,5	204,3
1975	77,8	35,4	4,1	29,6	74,7	221,6
1976	72,5	38,5	11,2	30,8	81,0	234,0
1977	65,4	54,1	15,3	47,9	93,7	276,4
1978 p	64,5	61,8	19,8	48,2	103,2	297,5

Total

1971	494,5	72,6	3,3	98,6	302,4	971,4
1972	576,3	84,2	2,4	122,8	331,1	1.116,8
1973	636,6	90,8	1,6	144,3	368,2	1.241,5
1974	691,2	102,1	3,2	152,0	420,2	1.368,7
1975	783,1	107,5	4,1	156,5	474,9	1.526,1
1976	861,2	126,5	11,2	169,8	539,9	1.708,6
1977	989,2	140,6	15,3	205,7	687,4	2.038,2
1978 p	1.132,6	164,6	19,8	222,5	736,6	2.276,1

1 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

2 A partir de 1972, y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A la fin de 1971, la valeur nominale de ces titres s'élevait à 10,9 milliards de francs.

3 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Para-étatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	

Titres accessibles à tout placeur ⁴

1971	395,3	5,1	2,6	11,2	169,6	8,2	85,3	96,0	30,2	803,5
1972	434,2	6,2	2,7	12,7	210,2	15,2	110,7	102,9	38,1	932,9
1973	477,6	6,6	3,0	14,7	253,8	15,7	129,3	111,4	41,4	1.053,5
1974	529,3	6,6	3,7	15,4	283,9	12,1	146,4	123,4	43,6	1.164,4
1975	585,0	8,3	4,5	14,4	320,5	17,9	172,3	129,7	51,9	1.304,5
1976	691,9	8,2	5,9	15,4	347,3	14,9	203,1	136,3	51,6	1.474,6
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978 p	941,6	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,4	162,6	84,0	1.978,6

Titres non accessibles à tout placeur

1971	9,1	0,3	0,3	2,8	72,5	—	40,2	33,8	8,9	167,9
1972	9,0	0,3	0,2	2,8	78,8	—	48,4	32,5	11,9	183,9
1973	8,4	0,2	0,2	3,2	79,9	—	51,8	32,7	11,6	188,0
1974	8,7	0,3	0,2	3,9	85,7	—	57,6	32,9	15,0	204,3
1975	10,2	0,3	0,2	3,7	91,2	—	70,1	31,0	14,9	221,6
1976	10,6	0,3	0,2	3,1	91,6	—	82,9	29,7	15,6	234,0
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978 p	12,7	0,3	0,2	2,3	111,2	—	104,2	29,1	37,5	297,5

Total

1971	404,4	5,4	2,9	14,0	242,1	8,2	125,5	129,8	39,1	971,4
1972	443,2	6,5	2,9	15,5	289,0	15,2	159,1	135,4	50,0	1.116,8
1973	486,0	6,8	3,2	17,9	333,7	15,7	181,1	144,1	53,0	1.241,5
1974	538,0	6,9	3,9	19,3	369,6	12,1	204,0	156,3	58,6	1.368,7
1975	595,2	8,6	4,7	18,1	411,7	17,9	242,4	160,7	66,8	1.526,1
1976	702,5	8,5	6,1	18,5	438,9	14,9	286,0	166,0	67,2	1.703,6
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978 p	954,3	9,9	8,0	16,4	575,4	22,3	376,6	191,7	121,5	2.276,1

¹ A partir de 1973, y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

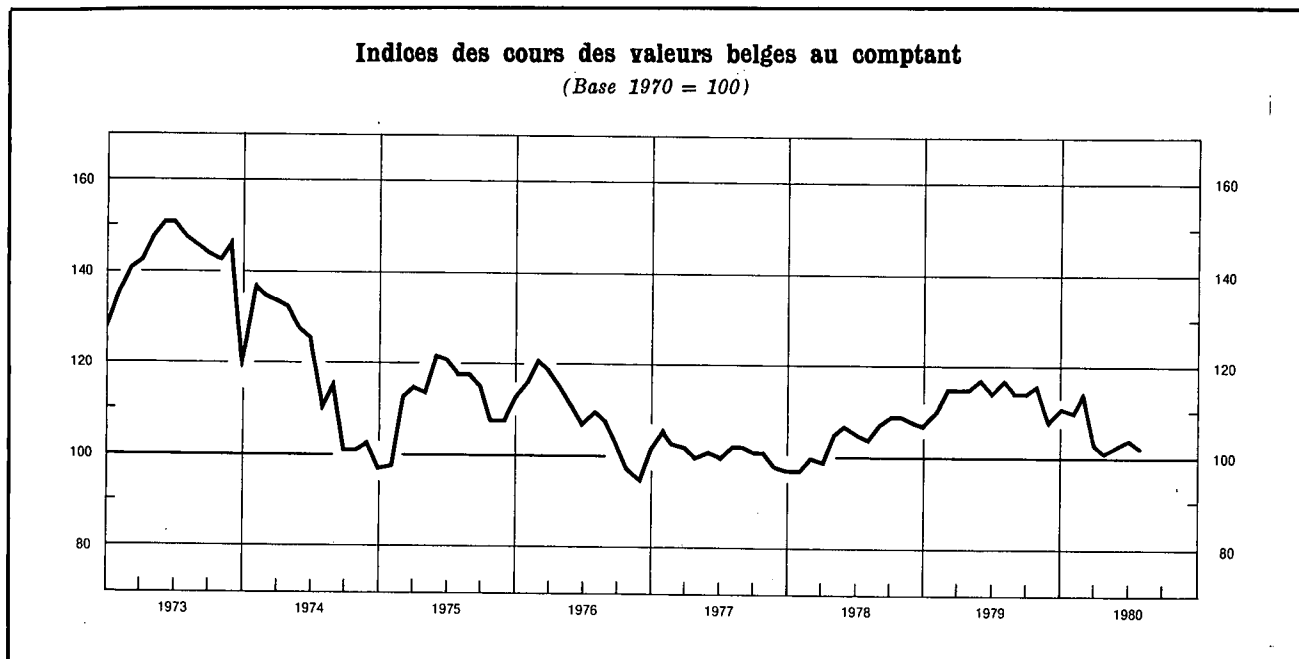
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes parastatutaires qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges					Valeurs étrangères 5			
	Capitaux traités Moyennes par séance (millions de francs) 1 2	Indices des cours 3			Taux de rendement des actions 4		Capitaux traités Moyennes par séance (millions de francs) 1	Indices des cours 3	
		Au comptant		A terme	Ensemble	Sociétés industrielles		Au comptant	A terme
		Ensemble	Sociétés industrielles						
(Base 1970 = 100)					(p.c.)		(Base 1970 = 100)		
1972		121	125	118	4,1	3,9		113	110
1973		143	148	142	3,8	3,7		117	111
1974	105	118	119	122	5,3	5,4	80	98	96
1975	100	114	114	115	5,8 ⁶	5,8 ⁶	105	100	96
1976	102	109	105	107	5,5	4,9	128	102	97
1977	89	101	97	92	5,9	5,4	77	92	89
1978	93	105	99	91	6,0	5,8	73	96	89
1979	128	113	108		5,9	5,4	94	112	
1978 2 ^e trimestre	109	106	101	90	6,0	5,8	75	92	87
3 ^e trimestre	88	107	101	96	5,9	5,6	89	104	97
4 ^e trimestre	100	108	100	96	6,0	5,8	75	100	92
1979 1 ^{er} trimestre	105	114	106	101	5,6	5,5	73	101	95
2 ^e trimestre	148	115	109	104	5,7	5,2	108	113	108
3 ^e trimestre	127	114	110		6,0	5,3	93	117	
4 ^e trimestre	131	111	108		6,3	5,7	104	116	
1980 1 ^{er} trimestre	134	108	112		6,7	5,8	187	130	
2 ^e trimestre	89	103	107		7,1	6,1	95	129	
1979 Juillet	173	117	112	104	5,9	5,3	81	115	112
Août	95	114	108		6,0	5,4	89	116	
Septembre	112	114	110		6,0	5,3	108	120	
Octobre	161	116	113		6,3	5,6	122	122	
Novembre	120	108	106		6,4	6,0	86	112	
Décembre	111	111	109		6,3	5,6	105	116	
1980 Janvier	106	110	109		6,4	5,5	201	123	
Février	168	114	120		6,6	5,6	200	134	
Mars	128	103	107		7,2	6,2	159	132	
Avril	90	101	105		7,0	6,3	101	129	
Mai	92	103	107		7,0	6,0	90	126	
Juin	85	104	108		7,1	6,0	93	130	
Juillet					7,1	6,1			

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Chiffres annuels et trimestriels : moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois; chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois.

⁴ Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

⁵ Y compris les valeurs suisses.

⁶ Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	...	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	...	2,5	0,1	47,1	2,6
1975	50	20,8	18,8	3,7	1,2	2,0	0,1	56,7	3,0

Sociétés financières et immobilières ⁵

1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4
1975	2.304	80,1	49,4	11,1	1,0	7,5	0,3	91,2	5,5

Industries des fabrications métalliques

1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4
1975	1.562	51,1	39,4	8,9	5,1	3,5	0,2	5,8	0,4

Métallurgie du fer

1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1
1975	81	28,7	22,4	5,0	...	2,5	0,1	1,3	0,1

Industrie textile

1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	...
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	...
1975	940	15,6	15,5	1,8	1,8	0,6	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII-2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1975	729	23,5	18,4	2,8	1,2	1,2	0,1	1,2	0,1
Industrie chimique									
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
1975	711	57,5	43,6	14,7	1,4	7,4	0,1	7,9	0,4
Electricité									
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	...	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	...	4,5	0,1	43,0	2,6
1975	17	42,5	10,1	5,4	...	5,0	0,1	51,7	3,4
Industrie du charbon									
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...
1973	21	4,6	0,6	...	0,4	...	...	...	...
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	...	...	...	...
1975	16	4,0	...	0,3	0,2	0,1	...	...	...
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶									
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5

Notes : voir fin du tableau XVII-2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3

C. — Total général ^{6 7}

1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.369	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations brutes ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1970	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7
1974	3 premiers mois	2.174	55,7	38,9	12,5	1,3	5,9
	6 premiers mois	15.049	389,3	242,3	67,7	9,6	32,3
	9 premiers mois	16.701	413,4	258,6	72,1	10,9	33,8
	12 mois	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	36,4
1975	1 ^{er} mois	202	4,5	3,2	0,8	0,2	0,3
	2 premiers mois	515	19,4	17,7	3,7	1,9	2,1
	3 premiers mois	2.160	52,5	40,2	10,2	2,9	5,4
	4 premiers mois	5.574	129,2	83,7	23,2	6,6	11,3
	5 premiers mois	11.139	314,7	194,5	55,3	12,8	28,2
	6 premiers mois	15.957	409,9	271,0	73,0	17,1	35,8
	7 premiers mois	16.814	432,8	284,7	75,5	19,5	36,8
	8 premiers mois	17.139	436,2	287,3	76,4	20,1	36,9
	9 premiers mois	17.680	442,9	294,6	77,6	21,8	37,3
	10 premiers mois	18.225	451,9	303,7	79,9	22,1	38,0
	11 premiers mois	18.669	460,4	312,4	81,7	22,6	38,7
	12 mois	19.170	470,2	320,0	83,9	23,1	39,9

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes brutes mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1970	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4
1974 3 premiers mois	18	1,0	1,6	...	0,7	...	0,2
6 premiers mois	142	36,5	28,8	7,3	1,1	4,2	0,3
9 premiers mois	167	39,9	30,9	7,5	1,2	4,3	0,3
12 mois	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3
1975 1 ^{er} mois	2	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	6	0,8	0,3	...	0,1	...	0,1
3 premiers mois	18	1,0	0,4	...	0,2	...	0,1
4 premiers mois	33	1,3	0,7	...	0,2	...	0,1
5 premiers mois	75	21,0	13,6	4,9	0,3	3,3	0,2
6 premiers mois	142	37,9	30,5	10,7	0,5	5,0	0,2
7 premiers mois	156	39,5	32,1	10,8	0,6	5,1	0,3
8 premiers mois	158	39,9	32,5	10,8	0,6	5,1	0,3
9 premiers mois	161	40,0	32,6	10,8	0,6	5,1	0,3
10 premiers mois	172	41,2	33,1	10,9	0,6	5,2	0,3
11 premiers mois	177	41,8	33,7	11,0	0,6	5,3	0,3
12 mois	188	45,3	34,6	11,1	0,8	5,5	0,3

C. — Total général ⁴

1970	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974 3 premiers mois	2.192	56,7	40,5	12,5	2,0	5,9	2,6
6 premiers mois	15.191	425,8	271,1	75,0	10,7	36,5	5,3
9 premiers mois	16.868	453,3	289,5	79,6	12,1	38,1	7,6
12 mois	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6
1975 1 ^{er} mois	204	4,5	3,2	0,8	0,2	0,3	0,3
2 premiers mois	521	20,2	18,0	3,7	2,0	2,1	1,8
3 premiers mois	2.178	53,5	40,6	10,2	3,1	5,4	2,9
4 premiers mois	5.607	130,5	89,4	23,2	6,8	11,3	3,9
5 premiers mois	11.214	335,7	208,1	60,2	13,1	31,5	5,0
6 premiers mois	16.099	447,8	301,5	83,7	17,6	40,8	6,0
7 premiers mois	16.970	472,3	316,8	86,3	20,1	41,9	7,2
8 premiers mois	17.297	476,1	319,8	87,2	20,7	42,0	7,8
9 premiers mois	17.841	482,9	327,2	88,4	22,4	42,4	8,6
10 premiers mois	18.397	493,1	336,8	90,8	22,7	43,2	9,9
11 premiers mois	18.846	502,2	346,1	92,7	23,2	44,0	10,8
12 mois	19.358	515,5	354,6	95,0	23,9	45,4	13,5

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les

obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(3)-(4)	(6)	(7)=(5)+(6)	(8)=(2)+(7)	(9)

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	43,3	45,5
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	p 23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	p 42,2	44,8
1975	39,4	p 20,7	p 26,8	p 4,7	p 22,1	p 9,0	p 31,1	p 51,8	p 58,1

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	-0,4	...	-0,4	-0,4	-0,4
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	-1,4	...	-1,4	1,2	1,2
1972	0,5	0,1	2,9	0,1	2,8	...	2,8	2,9	2,9
1973	9,4	0,3	...	0,1	-0,1	...	-0,1	0,2	0,2
1974	0,6	p 0,2	...	0,1	-0,1	...	-0,1	p 0,1	0,1
1975	0,2	p ...	p 1,9	p 0,1	p 1,8	p ...	p 1,8	p 1,8	p 1,8

C. — Total général

1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	46,2	48,4
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	p 23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	p 42,3	44,9
1975	39,6	p 20,7	p 28,7	p 4,8	p 23,9	p 9,0	p 32,9	p 53,6	p 59,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres mensuels ²)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4)=(2)+(3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8)=(6)+(7)
1972	40,8	17,8	21,6	39,4	0,5	<i>p</i> 0,1	2,9	<i>p</i> 3,0
1973	39,1	16,7	13,9	30,6	9,4	<i>p</i> 0,3	...	<i>p</i> 0,3
1974	49,5	19,3	13,4	32,7	0,6	<i>p</i> 0,2	...	<i>p</i> 0,2
1975	39,4	17,7	<i>p</i> 26,8	<i>p</i> 44,5	0,2	...	<i>v</i> 1,9	<i>p</i> 1,9
1976 <i>p</i>	50,1	21,2	11,8	33,0	1,2	...	...	...
1977 <i>p</i>	91,9	50,5	8,4	58,9	...	...	...	...
1978 <i>p</i>	64,3	37,2	6,6	43,8	0,3	0,3	...	0,3
1979 ⁴ <i>p</i>	66,7	30,4	33,6	64,0	...	...	...	...
1978 1 ^{er} trimestre <i>p</i>	11,8	6,7	3,7	10,4	...	...	...	...
2 ^e trimestre <i>p</i>	15,3	10,1	0,3	10,4	...	...	...	...
3 ^e trimestre <i>p</i>	16,4	12,0	0,4	12,4	0,3	0,3	...	0,3
4 ^e trimestre <i>p</i>	20,8	8,4	2,2	10,6	...	...	...	...
1979 1 ^{er} trimestre <i>p</i>	14,2	5,8	2,0	7,8	...	...	...	...
2 ^e trimestre ⁴ <i>p</i>	19,5	7,7	28,1	35,8	...	...	...	...
3 ^e trimestre <i>p</i>	9,0	5,8	1,6	7,4	...	...	...	...
4 ^e trimestre <i>p</i>	24,0	11,1	1,9	13,0	...	...	...	...
1980 1 ^e trimestre <i>p</i>	16,6	6,8	1,7	8,5	...	...	...	...
1979 Avril <i>p</i>	4,0	2,8	...	2,8	...	...	...	...
Mai <i>p</i>	4,8	1,2	1,8	3,0	...	...	...	...
Juin ⁴ <i>p</i>	10,7	3,7	26,3	30,0	...	...	...	...
Juillet <i>p</i>	2,7	2,0	1,5	3,5	...	...	...	...
Août <i>p</i>	3,8	2,5	0,1	2,6	...	...	...	...
Septembre <i>p</i>	2,5	1,3	...	1,3	...	...	...	...
Octobre <i>p</i>	4,4	2,4	1,5	3,9	...	...	...	...
Novembre <i>p</i>	5,1	1,6	0,2	1,8	...	...	...	...
Décembre <i>p</i>	14,5	7,1	0,2	7,3	...	...	...	...
1980 Janvier <i>p</i>	6,1	1,9	...	1,9	...	...	...	...
Février <i>p</i>	4,2	2,2	...	2,2	...	...	...	...
Mars <i>p</i>	6,3	2,7	1,7	4,4	...	...	...	...
Avril <i>p</i>	7,4	4,4	...	4,4	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

⁴ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

**XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ENVERS LES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS BELGES**

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4)+(10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴ (12)
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³ (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisse d'épargne privées	Divers	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1972 ⁵	3,9	0,4	338,5	342,8	194,2	79,0	138,8	116,2	1,8	530,0	872,8	47,1
1973	4,1	0,4	395,6	400,1	219,9	88,4	161,5	136,2	1,9	607,9	1.008,0	52,6
1974	3,5	0,4	448,6	452,5	248,5	98,0	180,1	158,1	1,6	686,8	1.138,8	58,4
1975	2,1	0,4	524,4	526,9	278,0	110,3	201,0	183,9	1,8	775,0	1.301,9	73,1
1976	1,7	0,4	614,5	616,6	313,6	129,0	232,8	220,0	1,8	897,2	1.513,8	69,6
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	346,4	153,9	261,0	247,3	1,6	1.010,2	1.737,8	85,3
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	387,5	180,8	294,6	284,8	2,2	1.149,9	1.953,6	102,5
1979 ⁵	1,0	0,5	941,0	942,5	423,6	205,3	327,0	317,6	2,8	1.276,3	2.218,8	101,8
1978 Mars	1,1	0,3	711,8	713,2	356,3	159,6	269,5	254,1	1,2	1.040,7	1.753,9	89,8
Juin	0,8	0,5	753,5	754,8	366,1	167,7	281,3	266,4	1,3	1.082,8	1.837,6	99,8
Sept. ⁵	1,0	0,5	772,2	773,7	373,9	174,6	286,1	274,0	1,9	1.110,5	1.884,2	99,8
Déc. ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	387,5	180,8	294,6	284,8	2,2	1.149,9	1.953,6	102,5
1979 Mars ⁵	0,8	0,5	801,5	802,8	397,3	185,3	299,9	290,5	2,0	1.175,0	1.977,8	105,3
Juin ⁵	0,7	0,5	854,6	855,8	402,3	192,0	308,0	296,7	2,4	1.201,4	2.057,2	104,5
Sept. ...	0,6	0,5	880,1	881,2	412,7	199,4	315,5	305,6	2,4	1.235,6	2.116,8	102,5
Déc. ...	1,0	0,5	941,0	942,5	423,6	205,3	327,0	317,6	2,8	1.276,3	2.218,8	101,8
1980 Mars ...	0,5	0,5	940,9	941,9	437,4	210,9	331,7	321,7	2,8	1.304,4	2.246,3	106,0

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11).

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1972	7,4
1973	10,1
1974	10,4
1975	9,7
1976	14,7
1977	16,2
1978	19,9
1979	21,5
1978 2 ^e trimestre	19,3
3 ^e trimestre	19,8
4 ^e trimestre	21,7
1979 1 ^{er} trimestre	20,0
2 ^e trimestre	21,0
3 ^e trimestre	22,0
4 ^e trimestre	23,2
1980 1 ^{er} trimestre	21,3
2 ^e trimestre	20,0

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. —

Indices et Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — CREDITS ¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL ² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire ³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1976	1977	1978	1979	1976	1977	1978	1979
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	14,1	17,5	21,0	25,7	12,3	13,8	17,1	20,2
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	10,6	9,5	8,2	9,1	5,1	5,4	4,3	5,5
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	99,5	116,3	128,4	139,5	56,0	62,0	67,9	71,5
Textile, habillement et cuir	66,0	72,1	73,5	78,0	38,6	40,9	42,1	45,6
Industrie chimique ⁴	144,1	153,7	157,7	173,9	71,5	75,7	74,4	81,8
Métallurgie de base	138,1	149,6	163,1	176,8	91,9	101,0	118,3	128,2
Fabrications métalliques	230,6	254,0	283,9	312,1	118,6	132,5	143,0	162,6
Produits minéraux non métalliques et bois	66,1	71,9	81,6	91,5	41,0	46,1	51,0	59,6
Papier, carton et imprimerie	30,6	31,1	31,9	34,4	18,3	19,7	20,9	21,6
Pétrole	59,6	62,6	57,9	58,3	25,9	29,1	23,0	20,0
Diamant et orfèvrerie	19,7	26,0	36,2	44,9	13,5	18,1	25,8	32,4
Autres	1,4	1,5	1,8	1,7	0,9	1,1	1,2	1,2
Construction et affaires immobilières de génie civil	74,6	84,9	104,4	117,6	42,7	49,1	63,8	74,9
Production et distribution d'énergie et d'eau	31,8	31,9	48,2	47,8	20,9	21,3	27,1	30,2
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	38,4	41,2	45,0	42,3	19,2	19,5	17,8	17,9
Commerce de détail	43,2	50,2	62,4	72,1	24,1	29,1	36,7	43,1
Transports, entrepôts et communications	55,2	65,9	72,6	91,1	40,0	43,5	46,1	57,3
Services financiers ⁵	68,7	77,9	91,3	114,3	33,1	36,0	34,7	51,0
Autres services aux entreprises ⁶	28,4	29,6	31,4	40,7	17,7	18,6	19,0	26,1
Autres services aux particuliers ⁷	49,5	69,9	99,1	129,5	39,0	50,1	74,2	105,2
Total ...	1.270,2	1.417,3	1.599,6	1.801,2	730,3	812,6	908,4	1.055,9

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel, l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur; ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises

et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1976	1977	1978	1979	1976	1977	1978	1979
Communauté Economique Européenne ...	95,8	120,2	144,7	171,3	53,3	65,0	71,4	81,9
Royaume-Uni	21,7	32,4	36,3	43,4	14,5	19,7	16,8	21,7
République Fédérale d'Allemagne	20,4	30,5	36,0	39,1	9,7	15,7	18,3	19,9
France	18,1	21,2	31,0	31,6	7,1	7,9	12,7	12,8
Pays-Bas	17,2	18,3	19,2	23,6	8,6	8,3	9,7	8,1
Italie	7,5	6,6	7,4	13,5	6,8	5,3	6,3	9,7
Luxembourg	5,3	5,0	7,8	8,9	2,7	2,8	3,2	4,3
Danemark	3,9	4,8	6,5	8,4	2,9	3,9	4,1	5,0
Irlande	1,7	1,4	0,5	2,8	1,0	1,4	0,3	0,4
Autres pays d'Europe	53,4	64,3	64,3	76,7	36,4	48,1	45,4	53,0
dont : Espagne	12,8	14,2	16,9	26,2	11,3	13,0	15,1	22,5
Suisse	12,6	13,6	15,4	17,6	3,6	5,9	6,7	8,8
Norvège	10,8	9,5	7,8	6,8	8,6	7,5	6,1	5,4
Suède	9,7	15,3	12,2	9,5	7,2	12,6	8,5	6,5
Etats-Unis et Canada	22,2	22,1	30,2	39,7	9,7	6,9	10,7	13,4
Pays exportateurs de pétrole	17,0	26,3	51,0	63,6	9,5	17,3	25,0	35,7
Autres pays de l'Hémisphère occidental ...	46,7	53,2	64,2	86,4	37,7	41,7	51,3	68,9
dont : Brésil	23,3	26,2	33,3	37,2	20,3	22,8	28,7	34,4
Mexique	10,3	11,6	12,4	19,2	8,2	9,5	9,7	14,8
Autres pays d'Afrique	27,4	31,2	33,7	33,3	19,0	21,4	22,4	27,7
dont : Afrique du Sud	8,7	7,2	5,1	4,5	7,3	6,0	4,0	2,9
République du Zaïre	7,5	6,9	8,4	7,0	4,4	5,3	5,5	6,6
Australie et Nouvelle Zélande	4,6	7,7	7,8	8,0	3,5	3,7	2,9	3,9
Autres pays d'Asie	6,8	11,5	11,0	13,0	3,5	6,0	5,7	8,7
dont : Japon	2,5	2,3	2,1	5,7	1,5	2,1	1,8	4,9
Total ...	273,9	336,5	406,9	492,0	172,6	210,3	234,8	293,2

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur des non-résidents et remises à l'escompte par un

résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non dans le présent tableau.

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes 2 (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes 2 (7)	
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1975	6,5	5,7	3,4	4,1	0,1	10,4	1,0	15,6
1976	6,8	0,8	3,6	4,4	1,2	4,6	1,0	11,2
1977	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3	11,6
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1978 2 ^e trimestre	6,9	1,6	3,7	5,1	0,3	5,2	1,6	12,2
3 ^e trimestre	6,6	...	3,8	4,8	...	3,7	1,9	10,4
4 ^e trimestre	6,7	0,1	4,0	5,2	...	3,8	1,8	10,8
1979 1 ^{er} trimestre	7,7	0,3	2,9	5,0	...	4,6	1,3	10,9
2 ^e trimestre	9,4	...	3,8	5,0	0,4	5,9	1,9	13,2
3 ^e trimestre	7,2	...	3,1	5,3	0,2	3,4	1,4	10,3
4 ^e trimestre	8,2	...	3,9	5,4	...	5,1	1,6	12,1
1980 1 ^{er} trimestre	7,7	...	3,7	5,3	...	4,9	1,2	11,4
2 ^e trimestre	6,1	0,2	3,9	4,8	...	3,8	1,6	10,2
1979 Juillet	6,5	...	3,0	5,5	...	2,2	1,8	9,5
Août	6,9	...	3,2	6,1	...	2,4	1,6	10,1
Septembre	8,2	0,1	3,2	4,2	0,7	5,6	1,0	11,5
Octobre	7,8	...	2,6	4,8	...	3,0	2,6	10,4
Novembre	8,7	...	4,0	4,8	...	6,8	1,1	12,7
Décembre	8,2	...	5,1	6,5	...	5,6	1,2	13,3
1980 Janvier	5,8	...	3,8	6,0	...	2,7	0,9	9,6
Février	9,7	...	3,7	4,8	...	7,5	1,1	13,4
Mars	7,8	...	3,5	5,1	...	4,6	1,6	11,3
Avril	4,2	0,2	5,0	5,6	...	2,6	1,2	9,4
Mai	6,7	0,2	3,6	4,8	...	4,7	1,0	10,5
Juin	7,5	0,1	3,0	4,1	...	4,1	2,4	10,6
Juillet	5,3	0,2	3,4	4,5	...	2,2	2,2	8,9

* La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1972	130,6	3,4	24,9	12,7	171,6
1973	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1975	167,1	8,8	38,0	10,5	224,4
1976	184,9	4,3	33,8	35,8	258,8
1977	200,9	4,9	38,0	32,2	276,0
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1978 1 ^{er} trimestre	209,6	5,0	42,8	39,7	297,1
2 ^e trimestre	214,2	6,6	45,9	33,2	299,9
3 ^e trimestre	207,6	7,4	40,2	44,1	299,3
4 ^e trimestre	201,3	6,8	37,1	64,8	310,0
1979 1 ^{er} trimestre	213,7	3,7	39,8	58,1	315,3
2 ^e trimestre	214,9	6,8	44,0	58,7	324,4
3 ^e trimestre	222,4	3,4	44,2	62,2	332,2
4 ^e trimestre	224,5	7,6	44,6	67,7	344,4
1980 1 ^{er} trimestre	239,9	5,6	44,0	69,9	359,4

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinanciers d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3a. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AYANCES EN COMPTE COURANT DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte (système en vigueur jusqu'au 1 ^{er} novembre 1977)										Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux normal (7)
	Plafonds calculés selon la formule générale : pourcentages appliqués aux moyens d'action retenus 1 (1)	Ensemble des plafonds (2)			Encours imputés 2			Marges disponibles (6) = (2) - (5)			
					Effets visés (3)	Effets non visés réescomptés (4)	Total (5) = (3) + (4)				
		(milliards de francs)									
1970	9,00	38,0			20,7	6,2	26,9	11,1			—
1971	9,00	43,9			19,0	9,4	28,4	15,5			—
1972	8,00	46,2			20,4	14,6	35,0	11,2			—
1973	5,50	37,8			14,4	18,0	32,4	5,4			—
1974 Juin	4,50	32,1			2,6	25,6	28,2	3,9			—
		Sous-plafond A 3 (2a)	Sous-plafond B 3 (2b)	Total (2) = (2a) + (2b)	Sous-plafond A 3 (3a)	Sous-plafond B 3 (3b)	Total (3) = (3a) + (3b)	Sous-plafond A 3 (4a) = (2a) - (3a)	Sous-plafond B 3 (4b) = (2b) - (3b)	Total (4) = (4a) + (4b) = (2) - (3)	
1974	4,00	15,7	15,7	31,4	13,9	12,4	26,3	1,8	3,3	5,1	20,7
1975 Mars	4,25	24,1	10,3	34,4	14,8	6,3	21,1	9,3	4,0	13,3	21,2
Juin	4,75	—	—	39,0	—	—	13,6	—	—	25,4	21,2
Septembre	5,25	—	—	43,1	—	—	18,3	—	—	24,8	25,1
Décembre	5,25	—	—	49,5	—	—	29,1	—	—	20,4	25,7
1976 Mars	4,75	23,6	23,6	47,2	21,9	20,3	42,2	1,7	3,3	5,0	25,7
Juin	4,75	—	—	50,4	—	—	36,4	—	—	14,0	27,2
Septembre	4,25	23,0	23,0	46,0	19,8	19,6	39,4	3,2	3,4	6,6	27,2
Décembre	4,675	—	—	53,8	—	—	40,8	—	—	13,0	28,9
1977 Mars	5,25	—	—	59,9	—	—	29,5	—	—	30,4	29,8
Juin	5,25	—	—	59,8	—	—	35,7	—	—	24,1	30,3
Septembre	5,25	—	—	59,5	—	—	36,4	—	—	23,1	31,9
Octobre	5,25	—	—	59,5	—	—	43,3	—	—	16,2	31,9

1 Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Les encours imputés comprennent les effets réescomptables effectivement mobilisés dans le cadre des plafonds auprès de la B.N.B. ou à l'entremise de l'I.R.G. Ils comprennent également, jusqu'au 7 juillet 1974, les effets visés, réescomptés ou non, ayant maximum deux ans à courir (y compris les effets visés ou certifiés Creditexport, dont les conditions d'imputation ont été modifiées à diverses reprises).

3 a) du 8 juillet 1974 au 31 janvier 1975, du 12 février au 16 juin et du 28 juillet au 19 décembre 1976, le plafond de chaque banque était utilisable :

— par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la B.N.B. aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A) ;

— par moitié pour le réescompte effectif auprès de l'I.R.G. et aux taux fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

b) du 1^{er} février au 31 mars 1975, le plafond de chaque banque était utilisable à concurrence de 70 p.c. pour le sous-plafond A et de 80 p.c. pour le sous-plafond B.

c) du 1^{er} avril 1975 au 11 février 1976, du 17 juin au 22 juillet 1976 et à partir du 20 décembre 1976, la répartition en sous-plafond A et B ayant été supprimée, chaque banque a disposé d'un plafond unique utilisable pour le réescompte :

— soit directement à la B.N.B., d'effets des types définis sous a) et n'ayant pas plus de 120 jours à courir ;

— soit auprès de l'I.R.G. pour les effets de même nature et pour le papier « Creditexport » dont la durée ne dépasse pas un an.

XVIII - 3b. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte (système en vigueur depuis le 2 novembre 1977 ¹)									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux normal (4)
	Ensemble des plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	
	(1a)	(1b)	(1) = (1a) + (1b)	(2a)	(2b)	(2) = (2a) + (2b)	(8a) = (1a) - (2a)	(8b) = (1b) - (2b)	(8) = (8a) + (8b) ou (1) - (2)	
1978 Mars	—	—	66,6	—	—	33,7	—	—	32,9	33,1
Juin	—	—	67,8	—	—	31,1	—	—	36,7	33,6
Septembre ...	—	—	69,9	—	—	52,5	—	—	17,4	34,3
Décembre	54,2	18,0	72,2	49,6	14,3	63,9	4,6	3,7	8,3	34,9
1979 Mars	55,7	18,5	74,2	44,4	5,9	50,3	11,3	12,6	23,9	34,9
Juin	25,5	50,9	76,4	24,5	41,9	66,4	1,0	9,0	10,0	34,9
Juillet	25,4	50,8	76,2	24,3	37,2	61,5	1,1	13,6	14,7	34,8
Août	25,4	50,8	76,2	23,5	37,7	61,2	1,9	13,1	15,0	34,8
Septembre ...	26,1	52,1	78,2	24,8	45,1	69,9	1,3	7,0	8,3	34,8
Octobre	26,1	52,1	78,2	24,2	47,0	71,2	1,9	5,1	7,0	34,8
Novembre	26,1	52,1	78,2	24,6	46,7	71,3	1,5	5,4	6,9	34,8
Décembre	26,7	53,5	80,2	25,3	47,3	72,6	1,4	6,2	7,6	34,8
1980 Janvier	26,7	53,5	80,2	25,0	44,4	69,4	1,7	9,1	10,8	34,8
Février	26,7	53,5	80,2	25,2	45,5	70,7	1,5	8,0	9,5	34,8
Mars	27,6	54,8	82,4	24,3	41,7	66,0	3,3	13,1	16,4	130,0 ³
Avril	27,6	54,9	82,5	25,7	43,2	68,9	1,9	11,7	13,6	130,0
Mai	27,6	54,9	82,5	25,2	41,7	66,9	2,4	13,2	15,6	130,0
Juin	—	—	84,9	—	—	55,8	—	—	29,1	132,8
Juillet	—	—	84,9	—	—	46,1	—	—	38,8	132,8

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se

terminant à la fin du trimestre civil précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération pour la détermination des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
				à court terme	à long terme
	données mensuelles			données trimestrielles	
2 novembre 1977 ...	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² a) du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979, le plafond de chaque intermédiaire financier était utilisable à concurrence de :

— 75 p.c. pour le réescompte, soit auprès de la B.N.B. au taux d'escompte officiel de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets certifiés, d'effets visés « Creditexport » ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et échéant dans les 120 jours (sous-plafond A) ;
— 25 p.c. pour le réescompte auprès de l'I.R.G., au taux fixé par cette institution, d'effets des mêmes catégories qui ne seraient plus imputables sur le sous-plafond A, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant plus de 120 jours à maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

b) du 3 mai 1979 au 28 juin 1979, la subdivision du plafond des facilités de réescompte en deux tranches A et B a été supprimée.

c) du 29 juin 1979 au 25 juin 1980, le plafond de chaque intermédiaire financier était scindé en un sous-plafond A s'élevant à un tiers du plafond total et un sous-plafond B à concurrence du montant restant.

d) à partir du 26 juin 1980, la subdivision des facilités de réescompte en deux tranches A et B a été supprimée.

³ Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tel que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980, le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie (pour la définition de cette partie du plafond : voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »).

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

**XVIII - 3c. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES
EN COMPTE COURANT DES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT
ET DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte (système en vigueur depuis le 2 novembre 1977 ¹)									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux normal (4)
	Ensemble des plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
	Sous-plafond A ²	Sous-plafond B ²	Total	Sous-plafond A ²	Sous-plafond B ²	Total	Sous-plafond A ²	Sous-plafond B ²	Total	
	(1a)	(1b)	(1) = (1a) + (1b)	(2a)	(2b)	(2) = (2a) + (2b)	(3a) = (1a) - (2a)	(3b) = (1b) - (2b)	(3) = (3a) + (3b) ou (1) - (2)	

I. INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

1978 Mars	—	—	10,0	—	—	1,0	—	—	9,0	31,0
Juin	—	—	10,2	—	—	0,8	—	—	9,4	31,8
Septembre	—	—	8,6	—	—	0,5	—	—	8,1	32,6
Décembre	8,1	2,7	10,8	3,4	0,9	4,3	4,7	1,8	6,5	33,1
1979 Mars	8,4	2,8	11,2	3,8	0,4	4,2	4,6	2,4	7,0	33,2
Juin	3,8	7,7	11,5	1,8	1,8	3,6	2,0	5,9	7,9	33,2
Juillet	3,8	7,7	11,5	1,5	2,1	3,6	2,3	5,6	7,9	33,2
Août	3,8	7,7	11,5	1,3	2,0	3,3	2,5	5,7	8,2	33,2
Septembre	3,9	7,9	11,8	1,0	0,9	1,9	2,9	7,0	9,9	33,2
Octobre	3,9	7,9	11,8	1,2	0,2	1,4	2,7	7,7	10,4	33,2
Novembre	3,9	7,9	11,8	2,4	2,3	4,7	1,5	5,6	7,1	33,2
Décembre	4,1	8,1	12,2	2,5	2,5	5,0	1,6	5,6	7,2	33,2
1980 Janvier	4,1	8,1	12,2	2,9	2,3	5,2	1,2	5,8	7,0	33,2
Février	4,1	8,1	12,2	3,0	2,2	5,2	1,1	5,9	7,0	33,2
Mars	4,1	8,3	12,4	2,1	2,5	4,6	2,0	5,8	7,8	32,3 ³
Avril	4,1	8,3	12,4	2,7	2,4	5,1	1,4	5,9	7,3	41,1
Mai	4,1	8,3	12,4	2,5	2,4	4,9	1,6	5,9	7,5	41,1
Juin	—	—	12,7	—	—	4,8	—	—	7,9	42,1
Juillet	—	—	12,7	—	—	4,1	—	—	8,6	42,1

II. CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

1978 Mars	—	—	3,9	—	—	0,1	—	—	3,8	13,4
Juin	—	—	4,1	—	—	...	—	—	4,1	13,8
Septembre	—	—	4,3	—	—	0,6	—	—	3,7	14,2
Décembre	3,4	1,1	4,5	0,5	...	0,5	2,9	1,1	4,0	14,6
1979 Mars	3,4	1,2	4,6	0,9	...	0,9	2,5	1,2	3,7	14,6
Juin	1,6	3,2	4,8	0,5	...	0,5	1,1	3,2	4,3	14,6
Juillet	1,6	3,2	4,8	0,9	...	0,9	0,7	3,2	3,9	14,6
Août	1,6	3,2	4,8	1,0	0,1	1,1	0,6	3,1	3,7	14,6
Septembre	1,6	3,3	4,9	1,0	0,2	1,2	0,6	3,1	3,7	14,6
Octobre	1,7	3,5	5,2	1,1	0,3	1,4	0,6	3,2	3,8	14,6
Novembre	1,7	3,5	5,2	1,4	0,8	2,2	0,3	2,7	3,0	14,6
Décembre	1,8	3,7	5,5	1,4	1,3	2,7	0,4	2,4	2,8	14,6
1980 Janvier	1,8	3,7	5,5	1,3	1,3	2,6	0,5	2,4	2,9	14,6
Février	1,8	3,7	5,5	1,3	1,0	2,3	0,5	2,7	3,2	14,6
Mars	1,9	3,7	5,6	1,6	0,9	2,5	0,3	2,8	3,1	13,2 ³
Avril	1,9	3,7	5,6	1,5	1,1	2,6	0,4	2,6	3,0	13,2
Mai	1,9	3,7	5,6	1,2	0,8	2,0	0,7	2,9	3,6	13,2
Juin	—	—	5,8	—	—	1,8	—	—	4,0	13,6
Juillet	—	—	5,8	—	—	0,9	—	—	4,9	13,6

¹ Voir note 1 du tableau XVIII-8b.

² Voir note 2 du tableau XVIII-8b.

³ Voir note 3 du tableau XVIII-8b.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de

visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». — XLIX^e année, tome I, n° 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ». — Le même, tome I, n° 8, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n° 8, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». — LI^e année, tome I, n° 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». LI^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LII^e année, tome II, n° 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte ¹		Avances en compte courant et prêts ³
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées ² ou certifiées représentatives d'opérations de commerce extérieur	Autres traites et promesses	
1974 8 juillet	8,75	9,50	9,50
1975 30 janvier	8,25	9,00	9,00
13 mars	7,50	8,00	8,00
24 avril	7,00	7,50	7,50
29 mai		6,50	6,50
21 août		6,00	6,00
1976 18 mars		7,00	7,00
23 juillet		8,00	8,00
13 août		9,00	9,00
1 ^{er} octobre		9,00	12,50
20 octobre		9,00	12,00
18 novembre		9,00	11,00
9 décembre		9,00	10,00
1977 6 janvier		8,00	8,00
17 février		7,00	7,00
5 mai		6,50	6,50
23 juin		6,00	6,00
2 décembre		7,00	7,00
14 décembre		9,00	9,00
1978 5 janvier		8,50	8,50
19 janvier		7,50	7,50
2 février		6,50	6,50
16 mars		6,00	6,00
30 mars		5,50	5,50
27 juillet		6,00	6,00
12 octobre		6,00	8,50
1979 18 janvier		6,00	8,00
1 ^{er} février		6,00	7,50
8 mars		6,00	7,00
3 mai		7,00	7,00
31 mai		8,00	8,00
14 juin		9,00	9,00
29 juin		9,00	11,00
4 octobre		10,00	12,00
13 décembre		10,50	12,50
1980 28 février		12,00	13,50
20 mars		14,00	15,00
5 juin		14,00	14,50
26 juin		13,00	13,00
31 juillet		12,00	12,00

¹ Du 8 juillet 1974 au 31 mars 1975, du 12 février au 16 juin 1976, du 23 juillet au 19 décembre 1976, du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVIII-3).

² Le visa a été supprimé le 1^{er} avril 1974.

³ Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes : 95 p.c.; autres effets publics : 80 p.c. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE
NATIONALE DE BELGIQUE**

**XIX - 1c. — TAUX MOYEN PONDERE
DE LA BANQUE NATIONALE
DE BELGIQUE ¹**

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit	Fin de période	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1977 ...	—	9,25	1974	9,18
1978 5 janvier	—	8,75	1975	5,73
19 janvier	—	7,75	1976	9,06
2 février	—	6,75	1977	7,73
16 mars	—	6,25	1978	6,89
30 mars	—	5,75	1979	11,53
27 juillet	—	6,25	1978 1 ^{er} trimestre	5,51
12 octobre	8,50	9,30	2 ^e trimestre	5,50
13 octobre	8,50	9,55	3 ^e trimestre	6,02
16 octobre	8,50	9,30	4 ^e trimestre	6,89
17 octobre	8,50	9,45	1979 1 ^{er} trimestre	6,15
18 octobre	8,50	9,70	2 ^e trimestre	7,31
19 octobre	8,50	10,10	3 ^e trimestre	10,46
20 octobre	8,50	10,30	4 ^e trimestre	11,53
23 octobre	8,50	10,35	1980 1 ^{er} trimestre	12,67
24 octobre	8,50	10,25	2 ^e trimestre	13,01
25 octobre	8,50	10,40	1979 Juillet	8,80
26 octobre	8,50	11,05	Août	9,86
27 octobre	8,50	10,70	Septembre	10,46
2 novembre	8,50	10,25	Octobre	11,18
3 novembre	8,50	10,20	Novembre	11,06
6 novembre	8,50	9,95	Décembre	11,53
7 novembre	8,50	9,75	1980 Janvier	11,85
8 novembre	8,50	9,45	Février	11,79
9 novembre	8,50	9,35	Mars	12,67
10 novembre	8,50	9,25	Avril	14,13
13 novembre	8,50	9,00	Mai	14,10
14 novembre	8,50	8,85	Juin	13,01
15 novembre	8,50	8,70	Juillet	12,04
17 novembre	8,50	8,90		
20 novembre	8,50	8,95		
21 novembre	8,50	9,55		
23 novembre	8,50	9,60		
24 novembre	8,50	9,50		
28 novembre	8,50	9,60		
29 novembre	8,50	9,70		
30 novembre	8,50	9,55		
4 décembre	8,50	9,60		
5 décembre	8,50	9,75		
6 décembre	8,50	9,50		
1979 18 janvier	8,00	8,50		
1 ^{er} février	7,50	8,00		
8 mars	7,00	7,00		
3 mai	—	7,00		
31 mai	—	8,00		
14 juin	—	9,00		
29 juin	11,00	12,00		
28 septembre	11,00	13,00		
4 octobre	12,00	13,00		
13 décembre	12,50	13,50		
1980 28 février	13,50	14,50		
14 mars	13,50	18,00		
20 mars	15,00	18,00		
29 avril	15,00	17,00		
21 mai	15,00	16,50		
30 mai	15,00	16,00		
5 juin	14,50	15,50		
26 juin	—	14,00		
31 juillet	—	13,00		

¹ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux

pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Périodes 1	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable 2			Périodes 1	Taux de négociation d'effets non bancables 3 à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Crédit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		80 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1971 Septembre 24	4,30 ⁴	—	—	1971 Septembre 24	4,10	4,50	4,70
1971	4,45 ⁴	—	—	1971	5,65	5,65	5,65
1972 Mars 14	3,20 ⁴	—	—	1972 Mars 27	2,95	3,20	3,40
1972	4,90 ⁴	—	—	1972	5,10	5,40	5,40
1973 Mars 6	4,70 ⁴	—	—	1973 Janvier 15	5,90	5,90	5,90
1973	7,65	—	—	Avril 9	4,90	5,20	5,40
1974	8,65	10,00	—	1973	9,50	9,50	9,50
1975	5,25	—	5,75	1974 Juillet 8	13,75	13,75	13,75
1976 Février 13	5,90	8,10	—	1974	10,00	10,50	10,90
Mars 5	—	6,75	—	1975	*	5,70	5,80
Octobre 4	8,90	13,50	8,75	1976 Février 12	*	8,10	8,10
1977 Octobre 12	5,55	—	5,55	Mars 4	7,00	7,00	7,00
Décembre	8,75	—	8,75	Octobre 15	15,55	*	15,00
1978 Mars	5,25 ⁵	—	5,25	1977 Novembre 15	6,50	6,75	6,75
Juin	5,25 ⁵	—	5,25	Novembre 30	5,40	5,70	5,90
Septembre	5,75 ⁵	—	5,75	Décembre	9,50	9,50	9,50
Décembre	5,90	8,50	5,90	1978 Mars	5,15	5,35	5,60
1979 Mars	5,90	6,75	5,90	Juin	5,10	5,30	5,50
Juin	8,90	11,00	8,75	Septembre	6,65	6,85	7,00
Juillet	8,90	11,00	8,75	Décembre	9,50	9,50	9,50
Août	8,90	11,00	8,75	1979 Mars	6,90	7,25	7,30
Septembre	8,90	11,00	8,75	Juin	9,00	9,40	9,40
Octobre	9,90	12,00	9,75	Juillet	11,35	11,40	11,40
Novembre	9,90	12,00	9,75	Août	11,30	11,40	11,40
Décembre	10,40	12,50	10,25	Septembre	12,30	11,80	11,80
1980 Janvier	10,40	12,75	10,25	Octobre	13,25	13,35	13,35
Février	11,90	13,75	11,90	Novembre	13,20	13,75	13,60
Mars	13,90	15,25	13,90	Décembre	13,20	13,75	13,75
Avril	13,90	15,25	13,90	1980 Janvier	13,50	13,75	13,70
Mai	13,90	15,00	13,90	Février	14,30	14,35	14,30
Juin	12,90	—	12,90	Mars	16,35	16,60	16,50
Juillet	12,50 ⁴	—	12,50	Avril	16,00	16,05	16,40
				Mai	14,80	15,05	15,00
				Juin	13,35	13,25	13,90
				Juillet	11,95	*	*

¹ Lorsqu'aucune date précise n'accompagne la mention de la période, il s'agit du dernier taux de la période; lorsqu'une date précise accompagne la mention de la période, il s'agit de la date à laquelle le taux atteint un maximum ou un minimum au cours de cette période.

² Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-8).

³ Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

⁴ Taux pour les opérations de 61 à 120 jours.

⁵ Taux pour les opérations de 31 à 120 jours

* Pas d'opérations.

**XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

Période	Moyennes 1
1972	2,48
1973	4,81
1974	9,25
1975	4,63
1976	8,38
1977	5,58
1978	5,17
1979	7,96
1978 2 ^e trimestre	3,89
3 ^e trimestre	4,54
4 ^e trimestre	6,89
1979 1 ^{er} trimestre	6,00
2 ^e trimestre	5,89
3 ^e trimestre	9,28
4 ^e trimestre	10,62
1980 1 ^{er} trimestre	11,31
2 ^e trimestre	13,37
1979 Juillet	9,59
Août	9,34
Septembre	8,91
Octobre	11,32
Novembre	10,06
Décembre	10,58
1980 Janvier	11,74
Février	9,66
Mars	12,59
Avril	14,83
Mai	13,47
Juin	11,96
Juillet	11,84

**XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats du Fonds des Rentes 3 (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 6		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1971	4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15
1972	3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85
1973	7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1973 11 déc.	*	*	8,10
1974	10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1974 10 déc.	*	*	*
1975	5,55	5,80	6,05	6,20	7,14	1975 9 déc.	6,75	*	*
1976	10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	1976 14 déc.	10,75	*	10,50
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	1977 13 déc.	7,75	*	*
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1978 13 juin	6,25	*	*
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	12 sept.	7,40	7,55	7,70
1978 1 ^{er} trim.	5,25	5,50	5,75	6,50	7,69	12 déc.	*	*	*
2 ^e trim.	5,25	5,50	5,75	6,00	5,84	1979 13 mars	8,00	*	*
3 ^e trim.	7,00	7,25	7,50	7,50	6,78	12 juin	9,40	*	9,45
4 ^e trim.	9,50	9,50	9,25	9,25	9,26	10 juill.	*	*	*
1979 1 ^{er} trim.	7,50	7,75	7,90	8,05	8,48	14 août	*	*	*
2 ^e trim.	10,75	11,00	11,25	9,75	8,72	11 sept.	11,50	11,00	*
3 ^e trim.	13,00	13,00	13,00	12,50	11,89	9 oct.	12,75	*	*
4 ^e trim.	14,20	14,30	14,40	14,45	14,09	13 nov.	14,00	13,50	*
1980 1 ^{er} trim.	17,25	17,50	17,50	17,50	14,69	13 déc.	14,10	13,75	*
2 ^e trim.	14,25	14,00	13,75	14,00	16,37	1980 8 janv.	14,15	13,60	*
1979 Juillet	12,00	12,00	12,00	12,00	11,66	12 févr.	14,15	*	*
Août	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	11 mars	15,25	*	*
Sept.	13,00	13,00	13,00	12,50	12,26	8 avril	17,35	*	*
Oct.	14,00	14,00	14,00	14,10	13,35	13 mai	15,75	14,75	*
Nov.	14,00	14,10	14,30	14,35	14,26	10 juin	14,25	*	*
Déc.	14,20	14,30	14,40	14,45	14,39	8 juill.	13,25	13,10	*
1980 Janv.	14,20	14,30	14,40	14,50	14,50				
Févr.	15,00	15,00	15,00	15,00	14,72				
Mars	17,25	17,50	17,50	17,50	15,84				
Avril	16,75	16,75	16,75	17,00	17,26				
Mai	15,50	15,50	15,50	15,75	16,25				
Juin	14,25	14,00	13,75	14,00	14,79				
Juillet	12,50	12,50	12,75	13,00	13,39				

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

2 Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

3 Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains parastatiques d'exploitation. Les taux indiqués

étaient également valables pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

5 Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

6 Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1974	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 ^{er} avril	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75
10 octobre	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25
1977 17 janvier	0,50	4,25	5,25	6,50	6,75	7,25
1 ^{er} mars	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,25
22 juin	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,00
5 juillet	0,50	3,00	4,00	5,25	6,00	7,00
19 septembre	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25
1979 16 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,25
22 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,75
19 mars	0,50	2,75	3,50	4,75	5,75	6,75
16 juin	0,50	3,25	4,00	5,25	6,25	7,25
16 juillet	0,50	4,25	4,75	5,75	6,50	7,25
10 septembre	0,50	4,50	5,00	6,00	6,75	7,75
29 novembre	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de

l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur au 31-12-1974	4,75	1,50	3,75	1,50
1975 1 ^{er} janvier	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars	4,75	1,25	3,75	1,25
1 ^{er} mai	4,50	1,25	3,50	1,25
16 juin	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant 500.000 F.
³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 p.c. l'an sera accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restent en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime est ramenée à 1 p.c. l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'est allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs sont égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
1978 Janvier	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
Avril	8,29	8,22	8,30	8,58	9,26	8,33
Juillet	8,33	8,23	8,22	8,45	9,16	8,29
Octobre	8,63	8,40	8,40	8,77	9,68	8,54
1979 Janvier	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
Avril	8,54	8,48	8,90	8,91	9,38	8,67
Juillet	9,23	9,15	9,42	9,45	10,13	9,30
Août	9,33	9,32	9,63	9,78	10,32	9,47
Septembre	9,59	9,55	9,80	10,00	10,83	9,69
Octobre	9,63	9,67	9,90	9,95	10,92	9,75
Novembre	10,09	10,39	10,58	10,65	11,34	10,35
Décembre	10,61	10,88	11,00	11,08	11,70	10,83
1980 Janvier	10,61	10,83	11,13	11,07	11,93	10,86
Février	11,12	11,20	11,42	11,30	11,82	11,24
Mars	11,63	11,67	11,93	11,80	12,22	11,73
Avril	11,98	12,17	12,45	12,36	—	12,17
Mai	11,65	11,96	12,02	12,18	—	11,86
Juin	11,82	12,16	12,26	12,23	—	12,05
Juillet	11,45	11,77	11,84	11,94	—	11,67

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement

intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

**XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1971	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ...	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier ...	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre .	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ..	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février ...	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre .	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février ...	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier ...	7,00	100,00	7,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	99,00	9,11
20 avril	7,25	100,00	7,25	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50	9,50	100,00	9,50
19 septembre .	6,75	100,00	6,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril	6,25	100,00	6,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50	8,50	100,00	8,50
1979 22 janvier ...	6,75	100,00	6,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,00	100,00	9,00
16 juin	7,25	100,00	7,25	9,00	100,00	9,00	9,25	99,00	9,41	9,25	99,00	9,36
10 septembre .	7,75	100,00	7,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
29 novembre .	8,00	100,00	8,00	10,00	100,00	10,00	10,50	97,75	10,88	10,50	97,75	10,78
1980 28 janvier ...	8,00	100,00	8,00	10,25	100,00	10,25	11,00	100,00	11,00	11,00	100,00	11,00
14 mars	9,00	100,00	9,00	11,75	100,00	11,75	11,75	100,00	11,75	11,75	100,00	11,75
28 avril	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	12,50	100,00	12,50	12,50	100,00	12,50

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, no 2, février 1958 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, no 5,

novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, tome I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	République Fédérale d'Allemagne 1		Etats-Unis 2		France		Royaume-Uni 3		Italie 4		Pays-Bas 5		Canada		Suisse		
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	
Taux en vigueur au 31-12-1977		3,00		6,00		9,50		7,00		14,50		4,50		7,50		1,50	
1978 Janvier ...			9	6,50			6	6,50							27	1,00	
Février ...													9	8,00			
Mars											17	4,00	4	8,50			
Avril							11	7,50									
Mai			11	7,00			5	8,75									
Mai							12	9,00									
Juin							8	10,00									
Juillet ...			3	7,25								26	4,50	26	9,00		
Août			21	7,75													
Septembre .			22	8,00					4	13,50		26	5,50	12	9,50		
Octobre ...			16	8,50								13	6,50	16	10,25		
Octobre ...			31	9,50													
Novembre .							9	12,50						6	10,75		
1979 Janvier ...														3	11,25		
Février ...							8	14,00									
Mars	30	4,00					1	13,00									
Avril							5	12,00									
Mai												31	7,00				
Juin							13	14,00									
Juillet ...												6	7,50				
Juillet ...	13	5,00	20	10,00								13	8,00	23	11,75		
Août			17	10,50													
Septembre .			19	11,00										10	12,25		
Octobre ...			8	12,00					8	15,00				9	13,00		
Octobre ...														25	14,00		
Novembre .	1	6,00					16	17,00				1	8,50		5	2,00	
Novembre .												29	9,50				
Décembre .									6	18,00							
1980 Février ...	29	7,00	15	13,00											28	3,00	
Mars														13	14,19		
Mars														20	14,79		
Mars														27	15,49		
Avril														2	16,20		
Avril														17	15,96		
Avril														24	15,67		
Mai	2	7,50										2	10,00	1	15,40		
Mai														8	14,17		
Mai														15	13,34		
Mai			30	12,00										22	11,83		
Juin			13	11,00										5	11,81		
Juin														12	11,29		
Juin														19	10,67		
Juin												23	9,50	26	10,63		
Juillet ...														3	10,49		
Juillet ...							3	16,00						21	9,00 ⁶	10	10,44
Juillet ...														17	10,35		
Juillet ...														24	10,18		
Juillet ...			28	10,00										31	10,31		
Août														7	10,39		
Août														14	10,26		

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

2 Federal Reserve Bank of New York.

3 Jusqu'au 2 février 1977, il s'agit d'un taux minimum de prêt, basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

4 Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

5 La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée.

6 Le taux des avances qui est plus représentatif. s'élève à 10,00 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1979 31 décembre	1979 7 juin	1980 5 juin	1979 5 juillet	1980 10 juillet
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	92.854	110.255	135.542	211.725	139.410	242.207	157.031	296.683
Or	63.661	78.842	93.671	138.355	74.932	138.247	92.100	185.974
Disponibilités à vue à l'étranger	20.176	20.600	33.026	29.874	30.525	33.387	31.570	35.778
Ecus	—	—	—	32.990	26.644	61.475	26.859	65.895
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ^{1 2}	8.973	10.813	8.845	10.506	7.309	9.098	6.502	9.036
Annuités de prêt de la B.I.R.D.	44	—	—	—	—	—	—	—
Créances sur le Trésor	13.382	12.189	14.704	16.711	23.784	19.823	21.230	19.428
Monnaies divisionnaires	171	17	3	52	75	341	395	292
Comptes courants postaux	487	521	595	509	200	573	199	145
Concours au Trésor Public ³	11.495	10.050	12.140	13.810	21.409	16.270	18.464	16.270
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ⁴	1.229	1.601	1.966	2.340	2.100	2.639	2.172	2.721
Créances provenant d'opérations de refi- nancement	80.872	84.059	114.187	112.577	70.850	83.096	82.202	90.236
Effets escomptés ⁵	26.059	34.086	41.369	48.839	45.301	53.480	46.291	54.601
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁵	36.926	29.601	50.482	37.948	12.112	13.116	23.976	23.632
Avances sur titres	46	48	47	54	48	77	49	104
Effets en cours de recouvrement	17.841	20.324	22.289	25.736	13.389	16.423	11.886	11.899
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM	—	—	—	41.533	25.676	42.066	30.120	54.320
Divers	4.165	3.958	4.580	5.387	3.960	5.990	4.388	4.605
Total ...	191.273	210.461	269.013	387.933	263.680	393.182	294.971	465.272

PASSIF

Billets en circulation	115.405	121.002	130.333	137.860	132.377	137.302	137.076	143.460
Comptes créditeurs extérieurs	7.522	5.090	6.167	5.799	6.174	9.016	6.686	7.430
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	513	792	2.241	2.155	1.160	4.309	1.590	2.639
Compte spécial du Fonds de Stabilisa- tion des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spé- ciaux	2.794	2.773	2.643	3.644	3.731	4.707	3.786	4.791
Dépôts en devises des banques et insti- tutions étrangères	4.215	1.525	1.283	—	1.283	—	1.310	—
Compte courant du Trésor public	1	5.252	27.872	20.419	1	10.522	1	16.524
Comptes créditeurs des agents économi- ques et financiers	15.435	12.154	20.838	24.282	15.359	19.550	17.912	15.957
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	12.783	9.862	17.839	21.351	13.210	17.319	15.385	13.288
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	2.652	2.292	3.000	2.931	2.149	2.231	2.527	2.669
Ecus à livrer au FECOM	—	—	—	32.188	26.604	52.360	26.798	57.929
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	43.997	59.053	73.822	152.935	73.822	152.935	95.289	212.615
Capital et fonds de réserve	1.368	1.444	1.538	1.634	1.634	1.769	1.634	1.769
Divers	7.545	6.466	8.443	12.816	7.709	9.728	9.575	9.588
Total ...	191.273	210.461	269.013	387.933	263.680	393.182	294.971	465.272

¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

² Concours au Fonds Monétaire	4.945	4.312	2.594	2.632	2.587	2.789	2.628	2.893
Acquisition de droits de tirage spéciaux ..	1.806	1.395	1.561	3.431	3.116	4.916	3.296	5.019
Autres opérations ..	2.722	5.166	4.690	4.443	1.606	1.393	643	1.124

³ Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.

Montant maximum du concours au Trésor public	21.350	20.050	22.140	23.810	24.950	26.270	24.950	26.270
dont : non rémunérés	11.850	10.050	12.140	13.810	14.950	16.270	14.950	16.270

⁴ Loi du 27 décembre 1974.

⁵ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets sur le marché monétaire et obligations » :

Effets publics	26.812	16.960	22.993	18.722	10.352	5.728	16.611	6.487
Obligations	14	9	3	3	3	3	3	3
Bons à moyen terme	1.203	1.771	117	2.135	1.674	410	1.906	344
Crédits à moyen terme	29.284	31.951	41.473	48.941	45.384	55.809	46.374	57.492
— Prêts spéciaux à la construction	68	68	16	14	16	12	16	12
— Crédits à l'exportation	26.059	31.086	41.369	48.838	45.301	53.480	46.291	54.601
— Autres crédits	3.156	797	88	89	67	2.117	67	2.879
Crédits à court terme	5.673	9.996	27.265	16.986	—	4.846	5.373	18.908
— Crédits à l'exportation	1.542	5.131	13.567	5.064	—	2.163	2.528	5.861
— Autres crédits	4.131	4.865	13.698	11.922	—	2.683	2.845	8.047

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1976 February 29	1977 February 28	1978 February 28	1979 February 28	1979 June 6	1980 June 4	1979 July 4	1980 July 9
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------	----------------	----------------	----------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	5.234	5.540	6.814	7.542	7.984	8.634	8.045	8.227
Other Securities	805	1.224	975	1.372	1.230	1.380	1.269	2.012
Total ...	6.050	6.775	7.800	8.925	9.225	10.025	9.325	10.250

Notes Issued :								
In Circulation	6.042	6.758	7.776	8.900	9.221	10.003	9.306	10.222
In Banking Department	8	17	24	25	4	22	19	28
Total ...	6.050	6.775	7.800	8.925	9.225	10.025	9.325	10.250

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	1.243	833	1.903	694	1.437	900	1.115	534
Advances and Other Accounts	274	641	227	437	160	311	398	329
Premises, Equipment and Other Securities	157	257	328	263	219	181	285	480
Notes	8	17	25	25	4	22	19	28
Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	1.682	1.748	2.483	1.419	1.820	1.414	1.817	1.371

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Public Deposits	85	112	123	101	25	36	26	30
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	980	712	1.229	255	719	219	741	243
Bankers Deposits	228	372	408	432	391	494	476	472
Reserves and Other Accounts	374	537	708	616	670	650	559	611
Total ...	1.682	1.748	2.483	1.419	1.820	1.414	1.817	1.371

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1975 December 31	1976 December 31	1977 December 31	1978 December 31	1979 June 6	1980 June 4	1979 July 4	1980 July 9
ASSETS								
Gold certificate account	11.599	11.598	11.718	11.671	11.325	11.172	11.321	11.172
Special Drawing Rights certificate account	500	1.200	1.250	1.300	1.800	2.968	1.800	3.018
Coin	347	364	282	274	396	384	358	383
Loans and securities	95.461	105.109	112.493	120.352	110.916	131.498	117.326	129.577
<i>Discounts and advances</i>	211	25	265	1.174	1.582	252	2.434	284
<i>Acceptances</i>	1.126	991	954	587	43	467	682	...
<i>Federal agency obligations</i>	6.190	7.072	8.455	8.029	7.528	9.270	8.028	8.875
<i>U.S. Government securities</i>	87.934	97.021	102.819	110.562	101.763	121.509	106.182	120.418
Cash items in process of collection	9.183	7.835	9.617	12.926	14.539	11.850	14.294	13.636
Other assets	3.312	3.178	2.442	4.543	6.581	5.111	5.684	5.473
Total assets ...	120.402	129.284	137.802	151.066	145.557	162.983	150.783	163.259

LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS

Federal Reserve notes	77.159	83.727	93.153	103.325	104.421	113.916	106.112	116.737
Deposits	34.780	37.260	35.550	36.972	29.991	37.729	31.880	35.323
<i>Member bank reserves</i>	26.052	25.158	26.870	31.152	24.402	32.561	27.488	30.804
<i>U.S. Treasurer-general account</i>	7.285	10.393	7.114	4.196	4.762	3.337	3.436	3.204
<i>Foreign deposits</i>	353	352	379	368	295	517	315	301
<i>Other</i>	1.090	1.357	1.187	1.256	532	1.314	641	1.014
Deferred availability cash items	5.495	5.234	5.807	6.494	7.151	6.454	8.604	6.619
Other liabilities	1.110	1.097	1.234	2.119	1.601	2.292	1.843	2.007
Capital accounts	1.858	1.966	2.058	2.156	2.393	2.592	2.344	2.573
Total liabilities and capital accounts ...	120.402	129.284	137.802	151.066	145.557	162.983	150.783	163.259

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX . 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1976 31. Dez.	1977 31. Dez.	1978 31. Dez.	1979 31. Dez.	1979 7. Juni	1980 7. Juni	1979 7. Juli	1980 7. Juli
AKTIVA								
Währungsreserven	76.656	80.970	102.814	103.013	95.795	95.027	99.510	97.526
Gold	14.002	14.065	17.083	13.693	13.666	13.688	13.666	13.688
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte	10.650	8.595	11.147	9.006	10.513	9.223	10.462	9.080
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenar- beit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	28.488	25.048	34.980	25.436	34.975
Devisen und Sorten	52.004	58.310	74.584	51.826	46.568	37.136	49.946	39.783
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	11.848	9.256	4.397	4.032	4.271	4.035	4.246	4.035
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	19.517	19.588	24.252	36.246	35.355	51.933	47.951	49.241
Inlandswechsel	12.185	12.400	16.402	30.026	25.749	35.326	26.600	35.994
Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung .....	...	...	...	...	...	3.926	7.568	—
Auslandswechsel	1.223	1.629	1.685	3.089	2.544	3.950	2.420	3.851
Lombardforderungen	6.109	5.559	6.165	3.131	7.062	8.731	11.363	9.396
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	10.479	9.588	8.839	8.992	11.398	10.603	8.683	11.635
Kassenkredite (Buchkredite)	1.796	905	156	309	2.715	1.920	...	2.952
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	...	...	...	...	...	500	...	...
Wertpapiere	1.419	693	4.218	2.114	3.789	1.612	3.722	1.509
Deutsche Scheidemünzen	720	810	698	721	725	669	731	677
Postcheckguthaben	271	999	1.214	376	218	222	222	246
Sonstige Aktiva	4.546	6.518	10.121	12.260	7.100	5.045	5.514	5.094
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Währungsreserven und sonstiger Fremd- währungsposition	7.489	10.925	14.184	12.421	9.553	5.760	9.553	5.760
Ingesamt ...	132.945	139.347	170.737	180.175	168.204	175.406	180.132	175.723
PASSIVA								
Banknotenumlauf	59.038	65.567	74.799	79.386	74.763	79.460	76.786	80.807
Einlagen von Kreditinstituten	51.298	52.491	59.366	64.780	57.026	57.329	63.622	53.017
auf Girokonten	51.270	52.464	59.338	64.755	56.998	57.300	63.595	52.988
sonstige	28	27	28	25	28	29	27	29
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	2.939	2.120	4.631	2.939	3.909	1.921	9.552	3.541
Bund	272	296	2.384	1.842	89	71	3.771	63
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	304	150	163	290	413	109	456	275
Länder	2.094	1.630	2.027	729	3.379	1.717	5.282	3.177
Andere öffentliche Einleger	59	44	57	78	28	24	43	26
Sondereinlagen	210	—	—	—	—	—	—	—
Einlagen von anderen inländischen Einle- gern	2.588	3.905	4.087	1.230	3.661	2.261	2.621	3.289
Bundesbahn	4	7	7	13	5	8	7	5
Bundespost (einschl. Postcheck- und Postsparkassenämter)	2.070	3.419	3.515	579	3.084	1.717	2.052	2.695
Sonstiger Einleger	514	479	565	638	572	536	562	589
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot ...	58	—	—	—	—	—	—	—
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinsti- tuten	—	—	—	—	—	—	—	—
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren	6.476	5.366	13.205	6.687	8.363	3.763	7.654	3.888
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft	1.097	489	4.544	3.329	6.743	3.191	4.259	2.963
Einlagen ausländischer Einleger	779	475	4.531	3.220	6.735	3.191	4.175	2.921
Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit	306	...	...	—	—	—	—	—
Sonstige	12	14	13	109	8	—	84	42
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonder- ziehungsrechte	1.489	1.387	1.292	1.749	1.826	2.257	1.826	2.257
Gegenposten im Zusammenhang mit der Bewertung des in den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusam- menarbeit vorläufig eingebrachten Gol- des	—	—	—	9.070	6.429	18.905	7.683	18.905
Sonstige Passiva	7.962	8.022	8.813	11.005	5.484	6.319	6.129	7.056
Ingesamt ...	132.945	139.347	170.737	180.175	168.204	175.406	180.132	175.723

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1976 31 décembre	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1979 31 décembre	1979 7 juin	1980 10 juin	1979 6 juillet	1980 10 juillet
ACTIF								
Encaisse or	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904	11.904
Devises	20.426	20.514	28.982	26.391	22.447	19.548	24.706	20.000
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	5.222	3.949	2.029	—	...	—	...	—
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	926	1.252	236	1.571	268	386	269	427
Bons du Trésor de la Confédération ...	375	267	...	10	...	...	...	...
Avances sur nantissement	157	198	50	886	96	76	24	113
Titres :								
pouvant servir de couverture .....	...	...	2	6	21	3	21	3
autres	64	559	346	958	714	1.047	846	1.049
Correspondants en Suisse	160	172	186	289	47	62	73	100
Pertes sur les réserves de devises au 31-12-1978	—	—	2.593	1.111	2.593	1.111	2.593	1.111
Autres postes de l'actif	65	106	93	119	170	238	194	191
Total ...	39.299	38.921	46.421	43.245	38.260	34.375	40.630	34.898

PASSIF

Fonds propres	68	69	70	70	70	70	70	70
Billets en circulation	19.731	20.397	22.499	23.761	20.969	21.501	21.188	21.559
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	12.644	13.623	15.584	13.207	7.890	6.403	9.684	6.462
Autres engagements à vue	4.005	2.707	4.479	4.528	4.542	3.155	4.820	3.434
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse .....	...	...	...	...	...	...	...	...
les engagements envers l'étranger	246	...	...	...	...	...	...	...
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	955	772	2.893	630	2.873	27	2.767	27
Bons émis par la banque	—	—	—	—	—	1.055	—	1.055
Autres postes du passif	1.650	1.353	896	1.049	1.916	2.164	2.101	2.291
Total ...	39.299	38.921	46.421	43.245	38.260	34.375	40.630	34.898

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or *

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1978 31 décembre	1979 31 décembre	1979 31 mai	1980 31 mai	1979 30 juin	1980 30 juin
I. Or	4.886	5.135	5.037	5.358	5.031	5.360
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	61	9	78	16	13	16
III. Bons du Trésor	1.294	390	1.672	193	394	189
IV. Dépôts à terme et avances	55.359	14.350	62.851	15.149	13.957	15.918
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	3	...	...	7	...	7
b) à plus de 3 mois .....	...	...	...	...	...	...
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	40.014	10.703	44.153	11.314	10.438	12.439
b) à plus de 3 mois	15.342	3.647	18.698	3.828	3.519	3.472
V. Titres à terme	3.644	4.332	22.995	4.054	4.693	4.041
a) à 3 mois au maximum	3.152	4.241	22.316	3.539	4.632	3.681
b) à plus de 3 mois	492	91	679	515	61	360
VI. Divers	1.058	107	1.129	182	6	173
<i>Total de l'actif</i> ...	66.302	24.323	93.762	24.952	24.094	25.697

* Bases de conversion : avant le mois de juin 1979 : \$ E.U. 42,22 l'once de fin; à partir du mois de juin 1979 : \$ E.U. 208 l'once de fin (moyenne des cours cotés sur le marché de l'or pendant l'exercice 1978-1979 de la B.R.I.).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or *

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1978 31 décembre	1979 31 décembre	1979 31 mai	1980 31 mai	1979 30 juin	1980 30 juin
I. Capital :						
Actions libérées de 25 p.c.	301	296	301	296	296	296
II. Réserves	1.192	559	1.192	558	558	591
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	520	384	520	384	384	397
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	75	17	75	16	16	17
4. Fonds de Réserve Libre	567	128	567	128	128	147
III. Dépôts (or)	3.834	4.214	4.068	4.544	4.064	4.557
1. Banques centrales :						
a) à vue	3.738	4.143	3.978	4.464	3.974	4.479
b) à 3 mois au maximum	63	9	33	38	41	34
c) à plus de 3 mois .....	...	29	24	9	16	11
2. Autres déposants :						
a) à vue	33	33	33	33	33	33
IV. Dépôts (monnaies)	60.083	18.996	86.952	19.233	18.878	19.944
1. Banques centrales :						
a) à vue	668	257	814	140	200	126
b) à 3 mois au maximum	47.682	16.430	72.923	16.762	15.800	17.483
c) à plus de 3 mois	9.863	1.689	10.882	1.586	2.355	1.564
2. Autres déposants :						
a) à vue	91	19	45	18	10	13
b) à 3 mois au maximum	683	279	1.164	556	237	592
c) à plus de 3 mois	1.096	322	1.124	171	276	166
V. Divers	881	258	1.249	321	298	291
VI. Dividends payable au 1^{er} juillet 1980	—	—	—	—	—	18
VII. Provisions	11	—	—	—	—	—
<i>Total du passif ...</i>	66.302	24.323	93.762	24.952	24.094	25.697

* Bases de conversion : avant le mois de juin 1979 : \$ E.U. 42,22 l'once de fin; à partir du mois de juin 1979 : \$ E.U. 208 l'once de fin

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandse*

(moyenne des cours cotés sur le marché de l'or pendant l'exercice 1978-1979 de la B.R.I.).

Bank : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse (rapports)*. — *Banque des règlements internationaux (rapports)*

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours des mois de juin et de juillet 1980.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture et pêche; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 19 octobre 1979

portant exécution de l'article 6, deuxième alinéa, de l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978, créant un Fonds de Rénovation industrielle (Moniteur du 1^{er} juillet 1980, p. 8013).

Article 1^{er}. — Les interventions du Fonds de Rénovation industrielle visées à l'article 2, 1^o de l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978 sont mises directement à la disposition de la Société régionale d'Investissement de la Flandre.

.....

Arrêté royal du 16 novembre 1979

coordonnant l'arrêté royal du 17 février 1978 portant création d'un Comité d'Expansion économique pour la Région bruxelloise; l'arrêté royal du 18 mai 1979 modifiant l'arrêté royal du 17 février 1978; l'arrêté royal du 16 novembre 1979 modifiant l'arrêté royal du 18 mai 1979 (Moniteur du 12 juin 1980, p. 7269).

Arrêté royal du 12 décembre 1979

déterminant les régions en exécution de l'article 6, deuxième alinéa, de l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978, créant un Fonds de Rénovation industrielle (Moniteur du 1^{er} juillet 1980, p. 7991).

Article 1^{er}. — La Région flamande, telle qu'elle est définie à l'article 1^{er} de la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979, entre en considération pour les interventions du Fonds de Rénovation industrielle, visées à l'article 2, 1^o de l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978.

.....

Modifications du 17 juillet 1980

à la Constitution (Moniteur du 18 juillet 1980, p. 8643).

.....

TITRE Ibis

« Des Communautés »

« Art. 3^{ter}. La Belgique comprend trois communautés : la communauté française, la communauté flamande et la communauté germanophone.

» Chaque communauté a les attributions qui lui sont reconnues par la Constitution ou par les lois prises en vertu de celle-ci. »

.....

Article unique. — Dans le Titre III de la Constitution est inséré un article 26^{bis}, libellé comme suit :

« Art. 26^{bis}. Les lois prises en exécution de l'article 107^{quater} déterminent la force juridique des règles que les organes qu'elles créent prennent dans les matières qu'elles déterminent.

» Elles peuvent conférer à ces organes le pouvoir de prendre des décrets ayant force de loi dans le ressort et selon le mode qu'elles établissent. »

.....

Article unique. — A. L'intitulé de la Section III du Chapitre Premier du Titre III de la Constitution est modifié comme suit :

« Section III.

» Des Conseils de communauté. »

B. L'article 59^{bis}, § 1^{er}, de la Constitution est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Il y a un Conseil et un Exécutif de la communauté française et un Conseil et un Exécutif de la communauté flamande dont la composition et le fonctionnement sont fixés par la loi. Les Conseils sont composés de mandataires élus.

» En vue de l'application de l'article 107^{quater}, le Conseil de la communauté française et le Conseil de la communauté flamande ainsi que leurs Exécutifs peuvent exercer les compétences respectivement de la région wallonne et de la région flamande, dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi.

» Les lois visées aux alinéas précédents doivent être adoptées à la majorité prévue à l'article 1^{er}, dernier alinéa. »

C. Dans l'article 59^{bis} de la Constitution, il est inséré un nouveau § 2^{bis}, libellé comme suit :

« § 2^{bis}. Les Conseils de communauté, chacun pour ce qui le concerne, règlent par décret les matières personnalisables, de même que la coopération entre les communautés ainsi que la coopération internationale en ces matières.

» Une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 1^{er}, dernier alinéa, arrête ces matières personnalisables, ainsi que les formes de coopération. »

D. A l'article 59^{bis} de la Constitution, il est inséré un nouveau § 4^{bis}, libellé comme suit :

« § 4^{bis}. Les décrets pris en application du § 2^{bis} ont force de loi respectivement dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise, ainsi que, sauf si une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 1^{er}, dernier alinéa, en dispose autrement, à l'égard des institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leur organisation, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre communauté. »

E. L'article 59^{bis}, § 5, de la Constitution est remplacé comme suit :

« § 5. Le droit d'initiative appartient à l'Exécutif et aux membres du Conseil. »

.....
Article unique. — Au titre VIII de la Constitution est inséré un article 135, libellé comme suit :

« Art. 135. Jusqu'à ce que la loi prise en exécution de l'article 59^{bis}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ait pourvu à la composition des Conseils et des Exécutifs de la communauté française et de la communauté flamande, le Conseil de la communauté française comprend les membres du groupe linguistique français des deux Chambres et le Conseil de la communauté flamande comprend les membres du groupe linguistique néerlandais des deux Chambres, le droit d'initiative appartient au Roi et aux membres des Conseils de communauté, et les articles 67, 69 et 129 sont applicables aux décrets. »

Modifications du 29 juillet 1980

à la Constitution (Moniteur du 30 juillet 1980, p. 8899). (Voir aussi rubrique 3.)

Article unique. — L'article 110 de la Constitution est remplacé par le texte suivant :

« Art. 110. § 1^{er}. Aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être établi que par une loi.

§ 2. Aucun impôt au profit de la communauté ou de la région ne peut être établi que par un décret ou une règle visée à l'article 26^{bis}.

La loi détermine, relativement aux impositions visées à l'alinéa précédent, les exceptions dont la nécessité est démontrée.

§ 3. Aucune charge, aucune imposition ne peut être établie par la province que par une décision de son conseil.

La loi détermine, relativement aux impositions visées à l'alinéa précédent, les exceptions dont la nécessité est démontrée.

La loi peut supprimer en tout ou en partie les impositions visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. Aucune charge, aucune imposition ne peut être établie par l'agglomération, par la fédération de communes et par la commune que par une décision de leur conseil.

La loi détermine, relativement aux impositions visées à l'alinéa précédent, les exceptions dont la nécessité est démontrée. »

.....

Article unique. — L'article 111 de la Constitution est remplacé par le texte suivant :

« Art. 111. Les impôts au profit de l'Etat, de la communauté et de la région sont votés annuellement.

Les règles qui les établissent n'ont de force que pour un an si elles ne sont renouvelées. »

.....

Article unique. — L'article 113 de la Constitution est remplacé par le texte suivant :

« Art. 113. Hors les provinces, les polders et wateringues et les cas formellement exceptés par la loi, le décret et les règles visées à l'article 26bis, aucune rétribution ne peut être exigée des citoyens qu'à titre d'impôt au profit de l'Etat, de la communauté, de la région, de l'agglomération, de la fédération de communes ou de la commune. »

.....

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 18 février 1980

fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société nationale du Logement sur les tranches de ses emprunts à lever au cours de l'année 1980 (Moniteur du 12 juin 1980, p. 7273).

Article 1^{er}. — Sur les tranches d'emprunts à lever par la Société nationale du Logement au cours de l'année 1980, le taux de l'intérêt simple à supporter par ladite société est fixé à 2,50 p.c. l'an et ce dès la levée des fonds.

A partir du 1^{er} janvier 1982, la Société nationale supportera de ce chef une annuité comprenant l'intérêt ci-dessus et l'amortissement en soixante-six ans.

.....

Arrêté ministériel du 12 juin 1980.

complétant l'arrêté ministériel du 4 septembre 1959 déterminant les montants et modalités de perception de la contribution à verser au Fonds de garantie (Moniteur du 26 juin 1980, p. 7864).

(Fonds de garantie établi au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel en vue de faciliter l'octroi de crédit professionnel aux petites et moyennes entreprises.)

Arrêté royal du 13 juin 1980

relatif à la dotation de l'Office national du Ducroire (Moniteur du 26 juin 1980, p. 7856).
(Voir aussi rubrique 8.)

Article 1^{er}. — En application de l'article 5 de l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939, est attribuée à l'Office national du Ducroire à titre de dotation, une tranche d'un capital nominal de 1.000 millions de francs en obligations d'un ou plusieurs emprunts de l'Etat belge à désigner par arrêté du Ministre des Finances.

.....

Loi du 18 juin 1980

relative à l'augmentation de la quote-part de la Belgique au Fonds Monétaire International (Moniteur du 10 juillet 1980, p. 8342).

Article 1^{er}. — Le Roi est autorisé à consentir, au nom de la Belgique, à l'élévation à 1.335 millions de droits de tirage spéciaux de la quote-part actuelle de 890 millions de droits de tirages spéciaux de la Belgique dans le Fonds Monétaire International, telle que proposée par le Conseil des Gouverneurs du Fonds aux termes de sa résolution n° 34-2 du 11 décembre 1978.

Art. 2. — Il est ouvert au budget du Ministère des Finances de l'année budgétaire 1980, Titre II - Dépenses de capital - chapitre VIII - Octroi de crédits et participations, à l'article 83.04 « Souscription de la Belgique à l'augmentation des quotes-parts au Fonds Monétaire International » un crédit de F 14.351.250.000.

.....

Arrêté royal du 20 juin 1980

relatif à la frappe de pièces de 500 francs commémoratives du 150^e anniversaire de l'Indépendance de la Belgique (Moniteur du 25 juin 1980, p. 7827).

Article 1^{er}. — A l'occasion du 150^e anniversaire de l'Indépendance de la Belgique, il sera frappé 2.000.000 de pièces de monnaie de 500 francs en argent plaqué sur cupro-nickel.

Ces pièces auront cours légal concurremment avec les monnaies et billets actuellement en circulation.

Art. 2. — Les pièces sont constituées d'un noyau en cupro-nickel sur les deux faces duquel sont plaquées des lamelles d'argent ayant chacune un poids égal au dixième du poids total de la pièce. Elles présentent en outre les caractéristiques suivantes :

Alliage : a) le noyau de cupro-nickel est composé de 750 millièmes de cuivre et de 250 millièmes de nickel avec une tolérance de titre de 10 millièmes en plus ou en moins;

b) les lamelles de surface sont constituées d'argent à 925 millièmes, avec une tolérance de titre de 3 millièmes en plus ou en moins;

Diamètre : 37 millimètres;

Poids : 25 grammes, avec tolérance de 0,3 gramme en plus ou en moins.

La tranche est lisse.

Art. 3. — Les pièces commémoratives portent au droit l'inscription « 1830 Belgique 1980 » ou « 1830 België 1980 », surmontée des effigies des quatre premiers Rois de Notre Dynastie disposées en demi-cercle autour de Notre effigie.

Ces effigies sont l'œuvre de :

Léopold Wiener, pour celle de S.M. le Roi Léopold I;
Franz Vermeyley, pour celle de S.M. le Roi Léopold II;
Godefroid De Vreese, pour celle de S.M. le Roi Albert I;
Marcel Rau, pour celle de S.M. le Roi Léopold III;
Harry Elstrøm, pour celle de S.M. le Roi Baudouin.

A gauche de l'inscription : la couronne royale.

Au revers des pièces : un contour stylisé de la Belgique à l'intérieur duquel figure l'inscription : « 150 ans d'Indépendance de la Belgique » ou « 150 jaar Onafhankelijkheid van België »; au bas du revers : la valeur nominale de la pièce : 500 F; de part et d'autre de la valeur : à droite, le différent de la Monnaie de Bruxelles, une tête casquée de l'archange Saint-Michel, à gauche, celui du Commissaire des Monnaies, un oiseau; à droite du contour de la Belgique, les initiales W.B.B. de l'auteur du dessin de la pièce, Wieslaw Bartłomiej Bielyszew et P.H. du graveur Paul Huybrechts.

Art. 4. — Il sera également frappé 200.000 pièces commémoratives en argent présentant les mêmes caractéristiques que celles décrites à l'article 3 mais dont le champ est poli, les gravures matées et dont l'alliage est composé de : 510 millièmes d'argent avec une tolérance de 10 millièmes en plus ou en moins, 392,5 millièmes de cuivre et 97,5 millièmes de nickel.

Ces pièces ont un diamètre de 37 millimètres et pèsent 25 grammes avec tolérance de 0,3 gramme en plus ou en moins.

La tranche est lisse.

Le Ministre des Finances déterminera les conditions de leur mise en circulation.

Art. 5. — Il sera frappé une quantité égale de pièces portant une légende française et de pièces portant une légende néerlandaise.

Art. 6. — Le pouvoir libératoire entre particuliers des pièces commémoratives de 500 francs est illimité.

.....

Arrêté ministériel du 23 juin 1980

modifiant les arrêtés ministériels des 14 janvier et 31 mars 1980 portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1980 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations (Moniteur du 2 juillet 1980, p. 8043).

Article 1^{er}. — Le taux des intérêts à bonifier aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations est fixé à 8,25 p.c.

Les sommes reçues en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 décembre 1935, relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des notaires, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1968, bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 6,75 p.c.

.....

Arrêté royal du 24 juin 1980

relatif au total des garanties accordées par l'Office national du Ducroire (Moniteur du 5 juillet 1980, p. 8198). (Voir aussi rubrique 8.)

Article 1^{er}. — En application de l'article 8 de l'arrêté royal, n° 42, du 31 août 1939, le total des garanties prévues à l'article 3, § 2, 1°, et octroyées par l'Office national du Ducroire est porté à maximum deux cent vingt milliards de francs.

.....

Loi du 25 juin 1980

relative aux contributions de la Belgique au Fonds asiatique de Développement et au Fonds africain de Développement (Moniteur du 15 juillet 1980, p. 8487).

Article 1^{er}. — Le Roi est autorisé à consentir au nom de la Belgique une contribution d'un montant maximum de 566.640.000 francs belges au Fonds asiatique de Développement, conformément à la Résolution n° 121 « Deuxième reconstitution du Fonds asiatique de Développement » adoptée par le Conseil des Gouverneurs de la Banque asiatique de Développement le 24 juillet 1978.

Art. 2. — Le Roi est autorisé à consentir au nom de la Belgique une contribution d'un montant maximum de 430.366.236 francs belges au Fonds africain de Développement, conformément à la Résolution n° 9-78 concernant l'augmentation des ressources du Fonds : Deuxième reconstitution générale des ressources adoptée par le Conseil des Gouverneurs du Fonds le 27 octobre 1978.

Arrêté royal du 26 juin 1980

autorisant la Société nationale du Logement à contracter, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'un montant effectif de dix milliards de francs (Moniteur du 10 juillet 1980, p. 8343).

Arrêté royal du 4 juillet 1980

relatif à la démonétisation de la pièce de 25 centimes (Moniteur du 30 juillet 1980, p. 8888).

Article 1^{er}. — Les pièces de 25 centimes en cupro-nickel frappées en exécution de l'arrêté royal du 18 février 1964 cesseront d'avoir cours légal à partir du 1^{er} septembre 1980.

Art. 2. — Jusqu'au 15 avril 1981, les pièces visées à l'article 1^{er} pourront être échangées contre des monnaies coursables aux guichets de la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles et en province.

Elles seront acceptées jusqu'au 31 mars 1981 par les percepteurs de la Régie des Postes, et par les receveurs des contributions, des douanes et accises et de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines.

A partir du 16 avril 1981, l'échange cessera et les pièces visées à l'article 1^{er} seront définitivement sans valeur.

Arrêté ministériel du 15 juillet 1980

modifiant les arrêtés ministériels des 14 janvier, 31 mars et 23 juin 1980 portant fixation des intérêts à bonifier en 1980 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des dépôts et consignations (Moniteur du 26 juillet 1980, p. 8811).

Article 1^{er}. — Le taux des intérêts à bonifier aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des dépôts et consignations est fixé à 8 p.c.

Les sommes reçues en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 décembre 1935, relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des notaires, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1968, bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 6,25 p.c.

.....

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté royal du 12 novembre 1979

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1977 (dépenses courantes, dépenses de capital) pour l'Education nationale, régime néerlandais (Moniteur du 19 juin 1980, p. 7520).

Arrêté royal du 12 novembre 1979

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1977 (dépenses courantes, dépenses de capital) pour l'Education nationale, secteur commun aux régimes français et néerlandais (Moniteur du 19 juin 1980, p. 7546).

Loi du 3 avril 1980

ajustant le budget du Ministère des Finances de l'année budgétaire 1979 (Moniteur du 4 juin 1980, p. 6909).

Loi du 3 avril 1980

contenant le budget du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 10 juin 1980, p. 7131).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses du Ministère des Finances afférentes à l'année budgétaire 1980, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	29.192,1	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	11.331,9	20,0	20,0
Total ...	40.524,0	20,0	20,0

.....

Loi du 3 avril 1980

contenant le règlement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat, des entreprises d'Etat et d'organismes d'intérêt public pour l'année 1974 (Moniteur du 4 juillet 1980, p. 8108).

Arrêté royal du 8 mai 1980

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1976 pour l'Education nationale, régime français (Moniteur du 27 juin 1980, p. 7886).

Loi du 12 juin 1980

contenant le budget du Ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 31 juillet 1980, p. 8907).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses du Ministère de la Défense nationale (partie I) et du Cabinet du Vice-Premier Ministre (partie III), afférentes à l'année budgétaire 1980, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I) :			
Partie I	60.895,6	14.227,3	19.492,5
Partie II (pour mémoire)	—	—	—
Partie III	48,4	—	—
Totaux du titre I ...	60.944,0	14.227,3	19.492,5
Dépenses de capital (Titre II, Sous-titre I) :			
Partie I	—	76,0	60,0
Partie II (pour mémoire)	—	—	—
Partie III	0,7	—	—
(Sous-titre II) :			
Partie I	869,0	1.144,0	1.160,0
Totaux du titre II ...	869,7	1.220,0	1.220,0
Sous-totaux parties I (Défense nationale)	61.764,6	15.447,3	20.712,5
Sous-totaux parties II (Affaires bruxelloises) (pour mémoire)	—	—	—
Sous-totaux parties III (Vice-Premier Ministre)	49,1	—	—
Totaux généraux ...	61.813,7	15.447,3	20.712,5

Lois du 17 juin 1980

ajustant le budget du Ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1979 (Moniteur du 31 juillet 1980, p. 8936).

Loi du 19 juin 1980

ajustant le budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'année budgétaire 1979 (Moniteur du 11 juillet 1980, p. 8396).

Loi du 19 juin 1980

contenant le budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 12 juillet 1980, p. 8430).

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses du Ministère de la Prévoyance sociale afférentes à l'année budgétaire 1980 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Dépenses courantes (Titre I)	97.544,6	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	6,4	—	—
Total ...	97.551,0	—	—

.....

Arrêté royal du 27 juin 1980

modifiant les arrêtés royaux n^{os} 19 et 20, du 20 juillet 1970, pris en exécution du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 1^{er} juillet 1980, p. 8016).

Loi du 30 juin 1980

ouvrant des nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1980 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois de juillet, août, septembre et octobre 1980 (Moniteur du 2 juillet 1980, p. 8039).

Loi du 30 juin 1980

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires régionales bruxelloises pour l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 8 juillet 1980, p. 8236).

Loi du 30 juin 1980

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 15 juillet 1980, p. 8488).

Loi du 30 juin 1980

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires régionales flamandes pour l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 15 juillet 1980, p. 8489).

Loi du 7 juillet 1980

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires régionales wallonnes de l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 15 juillet 1980, p. 8485).

Loi du 8 juillet 1980

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 29 juillet 1980, p. 8829).

Modifications du 29 juillet 1980

à la Constitution (Moniteur du 30 juillet 1980, p. 8899). (Voir texte rubrique 1.)

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 13 juin 1980

*relatif à la dotation de l'Office national du Ducroire (Moniteur du 26 juin 1980, p. 7856).
(Voir texte rubrique 2.)*

Arrêté royal du 24 juin 1980

relatif au total des garanties accordées par l'Office national du Ducroire (Moniteur du 5 juillet 1980, p. 8198). (Voir texte rubrique 2.)

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 29 mai 1980

réglementant les prix des viandes bovines et porcines (Moniteur du 12 juin 1980, p. 7267).

Arrêté ministériel du 6 juin 1980

modifiant l'arrêté ministériel du 16 mai 1977 dérogeant aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 novembre 1955 portant réglementation des prix de l'énergie électrique en basse tension et homologuant des tarifs généraux comprenant un terme fixe (Moniteur du 25 juin 1980, p. 7826).

Arrêté ministériel du 23 juin 1980

réglementant les prix des viandes bovines et porcines (Moniteur du 27 juin 1980, p. 7881).

Arrêté ministériel du 23 juin 1980

fixant les prix maxima de vente du lait de consommation (Moniteur du 10 juillet 1980, p. 8345).

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de juin 1980. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

**

GUTH, W.

Problèmes actuels de la politique économique et monétaire internationale.

Bruxelles, Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Conférence, n° 418, novembre 1979, 42 p.

Evolution de la production industrielle en 1979.

(In : Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 4, avril 1980, pp. 313-319.)

BELG. 44

052. - 333.820. - 333.846.0

307.4 - 338.023. - 307.21
332.691.

LAMFALUSSY, A.

Responsabilités et limites de la politique monétaire.

Bruxelles, Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Conférence, n° 419, décembre 1979, 28 p.

VANDERMOTTEN, C.

Tendances longues de l'évolution de la production, de l'emploi et de la productivité industriels en Belgique : 1840-1978.

(In : Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 86, juin 1980, pp. 261-301.)

BELG. 44 E

305.4

330.581.

BRAUERS, W. K.

The Belgian Experience in Interregional Input-output Tables.

Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de Katholieke Universiteit Leuven, 1980, IV+69 blz.

Advies van de Gewestelijke Economische Raad voor Vlaanderen inzake conceptie en procedure van de planning.

(In : G.E.R.V.-Berichten, Antwerpen, n° 25, maart 1980, blz. 73-106.)

BELG. 62 C

307.32

330.581.

Dépôts d'épargne et placements des sociétés privées hypothécaires, d'épargne et de capitalisation, 1975-1978.

(In : Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 4, avril 1980, pp. 320-328.)

BELG. 44

BUREAU DU PLAN.

Les orientations du plan national 1981-1985.

Bruxelles, Bureau du Plan, 1980, 61 p.

330.581. - 338.43

Historique de la planification et caractéristiques de l'élaboration des plans régionaux en Belgique.

(In : *Eco-Brabant, Bruxelles, n° 25 (numéro spécial), juin 1980, pp. 3-5.*)

BELG. 64

331.01 - 331.061. - 338.8

338.043. - 382.11

GODET, M. et RUYSSSEN, O.

L'Europe en mutation.

Luxembourg, Office des Publications officielles des Communautés Européennes, 1980, 155 p.

330.581. - 338.43

Options pour la région bruxelloise dans le cadre du plan 1981-1985.

(In : *Eco-Brabant, Bruxelles, n° 25 (numéro spécial), juin 1980, pp. 6-19.*)

BELG. 64

331.100. - 331.20

Etat, Accumulation du Capital et Lutte des Classes dans l'Histoire de Belgique (1830-1980).

(In : *Contradictions, Bruxelles, n°s 23-24, janvier-juin 1980, 276 p.*)

BELG. 56

330.581. - 338.43

Options du C.E.R.B. relatives au Brabant wallon dans le cadre du plan 1981-1985.

(In : *Eco-Brabant, Bruxelles, n° 25 (numéro spécial), juin 1980, pp. 20-25.*)

BELG. 64

331.100.

EYSKENS, G.

Vijftig jaar welvaartontwikkeling in Vlaanderen.

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven, n° 2, juni 1980, blz. 289-300.*)

BELG. 171

330.581. - 338.43

Options pour le Brabant flamand dans le cadre du plan 1981-1985.

(In : *Eco-Brabant, Bruxelles, n° 25 (numéro spécial), juin 1980, pp. 26-40.*)

BELG. 64

331.30

ALS, G.

Le Luxembourg, profil historique, géographique, économique.

Luxembourg, Service Information et Presse du Gouvernement, 1980, 118 p.

331.30

332.0

CLAES, W.

België... quo vadis !

(In : *Socialistische Standpunten, Brussel, n° 2, april 1980, blz. 70-76.*)

BELG. 155 D

DESMAREZ, P.

Spatialisation et segmentation des marchés du travail.

(In : *Critique régionale, Bruxelles, n° 2, mai 1980, pp. 4-9.*)

BELG. 52

331.30

332.11

Les économies des Etats Membres.

(In : *Economie Européenne, Luxembourg, n° 5, mars 1980, pp. 45-87.*)

C.E. 3

GILLIAMS, S.

Essai d'étude comparée des acquis sociaux dans les droits danois et belge en matière de contrat d'emploi, tels qu'ils sont repris dans les dispositions légales et les conventions collectives.

(In : *Revue du Travail, Bruxelles, n° 12, décembre 1979, pp. 959-971.*)

BELG. 153

331.30 - 331.31

332.26 - 334.151.55

Le mal belge ou la fin des temps faciles; conditions d'un renouveau.

(Document présenté par M. Jacques De Staercke lors de la conférence de presse du lundi 21 avril 1980.)

Bruxelles, Fabrimétal, 1980, 22 p.

PLETTINX, F.

Zijn de loonkosten in de landen van de E.E.G. te vergelijken ?

(In : *Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel, n° 5, mei 1980, blz. 427-435.*)

BELG. 71

1331.30

332.630. - 338.8 - 332.620.

Tendances et perspectives économiques à court terme. L'économie de la Communauté.

(In : *Economie Européenne, Luxembourg, n° 5, mars 1980, pp. 9-43.*)

C.E. 3

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL.

Croissance, changements structurels et politique de la main-d'œuvre; le défi des années quatre-vingts.

Genève, B.I.T., 1979, IV+152 p.

FASTENAEKENS, Chr.

Réflexions à propos d'une tentative d'évaluation du cadre spécial temporaire.

(In : *Critique régionale, Bruxelles, n° 2, mai 1980, pp. 77-83.*)

BELG. 52

VANDERMOTTEN, C. et SORTIA, J.R.

Géographie et emploi industriels en Belgique depuis 1960.

(In : *Critique régionale, Bruxelles, n° 2, mai 1980, pp. 10-29.*)

BELG. 52

332.632.0 - 332.630.

332.71

SILBERBERG, E.

Les primes à l'emploi. — Le plan De Wulf.

(In : *Orientations. Droit social et gestion du personnel, Bruxelles, n° 5, mai 1980, pp. 143-150.*)

BELG. 120

Les femmes sur le marché du travail.

(In : *L'Observateur de l'O.C.D.E., Paris, n° 104, mai 1980, pp. 3-15.*)

O.C.D.E. 8

332.691. - 338.43

332.811.

HEBRANT, J.M.

L'évolution du non-emploi dans l'arrondissement de Liège.

(In : *Wallonie, Namur, nos 39-40, mai-août 1980, pp. 267-285.*)

BELG. 186

Aménagement du temps de travail. Incidence d'une réduction du temps de travail.

(In : *Economie Européenne, Luxembourg, n° 5, mars 1980, pp. 89-128.*)

C.E. 3

332.691. - 338.43

332.823. - 332.824.

Recente evolutie en vooruitzichten inzake tewerkstelling in de industrie in Limburg.

(In : *Economie in Limburg, Hasselt, n° 1, maart 1980, blz. 24-34.*)

BELG. 93

NAYER, A.

Les inspections sociales en Belgique.

Paris, Edit. Vie Ouvrière, 1980, 640 p. + 3 tableaux.

DEGEE, J.L.

L'évolution des luttes ouvrières en Belgique.

(In : *Bulletin de la Fondation André Renard, Liège*, n^{os} 103-104, novembre-décembre 1979, pp. 19-34; n^o 105, janvier-février 1980, pp. 11-23; n^{os} 106-107, mars-avril 1980, pp. 27-50.)

BELG. 17

LOMBRA, R. and STRUBLE, F.

Monetary Aggregate Targets and the Volatility of Interest Rates.

(In : *Journal of Money, Credit and Banking, Columbus*, No. 3, August 1979, pp. 284-300.)

USA 29 D

333.100. - 333.103.

La banque en 1990.

(In : *Banque, Paris, numéro spécial, avril 1980, 63 p.*)

FR. 6

333.110. - 333.846.0 - 336.61
333.841.

NGUYEN, D. Th. and TURNOVSKY, S.J.

Monetary and Fiscal Policies in an Inflationary Economy.

(In : *Journal of Money, Credit and Banking, Columbus*, No. 3, August 1979, pp. 259-283.)

USA 29 D

333.100 - 333.139.2 - 333.137.
333.820.

WESTON, R.

Domestic and Multinational Banking; the Effects of Monetary Policy.

London, Croom Helm, 1980, 411 p.

333.162.

BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX.

Témoignages et points de vue;

Publication du cinquantenaire, 1930-1980.

Bank for International Settlements. Personal recollections and opinions published on the occasion of the fiftieth anniversary 1930-1980.

Bâle, B.R.I., 1980, 201 p.

333.106.

JANSSENS, W.

Banksolvabiliteit en kredietverleningscapaciteit.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen*, n^r 2, april 1980, blz. 227-232.)

BELG. 64 B

333.162.

BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX.

La Banque des Règlements Internationaux et les réunions de Bâle.

(Publication du cinquantenaire, 1930-1980.)

Bâle, B.R.I., 1980, 155 p.

ROUSSEAU, R.

Typen geldhoeveelheden of Mo, M1 en M2.

(In : Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel, n° 5, mei 1980, blz. 437-449.)

BELG. 71

HAFER, R.W.

The New Monetary Aggregates.

(In : Federal Reserve Bank of St. Louis — Review, St. Louis, No. 2, February 1980, pp. 25-31.)

USA 31 F

333.403. - 333.451.1 - 380.27
333.428.

333.432.8

VAUBEL, R.

International Shifts in the Demand for Money, Their Effects on Exchange Rates and Price Levels, and Their Implications for the Preannouncement of Monetary Expansion.

(In : Weltwirtschaftliches Archiv, Kiel, Nr 1, März 1980, S. 1-38.)

DEUTSCHL. 29

BOLTON, G.

The Future of Paper Money.

(In : The Banker, London, No. 650-651, April-May 1980, pp. 91-96; No. 652, June 1980, pp. 67-71.)

G.B. 3

333.405. - 333.454.1 - 333.451.5
333.825. - 333.821.

333.432.8

ADAM, M.C.

Stratégies d'intervention, flux de capitaux et double marché des changes.

(In : Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 86, juin 1980, pp. 155-191.)

BELG. 44 E

DREYER, J.S. and SCHOTTER, A.

Power Relationships in the International Monetary Fund : The Consequences of Quota Changes.

(In : The Review of Economics and Statistics, Cambridge, Mass., No. 1, February 1980, pp. 97-106.)

USA 39

333.420.2 - 333.432.8

333.432.8 - 382.32

GOLD, J.

Les clauses de monnaies convertibles dans le cadre des dispositions monétaires internationales actuelles.

(In : Revue critique de droit international privé, Paris, n° 1, janvier-mars 1980, pp. 1-40.)

JEANNENEY, J.-M.

Incertitudes internationales, système monétaire et protectionnisme.

(In : Politique étrangère, Paris, n° 2, juin 1980, pp. 377-387.)

FR. 50 A

333.432.8

333.451.2 - 333.451.6

TRIFFIN, R.

The Future of the International Monetary System.
(In : *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review*,
Roma, No. 132, March 1980, pp. 29-55.)

ITAL. 4

WITTE, W.E.

Trade Hedging and the Dynamic Stability of the
Foreign Exchange Market.

(In : *The Quarterly Journal of Economics*, Cambridge,
Mass., No. 1, February 1980, pp. 15-30.)

USA 38

333.450.

333.451.6 - 333.825.

DE GRAUWE, P.

Financial Policies in the Industrialized Countries and
the Volatility of Exchange Rates.

(In : *Beihefte zu Kredit und Kapital*, Berlin, Nr 6, 1980,
S. 446-478.)

DEUTSCHL. 16 F

DE GRAUWE, P. a.o.

The Dynamics of Intervention in Foreign Exchange
Markets : Purchasing Power Parity as a Guideline.

(In : *Beihefte zu Kredit und Kapital*, Berlin, Nr 6, 1980,
S. 88-112.)

DEUTSCHL. 16 F

333.451.1

333.451.6

FAVRE, M.

Evolution des taux de change.

(In : *Eurépargne, Revue économique européenne*,
Luxembourg, n° 6, juin 1980, pp. 14-17.)

LUX. 4

The Economics of Flexible Exchange Rates.

(In : *Beihefte zu Kredit und Kapital*, Berlin, Nr 6, 1980,
S. 1-488.)

DEUTSCHL. 16 F

333.451.2

333.451.6 - 333.405.

LEVASSEUR, M. et SIMON, Y.

Les marchés à terme de contrats de devises.

(In : *Banque, Paris*, n° 395, mai 1980, pp. 548-555;
n° 396, juin 1980, pp. 737-741.)

FR. 6

LANEY, L.O.

More Flexible Exchange Rates : Have They Insula-
ted National Monetary Policies ?

(In : *Federal Reserve Bank of Dallas-Voice*, Dallas,
February 1980, pp. 6-18.)

USA 30 D

LIPSCHITZ, L. and SUNDARARAJAN.

The Optimal Basket in a World of Generalized Floating.

(In : *Staff Papers, Washington, No. 1, March 1980, pp. 80-100.*)

FMI 4

FABRY, J.

Rendement en efficiëntie op de Brusselse Beurs.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 2, april 1980, blz. 179-186.*)

BELG. 64 B

333.451.6 - 333.820. - 334.151.27
333.432.8

333.660.

PONIACHEK, H.A.

Monetary Independence under Flexible Exchange Rates.

Lexington, Mass., Lexington Books, 1979, VIII + 215 p.

ALTMANN, E.I. et TUBIANA, P.S.

Les groupements pour l'émission d'emprunts obligataires. Une analyse institutionnelle et empirique.

(In : *Banque, Paris, n° 396, juin 1980, pp. 743-753.*)

FR. 6

333.453. - 333.111.42 - 382.257.
333.432.8

333.714. - 338.046.2

INSTITUT UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL LUXEMBOURG.

Les monnaies et autres instruments de réserve dans les relations financières internationales.

(Journées d'études 1979.)

Luxembourg, I.U.I.L., 1979, 181 p.

La banque et le financement des PME.

(In : *Bulletin hebdomadaire — Kredietbank, Bruxelles, n° 25, 20 juin 1980, pp. 1-4.*)

BELG. 33

333.50 - 333.110. - 333.112.0
333.820.

333.771.3 - 333.152. - 347.747.

Les institutions financières en Belgique — Problèmes actuels.

(In : *Documents CEPESS, Bruxelles, n°s 5-6, septembre-décembre 1979, 165 p.*)

BELG. 149 B

DE VROEDE, P.

De cheque, de postcheque en de reischeque.

Antwerpen, Kluwer, 1979, XI + 133 blz.

DE GRAUWE, P. and VAN DEN BERGH, P.

Monetary Policies and the Exchange Rates in the E.C.-Countries.

(In : *European Economic Review*, Amsterdam, No. 3, May 1980, pp. 343-382.)

GEN. 5 B

GIGANTELLI, A.

Les théories de l'inflation.

(In : *Bulletin de Documentation — Ministère des Finances*, Bruxelles, n° 3, mars 1980, pp. 123-174; n° 4, avril 1980, pp. 45-93.)

BELG. 99

333.831.0

333.846.0 - 333.841. - 333.432.8

Les taux d'intérêt, baromètre des problèmes mondiaux.

(In : *Paribas — Notes économiques*, Bruxelles, n° 31, mai 1980, pp. 2-8.)

BELG. 64 D

BURNS, A.F. e.a.

L'angoisse des banques centrales.

(Fondation Per Jacobsson, Conférence de 1979, Belgrade, Yougoslavie, le 30 septembre 1979.)

Washington, Fondation Per Jacobsson, 1979, V+54 p.

333.840. - 333.451.1

334.151.20

DE GRAUWE, P.

Symptoms of an Overvalued Currency; the Case of the Belgian Franc.

(International Economics Research Paper, 26.)

Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de Katholieke Universiteit Leuven, 1980, 18 blz.

JANS, A.

Die ökonomischen Effekte einer Europäischen Währungsunion.

Bern, Peter Lang, 1979, XII+382 S.

333.841.

334.151.25

CHAN-LEE, J.H.

A Review of Recent Work in the Area of Inflationary Expectations.

(In : *Weltwirtschaftliches Archiv*, Kiel, Nr 1, März 1980, S. 45-82.)

DEUTSCHL. 29

DE GRAUWE, P. and VAN DEN BERGH, P.

Foreign Exchange Market Interventions Using an ECU-indicator.

(International Economics Research Paper, 25.)

Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de Katholieke Universiteit Leuven, 1980, 19 p.

334.151.27

334.151.27

ABRAHAM, J.P.

Le bilan du SME est positif.

(In : *Eur info*, Bruxelles, n° 48, mai 1980, pp. 4-5.)

C.E. 5 A

MACKINNON, S.

The European Monetary System — A Review.

(In : *The Irish Banking Review*, Dublin, March 1980, pp. 14-19.)

IRL. 2

334.151.27

334.151.27

DE PEE, C.

Het EMS na één jaar.

(In : *Bank- en Effectenbedrijf*, Amsterdam, n° 237, mei 1980, blz. 189-192.)

NED. 3 A

REY, J.-J.

The European Monetary System.

(Offprint from « Common Market Law Review ».)

Alphen/Rijn, Sijthoff and Noordhoff International, 1980, pp. 7-30.

334.151.27

334.151.27

DESCAMPS, Chr. et SOICHOT, J.

Quelques aspects du nouveau système monétaire européen.

(In : *Revue d'Economie Politique*, Paris, n° 2, mars-avril 1980, pp. 152-178.)

FR. 52

VAN YPERSELE, J.

L'avenir du Système Monétaire Européen.

(In : *Eurépargne — Revue économique européenne*, Luxembourg, n° 6, juin 1980, pp. 1-2.)

LUX. 4

334.151.27

334.151.4

EMS : First Anniversary.

(In : *A.B.N. Economic Review*, Amsterdam, No. 79, April 1980, pp. 6-9.)

NED. 1

CARDOL, G. en ENGELBURG, R.F.G.

Regionale ongelijkheid en regionaal beleid in de Europese Gemeenschap.

Utrecht, Geografisch Instituut van de Rijksuniversiteit Utrecht, 1979, 114 blz.

334.151.4

334.154.1 - 382.34

VANHOVE, N. and KLAASSEN, L.H.

Regional Policy; a European Approach.
Farnborough, Saxon House, 1980, XVI+488 p.

BELLIS, J.-F.

La réglementation anti-dumping de la Communauté
Economique Européenne.
*Bruxelles, Institut d'Etudes Européennes de l'Université
Libre de Bruxelles, 1980, 67 p. + annexes.*

334.151.6

334.81

BAUDIN, P.

Les problèmes profonds de la politique agricole
commune.
*(In : Revue du Marché Commun, Paris, n° 236, avril
1980, pp. 195-200.)*
FR. 58

MIDDLETON, R.W.

The GATT Standards Code.
*(In : Journal of World Trade Law, Twickenham, No. 3,
May-June 1980, p. 201-219.)*
GEN. 10

334.151.6

336.020. - 336.030.

EISENKRAMER, K.

L'avenir de la politique agricole commune.
*(In : Revue du Marché Commun, Paris, n° 236, avril
1980, pp. 188-194.)*
FR. 58

VLEMINCKX, A.

Seizoenschommelingen in de openbare financiën.
*Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de Ka-
tholieke Universiteit Leuven, 1980, V+61 blz.*

334.151.7

336.207.

FRANZMEYER, K.

Zur Industriepolitik in der Europäischen Ge-
meinschaft.
*(In : Europa-Archiv, Bonn, Nr 11, 10 Juni 1980,
S. 345-353.)*
DEUTSCHL. 4

FRANK, M.

Dépenses fiscales relatives à l'impôt sur le revenu des
personnes physiques et solutions alternatives.
*(In : Public Finance — Finances Publiques, The Hague,
No. 1, 1980, pp. 13-32.)*
GEN. 16 A

336.301.

JACOBS, P.

Analyse van de Rijksschuld voor de periode 1970-1979 volgens de optiek van de looptijdscompositie.

(In : *Bulletin de Documentation — Ministère des Finances, Bruxelles, n° 4, avril 1980, pp. 5-44.*)

BELG. 99

338.040. - 654. - 332.691.

347.446.1 - 338.041. - 658.45

339.4 - 331.04 - 382.257.

Economie en werkelijkheid; het economisch gebeuren vanuit zestien invalshoeken.

(Tien jaar Vlaamse Economische Hogeschool, Brussel.)

Brussel, Vlaamse Economische Hogeschool, 1980, 296 blz.

336.451. - 336.020. - 336.032.

336.301.

Le budget de l'Etat belge; évolution, problèmes actuels, perspectives.

(Colloque organisé à Bruxelles, le 17 décembre 1979, par la section belge du CIRIEC.)

Liège, Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative, 1980, 164 p.

338.043. - 338.6

CONSEIL NATIONAL DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE.

La politique en matière de recherche technologique. (Deuxième rapport et nouvelles recommandations.)

Bruxelles, Conseil National de la Politique Scientifique, 1979, VIII + 43 p.

338.012. - 330.3

CHERIF, M.H. et ILZKOVITZ, F.

Modélisation du système énergétique belge à l'horizon 1990.

(In : *Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 86, juin 1980, pp. 193-234.*)

BELG. 44 E

338.043. - 331.31

SALOMON, J.J.

Changement technique et politique économique.

(In : *L'Observateur de l'O.C.D.E., Paris, n° 104, mai 1980, pp. 16-22.*)

O.C.D.E. 8

338.012. - 338.731. - 338.753.0

Energy : the next twenty years.

(Report by a study group sponsored by the Ford Foundation.)

Cambridge, Mass., Ballinger Publishing Cy, 1979, XXVIII + 628 p.

338.340. - 382.256. - 333.164.1

BAKER, J.C.

The IFC and European Banks : Key Factors in Development Aid.

(In : *Journal of World Trade Law, Twickenham, No. 3, May-June 1980, pp. 264-270.*)

GEN. 10

Quelques aspects du dialogue Nord-Sud.

(In : *Bulletin de la Société Générale de Banque, Bruxelles, n° 198, avril 1980, pp. 1-7.*)

BELG. 27 C

CENTRE D'ETUDES DES REFORMES POLITIQUES.

La vanité du régionalisme économique.

Bruxelles, Centre d'Etudes des Réformes Politiques, 1980, 14 p.

338.43 - 338.40

338.43 - 331.30

ALALUF, M.

Désindustrialisation, segmentation de l'emploi et sites industriels : le cas de la région de Charleroi.

(In : *Critique régionale, Bruxelles, n° 2, mai 1980, pp. 30-55.*)

BELG. 52

DE GRAUWE, P.

Aspecten van de economische achteruitgang van Wallonië.

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven, n° 2, juni 1980, blz. 225-243.*)

BELG. 171

338.43

338.43 - 332.691.

BAECK, L.

Staatshervorming : Zure wijn in oude zakken.

(In : *Tijdschrift voor Economic en Management, Leuven, n° 2, juni 1980, blz. 203-224.*)

BELG. 171

HUBEAU, M.N. et DESMAREZ, P.

La dualité du marché du travail dans le Brabant wallon.

(In : *Critique régionale, Bruxelles, n° 2, mai 1980, pp. 56-70.*)

BELG. 52

338.43

338.43

CABUS, P.

De streek : een geografisch-economisch-planologische benadering. Beoordeling van bestaande regionale indelingen en voorstel tot een nieuwe regionale indeling voor Vlaanderen.

(In : *G.E.R.V.-Berichten, Antwerpen, n° 25, maart 1980, blz. 107-208.*)

BELG. 62 C

SIMONS, P.

Waalse opinies omtrent de regionalisatie : waarom regionaliseren en wat beoogt Wallonië voor de toekomst ?

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven, n° 2, juni 1980, blz. 265-288.*)

BELG. 171

VAN ROMPUY, P. en VERHEIRSTRAETEN, A.

Regionale onevenwichten in België.

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven*, n° 2, juni 1980, blz. 245-263.)

BELG. 171

BRUYERE, M.

Le secteur des non-ferreux en Wallonie.

(In : *Wallonie, Namur*, n°s 39-40, mai-août 1980, pp. 205-228.)

BELG. 186

338.6 - 338.043. - 338.43

338.752.5

LEDENT, P.

L'Index — centre de recherche technologique au service de la Wallonie ?

(In : *Wallonie, Namur*, n°s 39-40, mai-août 1980, pp. 229-242.)

BELG. 186

La construction métallique en Belgique.

(In : *Bulletin hebdomadaire — Kredietbank, Bruxelles*, n° 22, 30 mai 1980, pp. 1-5.)

BELG. 33

338.722.6

338.753.3

MOTTOULLE, A.

Nouveaux indices des prix en agriculture et horticulture; composition et méthodologie.

Bruxelles, Institut Economique Agricole, 1979, 40 p.

COLS, Ph.

Pourquoi l'énergie nucléaire en Europe et particulièrement en Belgique ?

(In : *Electricité, Bruxelles*, n° 170, juin 1980, pp. 3-23.)

BELG. 176

338.751.1

338.753.3 - 338.753.9

FRAYES, W.

La restructuration de la sidérurgie belge.

(In : *Wallonie, Namur*, n°s 39-40, mai-août 1980, pp. 175-189.)

BELG. 186

De l'énergie nucléaire aux nouvelles sources d'énergie; vers un nouvel ordre énergétique international. (Université de Dijon, Institut de Relations Internationales, Travaux du Centre de Recherche sur le Droit des Marchés et des Investissements Internationaux, 6.)

Paris, Librairies Techniques, 1979, 532 p.

SMETS, P.F. et UREEL, J.P.

La Wallonie, pôle de croissance pour l'industrie chimique.

(In : *Wallonie, Namur*, n^{os} 39-40, mai-août 1980, pp. 191-203.)

BELG. 186

MORISSENS, L.

De l'inégalité des revenus à l'inégalité des satisfactions.

(In : *Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles*, n^o 86, juin 1980, pp. 235-259.)

BELG. 44 E

339.0 - 338.43 - 339.230.

339.312.3

WEISERBS, D. et KERVYN DE LETTENHOVE, A.

Essai de répartition régionale du compte des particuliers.

(In : *Bulletin de l'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve*, n^o 59, 1980, pp. 1-26.)

BELG. 33 Z

VAN GREMBERGEN, W.

De kapitaalkost van Belgische ondernemingen.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen*, n^r 2, april 1980, blz. 213-224.)

BELG. 64 B

339.113. - 347.720.1

339.312.6

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Investissement international et entreprises multinationales; responsabilité des sociétés-mères du fait de leurs filiales.

Paris, O.C.D.E., 1980, 133 p.

COOL, K. en DURINCK, E.

De bijdrage van een actief kasbeleid tot de liquiditeitsbeheersing van de onderneming.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen*, n^r 2, april 1980, blz. 189-210.)

BELG. 64 B

339.115. - 336.311.2 - 382.254.

339.320.

La solvabilité d'un pays.

(In : *Bulletin hebdomadaire — Kredietbank, Bruxelles*, n^o 21, 23 mai 1980, pp. 1-6.)

BELG. 33

KESENNE, J.

De consumptiefunctie in een macroverdelingsmodel.

Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de Katholieke Universiteit Leuven, 1980, 16 blz.

HAEX, F. en VAN DEN BULCKE, D.

Belgische multinationale ondernemingen; historische, bedrijfseconomische en macro-economische aspecten.

Diepenbeek, Onderzoekscentrum Economische Hogeschool Limburg, 1979, IX+188 blz.

DE BROUWER, J.L.

Coup d'œil sur la régionalisation de l'administration.

(In : Wallonie, Namur, n^{os} 39-40, mai-août 1980, pp. 255-265.)

BELG. 186

347.728.1

368.40

OOGHE, H.

Financiële analyse en koninklijk besluit met betrekking tot de jaarrekening.

(In : Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n^r 2, april 1980, blz. 155-176.)

BELG. 64 B

DELPEREE, A.

Réflexions à propos de la réforme de la sécurité sociale.

(In : Revue Belge de Sécurité sociale, Bruxelles, n^o 3, mars 1980, pp. 225-248.)

BELG. 141

347.754.

382.22 - 333.846.7 - 333.825.

BRAUN, F. et FRANKEN, M.

Loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail.
(Journée d'étude du 19 octobre 1978.)

Bruxelles, Chambre de Commerce de Bruxelles, 1979, 91 p.

KRUGMAN, P.

A Model of Balance-of-Payments Crises.

(In : Journal of Money, Credit and Banking, Columbus, No. 3, August 1979, pp. 311-325.)

USA 29 D

349.1 - 347.754. - 332.152.
332.20 - 332.80

382.240.

GILLAIN, J.

Le droit du travail belge; essai critique sur l'analyse des relations entre employeurs et travailleurs.

Charleroi, Edit. Présence et Action Culturelles, 1979, 921 p.

HOUARD, J.

La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1979 : questions et quelques éléments de réponse.

(In : Service de Conjoncture — Louvain-la-Neuve, mai 1980, 26 p.)

BELG. 87

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
